

**Jérôme Heurtaux
Cédric Pellen**

1989 à l'Est de l'Europe

Une mémoire controversée

À l'heure du vingtième anniversaire de la chute du Mur de Berlin, ce livre dévoile la complexité, la diversité et la relativité d'un « événement 1989 » dont la signification est loin de faire consensus à l'Est. 1989 y apparaît sous un éclairage nouveau, à une certaine distance de la vision enchantée, dominante à l'Ouest, de cette année symbole de la rupture avec le communisme. Depuis plusieurs années, le statut de mythe fondateur des démocraties post-communistes qu'il semblait avoir acquis est remis en cause par l'émergence de lectures critiques portant aux gémonies des faits encore hier célébrés avec emphase.

Cet ouvrage multiplie les points de vue sur la mémoire de 1989 dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, de la République tchèque à l'Ukraine en passant par la Pologne ou la Roumanie. Il analyse également les tentatives de construction de « contre-événements » ayant vocation à se substituer à 1989 comme symboles de rupture avec le passé communiste. Il accorde enfin de l'importance aux représentations ordinaires de populations est-européennes vis-à-vis d'événements avec lesquels, dans les faits, elles ont souvent conservé une certaine distance.

Jérôme Heurtaux (IRISSO-CNRS) de l'université Paris-Dauphine et Cédric Pellen (SPIRIT-CNRS) de l'IEP de Bordeaux ont réuni dans ce livre des contributions de Muriel Blaive, Anemona Constantin, Julien Danero, Zbigniew Gluza, Ronan Hervouet, Antoine Laporte, Karol Modzelewski, Guillaume Mouralis, Zoe Petre, Jean-Yves Potel, Nadège Ragaru, Alin Rus, Ioulia Shukan, Nicolas Verschueren et Frédéric Zalewski.

éditions de l'aube
28 €

harmonia mundi diffusion livres



Photographie de couverture : © ECPAD (d.r.)

l'aube ■

Jérôme Heurtaux, Cédric Pellen

1989 à l'Est de l'Europe

Jérôme Heurtaux Cédric Pellen

1989 à l'Est de l'Europe

Une mémoire controversée



l'aube

1989 À L'EST DE L'EUROPE

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

Jérôme Heurtaux
Cédric Pellen
directeurs d'ouvrage

1989 à l'Est de l'Europe
Une mémoire controversée

© Éditions de l'Aube, 2009
www.aube.lu

ISBN 978-2-8159-0002-7

éditions de l'aube

Introduction

Jérôme Heurtaux, Cédric Pellen

Bucarest, 22 décembre 1989, 12h08. Elena et Nicolae Ceaușescu montent dans l'hélicoptère qui les exfiltre du Comité central du Parti communiste roumain assiégé par la foule. Seize ans plus tard, dans une petite ville de province qui s'apprête à fêter Noël, le patron de la télévision locale invite pour un débat consacré à la Révolution deux vieux amis désenchantés, l'un retraité, solitaire et acariâtre, l'autre professeur d'histoire endetté et alcoolique. S'ensuit une polémique tragi-comique qui voit l'un des deux « témoins », mis en cause par des auditeurs, s'efforcer de convaincre le présentateur qu'il était bien parmi les manifestants sur la place de la ville avant l'heure fatidique de 12h08, dans un dialogue apparemment absurde où se disputent les accusations des uns et la mauvaise foi des autres, sur fond d'une mémoire visiblement fragile et plurielle. Est-il un manifestant héroïque mobilisé parmi les premiers ou un dissident de la vingt-cinquième heure, planqué jusqu'à la fuite du « génie des Carpatés » ?

Trois problèmes

Cette scène du film du réalisateur roumain Corneliu Porumboiu, *12 h 08 à l'est de Bucarest* (2006) introduit sur un mode anecdotique trois problèmes majeurs auxquels se confronte l'analyse des interprétations de ce que nous appellerons, par commodité de langage, « l'événement 1989 ».

Il rappelle d'abord que « l'événement 1989 » n'a pas l'unité que suggère la vision largement artefactuelle qui domine le discours

Cet ouvrage a été publié avec le concours financier du CCF (Centre de civilisation française, de Varsovie), de SPIRIT (Science politique, relations internationales, territoire – UMR CNRS 5116, Institut d'études politiques de Bordeaux) et de l'ISP (Institut des sciences sociales du politique – UMR CNRS 7220, Université Paris Ouest Nanterre La Défense/ENS Cachan).

ouest-européen et qui symbolise l'ensemble des sorties du communisme par l'une de ses représentations les plus spectaculaires: la « chute » du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989. Il n'y a pas « d'événement 1989 » ou plutôt il y a autant « d'événements 1989 » qu'il y a de versions nationales de la sortie du communisme. D'un pays à l'autre, ce ne sont ni la même temporalité, ni les mêmes faits saillants, ni les mêmes dimensions matérielles dont les traces s'objectivent dans le récit national. Ces variations se retrouvent dans les qualifications multiples de la sortie du communisme: le « tournant » allemand ou la « transition » hongroise ne font pas appel au même lexique du souvenir que la « Révolution » roumaine. Ainsi, parler de « l'événement 1989 » revient à unifier artificiellement plusieurs 1989 sous une symbolique commune.

Encore ces versions nationales n'ont-elles pas partout la même consistance et la même homogénéité. Des visions concurrentes s'opposent au sein même des pays de la zone est-européenne autour du même enjeu, celui de la *bonne* interprétation de l'événement. C'est le second problème abordé très subtilement dans le film, dans lequel des interprétations contradictoires « des événements dramatiques de décembre 1989 », comme l'exprime Manescu le professeur alcoolique, se croisent, souvent autour du dilemme entre le changement et la continuité. D'un côté, la vision la plus courante d'une « Révolution » qui commence à Timișoara et qui, le 22 décembre, « un jour très important pour notre pays » selon le journaliste, permet à la Roumanie d'entrer dans « une nouvelle ère ». C'est l'interprétation politique dominante, dont chaque pays a ses propres versions, répercutées sur les opinions publiques occidentales par la majeure partie des journalistes, des intellectuels et des spécialistes des sciences sociales. De l'autre se dessine la vision d'une interprétation en négatif de 1989 qui en interroge les véritables apports, qui en souligne les apories et qui, à l'instar du présentateur paraphrasant Platon, se demande si à la caverne communiste ne s'est pas substituée « une plus grande caverne », et si les Roumains n'ont pas pris « un feu de paille pour le soleil ». Seize ans après 1989, la petite ville triste et grise de la province roumaine est en effet largement la même, et la

continuité y semble de mise. Malgré le changement de régime et la transformation économique, la plupart de ses habitants continuent à vivre modestement, achètent toujours leur sapin de Noël au marché, sortes d'*homo sovieticus* qui serait passé à côté des bouleversements géopolitiques de la fin du xx^e siècle. Ces réinterprétations ne concernent pas seulement la Roumanie, et ne sont pas nouvelles. Elles n'ont en fait cessé d'accompagner les processus de transformation post-communiste. Dès 1989 surgissent des questionnements sur la *bonne* qualification des événements. S'agit-il d'une Révolution ? Le cas échéant, est-elle terminée ou inachevée¹ ? Récemment ces questionnements semblent avoir acquis une densité et surtout une acuité politique inédites. De part et d'autre du champ politique, se multiplient discours critiques et réinterprétations d'un événement dont la solidité symbolique est mise à rude épreuve.

Enfin, le film aborde un troisième problème trop souvent négligé: la relative distance des populations concernées vis-à-vis de ces événements fondateurs. Distance qui prend souvent la forme de l'indifférence. « Pourquoi s'embêter avec des histoires de Révolution ?, questionne l'un des personnages du film ; ça n'intéresse plus personne. » Distance qui se joue aussi sur le mode de l'expérience collective et individuelle de l'événement. Expérience collective qu'est celle de la ville dans son ensemble et dont la participation à la Révolution hante le présentateur: « La Révolution a-t-elle eu lieu dans notre ville ? » ne cesse-t-il de demander à ses invités. Expérience collective qui s'articule aux milliers d'expériences individuelles de ce jour fatidique. « On fait la Révolution qu'on peut », affirme le vieux grincheux Emanoil Piscosi, racontant comment il a vécu cette « journée particulière » loin de l'événement, habité par le remords né d'une dispute conjugale. Quand, dans le film d'Ettore Scola², c'est l'appartement familial et l'immeuble qui symbolisent la mise à distance de l'événement, ici c'est la vie de province qui tient lieu de point de référence, et dont le caractère globalement dépolitisé souligne combien il est délicat de parler à propos du souvenir de tels événements de « mémoire collective »³.

Quelles que soient l'intensité et l'ambiguïté du souvenir, et indépendamment de l'ampleur des changements réels apportés par l'événement, le film illustre le caractère exceptionnel de 1989 dans les trajectoires des sociétés d'Europe centrale. Les contributions du cinéma roumain à 1989 ne partagent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, l'enthousiasme d'Eisenstein pour la Révolution russe; mais cette «référence électorale»⁴ à 1989, qu'on retrouve aussi dans la littérature⁵ et d'autres disciplines artistiques, souligne la centralité de 1989 comme référent symbolique majeur, comme «rupture dans l'intelligibilité»⁶. En tant qu'il marque l'entrée dans une nouvelle ère: 1989 est devenu un lieu de mémoire et un «moment de mémoire», point de départ d'un nouvel ordre du temps, même si personne n'est allé jusqu'à chercher à imposer, comme dans la France de 1789, un calendrier révolutionnaire⁷.

C'est de cet événement kaléidoscopique, éclaté en récits nationaux, révisé en de multiples arènes et en diverses occasions, maintenu à bonne distance par les mémoires ordinaires, que traite cet ouvrage. 1989 y apparaît sous un éclairage nouveau, qui tranche avec la façon dont l'événement a été jusque-là analysé par les sciences sociales.

L'événement 1989 dans les sciences sociales

Celles-ci ont d'abord cherché à comprendre et/ou à expliquer 1989. La surprise de l'effondrement du communisme, que personne n'avait vraiment anticipé, a suscité une avalanche d'analyses qui divergeaient sur le choix du ou des facteurs explicatifs mais qui convergeaient dans leur même visée étio-logique. À quoi ou à qui les populations de l'Est devaient-elles d'être sorties sans trop d'encombres de cette expérience, que même l'ancien communiste devenu président roumain, Ion Iliescu, finira par juger «globalement négative»⁸? S'est-il effondré de lui-même, sous l'effet de ses contradictions internes, ou est-il tombé sous les coups de boutoir des insurrections populaires, des stratégies des élites communistes, des réformes de Mikhaïl Gorbatchev ou encore des homélies de Jean-Paul II? Dans quelle mesure

les effondrements des régimes communistes sont-ils liés d'un pays à l'autre? Qu'est-ce qui explique le cas échéant la diversité des modes de sortie du communisme? Pourquoi la Roumanie connaît-elle un changement de régime «violent» quand s'affirment partout ailleurs «Révolutions de velours» et «carnavals révolutionnaires»⁹? Ces interrogations sur le «comment» ont le mérite d'avoir pu informer de manière assez précise la diversité des processus de changement de régime, faute d'avoir pu déboucher sur une réponse synthétique et définitive.

C'est pourquoi d'ailleurs ces questionnements n'ont pas disparu, même s'ils se sont progressivement fondus dans un registre qui, bien que présent dès 1989, s'est considérablement développé par la suite: il s'agit du registre de l'attribution d'un sens à l'événement 1989. Loin d'être l'apanage des seuls acteurs politiques, les chercheurs (pas seulement les philosophes) se sont aussi prêtés aux jeux interprétatifs, se demandant, par exemple, si 1989 incarne le triomphe des démocraties libérales, annonce ou non la fin de l'histoire ou même si ce qui s'est effectivement passé mérite ou non le terme de révolution, voire de renaissance, etc.¹⁰ L'événement est pris ici comme analyseur de processus plus larges¹¹: processus de crises politiques, effondrement des idéologies, retour du nationalisme, etc. Cet engagement des intellectuels dans le travail interprétatif, au détriment, souvent, du labeur explicatif, ne doit pas surprendre. La proximité des «intellectuels» aux anciens dissidents devenus acteurs politiques, le fait qu'une partie des intellectuels, eux-mêmes anciens dissidents, interviennent comme «intellectuels critiques universalistes»¹² ou encore la faible autonomie des sciences sociales, expliquent ce primat de «l'engagement» sur la «distanciation» vis-à-vis des processus politiques¹³.

Troisième figure du travail des sciences sociales sur l'événement 1989: l'analyse des effets. On ne compte plus les «bilans» de la «transition» ou de la «consolidation» dressés à des fins d'évaluation. Ces analyses, le plus souvent comparatives, débouchent sur des classements qui ordonnent les pays les uns par rapport aux autres en fonction de leur degré d'avancement sur une hypothétique échelle historique du développement démocratique.

Autant dire que jamais ou presque l'événement n'est véritablement pris au sérieux en tant que tel, alors même que son histoire est encore partiellement à faire¹⁴. Il est de même largement absent des travaux sur les phénomènes mémoriels à l'Est. Ces derniers se sont en effet focalisés sur le passé qui précède l'événement 1989, en particulier sur la postérité de la dissidence. Mais surtout sur ce à quoi l'événement a mis fin : le régime communiste, qui suscite un réel intérêt scientifique jusque dans ses dimensions mémorielles¹⁵, y compris sa composante nostalgique¹⁶. La postérité de 1989 dans les sociétés de l'Est reste donc largement à analyser. À l'exception de quelques rares travaux sur les usages politiques de 1989¹⁷, la « mémoire » des événements, dans toutes ses dimensions, attend son histoire et sa sociologie.

Une autre approche de l'événement 1989

Centrée sur l'analyse des pratiques sociales et discursives des agents sociaux, notre démarche s'attache à maintenir le chercheur à bonne distance d'une approche normative de l'événement. Il ne s'agit pas de délivrer « la » bonne interprétation de 1989, voire même de faire le tri de ses significations plausibles, mais de prendre pour objet même les interprétations politiques, savantes et profanes qui en sont données. Cette ligne permet notamment d'échapper à la tentation purement commémorative de célébration de l'événement. Les problèmes soulevés par « l'exhibitionnisme événementiel » et les rapports entre histoire et mémoire – qui n'épuisent pas d'ailleurs la totalité des rapports entre mémoire et sciences sociales – ont suffisamment été traités pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici¹⁸. Il ne s'agit en aucun cas de souffler les vingt bougies de la Révolution – sinon à notre plume défendante – même s'il importe d'être attentif aux modalités dont le vingtième anniversaire en 2009 est ou n'est pas célébré dans les anciennes démocraties populaires. 2009 est en effet un moment parmi d'autres dans l'histoire discontinuée, conflictuelle et inachevée de l'interprétation, des usages politiques et de la mémoire de 1989.

Symétriquement, il convient de prendre ses distances à l'égard de la critique sceptique de l'événement qui, pour être attentive aux continuités structurelles, risque d'ignorer les faits. L'événement n'est pas *seulement* une illusion entretenue par démocrates et capitalistes de tous poils.

Si les sciences sociales « construisent leur scientificité contre [un] événement »¹⁹ jugé rétif à toute problématisation, l'ignorer constitue une erreur. Pas seulement parce qu'on « ne fait pas l'histoire sans dates »²⁰ mais également parce que l'événement n'est pas entièrement réductible à sa représentation, comme le pense Pierre Nora²¹ : la découverte des logiques de construction et de déconstruction des « événements », l'analyse des formes plurielles de « présence du passé » et notamment des « politiques du passé », restent une tâche essentielle du travail des chercheurs.

Pourquoi et dans quelles circonstances se réfère-t-on à l'événement 1989 ? Quels sont les divers interprètes (intellectuels, journalistes, universitaires, professionnels de la politique, etc.) auxquels on reconnaît une légitimité à parler de l'événement ou au contraire qu'on disqualifie pour ce rôle ? Quels sont les enjeux politiques et sociaux consistant à entretenir une mémoire de l'événement, à définir sur cette base une chronologie particulière des changements ? S'agit-il de légitimer le nouveau personnel politique arrivé au pouvoir dans le sillage de l'événement – ou plus largement de fonder un processus de reconstruction de l'État ou de construction nationale ? Les luttes mémorielles ne sont-elles qu'un terrain de la compétition partisane ou renvoient-elles à des formes spécifiques d'énonciation du politique et de subjectivation ? Dans certains cas, assiste-t-on à des formes spécifiques de mobilisation (commémorations et politiques publiques mémorielles) autour de la mémoire de l'événement ? Quels sont les effets symboliques de ces jeux mémoriels ?

Il s'agit bien ici d'apporter une contribution à une étude de la construction et des usages sociaux et politiques de la mémoire de 1989 dans les pays d'Europe centrale, consistant à analyser les manières plurielles dont le souvenir est construit et activé, ou non, dans la pratique des agents sociaux et politiques.

Pour ce faire, il convient non de se faire interprète à la place des agents sociaux, mais de relier par l'analyse les interprétations existantes et de reconstituer les cadres d'interprétation dans lesquels s'inscrivent les discours : « L'événement ne signifie pas dans un vide²². » À condition, bien sûr, de multiplier les moments mais aussi les sites d'observation des interprétations de 1989 : compétition politique, « espace public », pratiques commémoratives, disciplines artistiques, monde judiciaire, urbanisme, etc. À condition, aussi, de recueillir et d'analyser les perceptions sociales de « l'événement vécu ».

À condition, enfin, de mobiliser diverses sciences sociales afin de multiplier les regards possibles sur les ré-interprétations de l'événement. L'ouvrage réunit des spécialistes – en particulier des jeunes chercheurs – de plusieurs pays de la zone est-européenne, issus de différentes disciplines (histoire, sociologie, anthropologie, science politique, géographie).

Il se compose de trois parties, dont chacune explore une dimension particulière de la production symbolique de l'événement.

Réinterpréter « 1989 »

La première partie interroge les conditions sociales et politiques du travail interprétatif sur l'événement et analyse les enjeux politiques de réinterprétation de ce dernier. Si les significations de l'événement connaissent des évolutions, elles conservent néanmoins à 1989 le statut d'événement saillant dans les représentations que les acteurs se font du passé proche et du présent.

Après avoir reconstitué les mécanismes par lesquels s'est imposée dans les années 1990 en Pologne une lecture dominante de la Table ronde de 1989, symbole d'une « transition négociée », au point de rendre politiquement coûteuse sa remise en cause, Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen montrent comment une interprétation critique de cet événement s'est développée depuis le début des années 2000. Le statut de « mythe fondateur » que semblait avoir progressivement acquis cette date-symbole a en effet connu une profonde mise en question. Les accords entre réformateurs communistes et

modérés de l'opposition, longtemps perçus comme la condition d'une transition en douceur et sans violence, sont désormais relus sur le mode du complot par une partie du personnel politique en quête de légitimité. Les auteurs analysent le succès de ces discours à la lumière des transformations du champ politique, notamment parmi les partis de droite, et constatent l'épuisement du clivage anciens communistes / anciens de Solidarité au profit d'un clivage entre ceux qui doivent leur légitimité à la Table ronde et ceux qui fondent leur identité politique sur sa contestation.

Les évolutions mises en évidence au niveau du champ politique peuvent être analysées à partir d'une seule organisation partisane. Comme le montre Frédéric Zalewski, c'est sous le signe d'une « révolution politique » et non d'une « révolution sociale » qu'est d'abord pensée la transformation polonaise. Si cette vision domine les représentations des principaux acteurs, elle n'empêche pas que se développent dans diverses arènes des controverses, dont les logiques relèvent des règles de la compétition politique, portant sur la bonne interprétation de l'événement. C'est particulièrement net au sein du Parti paysan polonais (PSL) où s'affrontent un temps un discours dominant, qui favorise une lecture politique de la rupture de 1989 et une lecture davantage « paysanne » et « sociale » des changements qui finira par être évincée.

On le voit bien : le parti pris consiste ici à ne pas limiter l'analyse aux seules interprétations proposées par les intellectuels. Les luttes politiques n'ont pas cependant, elles non plus, l'exclusivité des jeux mémoriels. L'espace symbolique de l'interprétation de 1989 s'observe à partir d'une multiplicité d'arènes et de contextes. Guillaume Mouralis montre par exemple comment, dans le contexte judiciaire de l'épuration des fonctionnaires de la République démocratique allemande (RDA) accusés de divers méfaits perpétrés contre des citoyens est-allemands, l'interprétation de la fin de la RDA en termes de « révolution pacifique », permettant la définition d'une chronologie « étroite » de l'épuration, remplit une fonction politico-mémorielle précise dans l'Allemagne unifiée. Dans un effort soutenu pour présenter comme « ordinaire » une pratique judiciaire en réalité exceptionnelle,

les magistrats ouest-allemands en charge de l'épuration post-communiste prétendirent souvent qu'ils ne faisaient que poursuivre, en l'amplifiant, un processus engagé par les autorités de la RDA à l'automne 1989.

Reste que dans certains cas, à l'instar de la Moldavie analysée par Julien Danero et Nicolas Verschueren, il est difficile de déterminer si une interprétation est ou non dominante. En Moldavie, comme dans les anciennes républiques socialistes soviétiques, ce n'est pas en 1989 mais en 1991 qu'a lieu le changement de régime. Dans ce pays, « l'événement 1991 » fait l'objet, depuis le début des années 1990, de deux récits contradictoires de l'histoire de la Moldavie sur fond de construction nationale. À une vision dite « moldovaniste » insistant sur l'histoire pluriséculaire du pays et qui fait de la proclamation de l'indépendance en 1991 le signe du caractère éternel de l'État moldave, s'oppose un discours dit « roumaniste », qui envisage lui l'événement 1991 comme le symbole incontestable de la volonté du peuple moldave de renouer avec l'histoire du voisin roumain.

Des mythes fondateurs aux contre-événements

Le mythe fondateur peut donc être ébranlé en tant que socle de signification tout en restant néanmoins un point central de référence. Il peut aussi faire l'objet de discours qui en contestent radicalement l'importance ou la centralité. La seconde partie de l'ouvrage réunit ainsi des contributions qui retracent des controverses portant sur la localisation de l'événement dans le temps et dans l'espace et qui assignent à d'autres faits le statut d'événement pertinent pour penser les changements.

En Allemagne, par exemple, l'épisode de la réunification le 3 octobre 1990 apparaît comme plus central que la chute du Mur dans les représentations d'un certain nombre d'acteurs politiques et urbanistiques. Antoine Laporte constate ainsi la rareté des références aux événements de 1989 au cours des débats parlementaires qui portent en 1991 sur la localisation de la nouvelle capitale de l'Allemagne. En outre, c'est toujours la

réunification que les urbanistes ont en tête lorsqu'ils réaménagent le centre de Berlin au cours des années 1990. Dans une ville fortement marquée par l'histoire allemande – mais aussi mondiale – du xx^e siècle, la chute du Mur n'est finalement qu'un épisode parmi d'autres qui se superpose aux expériences ayant marqué Berlin à l'époque contemporaine, en particulier celle du national-socialisme.

Ce mécanisme de substitution d'un événement à un autre dans les représentations dominantes n'est pas propre à l'Allemagne. Il peut concerner jusqu'aux cas dans lesquels l'événement 1989 a pourtant pris une ampleur inégalée, à l'instar de la « Révolution roumaine ». Anemona Constantin analyse ainsi la manière dont le mouvement de contestation qui se déroule sur la place de l'Université à Bucarest d'avril à juin 1990 est le théâtre d'une tentative de construction, par les opposants au Front de salut national (FSN) de l'ancien communiste Ion Iliescu, d'un événement se substituant symboliquement à celui de 1989. Non seulement la Révolution de décembre est relue et réinterprétée de part et d'autre du champ politique tout au long de cette manifestation marathon ; mais, plus fondamentalement, ce sont les critères de la légitimité politique et la définition même du jeu politique qui sont alors mis en question. L'issue violente de cette manifestation, par la répression des manifestants perpétrée par des mineurs venus de la vallée du Jiu, sanctionne cependant l'échec de cette tentative de construction d'un événement alternatif à la Révolution de 1989 et participe à nourrir le sentiment, chez les opposants au FSN, que la véritable rupture n'interviendra vraiment qu'en 1996, au moment de la première alternance électorale.

Le voisin bulgare connaît un phénomène analogue mis en lumière par Nadège Ragaru, qui étudie les controverses publiques qui ont accompagné en Bulgarie la définition des lieux et moments de la « rupture » post-communiste. À l'instar de la Roumanie en 1996, c'est en 1997, à l'occasion des mobilisations sociales de janvier et des élections anticipées d'avril, que naît un discours valorisant 1997 comme moment charnière par excellence. Là où

la gauche (ex-communiste) a valorisé le rôle du renversement du dictateur, Todor Jivkov, en novembre 1989, dans sa mise en récit du post-communisme, l'Union des forces démocratiques (SDS, anticommuniste) et les acteurs sociaux ayant pris part à la mobilisation de janvier 1997 ont entrepris d'ériger les manifestations de janvier et l'élection, trois mois plus tard, d'une nouvelle majorité, en «vrai» point de départ des réformes post-communistes. Ce travail de construction de la légitimité politique s'appuie également sur des logiques discursives et intellectuelles plus complexes, qui font varier les échelles de temps, par l'invocation de passés pluriels et diversement éloignés dans le temps.

Des non-événements ?

Les images des « Révolutions » de 1989 montrent partout des populations mobilisées : c'est la foule bucarestoise qui manifeste son indignation devant le Comité central du Parti communiste, c'est la foule tchécoslovaque qui envahit la place Venceslas de Prague, c'est la foule en liesse qui abat le Mur de Berlin. Ces images suggèrent le rôle des mobilisations populaires dans l'effondrement final des régimes communistes. Elles véhiculent implicitement l'idée selon laquelle de grandes passions collectives ont gagné des populations politisées et déterminées à changer de régime.

En saisissant les événements par le prisme des expériences individuelles, la troisième partie entend remettre en cause cette vision enchantée – et un peu naïve – de l'effondrement du communisme.

D'abord en insistant sur la distance que les populations « ordinaires » entretiennent à l'événement. L'enquête menée par Muriel Blaive dans une petite ville de République tchèque, Ceské Velenice, met en évidence le contraste profond entre les discours historiques, sociologiques et politiques sur « 1989 » comme événement majeur en Tchécoslovaquie et la façon dont cet événement est concrètement perçu par des personnes ordinaires dans la société tchèque. L'un des principaux points de divergence porte sur la représentation de 1989 en termes de

changement et de rupture. Les représentations ordinaires sont contradictoires avec la politique mémorielle des « élites » politiques. En effet, c'est d'une façon générale l'indifférence, voire l'ignorance, à l'égard des événements de l'histoire contemporaine qui dominent les discours profanes.

Cette distanciation des populations à l'égard de l'événement peut par ailleurs se traduire par la mise en avant d'autres types d'événements plus personnels, comme le décrit Ronan Hervouet à partir d'une enquête par entretiens biographiques menée auprès de personnes ordinaires en Biélorussie. Dans ce pays, c'est bien sûr la proclamation de l'indépendance par le Parlement biélorusse le 25 août 1991 qui marque le changement de régime, quelques jours avant la dissolution de l'Union soviétique. Loin de faire état des « grands événements » de l'histoire biélorusse contemporaine, les agents sociaux qui ne sont pas directement investis dans le champ politique et ses luttes ne font pas ou presque pas référence à 1989 ou à 1991, même s'ils reconnaissent que ces derniers ont provoqué certains changements dans leur vie professionnelle ou domestique. D'autres « événements » personnels et mineurs s'imposent dans les discours, qui varient selon les appartenances générationnelles, professionnelles et géographiques ainsi que certains événements socialement labellisés comme tels : la Grande guerre patriotique, la perestroïka, la catastrophe de Tchernobyl, etc.

Encore faut-il prendre soin de ne pas opposer strictement visions ordinaires et profanes et représentations officielles et politiques des événements, en supposant que ces dernières seraient partagées par l'ensemble du personnel politique. Ioulia Shukan montre ainsi, à partir d'une enquête auprès d'anciens communistes ukrainiens, la diversité des expériences individuelles – y compris au sein de l'ancienne élite. Si l'Ukraine a connu récemment sa « Révolution orange », elle a longtemps suivi une trajectoire proche de la Biélorussie. Deux visions contradictoires de 1991 s'opposent dans ce pays. L'une décrit positivement la « rupture » à l'égard du système soviétique, l'autre considère la sortie du communisme comme inachevée en raison de la continuité de

l'ancien personnel communiste dans la plupart des structures du pouvoir et de l'État. Cette vision de 1991 en termes de continuité des élites dirigeantes, qui disqualifie ces dernières comme opportunistes, dissimule la diversité concrète des expériences personnelles des anciens communistes et de leurs représentations. L'étude montre que c'est moins 1991 que les années de la perestroïka qui suscitent les redéfinitions identitaires et qui sont au principe de la variété des trajectoires sociales et politiques alors possibles.

En s'intéressant à la mémoire des mineurs ayant participé aux « minériades » de 1990 en Roumanie, Alin Rus explore enfin une dernière piste d'analyse des visions « profanes » de l'événement. Le recueil des souvenirs de participants « ordinaires » à un événement « extraordinaire » oriente le questionnement sur les logiques par lesquelles la mémoire ordinaire est travaillée, voire altérée, par l'évolution de la mémoire officielle de l'événement. Ainsi, le processus de disqualification sociale des minériades depuis la fin des années 1990, entretenu par les milieux politique, intellectuel et judiciaire, conduit-il les mineurs à minimiser, voire occulter, leur propre contribution à la violence des événements.

L'ouvrage est conclu par la retranscription d'une table ronde organisée à Varsovie le 17 octobre 2008 et réunissant quatre intellectuels, « témoins privilégiés » des événements de 1989. Les Polonais Karol Modzelewski et Zbigniew Gluza, la Roumaine Zoe Petre et le Français Jean-Yves Potel confrontent leurs points de vue sur l'événement, mêlant souvenirs personnels et analyse. Leurs interventions font écho aux principales réflexions abordées dans l'ouvrage : 1989 comme événement, 1989 confronté à des contre-événements, ou encore 1989 comme non-événement : leurs désaccords montrent combien la présence du passé dans le présent fait l'objet de controverses durables dans les espaces publics de l'Est européen.

Notes

1. Lire par exemple « Cet étrange époque post-communisme. Adam Michnik s'entretient avec Václav Havel », in Georges Mink & Jean-Charles Szurek (dir.), *Cet étrange post-communisme*, CNRS-La découverte, Paris, 1992, p. 17-48.
2. *Une journée particulière*, 1977.
3. Halbwachs Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Albin Michel, Paris, 1994.
4. Lavabre Marie-Claire, « Paradigmes de la mémoire », *Transcontinentales*, n° 5, 2^e semestre 2007, p. 142.
5. Par exemple Grass Günter, *L'appel du crapaud*, Seuil, Paris, 1992.
6. Bensa Alban & Fassin Éric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, mars 2002, p. 5-20.
7. Pomian Krzysztof, *L'ordre du temps*, Gallimard, Paris, 1984.
8. Iliescu Ion, *Le grand choc d'une fin de siècle trop court. Communisme, post-communisme et démocratie. Entretiens avec Vladimir Tismaneanu*, Éditions du Rocher, Paris, 2004.
9. Kenney Padraic, *A Carnival of Revolution. Central Europe 1989*, Princeton University Press, Princeton, 2002.
10. Les ouvrages parus sous la direction de Vladimir Tismaneanu en 1999 et 2000 illustrent bien cette évolution. Voir : Tismaneanu Vladimir (dir.), *The Revolutions of 1989*, Routledge, London-New York, 1999 ; Sorin Antohi & Tismaneanu Vladimir (dir.), *Between Past and Future. The Revolutions of 1989 and their Aftermath*, Central European University Press, Budapest, 2000.
11. À la façon de Le Roy Ladurie Emmanuel, *Le carnaval de Romans*, Gallimard, Paris, 1979.
12. Sapiro Gisèle, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 176-177, mars 2009.
13. Elias Norbert, *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Fayard, Paris, 1993.
14. D'autant qu'une partie des travaux historiques sur 1989 restent cantonnés à une histoire « événementielle » dans son sens classique.
15. Mayer Françoise, *Les Tchèques et leur communisme. Mémoire et identités politiques*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2004 ; Maurel Marie-Claude & Mayer Françoise (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé. Les tourments de la mémoire*, L'Harmattan, Paris, 2008 ; Mink Georges & Neumayer Laure (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*,

- La Découverte, Paris, 2007; Mayer Françoise (dir.), « Mémoire à l'Est », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 3; Brossat Alain, Combe Sonia, Potel Jean-Yves & Szurek Jean-Charles (dir.), *À l'Est, la mémoire retrouvée*, La Découverte, Paris, 1990.
16. Todorova Maria & Zsuzsa Gille (dir.), *Post-Communist Nostalgia*, Berghahn Books, Oxford-New York, à paraître en 2010.
 17. Par exemple, Gussi Alexandru, « Construction et usages politiques d'un lieu de mémoire. La place de l'Université de Bucarest », *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. II, n° 4, 2002, p. 1057-1091.
 18. Nora Pierre, « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, I, La République, Gallimard, Paris, 1984, p. XV-XLII; Le Goff Jacques, *Histoire et mémoire*, Gallimard, Paris, 1988. Précisons ici que la tâche des sciences sociales consiste peut-être moins à opposer leur interprétation aux perceptions des acteurs, en une sorte de version adaptée de l'opposition histoire/mémoire, qu'à orienter l'analyse vers les interprétations que les acteurs sociaux, chercheurs compris, proposent de l'événement.
 19. Bensa Alban & Fassin Éric, *art. cit.*
 20. Lévi-Strauss Claude, *La pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962, p. 342.
 21. Nora Pierre, « Le retour de l'événement », in Jacques Le Goff & Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire, vol. I, Nouveaux problèmes*, Gallimard, Paris, 1974, p. 210-229.
 22. Bensa Alban & Fassin Éric, *art. cit.*

Première partie

L'ÉVÉNEMENT RÉINTERPRÉTÉ LES CONTORSIONS SYMBOLIQUES DE 1989

Pologne
La Table ronde, un meuble politiquement encombrant
Jérôme Heurtaux, Cédric Pellen

Le 6 février 1989, après plusieurs mois de discussions informelles, les négociations dites de la Table ronde s'ouvrent à Varsovie entre les représentants de l'État communiste et ceux du mouvement d'«opposition démocratique» Solidarité. Le 6 avril 1989, un accord est signé: Solidarité est à nouveau légalisé¹, en échange de quoi ses dirigeants acceptent de participer aux élections parlementaires semi concurrentielles organisées en juin². Contre toute attente, ces élections sont un triomphe pour les candidats du mouvement d'opposition qui remporte la quasi-totalité des mandats mis en compétition³. Bien que, selon les termes de l'accord de la Table ronde, Solidarité reste minoritaire au Parlement, ce succès électoral donne du crédit à ceux qui appellent les dirigeants du Parti communiste (PZPR) à accepter une participation directe de l'opposition à l'exercice du pouvoir⁴. Élu à la nouvelle fonction de président de la République en juillet 1989, le général Jaruzelski (PZPR) cède finalement en août et approuve la nomination de Tadeusz Mazowiecki, l'un des principaux conseillers du président de Solidarité Lech Wałęsa, au poste de Premier ministre. Ainsi, le 12 septembre 1989, soit près de deux mois avant la chute du Mur de Berlin, Tadeusz Mazowiecki est officiellement investi à la tête du premier gouvernement non-communiste du «Bloc de l'Est». Dans les mois qui suivent, le processus de libéralisation de l'économie polonaise est engagé (12 octobre), le rôle dirigeant du Parti communiste est aboli et la République de Pologne perd officiellement sa qualification de «populaire» (29 décembre).

Cette chronologie de la sortie du communisme en 1989, érigeant les négociations de la Table ronde en point de départ du processus, s'est imposée, pendant des années, comme dominante dans les discours politiques et scientifiques sur la « transition » polonaise. La démocratisation « à l'amiable » de la Pologne, sur la base d'un compromis entre le pouvoir en place et l'opposition, a même été construite par les spécialistes des transitions comme un modèle de rupture maîtrisée, sans accès de violence, avec l'autoritarisme. En associant les différentes forces en présence en partenaires solidaires, ce type de changement de régime, qualifié par certains de « transition négociée »⁵, serait en effet le plus à même d'assurer le bon déroulement de la démocratisation et de minimiser les risques de « rechute » autoritaire. Le 6 février 1999, à l'occasion du dixième anniversaire de l'ouverture de la Table ronde, le président de la République, Aleksander Kwaśniewski, lui-même ancien membre du PZPR et participant à la Table ronde, pouvait dès lors s'enorgueillir de cette dimension de modèle acquise par celle-ci : « [La Table ronde] a donné naissance à une nouvelle école de pensée politique. Les murs de haine et de méfiance construits par les événements tragiques du passé ont été abattus par le dialogue ; la discussion entre partenaires sur les problèmes polonais s'est substituée aux confrontations de rue ; d'anciens ennemis sont devenus de simples rivaux politiques. Avant tout, les participants de la Table ronde se sont tous retrouvés autour d'une volonté commune : celle de faire preuve de responsabilité pour la Pologne ⁶. »

Bien que dominante, cette lecture méliorative de la Table ronde, constituée en véritable mythe fondateur de la démocratie polonaise contemporaine, n'a cependant jamais été monopolistique dans le champ politique polonais. Dès les premières heures de la Troisième République⁷, des interprétations concurrentes, dénonçant les modalités du changement de régime, ont en effet été développées par des acteurs se positionnant aussi bien à la gauche qu'à la droite du paysage politique. Progressivement marginalisés au cours de la décennie 1990, ces discours critiques ont acquis une visibilité croissante ces dix dernières années,

particulièrement depuis 2005 et la double victoire du Parti Droit et justice (PiS) aux élections législatives et présidentielles⁸. L'offre politique de la formation des frères Kaczyński s'articule en effet autour d'une remise en cause du « pacte entre élites » de 1989. Favorable à la « lustration » et à la décommunisation de l'État, le programme de PiS prône la mise en place d'une Quatrième République libérée de la compromission initiale que constituerait la Table ronde.

La percée électorale à partir du début des années 2000 d'organisations politiques développant un discours critique à l'égard des modalités du changement de régime, comme Droit et justice (PiS), mais aussi la Ligue des familles polonaises (LPR) ou encore Autodéfense (*Samobrona*), a communément été interprétée par les observateurs de la vie politique polonaise comme un symptôme du « désenchantement démocratique » d'une frange croissante de la société polonaise. Déçue par le fonctionnement du régime démocratique, frustrée de ne pas bénéficier davantage des fruits de la croissance économique et excédée par la multiplication des scandales politico-financiers, une partie de la population, essentiellement issue des classes populaires, aurait en effet tendance à se détourner des élites démocratiques traditionnelles pour se laisser séduire par des offres politiques radicales appelant à une rupture avec l'ordre politique fondé sur la modération mis en place après 1989⁹. Bien que séduisantes a priori, ces explications en termes de « désenchantement » de l'émergence dans le champ politique polonais d'interprétations critiques des modalités de sortie du communisme, et principalement de la Table ronde, sont porteuses d'écueils analytiques indéniables¹⁰. D'abord, car en localisant a priori, et souvent sans fondement empirique, la base de soutien de ces discours critiques parmi les classes les moins favorisées de la société, elles trahissent des penchants élitistes et laissent dans l'ombre la réalité des mécanismes complexes de mobilisation et de représentation politique. Ensuite, car en réduisant au statut de symptôme d'une pathologie du post-communisme (le « désenchantement démocratique ») la percée d'organisations porteuses d'une remise

en cause du pacte fondateur de 1989, elles tendent à reléguer ce phénomène dans le registre de l'anormalité politique, voire de l'anomalie. Ce faisant, ces explications naturalisent le positionnement particulier de ces organisations dans le champ politique polonais, en les considérant a priori comme extérieures à la compétition politique « normale », et interdisent de penser la manière dont concrètement, en interaction avec les autres groupements politiques, elles ont construit ces stratégies de réinterprétation symbolique de l'événement 1989 et se sont attachées à les légitimer, avec un succès relatif à partir des années 2000.

En rupture avec les approches en termes de désenchantement, ce chapitre vise à apporter des éléments de compréhension de l'émergence de ces réinterprétations critiques en resituant son analyse dans le cadre des transformations du champ politique polonais au tournant des années 2000. L'hypothèse centrale qui guidera ici notre réflexion est en effet l'importance dans leur genèse et dans leur affirmation de facteurs politiques, tels que la reconfiguration des rapports de force au sein de la « droite » polonaise et l'épuisement des profits symboliques à mobiliser politiquement le clivage anciens communistes/anciens de Solidarité, *summa divisio* du jeu politique fondée sur la légitimation réciproque des deux camps de la Table ronde et de leur prétention à concourir à la lutte pour le pouvoir. En d'autres termes, il s'agit d'appréhender l'émergence de réinterprétations critiques du mythe fondateur Table ronde comme le produit de processus de requalification, voire de subversion, des règles de légitimation qui s'étaient imposées comme dominantes dans le champ politique polonais. Ces processus étant menés, de manière différenciée, par des organisations politiques cherchant ainsi soit à se démarquer dans une compétition en pleine reconfiguration soit à pallier leur déficit en ressources politiques y étant valorisées.

Centrer l'analyse sur les évolutions de la compétition politique ne signifie pas qu'elles expliquent à elles seules le processus ici analysé. Il s'agit plus sûrement d'un combinatoire complexe de raisons dans lequel entrent aussi plusieurs facteurs de nature différente :

des facteurs d'ordre politique, telle que la politisation de la corruption dans un contexte de disqualification des élites ou la chronologie de l'intégration européenne, qui s'accompagnent de discours réinterrogeant les césures légitimes; des facteurs d'ordre intellectuel, comme le regain de vigueur du conservatisme lié aux évolutions du champ intellectuel; sans parler des évolutions des pratiques et des discours de l'institution ecclésiastique ou encore de l'évolution insondable des « attentes sociales », qui ne sont pas sans effet sur la définition des normes morales qui accompagnent les processus politiques.

La genèse d'un mythe fondateur

Bien que s'étant imposée dans la littérature scientifique comme une évidence, l'interprétation consensuelle de la Table ronde comme mythe fondateur indiscutable de la Troisième République polonaise apparaît dans les faits comme le résultat relativement improbable du processus de définition des règles du jeu politique se développant au cours des années 1990 dans le cadre de la compétition politique. Si un premier consensus sur la légitimité des accords s'impose au cours de l'année 1989 du fait de l'incertitude sur la signification des réformes alors engagées, celui-ci est profondément remis en cause dès l'année 1990. Alors que le mouvement Solidarité explose en fractions concurrentes, la critique des modalités du changement de régime apparaît en effet un moment comme une ressource mobilisable par certains acteurs de l'ancienne opposition pour se démarquer dans la compétition politique. Sous la double impulsion du retour des anciens communistes aux affaires en 1993 et des tentatives de réunification de la droite au sein d'un nombre limité de formations, les remises en cause de la Table ronde sont cependant à nouveau délégitimées à partir du milieu des années 1990. L'acceptation des équilibres politiques issus du compromis de 1989 s'impose alors comme une règle contraignante, dont la transgression s'accompagne d'une marginalisation politique certaine.

La naissance d'un consensus interprétatif sur la Table ronde

Au lendemain de la signature des accords de la Table ronde, le 6 avril 1989, rien n'indique que le compromis trouvé entre les représentants du PZPR et de Solidarité bouleversera le jeu politique. Le sens à donner aux deux mois de négociations, et principalement à la décision d'organiser des élections semi libres, paraît en effet incertain dans les deux camps. L'opposition s'est-elle décrédibilisée en acceptant de cautionner un pluralisme limité ? À l'inverse, le pouvoir communiste a-t-il trop cédé à Solidarité ? Si des interprétations critiques émergent déjà, notamment parmi les forces d'opposition extérieures à Solidarité n'ayant pas participé aux négociations¹¹, elles sont progressivement marginalisées avec le lancement de la campagne électorale pour les élections de juin. L'incertitude du résultat et l'incapacité de l'ensemble des acteurs à imaginer à l'avance les conséquences possibles de cette épreuve inédite conduisent en effet à une suspension provisoire des « hostilités » entre l'opposition et les autorités communistes et au renforcement du relatif consensus sur la légitimité de la Table ronde. Pour les acteurs engagés dans la campagne électorale, quels qu'ils soient, remettre en cause le bien fondé du compromis sur les nouvelles règles du jeu, ici sur les nouvelles modalités semi-concurrentielles de sélection des représentants, c'est en effet prendre le risque de dévaluer la valeur même du trophée pour lequel on concourt¹². Il est délicat de dénoncer en cours de partie les règles du jeu à la définition desquelles on a participé...

Le résultat du scrutin de juin conduit à une situation politique inédite sous la République populaire. Si la majorité parlementaire reste assez nettement aux mains des forces du régime, Solidarité sort considérablement renforcé des élections et en apparaît comme le vainqueur incontestable. Aussi inattendue que paradoxale, cette situation bouleverse les repères cognitifs des différents acteurs. En provoquant une recomposition profonde de l'espace politique, elle transforme en effet les logiques de légitimation du personnel politique. Une définition de la situation dans les termes de la « crise » du régime communiste et de sa nécessaire « démocratisation »

s'impose rapidement dans les deux camps et favorise le maintien du consensus sur la Table ronde. Pour les représentants des formations affiliées au régime, accepter, de bon ou de mauvais gré, les accords de la Table ronde et leurs conséquences permettent en effet de redéfinir leur identité en lien avec le nouveau contexte. En mettant en avant leur rôle dans les réformes et dans la redéfinition des institutions de la République populaire, ils s'attachent ainsi à légitimer leur maintien dans les jeux politiques malgré leur « défaite » électorale de juin.

Au sein de Solidarité, la généralisation d'une interprétation de la Table ronde comme succès tactique sur les autorités communistes exclut pareillement toute remise en cause radicale du compromis signé en avril. Justifiant a posteriori la stratégie de négociation avec le pouvoir en place et la participation aux élections, cette interprétation offre en effet au mouvement la possibilité de renforcer sa position dans les jeux politiques, notamment par rapport aux autres acteurs de l'opposition, et de légitimer sa prétention à incarner la seule alternative démocratique crédible aux communistes.

Dans ces conditions, en dépit de la permanence de l'incertitude sur la signification et le résultat des réformes en cours, l'acceptation du compromis de la Table ronde, et du principe d'une transformation négociée entre les forces communistes et Solidarité du régime qu'il implique, semble s'imposer comme une règle contraignante du jeu politique polonais dès l'été 1989. L'illégitimation des postures critiques à l'égard des accords d'avril et la marginalisation des prises de position en faveur d'un coup de force, de l'un ou l'autre camp, sont confirmées lors du processus de nomination de Tadeusz Mazowiecki au poste de Premier ministre. Dans son discours du 24 août 1989 devant les parlementaires, celui-ci théorise le principe dit du « gros trait », qui exclut toute purge ou exclusion du personnel politique communiste : « Le principe de la lutte, qui tôt ou tard conduit à l'élimination de l'adversaire, doit être remplacé par le principe du partenariat. On ne passe pas autrement d'un système totalitaire à la démocratie. [...] Nous traçons un gros trait sur le passé. [...]

Toutes les forces sociales et politiques représentées au Parlement, mais aussi en dehors, doivent pouvoir trouver leur place dans la nouvelle situation qui se présente à nous¹³. »

La Table ronde comme enjeu politique: la question de la lustration

Jusqu'au début de l'année 1990, le consensus interprétatif sur les accords de la Table ronde comme fil directeur des réformes polonaises n'est guère remis en cause, ni au sein de Solidarité ni au sein des formations officielles de la République populaire. Si les critiques des communistes par leurs adversaires sont fréquentes, il paraît pour autant encore improbable que le compromis qui établit leur légitimité à se maintenir dans les jeux politiques puisse être questionné. Ainsi, en faisant des réformes économiques la priorité absolue de l'action de son gouvernement, Tadeusz Mazowiecki se garde de remettre en cause frontalement les équilibres politiques instaurés par la Table ronde. Il accepte l'intégration de généraux proches du PZPR à des postes-clés de son gouvernement¹⁴, respecte l'autorité et la légitimité du président Jaruzelski élu en juillet et ne conteste guère le calendrier des réformes politiques établi au moment des accords, qui prévoit de n'organiser des élections totalement libres qu'en 1993. De même, les représentants des formations historiquement affiliées au régime multiplient les gages de leur acceptation des nouveaux équilibres politiques et de leur conversion aux pratiques « démocratiques ». Déjà en août 1989, les deux partis « satellites », le Parti paysan unifié (ZSL) et le Parti démocratique (SD), avaient redéfini leur positionnement et basculé dans le camp de Solidarité¹⁵. Les représentants communistes, quant à eux, loin de s'opposer aux réformes engagées par le gouvernement Mazowiecki, les soutiennent presque systématiquement lors des votes au Parlement. L'autodissolution du PZPR, lors de son XI^e congrès le 28 janvier 1990, et la création par plusieurs de ses anciens dirigeants d'un Parti revendiquant une identité sociale-démocrate qu'ils nomment Social-démocratie de la République de Pologne (SdRP), sanctionne la reconnaissance par ces derniers du caractère inéluctable des transformations des règles du jeu politique.

Paradoxalement, c'est du principal initiateur des négociations avec le pouvoir communiste que proviennent les premières contestations d'importance de la Table ronde. En mai 1990, Lech Wałęsa, le leader historique de Solidarité, dénonce en effet le caractère anachronique des accords d'avril 1989. Pour lui, alors que la plupart des démocraties populaires ont disparu en Europe centrale depuis l'automne 1989, il convient désormais d'« accélérer les changements » en Pologne et de rompre plus nettement avec l'ancien régime, notamment en évinçant les communistes des derniers postes de responsabilité qu'ils occupent. En voie de marginalisation depuis la nomination du gouvernement Mazowiecki et désormais en conflit ouvert avec les « intellectuels » de Solidarité, Wałęsa s'attache par cette subversion du consensus sur la Table ronde à se replacer au cœur des jeux politiques. Son appel à une accélération des changements lui permet en effet de remettre en cause la légitimité du calendrier adopté lors de la Table ronde et de plaider en faveur de l'organisation d'élections présidentielles anticipées, auxquelles il entend être candidat¹⁶. Cette stratégie s'avère payante. Profitant du délitement du camp Solidarité et de l'isolement institutionnel de plus en plus poussé des anciens dirigeants communistes, notamment du président Jaruzelski, Wałęsa et ses alliés, dont les frères Kaczyński, parviennent à bouleverser les rapports de force en leur faveur et à imposer leur idée d'une nécessaire accélération sur celle du changement graduel favorisée depuis avril 1989. En septembre 1990, le Parlement adopte une réforme constitutionnelle prévoyant l'organisation d'élections présidentielles au suffrage universel pour le mois de novembre.

Théâtre de ce que les médias ont qualifié de « guerre au sommet » entre Wałęsa et Mazowiecki, tous deux candidats, la campagne de l'élection présidentielle de 1990 est dominée par les débats sur la signification à donner aux accords de la Table ronde et aux transformations engagées depuis 1989. Alors que Wałęsa réitère ses appels à une accélération des réformes et à une décommunisation plus poussée de l'État, Mazowiecki se pose en garant de la continuité du processus de changement progressif selon la logique consensuelle de la Table ronde. Derrière ces luttes inter-

prétatives, ce sont des visions concurrentes des qualités requises pour l'occupation des postes politiques dans la nouvelle démocratie polonaise qui s'opposent. Là où le chef du gouvernement sortant s'attache dans ses présentations de soi à valoriser sa compétence, son sens du compromis et sa modération, Wałęsa insiste lui sur sa représentativité sociale (il est, rappelons-le, électricien de profession), son opposition historique au régime communiste et son identité de bon Polonais, en mettant notamment en scène sa ferveur catholique. Le 25 novembre 1990, l'offre politique de Wałęsa s'avère la plus rentable électoralement. Avec près de 40 % des suffrages, il devance largement Tadeusz Mazowiecki (18,08 %). Ce dernier n'arrive même qu'en troisième position, derrière le surprenant Stanisław Tymiański (23,1 %), un obscur homme d'affaire polono-canadien qui, en valorisant sa réussite économique personnelle et en mobilisant une critique généralisée du personnel politique polonais, parvient à se qualifier au second tour¹⁷. Le 9 décembre, Lech Wałęsa, qui bénéficie malgré la dureté de la campagne du soutien de Mazowiecki, est élu président de la République avec 75,25 % des suffrages.

Les luttes interprétatives sur le sens à donner aux transformations, sur la légitimité du compromis de la Table ronde et sur les principes sur lesquels doit s'appuyer le nouveau régime, se poursuivent tout au long de l'année 1991. Alors que les formations héritières de la République populaire semblent, au moins temporairement, en voie de marginalisation, la remise en cause des modalités de changement de régime constitue en effet une ressource mobilisable par les acteurs n'ayant pas participé directement au gouvernement Mazowiecki, y compris ceux issus de Solidarité, afin de se démarquer dans une compétition politique extrêmement concurrentielle. Particulièrement dans la perspective des élections législatives d'octobre 1991, qui doivent mettre fin au Parlement contractuel de 1989. Suite à ces dernières, qui donnent à voir le degré de fragmentation de la scène politique polonaise (29 comités électoraux obtiennent une représentation parlementaire) et ne permettent pas de dégager un vainqueur clair¹⁸, Lech Wałęsa nomme Jan Olszewski, mem-

bre du Parti Alliance du centre (PC) de Jarosław Kaczyński, au poste de Premier ministre. Sans remettre en cause l'orientation économique libérale de ses prédécesseurs, celui-ci place au cœur de l'action de son gouvernement la dénonciation des équilibres politiques issus de la Table ronde. Rompant avec le consensus de 1989, il engage en effet une politique de décommunisation systématique de l'appareil d'État. Le 4 juin 1992, dans le cadre de cette entreprise de «lustration»¹⁹, le ministre de l'Intérieur Antoni Macierewicz présente au Parlement une liste de collaborateurs supposés des services secrets communistes. Outre une cinquantaine de députés et sénateurs en exercice, celle-ci met notamment en cause onze membres du gouvernement, le maréchal de la Diète Wiesław Chrzanowski, et surtout le président de la République en personne, Lech Wałęsa. La polémique suscitée par la publication de cette liste est immense et conduit au renversement du gouvernement Olszewski dès le lendemain, le 5 juin 1992.

Relégation dans le registre de la radicalité des critiques de la Table ronde

La chute du gouvernement Olszewski sanctionne l'épuisement pour un temps de la critique de la Table ronde comme ressource mobilisable dans la compétition politique polonaise. Dans un Parlement profondément fragmenté, où les majorités sont délicates à dégager, les politiques de lustration et les tentatives de réévaluation critique des modalités du changement de régime qu'elles impliquent, apparaissent en effet trop clivantes et sont abandonnées par les gouvernements succédant à celui d'Olszewski. D'autant plus que, comme l'a prouvé l'affaire de la liste Macierewicz, personne ne semble à l'abri d'une éventuelle mise en cause sur la base des archives pléthoriques des anciens services secrets.

Cet épuisement est accéléré par la victoire de formations héritières du régime communiste aux élections de 1993. Profitant du délitement de plus en plus poussé de l'ancienne opposition démocratique tiraillée par les dissensions, les sociaux-démocrates

de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD), une coalition formée autour du SdRP, et les agrariens du Parti paysan polonais (PSL), héritier du Parti paysan unifié (ZSL), remportent en effet les élections législatives anticipées organisées à l'automne 1993. Dirigés par des personnalités jeunes, peu marquées par leur passé politique du temps de la République populaire²⁰, ces deux partis se sont attachés à promouvoir au cours de la campagne une offre politique insistant sur leur respectabilité, leur compétence et leur conversion pleine et entière à la démocratie de marché. Dénonçant l'irresponsabilité et l'obsession pour le passé de certaines formations issues de Solidarité, le SLD revendique même l'héritage de l'esprit de la Table ronde en se posant en garant de transformations maîtrisées et consensuelles. En témoignage son slogan de campagne que l'on pourrait croire emprunté au discours du 24 août 1989 de Mazowiecki : « Les rancœurs historiques ne doivent pas constituer des obstacles à un accord raisonnable pour résoudre les problèmes actuels de la Pologne²¹. » En gage de leur « sens des responsabilités », les anciens communistes accèdent même à l'exigence du président Wałęsa de laisser les ministères des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur à des personnalités proches de Solidarité, à la manière de ce qui avait été imposé à Mazowiecki en 1989, et investissent Waldemar Pawlak (PSL), réputé consensuel, à la tête du gouvernement de coalition PSL/SLD formé en octobre 1993.

Le processus d'unification de la droite polonaise engagé suite à sa défaite de 1993, avec une célérité accrue après l'élection présidentielle de 1995 au cours desquels Lech Wałęsa est battu par le président du SLD, Aleksander Kwaśniewski, participe également au retour dans le champ politique polonais d'un relatif consensus interprétatif autour de la Table ronde comme acte fondateur de la démocratie polonaise. La constitution de formations à même de rallier différentes franges de l'ancienne opposition démocratique, afin de maximiser les chances de succès électoral face à une gauche unie, passe en effet par un renoncement aux débats sur le bien-fondé du compromis de 1989, trop cliquants parmi les anciens de Solidarité. En avril 1994, la mouvance

libérale de Solidarité s'allie au sein de l'Union de la liberté (UW) et en juin 1996 l'Action électorale Solidarité (AWS), réunissant une trentaine de formations autour du syndicat Solidarité, est mise sur pied. Sans qu'une approche critique des modalités du changement de régime et de l'absence de toute décommunisation ne soit complètement évincée de l'offre politique développée par l'AWS, celle-ci ne s'accompagne cependant plus guère d'une dénonciation acerbe de la Table ronde et se limite désormais essentiellement au domaine économique. Contrairement à l'UW, l'AWS plaide en effet pour un assouplissement de la logique de « thérapie de choc » mise en œuvre par Leszek Balcerowicz en 1990 et pour un interventionnisme accru de l'État dans l'économie nationale.

À partir de la moitié des années 1990, l'acceptation d'un jeu politique structuré selon les principes de la Table ronde s'impose à nouveau comme une règle contraignante du jeu politique. Les critiques du bien-fondé du compromis de 1989 et de la légitimité des anciens communistes à participer à la compétition pluraliste pour l'obtention de postes politiques sont progressivement étiquetées comme « radicales » et stigmatisées par l'ensemble des acteurs politiques dominants, de gauche comme de droite, comme faisant peser une menace potentielle sur la jeune démocratie polonaise. Les partisans les plus fervents d'une politique de lustration poussée, tels Jan Olszewski et Antoni Macierewicz, sont ainsi évincés du cœur des jeux politiques et condamnés à se reclasser dans des formations cataloguées comme extrémistes²². L'illégitimation des dénonciations de la Table ronde s'impose avec d'autant plus de force qu'elle se prolonge en dehors du champ politique dans les champs scientifique et journalistique²³. Le retour de la droite aux affaires suite aux élections législatives de 1997 et la formation d'une coalition gouvernementale entre l'AWS et l'UW, en dépit des divergences affichées dans les programmes de ces deux formations, confirme l'imposition de ce mode d'organisation du jeu politique. Comme tous les gouvernements depuis 1989, à l'exception de celui d'Olszewski, le gouvernement de Jerzy Buzek (AWS) place au cœur de son action les questions économiques,

notamment dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne. Le thème de la décommunisation ne structure pas les rapports de force politique, et la loi de lustration adoptée en 1997 par la nouvelle majorité, qui fait aussi voter une loi de condamnation officielle du communisme, est le fruit d'un compromis entre les principales forces parlementaires.

Comment la critique de la Table ronde est (re)devenue rentable politiquement

La réémergence au cœur des jeux politiques d'interprétations critiques de la Table ronde au cours des années 2000 ne saurait se comprendre sans une attention poussée aux processus de recombinaison de l'espace partisan qui se développent alors en Pologne. Cette évolution n'est cependant pas uniquement le produit des changements opérés dans la compétition politique. Elle doit également être rapportée à l'évolution de l'offre d'interprétation des transformations polonaises dans le champ de la production symbolique sur laquelle certains acteurs partisans ont appuyé leur stratégie.

On ne saurait rendre compte ici de l'ensemble des dimensions de ce phénomène. En centrant l'analyse sur la genèse et la trajectoire entre 2001 et 2009 de Droit et justice (PiS), qui s'est largement appuyé au cours de sa conquête du pouvoir sur la critique de la Table ronde, on se donne néanmoins les moyens d'en comprendre les principaux ressorts. À la condition d'analyser la création de ce Parti et l'évolution de son offre de représentation comme une « carrière de radicalisation »²⁴ suivie par certains membres classés à droite du personnel politique et qui deviennent les leaders d'un Parti dont la critique de la Table ronde, d'abord absente de son discours, en est progressivement devenue un élément central. Pas de radicalité intrinsèque à PiS; ce sont des évolutions en partie indépendantes de lui-même qui expliquent en grande partie la radicalisation de l'adjectif « PiSien ». En outre, celle-ci ne s'explique pas en termes de stratégie de subversion menée par un acteur extérieur au jeu

politique. Même si PiS est un « nouveau parti » en 2001, ce sont des professionnels de la politique, fussent-ils en partie marginalisés, qui sont à l'origine de cette entreprise partisane et qui se radicalisent en la radicalisant.

De ce point de vue, on peut distinguer deux moments dans ce processus de radicalisation. Dans un premier temps, PiS apparaît dans un contexte de forte fragmentation de l'offre politique « de droite », alors que la « gauche » post-communiste étend sa domination sur le jeu politique (réélection d'Aleksander Kwaśniewski à la présidence de la République en 2000 et victoire nette du SLD aux élections parlementaires en 2001). Le bouleversement des rapports de force à droite, suite à l'éviction brutale de l'AWS et de l'UW des jeux parlementaires en 2001, permet l'affirmation de nouvelles organisations partisans, PiS et la Plateforme civique (PO), fondant toutes deux leur offre de représentation sur le thème de la virginité politique et recourant à des thématiques relativement nouvelles, comme la lutte anti-corruption.

Dans un second temps, la crise des gouvernements SLD entre 2001 et 2005, sur fond de scandales de corruption et d'anticipation par l'ensemble des acteurs d'une victoire attendue de la droite aux prochaines élections, nourrit la compétition entre les deux principales organisations prétendant incarner l'alternance (PiS et PO), qui se lancent alors dans une dynamique concurrentielle de surenchère des offres partisans. PiS entre alors véritablement dans un processus de « radicalisation morale »²⁵, exploitant de façon inflationniste une critique de la Table ronde sur laquelle se fonde un projet de décommunisation radicale de la société polonaise, condition d'un assainissement des maux dont souffrirait celle-ci, à commencer par la corruption. Jusqu'ici mobilisées uniquement par des acteurs marginaux dans le champ politique, les critiques des modalités du changement de régime sont donc progressivement réinvesties et mises en cohérence par PiS dans le cadre de la lutte pour le leadership de la droite qui l'oppose à PO.

En menant PiS au pouvoir en 2005, cette trajectoire de radicalisation contribue à l'épuisement d'un principe de struc-

turation du jeu politique fondé sur le clivage post-communiste/post-Solidarité, au profit de l'imposition d'un clivage opposant ceux qui se réclament de la Table ronde et ceux qui disqualifient cette ressource.

Fragmentation des forces de droite et alternance politique

Au début des années 2000, la droite au pouvoir depuis 1997 connaît une profonde recomposition. Le départ de l'UW de la coalition gouvernementale en juin 2000 et la réélection sans appel du président sortant, l'ancien communiste Aleksander Kwaśniewski, au premier tour de l'élection présidentielle d'octobre, ouvrent en effet une grave crise au sein des formations revendiquant l'héritage du mouvement Solidarité. Alors que les principaux indicateurs économiques sont au rouge²⁶ et que le gouvernement Buzek bat des records d'impopularité, celles-ci semblent condamnées à la débâcle électorale lors des législatives prévues pour septembre 2001. Dans ce contexte, les équilibres ayant présidé à la réunification de la droite au sein de l'UW et de l'AWS au milieu des années 1990 sont fragilisés, et des stratégies d'autonomisation se développent au sein de ces deux organisations. Certains de leurs membres, en rupture avec leurs directions respectives, s'attachent en effet à se démarquer de leurs anciens alliés et à créer de nouvelles formations leur permettant de se désolidariser du bilan gouvernemental. Deux entreprises de ce type se développent au début de l'année 2001. Se structurant autour de personnalités jusqu'ici maintenues dans des positions secondaires ou étant en voie de marginalisation dans leur formation d'origine, elles conduisent à un bouleversement des rapports de force au sein de la droite polonaise.

La première se développe à partir d'une scission au sein de l'UW. Trois personnalités de la vie publique – Donald Tusk, vice-président de l'UW et leader de la mouvance dite « libérale », Andrzej Olechowski, ancien ministre de Wałęsa de retour dans la vie politique après l'avoir quittée de 1997 à 2000 et cherchant à capitaliser sur son bon score obtenu comme candidat sans étiquette à l'élection présidentielle de 2000 où il arrive second avec

17,3 % des voix, et Maciej Płażyński, maréchal de la Diète depuis 1997 et l'un des principaux dirigeants de l'AWS – annoncent en janvier 2001 la création d'un nouveau mouvement nommé Plateforme civique (PO). Regroupant des anciens membres de l'UW et de l'AWS, PO est alors présentée par ses fondateurs comme une formation « conservatrice-libérale » aspirant à la représentation des « classes moyennes »²⁷ et cherchant à se distinguer de la « partitocratie » en incarnant une nouvelle manière de faire de la politique²⁸.

La seconde entreprise partisane au sein de la droite parlementaire mobilise également la rhétorique du renouvellement nécessaire du personnel politique. Elle se structure autour de la personne de Lech Kaczyński. Ministre de la Justice du gouvernement Buzek depuis juin 2000, ce dernier a rapidement acquis une popularité importante à ce poste en s'érigeant en pourfendeur intransigeant de la corruption et de la délinquance²⁹. À la fin de l'année 2000, soutenu par une partie de l'AWS, et notamment par les anciens du Parti communiste de son frère jumeau Jarosław, Lech Kaczyński prend la tête d'une fronde contre Marian Krzaklewski. Le président du syndicat Solidarité et de l'AWS est en effet alors fortement fragilisé au sein de sa formation suite à sa performance médiocre à l'élection présidentielle (15,57 %). Renonçant finalement à s'engager dans la lutte pour la direction de l'AWS, Lech Kaczyński annonce, le 3 mars 2001, la création d'un nouveau Parti politique sous le nom de Droit et justice (PiS). Bien que réunissant essentiellement des dissidents de l'AWS, la nouvelle formation adopte rapidement une posture critique à l'égard du gouvernement Buzek, dont Lech Kaczyński est d'ailleurs exclu en juillet, et place au cœur de son offre politique, revendiquée comme conservatrice, la question de la moralisation de la vie politique, principalement de la lutte contre la corruption. La politisation de cette thématique ressort elle-même d'un processus complexe qu'on ne saurait présenter ici³⁰, mais aucune organisation politique polonaise n'a autant que PiS exploité la lutte anti-corruption pour la conquête du pouvoir politique.

Lors de la campagne pour les élections législatives de septembre 2001, la multiplication de l'offre électorale à la droite du paysage politique polonais, où quatre formations revendiquent désormais l'héritage du mouvement Solidarité (UW, Action électorale de Solidarité de la droite (AWSP)³¹, PO et PiS), fait peser une certaine incertitude sur l'issue du scrutin. Si la victoire des anciens communistes du SLD semble acquise, l'état des rapports de force à droite reste quant à lui indéterminé. D'autant plus, qu'indépendamment de divergences en matière économique ou sur les questions de morale, les offres de représentation de ces quatre formations restent alors relativement proches. Aucune ne remet radicalement en cause ni le sens des réformes engagées depuis 1989 ni les équilibres politiques issus de la Table ronde. De même, pouvant presque tous se prévaloir de leur passé de dissident au sein de Solidarité, leurs dirigeants ont des profils comparables. Ils partagent les mêmes propriétés sociales et ont connu des modes de professionnalisation politique similaires. Par le jeu des reclassements successifs, beaucoup d'entre eux ont d'ailleurs, un jour ou l'autre, été alliés au sein d'une même formation au cours des années 1990. Preuves des affinités qui, malgré les scissions, existent encore à la veille des élections, des tractations sont engagées jusqu'à l'été 2001 pour tenter de reconstituer un front électorale post-Solidarité uni contre les anciens communistes. Un accord est trouvé pour les élections au Sénat – l'AWSP, l'UW, PiS et PO y présentent des listes communes au sein de la coalition Le bloc Sénat 2001 (Blok Senat 2001) – mais échouent pour les élections à la Diète auxquelles chacun d'entre eux se présente de manière autonome.

Les élections du 23 septembre 2001 confirment l'effondrement des formations issues de Solidarité et le discrédit des partis du gouvernement. Les anciens communistes du SLD obtiennent une large victoire, avec plus de 40 % des voix. Les deux partis de la coalition sortante, l'AWSP et l'UW, sont balayés et n'obtiennent pas le moindre député. PO et PiS s'imposent, quelques mois après leurs formations, comme les

deux principales forces de la droite polonaise en dépit de leurs résultats moyens – respectivement 12,68 % des suffrages exprimés (65 députés sur 470) et 9,5 % (44 députés).

Intensification de la « guerre des droites » et fragilisation du consensus interprétatif

Pour comprendre le processus de radicalisation de PiS, il faut tenir compte d'au moins trois éléments qui marquent le jeu politique entre 2001 et 2005.

C'est d'abord l'échec anticipé de la gauche gouvernementale aux élections de 2005 qui élève à droite la valeur du trophée électoral au prochain scrutin, puisqu'il s'agit rien moins que d'incarner l'alternance. Bénéficiant d'une majorité confortable suite aux élections de 2001, le gouvernement de Leszek Miller (SLD) est rapidement mis en difficulté par l'émergence de vives tensions au sein des formations constituant la coalition et par la révélation de scandales politico-financiers compromettant des membres influents du gouvernement³². Dans ce contexte, la popularité du SLD s'effondre tout comme ses performances aux différentes élections intermédiaires. Si aux élections locales de 2002 le SLD conserve son avantage sur ses opposants en réunissant encore près de 25 % des électeurs, il est relégué à la quatrième position avec moins de 10 % des scrutins aux élections européennes de juin 2004, et ce malgré la démission de Miller un mois auparavant³³. En janvier 2005, quelques mois avant les élections présidentielle et législatives de la fin de l'année, le SLD n'est plus crédité dans les sondages que de 6 % des intentions de vote, soit seulement un point de plus que le quorum nécessaire pour rentrer au Parlement³⁴.

Il faut ensuite tenir compte de la concurrence incarnée par deux organisations qui font leur apparition, comme PiS et PO, aux élections de 2001 : *Samoobrona* et la LPR, deux formations ayant structuré leur offre de représentation sur une critique virulente des modalités du changement de régime.

Né d'une mobilisation d'exploitants agricoles ruinés au début des années 1990, *Samoobrona* s'est imposé lors de la vague de

manifestations agricoles qui ont secoué la Pologne de 1998 à 1999 comme un acteur incontournable du champ de la représentation de la paysannerie³⁵. Capitalisant sur la renommée acquise à l'occasion de ces mobilisations, principalement par le biais de son président Andrzej Lepper, le mouvement s'est attaché à élargir son offre de représentation au-delà du seul monde rural, en développant une critique systématique de l'orientation économique libérale mise en œuvre par tous les gouvernements successifs depuis la thérapie de choc lancée par Leszek Balcerowicz en 1990³⁶. Revendiquant le statut de représentant des « perdants de la transition », *Samoobrona* parvient à mobiliser en sa faveur plus de 10 % des électeurs en 2001 et s'impose alors, contre toute attente, comme la troisième force parlementaire, avec 53 députés. Il confirmera par la suite cette position aux élections locales et européennes.

Créée en avril 2001, la LPR a quant à elle réussi le tour de force de réunir au sein d'une formation unique la plupart des formations de la droite nationaliste jusqu'ici éclatées en une multitude de groupuscules concurrents. Soutenue par la frange intégriste du clergé polonais, et notamment par la Radio Maryja du père Tadeusz Rydzyk, la LPR comprend alors aussi bien des anciens membres de la dissidence nationaliste extérieure à Solidarité que des anciens dirigeants du mouvement d'opposition marginalisés pour leurs prises de position contre la Table ronde, dont Antoni Macierewicz et Jan Olszewski. Porteuse d'une dénonciation virulente de l'ordre politique établi après 1989 et appelant à la mise en place d'une Quatrième République guidée par « les valeurs chrétiennes et nationales », la LPR obtient près de 8 % des scrutins aux élections de 2001 (38 députés).

L'entrée au Parlement de *Samoobrona* et de la LPR marque le retour au cœur du jeu politique polonais d'acteurs critiques à l'égard du relatif consensus interprétatif s'étant développé depuis le milieu des années 1990 sur les modalités du changement de régime. Les stratégies de subversion développées par ces deux formations restent cependant limitées autant par leur portée que par leur influence sur les équilibres politiques dominants. En effet, ni *Samoobrona* ni la LPR ne sont porteurs d'une remise en

cause généralisée de la « transition » polonaise, le premier concentrant ses attaques sur le volet économique de cette dernière et la seconde sur le manque de moralité de la Troisième République post-communiste. De plus, stigmatisées pour leur « extrémisme » et leur « populisme », les deux formations sont rapidement marginalisées au sein d'un jeu parlementaire qui en 2001 continue à s'organiser autour d'un clivage opposant les forces héritières de l'ancien régime, le SLD et le PSL de retour au gouvernement, et les mouvements héritiers de Solidarité, désormais représentés à la Diète par PO et PiS. Leur apparition a néanmoins pour effet d'intensifier la concurrence entre ces deux organisations pour incarner le leadership sur la droite polonaise.

Mais – troisième dimension – ce sont sans doute les effets des interactions au sein de la configuration formée par la droite polonaise qui jouent un rôle décisif dans la radicalisation du discours de PiS et la fragilisation du consensus interprétatif sur la Table ronde. Un processus de radicalisation ne peut être envisagé comme le simple produit de facteurs externes ou de variables indépendantes mais comme se constituant dans le cours même des événements et selon un mécanisme interactif dont aucun des acteurs n'a la pleine maîtrise. D'ailleurs, toute explication de la radicalité de PiS par la personnalité de ses leaders – explication qui s'est imposée dans la presse fascinée par les jumeaux monozygotes – confinerait au psychologisme le plus aveugle aux processus concrets à l'œuvre³⁷. Le fait que Jarosław Kaczyński ait à plusieurs reprises au cours des années 1990 critiqué ouvertement le compromis de la Table ronde n'est pas un élément suffisant pour comprendre comment cet argument est devenu en 2005 le pilier du discours de PiS. Ce sont donc les logiques sur lesquelles repose la différenciation de plus en plus poussée des offres de représentation de PiS et de PO, elle-même alimentée par l'offre politique de *Samoobrona* et de la LPR, qui doivent être éclairées.

Favorisant encore une stratégie d'alliance lors des élections locales de 2002, où ils présentent avec un succès mitigé (16,02 % des voix) des listes communes au niveau régional, PiS et PO s'engagent progressivement dans un bras de fer pour le leadership

sur la droite polonaise. Cette lutte se traduit par une clarification et une différenciation de plus en plus poussée de leurs offres de représentation initialement très voisines. Du côté de PO, la démission du président Maciej Płażyński pour « divergences programmatiques » avec ses alliés en avril 2003, permet aux anciens libéraux de l'UW d'accroître leur mainmise sur l'appareil partisan du Parti dont Donald Tusk prend la présidence. Tout en conservant un caractère conservateur assumé, le Parti s'attache dès lors à valoriser l'orientation libérale de son offre politique et sa compétence autoproclamée en matière économique. Les sondages prometteurs à partir de 2004 et la victoire aux élections européennes, avec 24 % des voix, semblent valider la pertinence de cette stratégie de présentation de soi qui ne sera par la suite guère remise en cause.

PiS quant à lui, semble dans un premier temps peiner à élaborer une offre politique à même de mobiliser une large frange de l'électorat et de lui permettre de bénéficier de l'affaiblissement des forces de gauche, même si l'élection de Lech Kaczyński à la mairie de Varsovie en 2002 constitue un indéniable succès pour la formation. En dépit de son actualité du fait des scandales dans lesquels est embourbé le gouvernement Miller, les appels à la moralisation de la vie politique et au durcissement de la lutte contre la corruption ne lui permettent pas de décoller dans les différents sondages où il est largement distancé par PO, *Samoobrona*, et plus sporadiquement par la LPR. Progressivement cependant, les dirigeants de PiS, et notamment Jarosław Kaczyński qui en a pris la présidence à la suite de son frère en janvier 2003, s'attachent à complexifier tout en rendant plus lisible l'offre politique de leur formation. D'une critique de la corruption, celle-ci s'élargit à une dénonciation plus générale des pratiques politiques assimilées à la Troisième République pour finalement prendre la forme d'un appel à un changement de République.

Dans cette optique, la direction de PiS appelle dès mai 2003 à un changement de constitution³⁸. L'appel à une nouvelle République permet à PiS d'agréger, plus ou moins explicitement, dans une entreprise politique unique des enjeux jusqu'ici

dispersés comme la lutte contre la corruption bien sûr, mais aussi les conséquences sociales des politiques de libéralisation de l'économie polonaise, un enjeu qui, par le biais de *Samoobrona* notamment, a acquis une prégnance croissante dans le débat public, ou encore la question de la continuité entre la Pologne communiste et post-communiste. Il lui permet également de se rapprocher de la droite nationaliste et de se démarquer ainsi plus clairement de PO dans le paysage politique.

Bien que PO et PiS aient annoncé qu'ils s'uniraient au sein d'un gouvernement de coalition à l'issue des élections législatives de septembre 2005, la campagne électorale tourne rapidement au duel fratricide entre les deux formations. Alors que le SLD est relégué au rang de figurant et que ni *Samoobrona* ni la LPR ne semblent en mesure d'améliorer sensiblement leurs performances de 2001, le seul enjeu du scrutin réside en effet dans le fait de savoir qui de PO ou de PiS arrivera en tête et sera donc en mesure de revendiquer le poste de Premier ministre. Le duel est d'autant plus vif que les élections législatives sont suivies deux semaines plus tard par les élections présidentielles dont les candidats de PO et de PiS, respectivement Donald Tusk et Lech Kaczyński, font également figure de favoris. À mesure que la campagne avance, les deux partis tendent à insister sur leurs divergences pour se démarquer l'un de l'autre. Donné perdant par les sondages, PiS notamment durcit ses critiques à l'égard de la Troisième République et des équilibres politiques et économiques en place depuis 1989. Outre dénoncer le consensus libéral en vigueur en Pologne depuis la thérapie de choc, et donc le programme économique de PO, les frères Kaczyński, qui conduisent la campagne de leur formation, insistent en effet de plus en plus ardemment sur leur volonté d'« assainir » la Pologne, en éradiquant la corruption et en renouant avec les politiques de lustration. Dans cette optique, ils réactualisent une réinterprétation critique de la Table ronde dépeinte, non pas comme un accord responsable entre des représentants de forces politiques antagoniques, mais comme un complot entre élites désireuses de se partager le pouvoir politique et les richesses économiques nationales. Loin du moment

fondateur de la démocratie polonaise célébré quasi unanimement par les acteurs politiques dominants depuis le milieu des années 1990, la Table ronde constituerait à l'inverse une compromission originelle, voire une « arnaque » ayant dépossédé les Polonais des fruits de « leur » Révolution au profit d'élites peu scrupuleuses.

La subversion des règles dominantes du jeu politique dont témoigne cette réinterprétation critique, par des acteurs issus du sérail de Solidarité, faut-il le rappeler, semble être payante puisque le 25 septembre 2005, PiS précède d'une courte tête PO avec 27 % des voix contre 24,14 %, largement devant *Samoobrona* (11,41 %) et le SLD (11,31 %). Si les deux partis réitèrent leur volonté de coopération, leurs antagonismes s'exacerbent encore davantage à l'occasion de la campagne présidentielle. Le duel entre Lech Kaczyński et Donald Tusk tourne en effet rapidement au pugilat. Faisant figure d'outsider, et distancé par le candidat de PO au premier tour, Lech Kaczyński radicalise encore davantage ses prises de position et ses attaques contre le leader de PO dans l'entre-deux tours. Une nouvelle fois avec succès puisque, en bénéficiant notamment d'un très bon report de voix des électeurs ayant voté pour Andrzej Lepper au premier tour³⁹ – le président de *Samoobrona* lui a d'ailleurs explicitement apporté son soutien – il est élu président de la République le 23 octobre avec 54 % des voix.

L'évolution du discours et de la geste « PiSienne » peut être analysée comme un processus de « radicalisation morale » qui rejoint l'analyse d'un certain nombre d'intellectuels aux orientations diverses mais qui considèrent nécessaire une réorientation du processus de transformation polonaise⁴⁰. Parmi les cibles de ces intellectuels, la Table ronde de 1989 et les idées politiques portées par les artisans du compromis avec les communistes, à commencer par les valeurs libérales⁴¹. Les conservateurs de PiS revendiquent un sursaut éthique fondé sur les valeurs portées par l'Église. C'est « une Pologne catholique dans une Europe chrétienne » qu'ils souhaitent fonder : « Nous croyons à la renaissance du sentiment d'appartenance à la communauté, à l'esprit de solidarité sociale, à l'amour chrétien du prochain. Nous croyons que

les Polonais approuveront nos idées, qu'ils voudront préserver cet héritage spirituel qui a pour nom la Pologne⁴². » Cette profession de foi nationale-catholique emprunte à un lexique politique ancien issu de traditions variées. La mobilisation des thèmes de l'assainissement et du renouveau est empruntée aux mouvements patriotiques et nationalistes et à la tradition de la *sanacja*⁴³ de l'entre-deux-guerres. Elle s'accompagne de la dénonciation de la figure du traître, qui remonte elle à la fin du XVIII^e siècle⁴⁴ et que symbolise la critique des *układy*, terme qui désigne à la fois les groupes d'intérêts et autres réseaux politico-affairistes supposés capables de trahir l'intérêt général et la raison d'État (*racja stanu*) au bénéfice de leurs propres intérêts, et les arrangements dont ils sont les auteurs. *L'układ* le plus détesté est, bien entendu, dans la rhétorique de PiS, celui qu'ont formé en 1988 et 1989 les leaders des deux camps de la Table ronde qui se sont réunis en toute discrétion dans le village de Magdalenka, près de Varsovie, pour déterminer à l'avance le contenu des discussions de la Table ronde. Dans l'imaginaire conservateur, Magdalenka fait figure de mythe négatif démonétisant la valeur de la Table ronde et incarnant la continuité avec le communisme.

*« Quatrième République » contre « normalité politique » :
la Table ronde au cœur du nouveau clivage structurant
la compétition partisane*

Ce n'est donc qu'à la fin de la quatrième législature (2001-2005) et dans le contexte de la campagne électorale en 2005 que la question du bien fondé de la Table ronde s'impose à nouveau comme un enjeu structurant dans le champ politique polonais en étant reprise par un acteur dont la légitimité n'avait jusqu'ici guère été contestée, PiS.

Dans les semaines suivant la double victoire inattendue de PiS aux élections de 2005, l'impossibilité d'une réconciliation entre les deux formations de la droite post-Solidarité s'impose rapidement comme une évidence. Si le « gouvernement d'experts » de Kazimierz Marcinkiewicz (PiS) formé le 31 octobre est présenté dans un premier temps comme ayant vocation à intégrer à terme

des membres de PO, les négociations sont en effet rompues dès la fin de l'automne 2001. Dès lors, le gouvernement étant privé de majorité au Parlement, deux options alternatives s'offrent aux dirigeants de PiS, et notamment à Jarosław Kaczyński soupçonné par les médias de tirer les ficelles en coulisses : se résoudre à des élections législatives anticipées ou rechercher de nouveaux partenaires. Dans cette dernière hypothèse, seule une alliance avec *Samooobrona* et ses 56 députés permettrait à PiS d'espérer obtenir une majorité à la Diète. Afin d'éviter de nouvelles élections à l'issue incertaine et malgré le coût symbolique élevé d'un rapprochement avec un mouvement quasi unanimement dénoncé pour son populisme et jusqu'ici plutôt classé à gauche⁴⁵, des contacts sont noués avec Andrzej Lepper et ses conseillers au début de l'année 2006. En parallèle, des négociations sont également engagées avec la LPR et son président Roman Giertych. Initialement, la direction de PiS demeure hostile à l'idée d'une participation directe au gouvernement de ces mouvements fortement stigmatisés. Le 6 février 2006, Jarosław Kaczyński se contente ainsi de signer avec Lepper et Giertych un «pacte de stabilisation» qui prévoit un soutien sans participation de *Samooobrona* et de la LPR au gouvernement en échange du vote de propositions de lois contenues dans le programme de ces deux formations. Cet accord s'avère cependant rapidement intenable, et début mai, PiS est contraint de constituer une alliance en bonne et due forme avec *Samooobrona*, qui obtient trois ministères dont celui de l'agriculture pour Lepper, et la LPR, qui quant à elle en obtient deux. Vivement dénoncée par les éditorialistes des grands médias européens, qui l'interprètent unanimement comme le signe d'une dérive anti-démocratique de la Pologne, la formation de cette coalition hétéroclite, à la tête de laquelle Jarosław Kaczyński succède à Marcinkiewicz en juillet, sanctionne la rupture entre les formations héritières de Solidarité⁴⁶ et conduit à une réorganisation en profondeur du champ partisan polonais. Alors que PO est relégué dans l'opposition parlementaire, aux côtés du PSL et du SLD, PiS intensifie ses prises de position en faveur d'une rupture avec les équilibres politiques traditionnels et d'une relance

active de la lustration. L'appel à un changement de République et à un renouvellement des pratiques politiques constitue en effet le principal dénominateur commun entre PiS, *Samooobrona* et la LPR qui, par ailleurs, ont des histoires, des groupes sociaux de référence et des projets politiques disparates, voire inconciliables. La mobilisation d'une rhétorique de remise en cause systématique des accords de la Table ronde, auxquels sont substitués de nouveaux événements de référence comme l'insurrection de Varsovie en 1944, les grèves de Solidarité au début des années 1980 ou bien encore la chute du gouvernement pro-décommunisation de Jan Olszewski, dont Jarosław Kaczyński célèbre officiellement le quinzième anniversaire en juin 2007, permet ainsi de pallier les difficultés concrètes à coordonner l'action des différents ministères et à maintenir un semblant d'unité à un gouvernement où les tensions entre coalisés sont de plus en plus fortes (notamment sur les questions économiques et diplomatiques⁴⁷). Rompue une première fois en septembre 2006, la coalition est reformée dès octobre sans que les rapports entre PiS, la LPR et surtout *Samooobrona* ne soient pour autant pacifiés, loin s'en faut. Jarosław Kaczyński dissimule en effet de moins en moins son désir d'épuiser électoralement ses partenaires. En teintant les prises de positions étatistes, anticommunistes et conservatrices de PiS d'une coloration sociale de plus en plus marquée, il aspire notamment à réinvestir l'espace politique que *Samooobrona* est parvenu à occuper à partir de 2001. La rupture est consommée dès juillet 2007 lorsque Lepper, accusé de corruption, est limogé. Cette fois, une nouvelle réunification de façade est exclue et des élections anticipées sont convoquées pour octobre. Si comme en 2005, la campagne tourne rapidement au duel entre PO et PiS, elle se déroule dans un climat encore plus délétère que deux ans auparavant. Alors que les autres acteurs, et principalement la LPR et *Samooobrona*, peinent à exister, les attaques entre les deux formations ne sont plus guère euphémisées. Dénonçant la dérive autoritaire des frères Kaczyński, PO se positionne comme le garant de la «normalité politique», celle-ci étant définie comme le retour aux équilibres politiques antérieurs et au consensus interpréta-

tif sur la Table ronde comme événement fondateur de la démocratie polonaise. PiS, quant à lui, réitère ses appels à la mise en œuvre d'une Quatrième République et critique le conservatisme de PO, accusé d'entretenir des rapports incestueux avec le monde des affaires. C'est ainsi, à travers la dynamique quotidienne de la compétition partisane, que se durcissent les visions respectives du passé et se renforce leur opposition.

Si la stratégie de réinvestissement de l'espace politique de *Samoobrona* et de la LPR mise en œuvre par PiS s'avère payante, puisque ces deux partis sont évincés du jeu parlementaire et que la formation des frères Kaczyński améliore sensiblement sa performance de 2005 (avec 32,11 % des voix, elle gagne près de 2 millions d'électeurs), c'est néanmoins PO qui remporte assez nettement les élections. Le mouvement de Donald Tusk semble être parvenu à construire ce scrutin comme un référendum pour ou contre les Kaczyński, et ce faisant à rallier largement à lui les électeurs hostiles au gouvernement sortant, indépendamment de leur soutien à la politique économique libérale qu'il prône. Bénéficiant d'une participation plus forte qu'à l'habitude, PO obtient 41,51 % des suffrages. Rapidement un accord est trouvé avec le Parti agrarien PSL et un gouvernement de coalition dirigé par Tusk est formé dès novembre. Pour la première fois depuis 1991, deux formations aux histoires antagoniques – le PSL étant, rappelons-le, l'héritier d'un Parti officiel du temps de la République populaire, s'unissent pour gouverner la Pologne. L'épuisement relatif du clivage ancien communiste/ancien de Solidarité⁴⁸ au profit d'une opposition entre ceux qui doivent leur légitimité à la Table ronde et ceux qui fondent leur identité politique sur sa contestation semble ainsi confirmé, et c'est cette dernière qui structure depuis lors la compétition politique polonaise.

«Ce qui a précédé la Table ronde et ce qui lui a succédé ne peuvent être appréciés de façon totalement positive ou de façon au contraire totalement négative. Il est vrai que la Table ronde

a permis de transformer la Pologne politiquement et économiquement [...] mais il est vrai aussi que nombre de pathologies de notre jeune République – des négligences de notre mémoire collective et de notre conscience nationale jusqu'aux structures mortifères qui prospèrent à la jonction de la politique et de l'économie – trouvent leur origine dans la sauvegarde obstinée des accords conclus lors de la Table ronde⁴⁹.» Ainsi s'exprime le président Lech Kaczyński lors du vingtième anniversaire de l'ouverture de la Table ronde, le 3 février 2009. Sans doute tenu par certaines contraintes de rôle – en tant que président, il doit s'efforcer de respecter l'unité nationale – mais aussi biographiques – il a lui-même participé à la Table ronde et même aux rencontres secrètes de Magdalenka – Kaczyński insiste certes sur les apports de cet événement à la «renaissance» de son pays, mais tempère immédiatement ce diagnostic sans enthousiasme de critiques fondamentales de la Table ronde.

Cette ambivalence du discours présidentiel fait écho au processus dont nous avons reconstitué les principales étapes dans ce chapitre. Processus par lequel une réinterprétation critique de la Table ronde, formulée dès 1989, a réussi à s'imposer dans la lutte politique vers le milieu des années 2000, au point de porter au pouvoir l'organisation partisane qui lui a donné ses lettres de noblesse politique. Ce processus, on le voit bien, n'est pas linéaire, et son aboutissement provisoire n'est pas irréversible. Rien ne permet d'affirmer que le clivage que nous avons mis en évidence est promis à se perpétuer. Il est néanmoins indubitable qu'une certaine lecture du passé récent, fondée sur une vision méliorative de 1989 et agençant en fonction de celle-ci les représentations du présent et du futur, se trouve, vingt ans après 1989, passablement rétrogradée dans la hiérarchie des narrations politiques légitimes.

Notes

1. Créé au début des années 1980 lors des grèves ouvrières, Solidarité avait été légalisé en tant que syndicat indépendant le 10 novembre

1980 avant d'être renvoyé dans la clandestinité par la proclamation de l'état de guerre le 13 décembre 1981.

2. L'accord de la Table ronde prévoit une mise en concurrence limitée des mandats politiques : si 65 % des postes de députés à la Diète sont réservés aux candidats officiels, 35 % des sièges sont ouverts à la concurrence de candidats extérieurs, dont bien sûr de Solidarité, ainsi que la totalité des 100 sièges pour le Sénat, chambre haute du Parlement créée par l'accord. Une fonction de président de la République, élu par les membres du Parlement, est également instituée à l'occasion de la Table ronde.
3. Les candidats du Comité civique soutenus par Solidarité remportent dès le premier tour 160 des 161 mandats mis en concurrence à la Diète et 92 des 100 postes de sénateurs. À l'inverse, seuls trois représentants du pouvoir sont élus au premier tour. À l'issue du second tour, Solidarité réalise un carton plein avec 161 députés élus (sur un total de 460) et 99 des 100 mandats de Sénateurs.
4. C'est notamment le cas d'Adam Michnik, alors conseiller de Wałęsa et rédacteur en chef du journal de Solidarité *Gazeta Wyborcza*, qui le 3 juillet 1989 appelle dans les colonnes de ce dernier à la nomination d'un Premier ministre issu de Solidarité : Michnik Adam, « Wasz Prezydent, nasz Premier » (Votre président, notre Premier ministre), *Gazeta Wyborcza*, n° 40, 3 juillet 1989.
5. Voir notamment : Hermet Guy, *Le passage à la démocratie*, Presses de Sciences Po, Paris, 1996.
6. <http://www.kwasniewskialeksander.pl/>
7. La Troisième République désigne, d'abord informellement, le régime mis en place en Pologne après 1989 et marque ainsi la rupture symbolique avec le régime communiste. Cette appellation est officialisée par la nouvelle Constitution adoptée en 1997.
8. PiS remporte d'une courte tête les élections législatives du 25 septembre 2005 devant Plateforme civique (PO) en réunissant 26,99 % des électeurs. Quelques semaines plus tard, Lech Kaczyński (PiS) remporte le second tour de l'élection présidentielle contre Donald Tusk (PO) avec 54 % des scrutins exprimés.
9. À titre d'exemple de ce type d'approche : Smolar Aleksander, « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », *Pouvoirs*, n° 118, septembre 2006.
10. De même que nous ne partageons pas l'avis de Marcin Frybes et Patrick Michel pour qui la procédure même de Table ronde, en

signifiant le rejet des illusions qu'incarnait Solidarité, aurait nourri une crise « du politique enchanté ». Cf. Frybes Marcin & Michel Patrick, *Après le communisme. Mythes et légendes de la Pologne contemporaine*, Bayard éditions, Paris, 1996.

11. Certains acteurs de l'opposition – celle-ci n'étant pas monolithique – jugent en effet la règle électorale trop favorable à Solidarité, qui ne se prive pas de l'exploiter pour contrôler l'ensemble du processus de sélection des candidats. Sur ces débats, cf. Heurtaux Jérôme, *Une partisanisation controversée. Codification de la compétition politique et construction de la démocratie en Pologne (1989-2001)*, Université Lille 2, décembre 2005, partie 1.
12. Bastien François identifie un phénomène similaire au moment du passage à la Cinquième République en France : cf. François Bastien, *Naissance d'une constitution. La Cinquième République, 1958-1962*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996, p. 40.
13. Cf. « Przeszłość odkreślamy grubą linią » (Nous traçons un gros trait sur le passé), *Gazeta Wyborcza*, 27 août 1989.
14. Notamment aux fonctions de ministre de l'Intérieur et de ministre de la Défense.
15. Le système politique de la République populaire était organisé autour d'un tripartisme institutionnel. Aux côtés du Parti communiste (PZPR), deux partis « satellites » existaient légalement : le Parti paysan unifié (ZSL) et le Parti démocratique (SD).
16. Relativement isolé au sein du mouvement Solidarité, Wałęsa estime qu'il a plus de chance de bien figurer à une élection présidentielle qu'à des élections législatives, de par les ressources individuelles qu'il a accumulées depuis la fin des années 1970 dans la lutte contre le régime communiste.
17. Par la suite Stanisław Tymiński tentera de capitaliser sur son succès inattendu à l'élection présidentielle de 1990 en créant un parti politique, le Parti X. Celui-ci obtient trois députés aux élections de 1991 mais aucun en 1993 et il disparaît progressivement des jeux politiques. La tentative de retour de Tymiński lors de l'élection présidentielle de 2005 se solde par un échec (0,16 % des scrutins exprimés).
18. Arrivée en première position, l'Union démocratique (UD) de Tadeusz Mazowiecki ne recueille que 12,32 % des voix et n'obtient que 62 mandats à la Diète (sur 460).

19. Le terme de lustration (*lustracja*) s'est imposé en Pologne, comme dans d'autres pays d'Europe centrale, pour désigner les politiques de vérification du passé communiste et d'épuration de l'appareil d'État.
20. Le président du PSL Waldemar Pawlak a alors 34 ans, celui du SLD Aleksander Kwaśniewski 38 ans et la tête de liste nationale du SLD, Włodzimierz Cimoszewicz, 43 ans. Kwaśniewski avait de plus une image de « réformateur » au sein du PZPR à la fin des années 1980.
21. Słodkowska Inka (dir.), *Wybory 1993-Partie i ich programy* (Elections de 1993-Les partis et leur programme), ISP-PAN, Varsovie, 2001, p. 122.
22. Sur les mécanismes d'éviction qui frappent les acteurs politiques mobilisant une critique de la Table ronde: cf. Zalewski Frédéric, « Comment la droite polonaise est devenue "radicale" », in Annie Collovald & Brigitte Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, La Dispute, Paris, 2006.
23. La stigmatisation des critiques de la Table ronde est ainsi particulièrement forte dans le journal *Gazeta Wyborcza* qui avec un tirage de 500 000 exemplaires quotidien est au cours des années 1990 la référence dans le paysage médiatique polonais.
24. Collovald Annie & Gaïti Brigitte, « Introduction », in Annie Collovald & Brigitte Gaïti (dir.), *op. cit.*, p. 12.
25. Briquet Jean-Louis, « "Radicalisation morale" et crise de la Première République Italienne », in Annie Collovald & Brigitte Gaïti (dir.), *ibid.*, p. 285-307.
26. Cf. Richard François & Meunier Nicolas, « Pologne 2001-2002: une évolution préoccupante », *Le Courrier des pays de l'Est*, juin-juillet 2002, n° 1026.
27. « Olechowski, Płażyński i Tusk zakładają nowy obóz » (Olechowski, Płażyński et Tusk fondent un nouveau camp), *Rzeczpospolita*, 11 janvier 2001.
28. Heurtaux Jérôme, *op. cit.*, conclusion.
29. Lech Kaczyński acquiert même à l'époque dans les médias le surnom de « justicier solitaire ».
30. Heurtaux Jérôme, « Les effets politiques de la lutte anti-corruption en Pologne », *Droit et société*, n° 72, 2009, p. 3-19.
31. Menée par le Premier ministre sortant Jerzy Buzek, l'AWSP réunit les formations issues de l'AWS n'ayant pas rallié PiS ou PO.
32. Heurtaux Jérôme, « Pologne 2002-2003. Vers des temps meilleurs? Succès et fragilités du gouvernement Miller », *Le Courrier des pays de l'Est*, juin-juillet 2003, n° 1036-1037.
33. Le 2 mai 2004, le lendemain de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, Leszek Miller présente sa démission. Marek Belka qui lui succède au poste de Premier ministre met plusieurs mois à obtenir un vote de confiance du Parlement.
34. « Preferencje partyjne w styczniu » (Les préférences partisans en janvier), Varsovie, CBOS, janvier 2005.
35. Cf. Pellen Cédric, « Les manifestations paysannes polonaises de 1998-1999. Politisation, médiatisation et personnalisation d'une mobilisation contestataire », *Politix*, vol. 22, n° 86, 2009.
36. Cf. Pellen Cédric, « *Samoobrona*: la contestation paysanne comme ressource politique », in Jean-Michel De Waele & Daniel-Louis Seiler (dir.), *Les partis agrariens et paysans en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2009, p. 153-172.
37. Voir à ce sujet: Zalewski Frédéric, « Prendre au sérieux le "phénomène Kaczyński" », *Vacarme*, n° 41, 2007.
38. Le projet constitutionnel sera présenté en 2005: *Konstytucja Rzeczypospolitej Polskiej. Projekt Prawa i Sprawiedliwości* (Constitution de la République de Pologne. Projet de Droit et justice), Varsovie, 2005.
39. Le leader de *Samoobrona* s'était classé en troisième position au premier tour en obtenant 15,11 %.
40. Heurtaux Jérôme, « Pologne. Le post-communisme en procès. Le renouveau du conservatisme catholique », *La vie des idées*, n° 13, juin 2006, p. 75-84.
41. Notamment Wildstein Bronisław, *Dekomunizacja, której nie było* (La décommunisation qui n'a pas eu lieu), Ośrodek Myśli Politycznej, Księgarnia akademicka, Cracovie, 2000; Krasnodębski Zdzisław, *Demokracja Peryferii* (Une démocratie périphérique), Słowo/obraz terytoria, Gdańsk, 2003; Mokrzycki Edmund, Rychard Andrzej & Zybortowicz Andrzej (dir.), *Utracona dynamika? O niedojrzałości polskiej demokracji* (Une dynamique perdue? Sur l'immaturation de la démocratie polonaise), IfiS-PAN, Varsovie, 2000; Staniszki Jadwiga, *Postcommunism. The Emerging Enigma*, ISP-PAN, Varsovie, 1999.
42. Droit et justice, *Polska katolicka w Chrześcijańskiej Europie* (Une Pologne catholique dans une Europe chrétienne), Varsovie, 2005.

43. Nom donné au régime d'«assainissement moral» prôné par le maréchal Piłsudski et ses successeurs entre 1926 et 1939.
44. Il s'agit d'une référence récurrente dans les débats politiques polonais à la confédération de Targovie, association de nobles polonais et lithuaniens encouragés par Catherine II de Russie, qui s'est opposée à la Constitution du 3 mai 1791, symbole de l'unité polonaise et qui a précipité le deuxième partage de la Pologne en 1792.
45. À partir du début des années 2000, *Samoobrona* a en effet cherché à se repositionner à la gauche du paysage politique polonais après avoir été proche des réseaux de la droite nationaliste au cours des années 1990. Avec l'effondrement du SLD, Andrzej Lepper revendiquait même sa prétention à en faire le nouveau grand parti de la gauche polonaise et à se substituer ainsi aux anciens communistes.
46. L'officialisation de la coalition avec *Samoobrona* et la LPR provoque d'ailleurs également des remous au sein de PiS et du gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères, Stefan Meller, décide ainsi de démissionner afin de ne pas avoir à siéger au côté de Lepper.
47. La participation de la Pologne à la coalition «anti-terroriste» en Irak et en Afghanistan est en effet source de conflits récurrents entre le Premier ministre et Andrzej Lepper qui y est opposé.
48. Relatif car, bien qu'évoqué un temps, un rapprochement entre les anciens communistes du SLD et de PO paraît encore impossible en dépit de leur opposition commune à la Quatrième République prônée par PiS.
49. Lech Kaczyński, *Super Express*, 3 février 2009.

Pologne
Un parti politique face à 1989
L'abandon d'une lecture sociale des transformations par le PSL
Frédéric Zalewski

La cause semble entendue: si la rupture de 1989 en Europe centrale et orientale peut s'apparenter à une révolution, c'est à une révolution *politique* (simple changement de régime politique) et non à une révolution *sociale* (changement de régime doublé d'une transformation des rapports entre groupes sociaux)¹. Une sorte de collusion entre interprètes du politique et du social semble ici avoir joué à plein pour que cette représentation de 1989 l'emporte. Les interprétations savantes, fascinées par la figure du «pacte entre élites» grâce auquel s'est ouvert le jeu politique, se sont ainsi focalisées sur l'instauration du pluralisme et sur le devenir des anciennes élites, que le changement de régime n'avait pas éliminées, preuve s'il en est que la Révolution, si c'en était une, n'était en rien *sociale*. Quant aux acteurs, directement impliqués dans ce même «pacte entre élites» et dans ses conséquences politiques, ils se sont lancés dans d'incessantes luttes politiques pour «décommuniser» ou au contraire pour résister à ces entreprises de disqualification du personnel politique issu de l'Ancien Régime. En Pologne, les points de jonction entre ces deux niveaux de production de discours sur 1989 n'ont pas manqué, le recyclage politique des lectures théoriques des changements s'effectuant à un rythme soutenu, notamment grâce aux médias, lorsque certaines interprétations ne se présentaient pas tout simplement comme taillées sur mesure pour venir en appui au discours politique. Le meilleur exemple en est ici la théorie du «capitalisme politique» de Jadwiga Staniszkis,

qui propose avec cette notion une vision très explicite des liens de causalité pertinents pour rendre compte de la rupture de 1989². La force politique de cette interprétation a sans nul doute été renforcée par le contexte plus général et plus diffus de basculement idéologique vers le néo-libéralisme et de rejet corollaire des idéologies de classes dont se revendiquait le régime avant 1989, basculement qui a fait apparaître comme inepte et dépassé tout récit historique fondé sur l'analyse des rapports entre forces sociales, y compris et peut-être surtout à propos de 1989.

Une interrogation sur la rupture de 1989 en termes de révolution sociale conduirait entre autres à tenter d'identifier des entreprises politiques visant à conflictualiser les rapports sociaux. Dans le cas de partis politiques, ces mêmes entreprises entendraient projeter la représentation d'un groupe social dans un espace de représentation du jeu social lui-même fondé sur l'idée de rapports conflictuels entre groupes sociaux, ayant pour enjeu l'accès aux ressources ou au prestige. On verrait alors que les acteurs politiques disposant des ressources pertinentes pour formuler des telles interprétations de 1989 n'ont pas fait défaut. Parmi eux figurent sans doute au premier plan les partis paysans, et notamment le Parti paysan PSL³, dont l'existence même renvoie à la notion de classe sociale, du fait de sa prétention à représenter la paysannerie polonaise à partir de ses intérêts économiques et de ses spécificités identitaires. Le PSL, en effet, revendique l'héritage des partis paysans nés en Pologne dès les années 1880 et qui ont joué un important rôle d'encadrement politique de la paysannerie avant 1939, en s'appuyant sur un corpus idéologique de plus en plus développé (et théorisé dans les années 1930 sous le label d'agrarisme par de jeunes intellectuels d'extraction paysanne) qui avait peu à peu affirmé l'autonomie des intérêts de la paysannerie et positionné ceux-ci dans l'espace social et politique de la Pologne de l'entre-deux-guerres. Le PSL est en outre le successeur direct d'un parti officiel d'avant 1989, le Parti paysan unifié (ZSL)⁴. Il a ainsi hérité d'une strate d'intellectuels chargés de rationaliser idéologiquement les repositionnements politiques effectués au gré des aléas de la conjoncture politique. De fait, ces

idéologues prendront leur part à la reconversion idéologique du PSL et à son adaptation aux nouvelles règles du jeu politique. Ils estimaient au cours de cette période que l'activité de définition et de mise en forme des intérêts paysans n'allait pas de soi, qu'elle devait s'accompagner d'une réflexion théorique sur la structure de la société polonaise et sa trajectoire possible. Un pan de l'activité idéologique du ZSL s'orienté ainsi vers une redéfinition de la notion de « parti de classe » : il ne s'agit plus, comme avant 1989, de parachever le travail d'encadrement économique et politique de la paysannerie, mais d'agréger les intérêts de cette dernière. Dans un article de la revue idéologique du ZSL, *Wież Współczesna* (la Campagne contemporaine), Ryszard Miazek – l'un des principaux auteurs de la période dans cette revue – peut ainsi avancer que « le caractère du ZSL comme parti de classe s'est formé après la guerre sur fond d'idéologie de lutte des classes dans un État socialiste ». « L'une des causes de la crise actuelle, poursuit-il, est précisément l'atrophie de la fonction des partis politiques, qui se sont rapprochés des organisations professionnelles, en devenant leur doublon dans leurs buts et leur tâches, au détriment des buts que seuls les partis politiques poursuivent »⁵. Cependant, à la fin des années 1990, le constat d'échec est patent : non seulement le PSL n'a pas réussi à instaurer de rapport de force avec les lectures politiques de 1989 qui s'imposent comme dominantes, mais il les a même rejointes en se détournant peu à peu d'une lecture sociale des transformations. Comprendre ce revirement dévoile nombre de logiques par lesquelles s'est réalisée l'emprise des interprétations politiques de 1989.

Cette réflexion, tout d'abord, n'a pas été soutenue par le travail indispensable d'actualisation et de diffusion qui lui aurait permis de conserver sa vigueur au-delà des années 1989-1990. En effet, la réflexion sur la représentativité sociale du mouvement paysan, sur les conditions de la représentation politique de la paysannerie et les alliances ou alternatives possibles, n'est menée qu'au sein du ZSL, et ce brièvement courant 1989. Au cours des années 1990, le PSL ne parvient pas à maintenir cette interprétation dans la course aux idées dominantes, car elle se dévalorise aussi bien sous

l'effet de la désuétude de ses formes de travail idéologique que sous l'effet de la transformation plus générale de la compétition politique, qui suppose d'orienter une partie des ressources vers la compétition électorale. Toutefois, les conditions de ce revirement ne sont pas seulement idéologiques. En effet, au début des années 1990, le PSL est l'objet de luttes politiques internes entre des groupes d'acteurs aux profils hétérogènes, représentatifs de l'ensemble des engagements politiques que l'on pouvait observer avant 1989 entre affiliation aux organisations officielles et engagement dans l'opposition démocratique. Or, c'est au fil de la structuration de ces jeux politiques internes et de leurs différentes issues tactiques que va se jouer l'interprétation de la rupture de 1989 et que sera déjoué le scénario en apparence probable de lecture sociale de celle-ci par le PSL. En effet, en même temps que les acteurs sont confrontés à des enjeux politiques décisifs pour la suite de leur carrière politique, voire pour leur trajectoire sociale dans la nouvelle réalité, ils réévaluent cette dernière selon des critères politiques, davantage que selon des critères renvoyant à une conflictualisation plus large de l'espace social. En somme, les transformations qui affectent le PSL apparaissent comme un cas d'école des logiques plus globales qui ont conduit, par une apparence de « main invisible », différents groupes d'acteurs à s'accorder sur une lecture *politique* de 1989 en Pologne.

La dévalorisation progressive des interprétations sociales de 1989

Vers 1990, le travail idéologique mené au sein du ZSL, puis du PSL, semble progressivement aboutir et les auxiliaires intellectuels du Parti sont en mesure de proposer une amorce de lecture *globale* des changements de 1989, portant à la fois sur leur dimension sociale et sur leur dimension politique, et proposant des principes de compréhension des liens de causalité entre ces deux sphères de transformation. La rapidité de cette adaptation peut surprendre, mais il faut rappeler que le ZSL soutient cet effort de théorisation en partie sous la pression du PZPR, le Parti communiste au pouvoir avant 1989, qui entreprend lui-même à partir du milieu

des années 1980 une réflexion d'ampleur sur l'avenir des institutions du régime, sa propre place dans cette dynamique de transformation et la nature des « alliances » existant entre lui-même et les autres partis officiels, ZSL et Parti démocratique (SD)⁶. Dès 1989, les idéologues du PZPR voient dans les réformes politiques projetées par le régime une évolution vers une forme « socialiste » de parlementarisme et appellent de leurs vœux la construction d'un système de partis pluraliste⁷. C'est dans cette conjoncture que le ZSL entame une réflexion systématique sur son potentiel de représentativité sociale et sur les groupes en direction desquels il pourrait déployer une offre de représentation politique.

Sur ce point, le ZSL s'était depuis 1956 engagé dans un mouvement de reconquête de l'identité du mouvement paysan traditionnel (autrement dit l'ensemble des partis de défense des intérêts paysans qui avaient existé en Pologne des années 1880 à 1949, date d'absorption du dernier d'entre eux, le PSL, par le ZSL) qui allait conditionner ce travail idéologique⁸. À partir des années 1980, cette reconquête redouble. En effet, les membres des groupements militants issus du PSL et restés indépendants du ZSL vieillissent et se sentent désormais concurrencés par Solidarité rurale (la branche de Solidarité qui encadrait les exploitants dits « individuels » avant 1989). Certains d'entre eux se rapprochent alors du ZSL, ce qui permet à celui-ci de capter leur légitimité. De plus, le régime se dirige (surtout après 1986) vers des réformes politiques, contraignant les « partis alliés » au PZPR à redéfinir leur rôle et leur identité politiques. Au cours des années 1980, le ZSL intensifie donc son activité idéologique, tout en la reliant à une valorisation de l'identité du mouvement paysan. En 1984, il publie une « déclaration idéologique » (*deklaracja ideowa*) au moment même où il charge ses intellectuels d'adapter l'agrarisme (du nom du corpus idéologique dont s'était doté le mouvement paysan polonais dans les années 1930) aux exigences politiques du moment. Vers 1988, le ZSL réhabilite la totalité de l'héritage du mouvement paysan, dont certains fragments « droitiers » étaient encore tenus à distance, au moins officiellement, et s'oriente ainsi vers une forme renouvelée de représentation

de la paysannerie polonaise⁹. Le ZSL explore cependant différentes voies, parmi lesquelles celles d'être un parti revendiquant la représentation de l'ensemble des catégories « populaires » ou celle d'occuper une niche de représentation des enjeux environnementaux, en lien avec les relations que le ZSL esquisse avec des groupements écologiques. Courant 1989, le ZSL soumet ainsi un questionnaire à ses membres et ses sympathisants pour les consulter sur ces différentes orientations – d'une façon générale, la presse généraliste du ZSL (c'est-à-dire l'ensemble des titres de presse détenus par le ZSL, dont un quotidien et un hebdomadaire d'information politique) soutient un important effort de diffusion et de vulgarisation du travail théorique mené plus confidentiellement dans *Wies Współczesna*, ce qui fournit un bon indicateur de l'ampleur des changements idéologiques en cours. L'important travail accompli pour s'enraciner dans la filiation des anciens partis paysans contribue certes à déterminer l'issue de cette discussion, mais chacun de ces choix apparaît sous-tendu par une vision relativement claire de la société polonaise comme cloisonnée entre population rurale et population urbaine – les paysans et les agriculteurs constituant dans la plupart des cas une voie d'entrée privilégiée pour construire un futur électorat et éventuellement pour agréger politiquement les groupes sociaux à faibles ressources économiques et culturelles.

En 1990, les idéologues du PSL négocient avec promptitude le tournant de la fin du monopole du PZPR. Dans la nouvelle revue théorique du PSL, *Wies i Państwo (le Rural et l'État)*, de nombreux articles abordent les transformations en cours, en privilégiant soit leurs aspects sociaux, soit leurs aspects politiques. Un article programmatique d'ampleur, signé Ryszard Miazek et Władysław Szymbański, donne le ton : intitulé « La question paysanne », il accorde la priorité aux contours désormais revêtus par cet enjeu pour redéfinir l'action politique du PSL. En quelques mots acérés, ces deux auteurs brosent un tableau complet de la nouvelle réalité sociale et de ses implications politiques : « La rupture qui s'est opérée dernièrement en Pologne, écrivent-ils, ne crée absolument pas les conditions d'une amélioration de la situation des

paysans, pas plus qu'elle ne leur rend, malgré les apparences, leur place dans la vie politique. Dans des conditions de démocratie et de liberté politique, apparaissent en effet les mêmes tendances anti-paysannes et anti-agricoles que celles qui dominaient pendant la construction du socialisme en Pologne. L'un des reflets de cette situation sont les divergences politiques croissantes qui opposent les fractions ouvrières et paysannes de Solidarité d'une part, et le mouvement Solidarité en général au mouvement paysan d'autre part. L'une des causes visibles de cette disparité est l'appropriation au détriment des paysans de toute la lutte contre le communisme par les ouvriers. » Ils poursuivent : « En Pologne, la sous-estimation politique de la paysannerie trouve aussi sa source dans les attitudes des élites. C'est pour cette raison que la grande thèse marxiste sur l'inégalité des classes n'y a pas rencontré beaucoup de résistance. La ville polonaise reste réceptive à des images simplificatrices des rapports avec la campagne, ne la comprend pas et cherche à la dominer. La création d'un PSL vaste et puissant et la restitution au mouvement paysan de sa place et de son rôle dans la société doivent permettre de lutter contre ces tendances¹⁰. » En d'autres termes, Miazek et Szymbański pointent assez clairement que le basculement politique de 1989 réalise, au moins pour partie, une alliance entre des groupes sociaux indifférents, voire hostiles à la paysannerie, et que les nouveautés introduites dans l'ordre politique dissimulent assez grossièrement la matérialisation de ces alliances sociales. En somme, il s'en faut de peu pour que Miazek et Szymbański ne parlent explicitement de *révolution conservatrice*. Certes, ce discours est pour partie commandé par la compétition qui s'amorce avec les partis paysans issus de Solidarité rurale. Mais de façon caractéristique, certains de ces nouveaux partis paysans minimiseront les antagonismes sociaux portés par les bouleversements économiques du début des années 1990, en s'appuyant sur des catégories d'entendement compatibles avec les nouvelles références idéologiques libérales, telle que *farmerisation*. D'ailleurs, les idéologues du PSL explorent des voies similaires, par exemple quand Władysław Szymbański voit dans la paysannerie le groupe social à même de jouer le rôle de classe moyenne

dans la nouvelle économie de marché, grâce à son sens de la propriété privée – mais les catégories d’entendement de cette nouvelle interprétation s’avèrent finalement les mêmes que précédemment et reflètent la même interrogation sur les chances de reclassement de la paysannerie polonaise¹¹.

L’écho de ces nouvelles thèses restera faible ; le PSL en retiendra surtout quelques mots d’ordre et le label de *néo-agrarisme*, sans exploiter toutes les potentialités de description et d’interprétation du monde social que contenaient ces prolégomènes de corpus idéologique. Différentes logiques concourent à reléguer au second plan ce travail théorique. Tout d’abord, les ressources du PSL diminuent régulièrement au cours des années 1990 et le Parti redéploie ses moyens vers les dispositifs indispensables à la compétition électorale. Une fois fabriqué le programme, au début des années 1990, celui-ci est l’objet d’un simple toilettage par la suite, l’essentiel de l’effort, y compris sur le plan financier, étant dirigé vers la propagande électorale et la « communication politique »¹². Dans l’ordre politique du régime « socialiste », disposer d’une revue idéologique de bonne qualité, comme l’était *Wies Współczesna*, était sans conteste un trophée politique de premier plan, mais après 1990, ces trophées résident surtout dans une bonne place dans les palmarès électoraux, le raffinement des conceptions idéologiques mises en avant devenant très secondaire. Ainsi, au fil des années 1990, l’impact des modèles théoriques proposés par les idéologues du PSL décline-t-il rapidement et les parutions de *Wies i Państwo* s’espacent-elles progressivement. Le groupe des auxiliaires idéologiques s’étiole et se dilue, nombre d’intellectuels pour qui *Wies Współczesna* conservait un certain attrait, même s’ils n’y publiaient pas, trouvent de nouveaux espaces de débat et se détournent du PSL. En outre, ces dispositifs idéologiques, malgré leur réactivité et leur savoir-faire, se révèlent assez peu adaptés aux nouvelles formes de luttes idéologiques qui sont désormais plus diffuses, passent par des formes de collusion moins centralisées et par les « liens faibles » propres aux mécanismes de domination idéologique des espaces politiques compétitifs (qui fonctionnent par affinités politiques

entre acteurs, davantage que par des rapports bureaucratiques, par une circulation souple des idées, davantage que par une diffusion verticale d’un répertoire d’idées assez fixe, par une légèreté et une indépendance formelle des dispositifs qui produisent les idées, tels que les *think tanks*, davantage que par la spécialisation d’un corps de cadres idéologiques fortement imbriqués dans l’appareil étatique). Ainsi le PSL se conformait-il dans ses discussions idéologiques de 1989 à une forme de travail héritée du ZSL, conçue pour assurer une traduction interne des évolutions idéologiques du régime communiste et dont la surface politique après 1989 s’est révélée réduite, dépourvue des relais assurant la circulation des nouvelles idées au sein des différents espaces de débats de la démocratie post-communiste. En un mot, si le ZSL s’était patiemment préparé depuis 1956 à s’adosser à une idéologie propre et autonome, ce qui était une stratégie ajustée aux rapports de pouvoir du régime socialiste, il échoue après 1990 à rentabiliser efficacement cette posture ; cette cote était mal taillée pour les rapports politiques compétitifs et à « flux tendu » du post-communisme (au sens où les temporalités propres à la compétition démocratique imposent des ajustements plus fréquents, plus tactiques qu’idéologiques). Or, c’est sur ces mêmes dispositifs hérités du ZSL que reposaient les chances de lectures sociales de 1989 par le PSL, davantage sans doute que sur ses liens avec sa base militante dont la participation avait été totalement désactivée avant 1989 et dont les membres, quand il s’agissait de paysans, voyaient dans le ZSL un pourvoyeur des biens collectifs alloués par le régime aux exploitations individuelles.

L’impact des luttes politiques sur les représentations de 1989

La rapide désuétude de ce travail de réflexion théorique ne s’explique pas seulement par son rendement électoral faiblissant après 1990, mais aussi par une focalisation de l’attention des acteurs sur les enjeux spécifiquement *politiques* du changement de régime. L’appauvrissement et l’étiolement du lien de représentation avec la paysannerie doit ainsi être pensé en relation avec

les processus sociaux qui sont à l'œuvre dans la crise politique de 1989¹³. Des luttes politiques entre prétendants à l'héritage des partis paysans d'avant 1949 se traduisent par une forme d'assignation collective à des traditions largement réinventées sous le communisme, réifiant aussi bien le mouvement paysan lui-même que la paysannerie. La trame des relations partisans, qui renvoie aussi bien à des modèles militants assez diversifiés qu'à une forme de notabilité locale héritée de l'avant 1989¹⁴, fait du PSL un parti d'élus locaux très différent des «partis de masses» qu'étaient les partis paysans d'avant 1939, mais dont l'adjuvant identitaire global est resté cet idéal d'encadrement des masses paysannes qui ne permet pas de faire apparaître les enjeux de représentation spécifiques au post-communisme. Trois variables peuvent expliquer comment le travail de mise en représentation s'est dilué sous l'effet de l'intensification des luttes politiques à partir de la mi-1989.

La première variable est *organisationnelle*. Elle renvoie à un recentrage des acteurs sur les activités tactiques déployées pour conquérir des postes de direction au sein du PSL et accéder à la compétition interpartisane. En novembre 1989, le ZSL tient un congrès où il change de nom et adopte le sigle PSL; les groupements dits «indépendants» tiennent quant à eux, au même moment, un congrès destiné à *reformer* le PSL (en 1949, la création du ZSL avait couronné la lutte politique, idéologique et policière menée contre le PSL, qui était à ce moment le principal parti d'opposition à la prise du pouvoir par les communistes)¹⁵. Début 1990, ces deux partis entament des pourparlers et projettent pour mai 1990 un congrès destiné à faire émerger un parti unitaire, toujours sous le label PSL. Pour les uns, il s'agissait de ne pas laisser s'échapper dans de nouveaux partis les ressources identitaires du militantisme «indépendant», pour les autres il s'agissait de s'assurer la maîtrise de l'appareil bureaucraté du ZSL et de le mettre au service des réseaux «indépendants». Lors de ce congrès de réunification, l'opposition au ZSL marque des points: jouant de sa légitimité à se revendiquer du PSL des années 1947-1949, ou de sa participation à Solidarité dans les années 1980, elle parvient à s'assurer la direction du parti. La présidence

du Parti échoit ainsi à Roman Bartoszcze, un jeune syndicaliste de Solidarité rurale, tandis que la direction du Conseil national (un organe exécutif collégial doublant la présidence, héritage de l'organigramme du PSL de 1947) revient à Roman Jagieliński, certes membre du ZSL, mais perçu comme proche de Solidarité et non issu des équipes dirigeantes du ZSL.

La réunification de mai 1990 se traduit ainsi sur le plan organisationnel par une unification des marchés de positions de direction partisane et, par conséquent, par une intensification des luttes pour conquérir ces postes. Le nouveau président, Roman Bartoszcze, va se lancer dans une guerre d'usure contre les représentants des dernières équipes dirigeantes du ZSL encore présents assez massivement dans la direction centrale du nouveau PSL. Il compose une équipe totalement indépendante de l'appareil issu du ZSL et s'appuie sur les réseaux militants issus de son expérience militante dans Solidarité et dans le mouvement paysan «indépendant». Les premiers mois d'existence du nouveau PSL semblent dès lors marqués par un repli des cadres de l'ancien ZSL dans les positions bureaucratiques qu'ils ont conservées. Tout change cependant fin 1990 avec la performance jugée médiocre de Bartoszcze à l'élection présidentielle. Les équipes issues du ZSL avancent alors leur interprétation du congrès de 1990: il devait être l'occasion d'une réconciliation politique, calquée sur le modèle du «gros trait» tiré sur le passé par le Premier ministre Mazowiecki en septembre 1989. En lieu et place de ce travail de réconciliation, Roman Bartoszcze aurait mené – toujours selon ses adversaires – un travail de sape qui aurait eu pour conséquence son score décevant à la présidentielle. Début 1991, les échanges se radicalisent. Acculé, Roman Bartoszcze évoque dans la presse la consolidation des forces d'une «époque révolue» au sein du PSL et la nécessité de le décommuniser. Les réseaux dirigeants issus du ZSL répliquent par l'organisation d'un congrès extraordinaire destiné à dénouer le conflit et mobilisent en leur faveur les sous-ensembles partisans qui pouvaient être cimentés par une référence aux passés militants accomplis au sein du ZSL. Ce congrès extraordinaire, en juin 1991, voit la

défaite de Roman Bartoszcze, qui ne s'y rend pas, et l'élection à la présidence d'un jeune député PSL, Waldemar Pawlak, grâce au soutien de l'ancien appareil de direction du ZSL. Son choix représentait une solution arrangeante : jeune (il est né en 1959), issu des organisations de jeunesse paysanne affiliées au ZSL, il permettait de valoriser un militantisme de terrain effectué dans les circuits militants contrôlés par le ZSL, mais vierge de toute expérience de direction partisane avant 1989, et ouvrait ainsi la voie à une reprise en main de l'appareil central du PSL par les élites centrales et intermédiaires formées au sein du ZSL.

Le contrôle de l'organisation s'avère également décisif pour s'implanter dans les jeux politiques compétitifs naissants. Comme le rapporte Ryszard Miazek au sujet de l'épisode un peu antérieur du basculement vers l'opposition du ZSL¹⁶, « les relations entre alliés se sont effondrées, car chacun pensait d'abord à soi et raisonnait déjà en termes de marché politique. Ce marché s'ébauchait et chacun voulait le maximum d'influence sur celui-ci. On peut d'ailleurs dire que le ZSL a abandonné son ancien partenaire [le PZPR] sans vraiment lui demander son accord¹⁷. » Or, Roman Bartoszcze veut pérenniser l'influence du PSL en l'arrimant à Solidarité. Ce choix renvoie à la structure de ses ressources, plus importantes sur la face externe de son activité politique grâce à ses liens avec Solidarité, que sur la face interne, où il doit faire face aux anciens dirigeants du ZSL ; il correspond aussi à une tentative de recycler en interne son capital politique d'ancien dirigeant de l'opposition des années 1980. Il s'agit, en d'autres termes, d'aligner les espaces de jeux et de construire un espace inter-partisan défavorable à ses adversaires au sein du PSL. Le PSL appartenant toujours à la coalition gouvernementale formée en août 1989 avec Solidarité, les contacts établis pour décider du devenir de celle-ci sont également l'occasion de se rapprocher de Lech Wałęsa. Rappelons qu'à ce moment, Jarosław Kaczyński, l'un des principaux conseillers de ce dernier, consolide l'Entente du centre (PC), le Parti créé pour soutenir le leader historique de Solidarité aux élections présidentielles de décembre 1990 et met au point la stratégie

d'« accélération des changements » sur laquelle Bartoszcze va s'aligner pour lancer son mot d'ordre de décommunisation du PSL¹⁸. Roman Bartoszcze amorce de surcroît en février 1991 un mouvement pour construire une alliance électorale avec les partis de la droite nationale et catholique, dont l'Union chrétienne nationale (ZChN). Aux yeux des anciens cadres du ZSL, il s'agit d'une dérive droitière, qu'ils vont conjurer – outre la convocation du congrès extraordinaire de juin 1991 – par le développement de la thèse du PSL comme parti de « centre gauche », car il doit représenter les catégories économiquement fragiles. Si cette thèse réapparaît (elle avait été explorée par le ZSL), les conditions de sa réapparition montrent qu'elle reste un sous-produit des luttes intra-partisanes, permettant de marquer les frontières entre équipes pour le contrôle de la direction du parti. Elle ne renouvelle pas les logiques de représentation politique de ces catégories sociales, illustrant ainsi le rapport désormais plus nettement distancié (et parfois instrumental) du PSL aux groupes sociaux dont il se revendique porte-parole¹⁹.

La deuxième variable est *idéologique*. Elle réside dans les motifs anticommunistes de l'action de certains acteurs, et dans les dispositifs identitaires que leur opposent les groupes militants issus du ZSL. Dès 1989, une part de l'activité de « rénovation » du mouvement paysan est organisée par l'idée que le ZSL est une organisation inféodée à l'ancien régime qui doit disparaître avec lui. Dans *Dziennik Ludowy (le Quotidien paysan)*, le quotidien d'information générale affilié au ZSL, le dirigeant de Solidarité rurale, Józef Ślisz, avait par exemple qualifié le ZSL de « force conservatrice dont la place est dans les poubelles de l'Histoire »²⁰. L'anticommunisme s'est avéré être une sorte d'idéologie d'accompagnement du développement de l'opposition démocratique dès les années 1970, un ciment identitaire aux contours cependant très flous, aux formes et à l'intensité variables selon les acteurs. Au sein du mouvement paysan dit « indépendant », l'anticommunisme prend principalement la forme d'un rejet du ZSL, comme émanation du régime politique qui a détruit le PSL, les traditions politiques dont il se réclamait, et contraint les paysans à la

collectivisation. Il s'est cependant un peu atténué dans les années 1980, quand les milieux militants de l'ancien PSL se sont étiolés et ont identifié la concurrence faite au ZSL par Solidarité rurale comme un nouvel avatar des tentatives de contrôle du mouvement paysan par le mouvement ouvrier. Au sein de Solidarité rurale, l'anticommunisme prend les formes qu'il peut revêtir plus généralement au sein de Solidarité; les déclarations de Józef Ślisz peuvent en donner une illustration. En 1989, l'anticommunisme devient un marqueur tactique: il permet de disqualifier les adversaires, avec des lectures *ad hoc* des engagements de chacun (mentionnons par exemple que Roman Bartoszcze était un membre «de base» du ZSL dans les années 1980). L'un des «vétérans» du mouvement paysan, Stanisław Laskowski, ancien cadre dirigeant du PSL en 1947, se voit ainsi publiquement reprocher par un autre «vétérans» d'avoir été membre du ZSL²¹.

Les groupes militants et dirigeants issus du ZSL mobilisent face à cet anticommunisme un discours de valorisation des engagements politiques dans les organisations officielles d'avant 1989. Les millions de paysans qui ont été membres du ZSL, avance ce discours, ne peuvent être considérés comme ayant joué un rôle actif de direction politique dans l'ancien régime et leur présence au ZSL témoignait plutôt d'un réel attachement aux traditions du mouvement paysan. Quant aux cadres et dirigeants, ils n'étaient pas au ZSL pour faire carrière, car les postes concédés au ZSL par le PZPR étaient subalternes, mais par volonté d'agir et de construire. D'ailleurs, quand le ZSL pouvait s'émanciper, il ne s'en privait pas. En 1990, et surtout en 1991, quand Roman Bartoszcze entend décommuniser le PSL, ce discours se révèle assez puissamment fédérateur en offrant un cadre global à des trajectoires très hétérogènes. Il reconnaît en outre une certaine valeur à l'identité politique paysanne, contestée par Solidarité rurale, qui se définit quant à elle surtout par rapport à l'histoire de l'opposition démocratique depuis les années 1970, ce qui permet aux anciens du ZSL de bâtir de la sorte une alliance avec la frange la plus rétive au mouvement ouvrier des milieux «indépendants», débouchant ainsi sur la réunification de mai 1990.

Défait au congrès de juin 1991, malgré des réserves de soutiens au sein du PSL, Roman Bartoszcze se reclasse au sein de la droite anticommuniste et radicalise son discours. Il réinterprète les rivalités des années 1990-1991 pour y voir un conflit né de son refus d'entériner le «partage du gâteau» opéré à la Table ronde et de se laisser acheter par les élites corrompues de la nouvelle Pologne. Il demeure proche des milieux sur lesquels il avait tenté de s'appuyer en 1991 et tente par exemple, aux élections de 1997, une alliance avec le Mouvement pour la reconstruction de la Pologne (ROP) de l'ancien Premier ministre Jan Olszewski, qui avait tenté une décommunisation en 1992. Certains de ses conseillers et amis, dont Stefan Żebrowski, adhèrent à une version radicale d'anticommunisme, selon laquelle la Table ronde ne serait qu'une réconciliation entre des communistes s'étant combattus des années 1960 aux années 1980. Dans cette optique, l'emprisonnement d'opposants ou de dissidents (comme Jacek Kuroń et Karol Modzelewski dans les années 1960) ne serait jamais que l'enfermement par des communistes d'autres communistes qui n'étaient pas d'accord avec eux. Désormais alliés, tous ces communistes auraient obéi aux injonctions du capitalisme anglo-saxon pour conserver leurs privilèges et dépouilleraient peu à peu la nation polonaise²². Ces représentations ne constituent pas pour autant un isolat idéologique confiné dans l'espace de la droite radicale; elles circulent, notamment au PSL où Stefan Żebrowski et Roman Bartoszcze comptent des alliés, en la personne, par exemple, de Wojciech Jagła, par ailleurs soutien de Waldemar Pawlak. Elles organisent ainsi une chaîne d'interdépendance politique qui reflète l'intensité des liens interpersonnels dans l'espace politique polonais du début des années 1990. L'idéologie vient ici redoubler les effets des luttes politiques pour constituer des groupes sociaux qui ne se pensent pas à partir de leur représentativité sociale mais à partir de leur appartenance à des espaces politiquement dominants. Les acteurs s'appuient sur des catégories d'entendement qui ne sont en rien alimentées par une lecture sociale des changements, et se mobilisent selon des lignes de conflits qui conflictualisent l'espace social dans son seul

sommet, au sein des élites politiques, sans construire les divisions sociales entre groupes sociaux élargis.

Enfin, la dernière variable renvoie aux *processus d'objectivation* du jeu social que produit, par sédimentation, la consolidation des espaces de jeu évoqués ci-dessus, des intérêts sociaux spécifiquement *politiques* qu'ils font émerger et autour desquels se focalise l'action des acteurs. Ces derniers sont pris dans des compétitions qui définissent les espaces d'action pertinents, qui les conduisent à ajuster leurs ressources, leurs lignes de conduite et leurs représentations, mais aussi leurs façons de se définir en tant qu'individus ou groupes d'individus. Au cours des années 1990, les principes de segmentation entre différents partis politiques paysans et les logiques d'opposition entre eux renvoient en premier lieu aux lignes de division politiques qui émergent en 1989-1990 (entre le PSL défini comme post-communiste, en tant que parti issu d'une organisation officielle de l'ancien régime et les partis paysans post-Solidarité de différentes dénominations qui se succèdent au cours des années 1990), sans regroupements ou reclassements partisans selon des divergences dans les modes de construction des intérêts de la paysannerie polonaise. Par exemple, Roman Jagieliński (qui avait été président du Conseil national en 1990) défendra au cours des années 1990 une vision sociale-libérale des transformations agricoles, indexée sur les intérêts des exploitants les plus compétitifs, mais ne se rapprochera pas pour autant des partis paysans post-Solidarité qui défendent des conceptions proches dès le début des années 1990 – de plus, là encore, ce positionnement accompagne un travail de marquage politique interne à un moment où il ambitionne de devenir président du PSL et doit par conséquent se démarquer de l'équipe Pawlak. Il faudra en réalité attendre les succès politiques (en termes d'action collective et de scores électoraux) du syndicat-parti d'obéissance paysanne Autodéfense (*Samobrona*) pour retrouver des logiques de conflictualisation politique qui s'appuient sur des divisions sociales. Les anciennes élites du ZSL, qui au début des années 1990 avaient été le siège d'un travail idéologique visant à relier changements politiques et changements sociaux délaissent ainsi ce mode de

redéfinition de leur activité politique, pour s'aligner sur les enjeux de reclassements politiques qui émergent en 1989 et s'accorder avec leurs adversaires s'agissant des enjeux de la période.

Nul n'a mieux décrit, au sujet des cadres du ZSL, cet effet d'optique collectif que Tadeusz Kisielewski: «Nombreux sont ceux qui se souviennent des humiliations que leur infligeait le PZPR, entre autres parce qu'ils n'étaient pas traités aussi bien que les membres de ce dernier dans l'avancement de leur carrière dans l'appareil d'État; c'est surtout ce dont ils se souviennent, avec amertume et rancune envers les apparatchiks. Quand Pawlak est devenu Premier ministre pour la deuxième fois en 1993 et a formé son gouvernement, ils se sont rués en masse sur les postes disponibles, y compris ceux qui n'avaient pas eu le temps de faire carrière sous la Pologne populaire. Maintenant, ils ne sont plus bridés par le PZPR et les forces issues de Solidarité ne peuvent pas les évincer [...] À l'automne 1993, commençait d'une certaine façon à revenir la Pologne populaire, mais capitaliste, plus confortable pour les nouvelles élites»²³. La revanche est ici une revanche politique (sur les élites issues du PZPR, sur celles de Solidarité), elle n'a plus rien à voir avec la revanche sociale que reflète l'histoire du mouvement paysan lorsqu'elle se construisait autour des accomplissements idéologiques des fils de paysans qui avaient pu accéder à l'université dans l'entre-deux-guerres ou tout simplement de la victoire symbolique qu'avait représentée la carrière politique de Wincenty Witos, premier paysan à atteindre un haut niveau de responsabilité politique en devenant Premier ministre dans les années 1920. Les groupes sociaux que la rupture de 1989 a mis en mouvement sont ainsi des groupes d'élites politiques, secondairement intéressés à activer les divisions sociales propres au post-communisme pour orienter leur action politique.

Les évolutions ici décrites ont une valeur exemplaire. Elles pourraient être observées, avec des variantes, dans la transformation du PZPR en SLD au début des années 1990, processus marqué par une conversion collective au néo-libéralisme des cadres et des dirigeants PZPR poursuivant leur activité politique dans

le nouveau système. Elles renvoient également aux rapports de plus en plus distendus entre une large fraction des élites issues de Solidarité et le mouvement ouvrier (si tant est que celui-ci ait survécu à l'éclatement de Solidarité), ainsi qu'avec les catégories populaires. Réduites à leur plus simple expression, ces mêmes évolutions sont le double reflet des fondements autoritaires de l'ordre politique communiste, qui désactivait toute forme de participation politique active de la part des individus et des groupes, et du nouvel ordre politique démocratique dont la fondation a tendanciellement été pensée comme une rationalisation du politique opérée au sommet – donc sans participation populaire – et qui a de surcroît été accompagnée d'un basculement vers les idées néo-libérales, peu propices à une lecture collective des intérêts sociaux. Ces analyses pourraient donc être complétées d'une description de l'implantation des idées néo-libérales et/ou néo-conservatrices en Pologne, qui commence avec la conversion au libéralisme de certaines fractions de l'appareil du PZPR dans les années 1980 (faut-il rappeler une nouvelle fois que Leszek Balcerowicz, père des réformes libérales en Pologne, a été avant 1989 membre du PZPR et enseignant à l'école centrale de planification?). De ce point de vue, la remarque quelque peu «culturaliste» de Ryszard Miazek et Władysław Szymański sur les tendances anti-paysannes des élites polonaises n'est pas sans refléter une certaine réalité s'agissant d'une relative continuité du personnel politique identifié comme adversaire des intérêts paysans. Cette même remarque est d'autant plus importante qu'elle éclaire certaines conditions idéologiques dans lesquelles a été adoptée en 1990, sous l'égide de Leszek Balcerowicz, la «thérapie de choc» (stratégie économique qui organise un passage immédiat et total au marché libre et concurrentiel) qui elle-même marque un tournant dans la défense des intérêts paysans. En effet, celle-ci a contribué à la dévalorisation rapide du travail idéologique accompli à partir de 1988 par le ZSL, dans la mesure où elle a laissé le PSL assez démuné pour prendre en charge la radicalisation rapide d'une importante fraction de la paysannerie²⁴ et l'a placé en porte-à-faux envers sa «culture de gouver-

nement», qu'il héritait à la fois du ZSL et des partis paysans plus anciens, pour lesquels l'action politique visait à former un personnel étatique d'extraction paysanne. Le PSL a ainsi pu être concurrencé par *Samoobrona*, le syndicat-parti d'Andrzej Lepper, qui a organisé et encadré ces nouvelles pratiques protestataires, en se mettant à la tête de blocages routiers ou de manifestations de rue mouvementées au cours des années 1990 et 2000.

Cette éclipse durable des classes populaires en Pologne s'est traduite par une capacité inédite des forces politiques nationales-catholiques à prendre en charge leur défense, selon des logiques d'agrégation qui ne renvoient bien sûr pas à une lecture conflictuelle des rapports entre groupes sociaux mais à une référence à des éléments de culture nationale. Le plus important de ces partis est Droit et justice (PiS) des frères Kaczyński, qui a remporté les élections de 2005 et dont les soutiens se sont recrutés en grande partie dans les groupes sociaux fragilisés par les transformations économiques prenant place en Pologne depuis 1990. Nulle rationalisation a posteriori dans cette remarque : cette évolution avait été pressentie dès le début des années 1990, non sans appréhension, par certains intellectuels qui s'étaient déjà illustrés par leur lucidité sur le régime communiste²⁵.

Notes

1. On s'inspire ici des travaux de Skocpol Theda, *États et Révolutions sociales*, Fayard, Paris, 1984.
2. Staniszkis Jadwiga, *Postcommunism. The Emerging Enigma*, ISP-PAN, Varsovie, 1999. Selon cette sociologue polonaise, la nomenclatura a anticipé les changements en convertissant en propriété privée des pans entiers de l'économie étatique.
3. PSL : *Polskie stronnictwo Ludowe*. Nom du principal parti de représentation de la paysannerie après 1989 créé en 1990, repris à d'anciens partis paysans d'avant la soviétisation politique de la Pologne en 1949. Le terme *ludowe*, qui signifie littéralement *populaire*, est de traduction malaisée (notamment parce que le PSL lui-même traduit son nom en anglais par *Polish People's Party*, non sans lien

à son affiliation européenne au PPE) car son emploi politique par ces partis renvoie principalement à une activité militante de mise en forme et de défense des intérêts de la paysannerie.

4. L'un des trois partis officiels d'avant 1989, dont le principal était le Parti ouvrier unifié polonais (PZPR), réunis dans une coalition fondée sur le « rôle dirigeant du parti ». Sur les rapports de pouvoir entre le PZPR et le ZSL, voir Zalewski Frédéric, « L'improbable autonomisation d'un "parti satellite". Réflexions sur les rapports de pouvoir entre le ZSL et le PZPR dans la Pologne communiste (1949-1989) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 49, n° 2, 2002, p. 78-101.
5. Miazek Ryszard, « ZSL w warunkach demokracji parlamentarnej » (Le ZSL dans le contexte démocratique parlementaire), *Wies Współczesna*, n° 6, 1989, p. 7-8.
6. Le plus petit des trois partis officiels avant 1989, censé représenter les catégories socio-professionnelles indépendantes.
7. Dans la livraison d'août 1989 de la revue théorique du PZPR, *Nowe Drogi (les Voies Nouvelles)* Jerzy J. Wiatr peut ainsi écrire que « la démocratie parlementaire nécessite des forces politiques bien formées, entre lesquelles peut se produire une rivalité. [...] C'est pourquoi il est indispensable d'adopter une loi sur les partis politiques et de construire un système de pluripartisme en Pologne. » Jerzy J. Wiatr, « Problematyka nowego okresu » (la problématique de la nouvelle période), *Nowe Drogi*, n° 8, 1989, p. 9.
8. Ce travail de fidélisation politique au mouvement paysan d'avant 1949 s'explique par la volonté de certains dirigeants du ZSL de le voir « tenir son rang » face au PZPR et par l'existence d'oppositions, notamment les réseaux militants de l'ancien PSL d'avant 1949, qui se perpétuaient et avaient le soutien du mouvement paysan en émigration, dirigé jusqu'en 1966 par Stanisław Mikołajczyk, ancien chef du PSL et ancien Premier ministre en exil pendant la Seconde Guerre mondiale.
9. Précisons qu'à ce moment, la paysannerie polonaise est avant tout atomisée, sous l'effet des stratégies autarciques développées par les exploitations individuelles face aux politiques de collectivisation directe ou indirecte menées par le régime communiste, malgré un renouveau de participation politique d'une fraction d'entre elle dans Solidarité rurale au début des années 1980. Voir à ce sujet les

travaux de Maria Halamska, « L'exploitation familiale en Pologne », in Hugues Lamarche (dir.), *L'agriculture familiale, tome 1: une réalité polymorphe*, l'Harmattan, Paris, 1991, p. 213-260.

10. Miazek Ryszard & Szymański Władysław, « Kwestia chłopska » (La question paysanne), *Wies i Państwo*, n° 1, 1990, p. 43-44.
11. Szymański Władysław, « U progu neoagrarnizmu » (Au seuil du néo-agrarisme), *Wies i Państwo*, n° 1, 1991, p. 49.
12. Selon une dynamique qui n'est pas sans rappeler celle du Parti communiste en France. Voir : Pudał Bernard, « La crise intellectuelle du communisme français, 1956-2003 », in Frédérique Matonti (dir.), *La démobilisation politique*, La Dispute, Paris, 2005, p. 97-116.
13. Une crise politique peut se définir comme une conjoncture marquée par l'incertitude et par une sensible perméabilité des frontières qui d'ordinaire organisent l'espace social en secteurs ou champs dotés de leurs règles propres, d'une part, et stabilisent les conditions de l'échange politique entre ces mêmes secteurs sociaux, d'autre part. Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la FNSP, Paris, 1986.
14. Le PSL s'appuie par exemple sur les organisations de pompiers volontaires (dont Waldemar Pawlak a été président, en même temps que président du PSL), sur les organisations de jeunesse paysanne, sur les groupements de vétérans paysans (des militants âgés ou des anciens combattants proches de la résistance encadrée par les organisations politiques paysannes) mais aussi sur des réseaux constituant une sorte d'élite verte locale, aussi bien économique que politique. Cette hétérogénéité n'a été l'objet d'aucune réflexion théorique au cours des années 1990 au sein du PSL.
15. En novembre 1989, les animateurs de la mouvance dite du « mouvement paysan indépendant » qui « relancent » le PSL comptent des militants et des cadres du PSL des années 1945-1947 dont certains participèrent à l'unique congrès du PSL, tenu en 1947, comme Stanisław Laskowski. Né en 1914, avocat et juriste de formation, il fut le rédacteur des statuts et fut par la suite membre du ZSL jusqu'à la fin des années 1980. En voulant capter dans les années 1950-1960 les anciens membres du PSL dans des groupements satellites, le ZSL avait créé les conditions d'une reproduction de ces réseaux, qui s'émancipent de lui lorsque l'ancien régime commence à craquer en 1988.

16. Rappelons ici qu'en août 1989 les partis dits « satellites », le ZSL et le SD, acceptent de former une coalition avec Solidarité dans un gouvernement dont la direction ne revient donc pas au PZPR. Même si cette solution est sur le moment présentée comme une formule de compromis (Adam Michnik avait lancé au PZPR qu'il fallait partager le pouvoir selon le modèle « votre président, notre Premier ministre »; Roman Malinowski, président du ZSL, y voyait une variante de la « grande coalition » voulue par le régime pour coopter l'opposition), elle marque en pratique la fin du « rôle dirigeant du parti » et le basculement de la Pologne vers la démocratie pluraliste.
17. Entretien avec Ryszard Miazek réalisé le 1^{er} juin 1999.
18. Ces recompositions politiques et idéologiques s'opèrent sur fond d'intensification des rivalités au sein de Solidarité entre l'option favorable à un maintien du statu quo issu de la Table ronde, représentée par Tadeusz Mazowiecki, et celle favorable à une reprise des transformations politiques, représentée par Lech Wałęsa et Jarosław Kaczyński, l'un des concepteurs de cette stratégie dite d'« accélération des changements ». « Le 19 juin [1990], Roman Bartoszcze et Roman Jagieliński [...] se rendirent à Gdańsk pour voir Wałęsa, ce qui signifiait que, dans le conflit qui opposait Wałęsa à Mazowiecki, ils prenaient le parti du premier. Bien évidemment, cette ligne politique n'avait fait l'objet d'aucune concertation au sein du PSL. Wałęsa est soutenu par l'Église, au moins par une large fraction de celle-ci, et Bartoszcze, semble-t-il, suit aveuglément la ligne politique de l'Église », rapporte notamment : Tadeusz Kisielewski, *Zapiski historyczno-polityczne z lat 1981-1991* (Écrits politico-historiques des années 1981-1991), WSP, Częstochowa, p. 374.
19. Le phénomène n'est en rien propre aux conjonctures de « transition vers la démocratie » à l'Est et présente de fortes affinités avec les évolutions observées au Parti socialiste en France. Cf. Sawicki Frédéric et Lefebvre Rémi, « Le peuple vu par les socialistes », in Frédérique Matonti (dir.), *op. cit.*, p. 81.
20. Nićpon Henryk, « Związek zawodowy to nie partia. Rozmowa z Józefem Śliszem przewodniczącym NSZZ RI Solidarność, wicemarszałek Senatu » (Un syndicat ce n'est pas un parti. Entretien avec Józef Ślisz, président du NSZZ RI Solidarité, vice-maréchal du Sénat), *Dziennik Ludowy*, n° 170 (9917), 21-23 juillet 1989.
21. Kisielewski Tadeusz, *op. cit.*, p. 331-332.
22. Ces éléments sont tirés d'une série d'entretiens réalisés avec Stefan Żebrowski et Roman Bartoszcze durant l'été 1996.
23. Kisielewski Tadeusz, *op. cit.*, p. 387.
24. Rappelons que si la libération des prix agricoles a été décidée en 1988 par le dernier gouvernement communiste (à participation ZSL, ce qui sera l'un des points de discorde entre les anciens dirigeants du ZSL et leurs opposants), le « plan Balcerowicz » a plongé de nombreuses exploitations dans une situation économique catastrophique et les protestations paysannes se multiplient à l'été 1990, à un moment où le PSL est donc encore dans la coalition formée un an plus tôt sans le PZPR.
25. Modzelewski Karol, *Quelle voie après le communisme ?*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1995.

Allemagne
1989 dans la chronologie légitime de l'épuration
Guillaume Mouralis

Le titre de cet article aurait pu comporter les termes « post-communiste » et « ex-RDA », tant ces expressions semblent consacrées, en Allemagne et ailleurs. L'inflation des préfixes (ex-, post-...) dans les discours politiques ou médiatiques égare encore bien des chercheurs; ils contribuent à durcir une sorte de sens commun du bouleversement de 1989 et de ses conséquences. Outre l'incongruité du préfixe ex- accolé au nom d'un État disparu (on ne parle pas d'ex-Prusse ni d'ex-Troisième Reich), cette dénomination révèle une certaine conception des bouleversements de l'année 1989, pensés avant tout comme des changements de régime politique, des changements institutionnels¹. Les préfixes ex- et post-, surtout, sont porteurs d'une conception discutable du temps historique puisqu'ils impliquent, dans le cas qui nous intéresse ici, une rupture entre un avant et un après la Révolution et/ou l'unification.

La disparition de la République démocratique allemande (RDA) et l'unification allemande se sont accompagnées d'une épuration d'une rare ampleur, unique en son genre dans l'ancienne Europe sous domination soviétique². Sur le seul plan judiciaire, pas moins de 110 000 procédures pour crimes d'État commis en RDA ont été ouvertes et, au cours des années 1990, plus de 1 500 individus ont été effectivement condamnés (pour meurtres au Mur de Berlin, condamnations et dénonciations politiques, mauvais traitements dans les prisons, etc.) Ce phénomène a été singulier à bien des égards, non seulement par son ampleur, mais

aussi par sa forme et sa dynamique propres. Le recours massif à la justice pénale est en soi remarquable. De manière générale, depuis les années 1970, la plupart des politiques du passé conduites après une « transition démocratique » ont été précisément extrajudiciaires, les nouveaux décideurs renonçant à s'engager sur la voie d'une large épuration. Qui plus est, l'épuration de la RDA a été conduite à un rythme soutenu par un État et un personnel étrangers au régime déchu, en l'occurrence l'État ouest-allemand et ses agents. Cet État et ce personnel étaient remarquablement bien préparés à accomplir cette tâche, en raison notamment de la guerre froide germano-allemande et de l'expérience des procès de criminels nazis en République fédérale.

Une chronologie naturelle de l'épuration s'est imposée dans l'espace public au cours des années 1990. Cette chronologie présente 1989 comme le point de départ du processus. Les acteurs ouest-allemands de l'épuration, qu'ils soient juristes ou responsables politiques, se sont précocement livrés à un travail de justification de leur action: ils en ont expliqué les motifs et en ont proposé une chronologie. Ces motifs et cette chronologie ont été efficacement naturalisés dans l'espace public, ils sont devenus les données jamais questionnées de cette « histoire naturelle » dont parle Michel Dobry³. Voici en substance le discours tenu par les artisans de l'épuration: selon eux, les procès d'épuration ont été voulus par les Allemands de l'Est. En effet, sous la pression des opposants et de la rue, la justice est-allemande a enquêté sur la corruption au sommet de l'État et du Parti dès la fin novembre 1989, inaugurant ainsi la première phase de l'épuration, proprement est-allemande. Du coup, l'Allemagne unifiée se serait contentée d'exécuter la volonté du peuple est-allemand, dont elle aurait été le légataire testamentaire, le testament étant bien entendu ici le Traité d'union du 31 août 1990.

Une enquête historique fondée sur un examen attentif des sources disponibles conduit à récuser cette chronologie naturelle de l'épuration. Celle-ci ne rend pas compte de manière satisfaisante du phénomène étudié, pour deux raisons au moins. D'une part, en soulignant la continuité entre la phase est-allemande et la

phase ouest-allemande de l'épuration, elle fait mine d'ignorer la différence radicale entre deux contextes, deux configurations historiques – celle de l'automne 1989 en RDA et celle de l'automne 1990 dans l'Allemagne unifiée. D'autre part et plus généralement, elle ignore les genèses est- et ouest-allemandes de cette épuration et en méconnaît les principaux ressorts. Les pratiques juridiques ont en effet des propriétés temporelles particulières.

Les discours : 1989, point de départ de l'épuration

Les acteurs de l'épuration, c'est-à-dire les responsables politiques et les juristes ouest-allemands, ont contribué à écrire l'histoire de leur propre travail en proposant une chronologie légitime et légitimante de celui-ci, construisant les événements de l'année 1989 comme point de départ du processus. Cette chronologie s'est d'autant plus aisément imposée dans l'espace public qu'elle semblait confirmée par la plupart des analystes de l'épuration. Elle satisfaisait en effet les attendus fondamentalement court-termistes d'une approche du phénomène en termes de « justice transitionnelle ».

Au lendemain de l'unité, proclamée le 3 octobre 1990, les porte-parole politiques et judiciaires de la nouvelle Allemagne – en règle générale des Allemands de l'Ouest – répétèrent à l'envi que, en jugeant les crimes d'État commis en RDA, la justice des nouveaux Länder ne faisait que poursuivre ce que la justice est-allemande avait entamé à l'automne 1989. Il était de bon ton d'affirmer que ces procès répondaient aux « aspirations » des « victimes du régime », des « mouvements de citoyens », de la « population est-allemande » tout entière. Bref, les procès en question étaient les fils naturels de la « Révolution pacifique » au cours de laquelle s'était effondré le régime du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED). De la base au sommet de l'appareil judiciaire allemand, le discours était sensiblement le même. Le procureur Christoph Schaeffgen, responsable du département « criminalité gouvernementale du SED » au sein du parquet berlinois (devenu parquet autonome en 1994), écrivait ainsi :

« Les événements de l'automne 1989 rappellent que le peuple s'est libéré de l'étreinte (*Umklammerung*) et de l'oppression étatiques et que la population de la RDA a décidé de regarder en face [son] passé (*Umgang mit der Vergangenheit*), ce qui devait impliquer le recours au droit pénal. Il est de notre devoir de respecter cette volonté, qui – comme nous le voyons aujourd'hui – se limitait à la répression des violations les plus graves des droits de l'homme⁵. »

Le juge fédéral Heinrich-Wilhelm Laufhütte, président de la cinquième chambre du *Bundesgerichtshof* (l'équivalent allemand de la cour de cassation), était pour sa part plus explicite. Selon lui :

« En ce qui concerne les délits d'abus de pouvoir et de fraudes électorales, la population de la RDA a clairement manifesté sa volonté de punir [leurs auteurs] pendant et après la *Wende*⁶. Les parquets de RDA ont ouvert activement des informations judiciaires dans ce domaine. En ce qui concerne les violations graves des droits de l'homme [...], les premières ébauches d'investigations eurent lieu en RDA, même si l'accent ne fut mis en ce domaine qu'après l'unification des deux États allemands⁷. »

Notons d'emblée qu'il est impossible de séparer la chronologie et l'interprétation ainsi proposées par les acteurs de l'épuration eux-mêmes ; elles sont consubstantielles l'une de l'autre. Cela n'a rien de surprenant : on le sait, tout choix d'un bornage temporel est en soit une interprétation.

Cette chronologie et cette interprétation furent, avec quelques nuances, largement reprises à leur compte par les analystes de la « justice transitionnelle » en Allemagne, qu'ils soient juristes (Klaus Marxen et Gerhard Werle⁸), politistes (James A. McAdams⁹) ou, plus rarement, historiens, ces derniers ne s'étant jusqu'ici guère penchés sur la question¹⁰. Plus généralement, ces spécialistes de la « justice de transition » en Allemagne présentent l'épuration des années 1990 comme une « rupture » dans l'histoire de la République fédérale d'Allemagne. Rupture, en particulier, avec les procès de criminels nazis des années 1960 et 1970, au cours desquels les magistrats se sont montrés particulièrement bienveillants et cléments envers les accusés. Suivant l'interprétation dominante, politique et scientifique, la justice allemande des années 1990 aurait ainsi « tiré les leçons » des erreurs du passé¹¹.

Les pratiques : le poids des expériences, le choc des attentes

Force est de constater que l'interprétation dominante de l'épuration des années 1990, comme produit d'une demande populaire de justice exprimée par les citoyens de la défunte RDA dès la fin de l'année 1989, ne rend pas compte de manière satisfaisante de la réalité des pratiques observables. Elle gomme en effet la différence entre deux configurations historiques très différentes, celle de l'automne 1989, marquée par une révolution interne à la RDA, et celle de l'automne 1990, marquée quant à elle par l'unification allemande et la liquidation de l'État est-allemand. Dans ces deux contextes, on va le voir, l'épuration a été conduite par des acteurs politiques et judiciaires bien différents – des fonctionnaires du parti-État d'un côté, des juristes ouest-allemands de l'autre – leurs expériences et leurs attentes respectives divergeant radicalement.

Novembre 89 : le poids des répertoires d'action communistes dans la phase est-allemande de l'épuration

À partir de l'automne 1989, les procédures d'épuration ouvertes par le parquet général de RDA visent essentiellement les privilèges indus des anciennes élites politiques et la corruption dont elles profitent. Pour comprendre l'importance prise par ce thème dans le contexte révolutionnaire est-allemand, il convient de mentionner au préalable l'un des aspects centraux du « mode de domination » de type soviétique. Suivant l'hypothèse de Pierre Bourdieu, celui-ci se serait caractérisé par l'accumulation, par une élite relativement fermée, du « capital politique », et non du capital économique et culturel comme dans les démocraties libérales¹². Cette rente de situation aurait assuré à cette élite l'accès à des « biens rares », comme les produits de consommation disponibles dans les pays occidentaux, les biens culturels ou des avantages spécifiques (la possibilité de voyager par exemple). Dans cette optique, la focalisation sur les privilèges, la corruption et les abus de pouvoir des procédures d'épurations engagées en RDA fin 1989 peut selon nous se

comprendre comme l'expression de l'exaspération de détenteurs d'un fort capital scolaire (à l'extérieur comme à l'intérieur du Parti, aux niveaux intermédiaires et inférieurs de la hiérarchie) contre une « caste » monopolisant le pouvoir politique, ayant verrouillé les voies d'accès à ses positions et fonctionnant autant, sinon plus, sur le mode de *l'obstination* (nous vieillissons, mais nous restons) que sur celui de la reproduction. En effet, l'équipe dirigeante à la veille de la Révolution était composée de cadres souvent âgés qui avaient accédé au pouvoir dans les années 1950 sans avoir accompli le cursus universitaire traditionnel (notamment juridique) des élites allemandes. Malgré le développement dans les années 1960 et 1970 d'un système universitaire moderne, les nouveaux diplômés pouvaient difficilement accéder aux fonctions les plus élevées dans l'État et le Parti, ce qui était une source importante de frustration sociale. La « scandalousation » rapide des privilèges et de la corruption constitue sans doute l'expression de ces tensions et frustrations.

Le premier scandale éclate le 1^{er} novembre 1989 : un journaliste du *Berliner-Zeitung*, le quotidien de la capitale est-allemande, révèle que Gerhard Nennstiel, un haut fonctionnaire de l'« Union syndicale allemande libre » (FDGB), une des organisations satellites du SED, est accusé de s'être fait construire une grande villa en utilisant des deniers publics et en faisant appel à des brigades de la « Jeunesse allemande libre » (FDJ) pour la réalisation des travaux. L'affaire Nennstiel marque le début d'une vague ininterrompue de révélations par médias est- et ouest-allemands interposés, ces derniers jouant un rôle semble-t-il déterminant.

Alors que le Parti est déjà fortement ébranlé par ces premiers scandales, l'affaire Schalck-Golodkowski, qui éclate suite à un article paru dans le *Spiegel*¹³, prend une ampleur particulière. À la tête d'un vaste système fondé sur la corruption, le responsable du « domaine de la coordination commerciale », plénipotentiaire pour les négociations économiques avec la République fédérale d'Allemagne (RFA), pourvoyait la nomenclature en produits occidentaux. Il devient rapidement un symbole de la corruption au cours de la Révolution pacifique. Fin novembre 1989, les voix

réclamant un procès contre Alexander Schalck-Golodowski se multiplient au sein même du parti¹⁴ et le scandale alimente la « commissionniste » gouvernementale. Sur proposition du vice-procureur général, Harri Harrland, le Conseil des ministres crée en effet une « commission d'enquête spéciale » destinée officiellement à faire la lumière sur la corruption au sein de l'« office de coordination commerciale » (14 décembre). En réalité, un des objectifs de cette commission est alors de sauver cette institution pourvoyeuse de devises et par conséquent vitale pour l'économie est-allemande. La commission d'enquête de la Chambre du peuple chercha en vain à faire témoigner Schalck. Craignant pour sa vie, ce dernier s'enfuit avec son épouse à Berlin-Ouest et préfère se livrer à la justice ouest-allemande qui le place en détention provisoire à la prison de Moabit. La sénatrice à la Justice, Jutta Limbach, dont le rôle dans l'épuration judiciaire qui suivit l'unification fut décisif, s'opposa personnellement à l'extradition du responsable de l'office de coordination commerciale demandée par la RDA réclamant pour cela des « preuves convaincantes » et la « garantie d'une procédure conforme aux principes de l'État de droit »¹⁵. Le parquet près le tribunal régional supérieur de Berlin rejette pour les mêmes raisons le 9 janvier 1990 la demande d'extradition de Schalck, qui est aussitôt remis en liberté¹⁶. Cette immixtion médiatisée de la justice ouest-allemande dans les affaires judiciaires est-allemandes, la première depuis le début de la Révolution pacifique, est à bien des égards révélatrice. Elle marque la défiance profonde vis-à-vis de la justice est-allemande depuis les années 1950. Elle signale également une sorte de droit de regard ouest-allemand sur l'épuration en cours, droit de regard qui se présente comme moralement et historiquement fondé¹⁷.

L'épuration proprement judiciaire amorcée avec les scandales Nennstiel et Schalck-Golodkowski eut des répercussions importantes au sein du Parti communiste est-allemand. Sous la pression de la base et par la détermination des « réformateurs » comme Gregor Gysi, le vieux SED entreprend en effet une réforme de fond en recourant en partie aux méthodes traditionnelles des partis communistes¹⁸. À partir de la réunion décisive du Comité

central les 8, 9 et 10 novembre, le Parti s'engage sur la voie de purges internes, phénomène qui n'était en soi pas nouveau – c'est le moins qu'on puisse dire – dans l'histoire des partis communistes. Le Comité central charge ainsi la Commission centrale de contrôle du Parti (ZPKK), créée en 1948, d'engager des procédures disciplinaires contre les fonctionnaires du Parti soupçonnés de corruption. À la tête d'un réseau dense de commissions présentes à tous les échelons de la hiérarchie, la ZPKK était l'outil traditionnel de disciplinarisation des comportements, que ce soit au plan privé ou public, politique ou économique. Qui plus est, depuis le début des années 1960, la corruption était devenue l'un des motifs récurrents des procédures disciplinaires internes, qui pouvaient conduire à l'exclusion du parti¹⁹.

Très vite, l'outil traditionnel se révèle néanmoins insuffisant et inadapté, compte tenu sans doute de sa réputation. Le 14 novembre, accédant aux demandes des militants, le bureau politique confirme la création d'une nouvelle commission, chargée d'« enquêter sur les causes [des difficultés] économique[s] actuelle[s] en RDA et sur les responsabilités individuelles [quant à cette crise] »²⁰. Finalement, ce qui est nouveau à la mi-novembre 1989, bien plus que les modalités concrètes de sa mise en œuvre, c'est que l'épuration est désormais réclamée avec insistance par « la base », par des adhérents du SED offusqués par les « mensonges » du bureau politique.

En définitive, dans sa phase est-allemande, l'épuration a rempli une fonction relativement classique. En inculquant quelques apparatchiks symbolisant la corruption et la gabegie de l'époque Honecker, la justice *est-allemande* contribua alors au processus de démocratisation du régime. Dans ce contexte, ce sont naturellement les répertoires d'action politiques et juridiques propres à l'État est-allemand qui ont compté lorsqu'il s'est agi de traduire en justice certains caciques du Parti. De ce point de vue, comme nous allons le voir à présent, le 3 octobre 1990 (unification allemande) représente un tournant majeur. À partir de cette date, c'est en effet un personnel judiciaire *ouest-allemand* qui prend en charge les procédures criminelles pour crimes commis en RDA.

Pour cette raison, ce sont de tout autres répertoires d'action qui vont dès lors être mobilisés.

Octobre 90: l'expérience ouest-allemande de la guerre froide judiciaire. Une épuration « préparée » depuis l'après-guerre

L'immense effort judiciaire entrepris au lendemain de l'unité allemande reste incompréhensible si l'on ne tient pas compte de la longue guerre froide judiciaire que se livrèrent les deux États allemands. Si les coups de boutoir de la propagande est-allemande contre la justice occidentale ont indubitablement contribué à relancer et à multiplier les procès de criminels nazis en RFA dans les années 1960²¹, à l'inverse, les efforts appuyés et constants de la République fédérale pour recenser les crimes bureaucratiques est-allemands et poursuivre leurs auteurs ont largement « préparé » l'ample épuration qui a suivi l'unification. Naturellement, personne ne pouvait être certain que l'unification, définie comme objectif constitutionnel, verrait à moyen terme le jour. D'ailleurs, jusqu'à la fin des années 1980, les Allemands de l'Ouest étaient très divisés sur cette question, une partie d'entre eux estimant aventureuse toute modification du *statu quo* hérité de la guerre, lui préférant une reconnaissance pleine et entière de l'État voisin.

En outre, une épuration d'inspiration ouest-allemande n'était pas inscrite dans les « gènes » de toute unification. Elle paraissait néanmoins plus probable dans le cadre d'une unification suivant la procédure prévue par l'article 23 de la Loi fondamentale (« par adhésion » au profit de la RFA), que dans celui d'une unification selon l'article 146, qui prévoyait l'élaboration d'une authentique constitution (*Verfassung*), « librement adoptée par le peuple allemand » réuni²². Cette dernière solution, qui avait la faveur de nombreux dissidents est-allemands en 1990, aurait sans doute – mais cela reste une hypothèse invérifiable – débouché sur un nouvel État dans lequel les institutions, le personnel et les politiques proprement est-allemandes auraient été en partie préservés. Selon un tel scénario, on peut imaginer que les efforts entrepris par l'État et la justice est-allemands au cours de la « Révolution

pacifique » se seraient poursuivis de manière relativement autonome, donnant une physionomie différente à l'épuration des années 1990. Pour toutes ces raisons, il n'est évidemment possible de parler de « préparation », dont nous allons présenter les différents aspects, qu'après coup²³.

L'épuration a d'abord été définie comme programme politique national par un groupe de juristes exilés de RDA (« la commission des juristes libres ») qui lièrent la question de l'unification à celle de la punition des crimes est-allemands, préfigurant ainsi la « doctrine de guerre » ouest-allemande. Ensuite, les efforts ouest-allemands pour punir les crimes de la RDA ont contribué à produire un droit et une jurisprudence spécifiques qui ont été légués à l'Allemagne unie puisque celle-ci a hérité au sens propre du droit pénal créé en RFA en 1951. Quant à la jurisprudence de guerre (le jugement du juge Ernst Oehme ou celui du garde-frontière Fritz Hanke), elle a été largement abandonnée après l'unité. Pourtant, les arguments spécifiques auxquels les juges recoururent alors ont laissé des traces, comme en témoigne le premier procès de garde-frontières postérieur à l'unité (1992). Plus généralement, le répertoire sommairement « totalitaire », postulant la symétrie entre les dictatures nazie et est-allemande, qui fut celui de bien des acteurs politiques et judiciaires a connu une renaissance marquée au début des années 1990. Pour Hansgeorg Bräutigam, président de chambre au tribunal régional de Berlin, cette symétrie ne fait, en 1993, aucun doute :

« L'expérience [de la terreur d'État] ne se limite pas au national-socialisme, comme le montre l'histoire allemande la plus récente. Elle est confirmée dans le passé et le présent par de nombreux systèmes totalitaires similaires. La RDA fut aussi un tel État totalitaire. La situation politique y était comparable avec celle du troisième Reich²⁴. »

Si ces propos valurent à Bräutigam d'être écarté en 1995 du premier procès dit du Bureau politique pour « partialité », il ne fait néanmoins aucun doute que, à Berlin au moins, bien des magistrats partageaient le point de vue de Bräutigam. Par ailleurs, de nombreuses expressions forgées dans les ministères et la presse juridique pendant la guerre froide connurent un succès étonnant

après l'unité. Par exemple, pour désigner la frontière germano-allemande, les magistrats emploient une formule consacrée par la jurisprudence de guerre froide: en parlant de frontière *intra-allemande* (*innerdeutsche Grenze*), la Cour fédérale de justice (BGH), hier comme aujourd'hui, met l'accent sur le caractère factice d'une frontière sans fondement juridique international²⁵.

Cela dit, le principal legs de la guerre froide judiciaire est avant tout «procédural». Les dossiers de Salzgitter jouèrent en effet un rôle majeur dans l'*ouverture* des procédures d'épuration à partir du 3 octobre 1990. Depuis sa création en 1961, l'agence centrale de Salzgitter avait en effet constitué 42 000 dossiers sur des crimes commis par l'État est-allemand et ses agents, dont près de 4 500 concernant des meurtres. Elle en avait recensé en particulier 192 à la frontière, soit la majorité de ceux qui ont été portés à la connaissance des parquets des nouveaux Länder depuis l'unification²⁶. Au lendemain de l'unité, l'agence judiciaire centrale de Salzgitter a transmis ses informations aux cinq nouveaux parquets de l'Est, chargés désormais de mener les poursuites²⁷. À Berlin, de 1991 à 1994, de 7 000 à 8 000 procédures touchant à la criminalité d'État est-allemande ont été ouvertes sur la base des dossiers de Salzgitter, soit environ les deux tiers du total²⁸. L'héritage de Salzgitter était d'ailleurs juridiquement *contraignant*: l'agence était tenue légalement de transmettre tout dossier «mûr» pour une éventuelle accusation au parquet compétent. Or, jusqu'en 1990, le plus souvent, il n'existait pas de parquet compétent au sens du code de procédure pénale. Avec la création des parquets des nouveaux Länder, la compétence territoriale jusque-là défailante était désormais fondée.

En 2001, le procureur Christoph Schaeffgen, directeur du département «criminalité gouvernementale» au parquet de Berlin minimise pourtant cette contribution plus qu'appréciable²⁹. Selon lui, si les dossiers de Salzgitter ont servi à enclencher les procédures, les parquets auraient par la suite travaillé à l'aide d'archives et d'interrogatoires, les sources de première main étaient désormais disponibles. On est cependant frappé par cette amnésie de la genèse de la procédure d'épuration du temps de la guerre froide, qui, sans doute,

a partie liée avec la «politique mémorielle» des porte-parole de la justice ouest-berlinoise³⁰. Ajoutons que les dossiers de Salzgitter ont également été utilisés largement par les commissions chargées de l'épuration professionnelle des magistrats est-allemands ou encore par la justice et l'administration dans les procédures de réhabilitation des victimes du régime est-allemand³¹.

En somme, nous l'avons vu, les acteurs, les conditions et les finalités de l'épuration furent totalement différents au cours des deux phases du processus, la phase est-allemande (à partir de novembre 1989) et la phase qui s'ouvre avec l'unification allemande (à partir d'octobre 1990). Bien évidemment, c'est la seconde phase qui a le plus compté, non seulement par sa durée (1990-2004) mais aussi par son ampleur et sa dynamique spécifiques. De ce point de vue, ce qui frappe c'est le considérable effort de préparation de cette épuration allemande par la RFA depuis 1949 – préparation très nette notamment en ce qui concerne les procès de garde-frontières (pour meurtres commis au Mur de Berlin) ou de magistrats est-allemands (accusés d'avoir prononcé des condamnations politiques). Mais, comme nous allons le voir à présent, cette préparation et ces continuités furent rarement soulignées par les acteurs judiciaires et politiques de l'épuration des années 1990 qui se sont attachés à présenter les événements de l'année 1989 comme point de départ du processus.

Il vaut mieux écrire soi-même sa propre histoire

Un des discours indigènes les plus prégnants des années 1990 fut celui des responsables politiques et judiciaires ouest-allemands qui eurent la charge de l'épuration. Ils proposèrent très tôt une interprétation «historique» de leur travail qui fut largement reprise à leur compte, de manière non critique, par les analystes des procès de l'ex-RDA³². L'argument était résolument politico-mémoriel³³. Il s'agissait de justifier l'épuration post-communiste comme une entreprise de pénalisation des «crimes totalitaires» à travers laquelle la justice ouest-allemande tirait les «leçons» des «erreurs» qu'elle avait commises dans l'après-guerre. L'épuration

des années 1990 est alors présentée comme une *rupture* dans l'histoire judiciaire de la République fédérale.

Le malaise des magistrats berlinois (1990-1993)

Au lendemain de l'unité, le 3 octobre 1990, les magistrats ouest-allemands chargés de juger les agents de l'État est-allemand se sont trouvés provisoirement dans une situation relativement inconfortable.

D'un côté, la justice occidentale a dû subitement assumer un surcroît de travail sans précédent. À Berlin en particulier, où les tribunaux de l'Est ont été démantelés du jour au lendemain et leur personnel «suspendu», la situation a été pendant plusieurs mois particulièrement critique. Dans le même temps, la justice pénale s'est vue confier la lourde tâche, qui s'ajoutait aux autres, de punir les violations des droits de l'homme commises en RDA pendant quarante ans³⁴. Cette tâche a incombé aux deux tiers à la justice berlinoise en raison de la centralisation marquée du pouvoir à Berlin-Est en RDA. D'un autre côté, l'épuration judiciaire ne fut pas, semble-t-il, immédiatement légitime. Un certain nombre de responsables politiques avaient, aussi bien à Bonn qu'à Berlin, exprimé des réserves quant au bien fondé de tels procès dans une Allemagne réunie³⁵. Surtout les magistrats, pour une partie d'entre eux, rechignaient à prendre part aux procédures d'épuration. Plusieurs juges et procureurs interrogés ont souligné ce manque d'enthousiasme initial chez une partie de leurs collègues³⁶.

L'épuration de manière générale ne fut pas immédiatement considérée comme une priorité politique et une tâche nationale. En témoignent les difficultés rencontrées par la justice berlinoise pour obtenir les moyens et le personnel promis solennellement par les anciens Länder lors de plusieurs conférences interrégionales. Ainsi, le groupe de travail «criminalité gouvernementale» du parquet de Berlin et l'Agence centrale d'enquête sur les crimes d'État et sur les crimes liés à l'unification (ZERV)³⁷ durent attendre entre une et trois années pour obtenir les procureurs et policiers que s'étaient engagées à fournir les régions occidentales³⁸. Les raisons de ces retards étaient multiples. En l'absence d'un État

central puissant, les décisions prises aux niveaux régional et inter-régional dépendaient du bon vouloir de chaque Land. Ensuite, les anciens Länder cherchaient à limiter par tous les moyens les dépenses très lourdes occasionnées par l'unification (et dans cette optique, le détachement de procureurs à l'Est à des fins d'épuration pouvait apparaître comme une contribution superflue). Enfin, les régions occidentales avaient été moins marquées par la guerre froide que Berlin-Ouest et les responsables politiques et judiciaires de ces régions se sentaient sans doute moins concernés par les crimes commis en RDA. Pour les mêmes raisons, peu de procureurs étaient, à l'Ouest, volontaires pour un détachement à Berlin au département «criminalité gouvernementale».

Une opération politico-mémorielle réussie

C'est précisément dans ce contexte que Jutta Limbach monte au créneau le 1^{er} décembre 1991 pour mettre en garde contre le «nouvel échec», que la justice ouest-allemande était sur le point de connaître, faute de solidarité nationale, dans la «gestion du passé totalitaire». Si l'on en juge par les répercussions de son discours, Limbach a su trouver les mots justes pour provoquer l'électrochoc désiré. Par une opération politico-mémorielle de premier ordre, elle parvient à transformer une entreprise initialement peu valorisée en «mission nationale», suivant les termes choisis par les ministres régionaux de la Justice à l'issue de leur conférence semestrielle du printemps suivant³⁹.

Désormais, les choses étaient claires. Ceux qui, dans l'ancienne RFA, ne se sentaient pas concernés par les crimes du SED (et les poursuites contre leurs auteurs), ceux-là commettaient les mêmes erreurs que ceux qui jadis préférèrent oublier confortablement les crimes nazis. Pour convaincre les Allemands de l'Ouest de l'importance de l'épuration, les responsables de la justice berlinoise avaient choisi des mots particulièrement «efficaces» dans l'espace public ouest-allemand. Ils s'étaient exprimés dans la langue du «monde civique», la langue de l'intérêt général et des besoins collectifs, pour reprendre la typologie des modes de justification proposée par Boltanski et Thévenot⁴⁰.

Dans le monde civique ouest-allemand, le travail public sur le passé national-socialiste a été, progressivement et non sans accroc, érigé au rang d'impératif moral et politique. Malgré l'histoire complexe de ces termes depuis l'après-guerre, l'aptitude à « maîtriser le passé » (*Vergangenheitsbewältigung*) ou encore à opérer un « travail sur le passé » (*Aufarbeitung der Vergangenheit*) font partie, au moins depuis les années 1970, des vertus civiques cardinales⁴¹.

L'opération politico-mémorielle entreprise par Limbach, Schaeffgen et d'autres consistait donc à transformer ou convertir une épuration au début mal acceptée, non seulement à l'intérieur mais aussi à l'extérieur du monde judiciaire (les Allemands de l'Est, on l'a vu, étaient assez circonspects) en un acte civique de *Vergangenheitsbewältigung* qui tirait résolument les leçons des échecs antérieurs.

Les raisons d'un succès

Ainsi, le succès de l'opération d'épuration post-communiste a été rendu possible par la rencontre en grande partie fortuite de deux processus distincts qui, au début des années 1990, affectèrent la justice ouest-allemande en général et ouest-berlinoise en particulier : l'unification, d'une part, et un changement de perspective mémoriel, d'autre part. La question des procès d'épuration se posa en effet à un moment où l'institution judiciaire opérait un retour particulièrement critique sur son propre passé. Depuis le milieu des années 1980 se multipliaient les actes officiels de repentance pour les crimes judiciaires commis sous le nazisme⁴². Le premier de ces actes fut une déclaration du Bundestag en 1985 par laquelle les députés confessèrent les crimes de la Cour de justice du peuple (*Volksgerichtshof*), présidée par Roland Freisler de 1943 à 1945⁴³. Le geste le plus marquant fut sans doute l'annulation symbolique, en 1998, de toutes les condamnations prononcées sous le nazisme. Dans l'intervalle, la Cour fédérale de justice avait, dans ses arrêts relatifs aux crimes judiciaires *est-allemands*, confessé les « ratés » de sa jurisprudence d'après-guerre sur la « violation du droit » (*Rechtsbeugung*) entre 1933 et 1945.

À Berlin, le télescopage des deux processus (épuration post-communiste/retour critique sur le passé professionnel) a été particulièrement net. Quatre mois avant l'unité, en mai 1990, la ministre régionale de la Justice, Jutta Limbach, annonçait la création d'un « Centre de recherche et de documentation sur la justice nazie »⁴⁴. En septembre, lors de la 58^e conférence des juristes allemands (*Juristentag*), le président de la Cour fédérale de justice, Walter Odersky évoquant les similitudes entre justice nazie et justice est-allemande, déclarait :

« Nous sommes conscients de nos propres faiblesses, [c'est-à-dire] l'aptitude à la compromission avec les pouvoirs en place, précisément dans notre métier⁴⁵. »

Plus généralement, pour de nombreux juristes comme Schaeffgen et Limbach, qui entamèrent leur carrière dans les années 1960 et 1970, l'expérience de l'après-1968 a été, en particulier à Berlin, certainement très importante. Tandis qu'à la fin des années 1950, on pouvait mettre les attaques contre les « juges d'Adenauer à la robe ensanglantée » sur le compte de la propagande est-allemande⁴⁶, dix ans plus tard, ces attaques venaient massivement de l'intérieur de la République fédérale, en particulier des étudiants ouest-allemands, qui dénoncèrent avec vigueur les continuités de carrières dans l'appareil d'État en général et dans la justice en particulier⁴⁷. Bien des juristes ouest-allemands ont fait, dans l'après-1968, l'expérience douloureuse de ce « désir rétrospectif de savoir (*Nachfragebedarf*) des générations futures », que brandissait Schaeffgen comme une menace contre ceux qui voudraient occulter les crimes du SED. À cette époque, il ne s'agissait pas des crimes communistes, mais des crimes d'une tout autre dimension commis par le régime national-socialiste, crimes auxquels les juristes contribuèrent largement.

En définitive, la manière dont l'épuration post-communiste a été pensée et conduite fut largement tributaire de cette expérience traumatique partagée par nombre de magistrats⁴⁸. C'est cette expérience qui favorisa l'émergence, dans les années 1980, d'une

nouvelle politique mémorielle à l'égard du passé judiciaire. C'est elle aussi qui explique cette conception «civique» de l'histoire comme réservoir de «leçons»⁴⁹.

Bien que peu contesté, notamment dans les travaux universitaires, le discours faisant des événements de l'année 1989 le point de départ de l'épuration post-communiste en Allemagne ne correspond pas, nous l'avons vu, à la réalité des pratiques observables. D'abord car les acteurs de l'épuration ne furent pas les mêmes en 1989 et 1990 et que leurs expériences et attentes respectives furent très différentes. Alors qu'à l'automne 1989, les répertoires d'action communistes jouèrent un rôle important, après le 3 octobre 1990, en revanche, c'est l'expérience proprement ouest-allemande qui a pris le dessus. Ensuite, car l'imposition d'une chronologie légitime «courte» de l'épuration, constituant l'année 1989 comme point de départ du processus, loin d'être naturelle, apparaît à l'inverse comme le produit de la rencontre relativement foruite de deux processus distincts: l'unification allemande et l'épuration d'une part; le retour critique opéré par une nouvelle génération de responsables politiques et judiciaires ouest-allemands sur le passé de leurs professions, d'autre part. Dès lors la construction de 1989 comme rupture entre un avant totalitaire et un après démocratique, caractérisé par l'État de droit, apparaît comme un moyen de légitimer en l'euphémisant la genèse essentiellement ouest-allemande, et largement antérieure aux événements de 1989, du processus d'épuration post-communiste et la main mise des agents de l'ancienne République fédérale sur son déroulement.

Notes

1. Cette pré-conception n'est pas étrangère à ce que Jay Rowell appelle la «pensée typologique», selon laquelle il existerait des types *a priori* de régimes politiques (abstraites et désincarnés). Voir Rowell Jay, *Le totalitarisme au concret: Les politiques du logement en RDA*, Economica, Paris, 2006.

2. Pour une présentation générale du phénomène: Mouralis Guillaume, *Une épuration allemande. La RDA en procès. 1949-2004*, Fayard, Paris, 2008.
3. Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la FNSP, Paris, 1992 (1986), p. 61 et suivantes.
4. Schaeffgen Christoph, «Zehn Jahre Aufarbeitung des Staatsunrechts in der DDR», *Neue Justiz*, 2000, vol. 54, n° 1, p. 5.
5. Littéralement le «tournant». Le terme, employé initialement par Egon Krenz en novembre 1989 pour désigner le cours réformateur pris par la politique du SED, a fini par désigner l'ensemble de la période de la «Révolution pacifique» (octobre 1989- mars 1990).
6. Laufhütte Heinrich-Wilhelm, «Strafrechtliche Probleme nach der Wiedervereinigung...», in Karlmann Geiß, Kay Nehm & Horst Hagen (dir.), *Festschrift aus Anlass des fünfzigjährigen Bestehens von Bundesgerichtshof, Bundesanwaltschaft u. Rechtsanwaltschaft beim BGH*, Carl Heymanns Verlag, Köln, 2000, p. 410.
7. Marxen Klaus, Werle Gerhard & Frank Böhm, *Die strafrechtliche Aufarbeitung von DDR-Unrecht*, De Gruyter, Berlin, 1999.
8. McAdams A. James, *Judging the Past in Unified Germany*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, p. 23 et s.
9. Par exemple: Wielenga Friso, *Schatten deutscher Geschichte. Der Umgang mit dem Nationalsozialismus und der DDR-Vergangenheit in der Bundesrepublik*, Verlag, Vierow bei Greifswald, 1995 (1993).
10. Sur ce thème des «leçons de l'histoire», véritables topos des années 1990, voir: Mouralis Guillaume, *op. cit.*, chap. 7.
11. Bourdieu Pierre, «La variante "soviétique" et le capital politique», conférence donnée à Berlin-Est le 25 octobre 1989, repris in Bourdieu Pierre, *Raisons pratiques*, Seuil, Paris, 1994, p. 31-35.
12. Pour un récit détaillé de l'affaire Schalck-Golodkowski, voir le rapport présenté le 27/05/1994 par la commission d'enquête créée par le Bundestag début 1991 à la demande du groupe Bündnis 90: *Bericht des 1. Untersuchungsausschusses des 12. Deutschen Bundestages zum Bereich Kommerzielle Koordinierung und Alexander Schalck-Golodkowski*, in BT-Ds, 12/7600, p. 362-398 et 461-475.
13. D'après les informations quotidiennes du «Konsultations-und Informationszentrum» (KIZ), créé par le Comité central le 16 novembre, afin de prendre le pouls de la base du parti. Ces informations – à usage interne – se fondaient notamment sur les milliers de lettres qu'adressèrent les militants au Comité central

pour lui faire part, en ces jours difficiles, de leur indignation vis-à-vis des privilèges et de la corruption. Il faut néanmoins être prudent quant à leur interprétation : on peut se demander si le KIZ ne gonflait pas volontairement le mécontentement des militants. Les responsables de cette institution nouvelle avaient, à la différence de la traditionnelle Commission centrale de contrôle du Parti (ZPKK), le vent en poupe dans un climat de surenchère quant à la politique de réforme interne, surenchère dont dépendait en partie sa survie politique.

14. «Schalck-Golodkowski in der Haftanstalt Moabit», *ND*, 8/12/1989 et rapport de la commission d'enquête du Bundestag (1994), BT-Ds 12/760, op. cit., p. 465.
15. Courrier du procureur général près le Tribunal régional supérieur de Berlin-Ouest à l'avocat général de RDA, 9/1/1990, document n° 800 annexé au rapport de la commission d'enquête du Bundestag (1994), art. cit.
16. Dans le courrier cité, il est typiquement rappelé que Schalck est «allemand au sens du code pénal» : rapport de la commission d'enquête du Bundestag (1994), art. cit.
17. Même si l'on ne peut comparer les formes, les objectifs et les conséquences humaines des purges stalinienne avec celles que connut le SED à l'hiver 1989, celles-ci néanmoins, par certains de leurs aspects relevaient bien d'un répertoire d'action hérité. Pour une distinction entre purge et procès dans le système stalinien, cf. Kriegel Annie, *Les grands procès dans les systèmes communistes*, Gallimard, Paris, 1972, p. 141.
18. Voir sur ce point: Klein Thomas, *Für die Einheit und Reinheit der Partei. Die innerparteilichen Kontrollorgane der SED in der Ära Ulbricht*, Böhlau, Weimar/Vienne, 2002.
19. Protocole de la réunion du bureau politique, 14/11/1989. BArch-SAPMO DY 30/J IV 2/2A/3258 (n. p.).
20. Sur ce point voir: Bästlein Klaus, «Nazi Blutrichter als Stützen des Adenauer-Regimes», in Wolfgang Scheffler, Johannes Tüchel, Klaus Bastlein & Helge Grabitz (dir.), *Die Normalität des Verbrechens. Bilanz und Perspektiven der Forschung zu den nationalsozialistischen Gewaltverbrechen*, Ed. Hentrich, Berlin, 1994, p. 408-443.
21. Quint Peter E., «The Constitutional and Legal Framework of German Unification», in Wolfgang Schluchter & Peter E. Quint

(dir.), *Der Vereinigungsschock. Vergleichende Betrachtungen zehn Jahre danach*, Velbrück, Weilerswist, 2001, p. 19-38.

22. Sans compter que dans ses usages «historiens», la notion est forcément téléologique.
23. Bräutigam Hansgeorg, «Glaubwürdigkeitsprobleme der Justiz», *Erneuerung und Abwehr*, Beiheft, n° 56, juin 1993. Bräutigam dut abandonner la présidence du tribunal le 17 novembre 1995. Notons que Bräutigam fut également écarté du procès du Conseil national de défense contre Honecker et quelques autres (janvier 1993). Cette première récusation se fondait sur une obscure histoire d'autographe demandé par le juge à Honecker pour sa nièce.
24. Il serait erroné de traduire *innerdeutsch* par «inter-allemand», puisque cela signifierait simplement «entre les deux États allemands». On compte pas moins de 34 occurrences de l'expression dans la jurisprudence du BGH de 1951 à 1999, dont 10 depuis 1990 (d'après le CD-Rom *BGHSt.*). Sur ce point, voir aussi: Quint, Peter E., «Judging the Past: The prosecution of East German Border Guards and the GDR Chain of Command», *The Review of Politics*, n° 61, février 1999, p. 303-329.
25. Vultejus Ulrich, «Die Erfassungsstelle in Salzgitter», *Neue Justiz*, n° 3, 1991, p. 106 et Hoffmann Christa, «Aufklärung und Ahndung totalitären Unrechts: Die Zentralen Stellen in Ludwigsburg und in Salzgitter», *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 4, 1993, p. 42.
26. Les dossiers de Salzgitter ont aussi été en partie communiqués aux commissions chargées d'examiner le passé des magistrats est-allemands. Voir Vultejus Ulrich, art. cit., p. 106-107.
27. Ce total ne comprend pas les procédures pour fraudes électorales. Ces chiffres ne préjugent ni de l'issue des informations ouvertes, ni de la fiabilité des dossiers de Salzgitter. Voir Marxen et Werle (dir.), *Die strafrechtliche Aufarbeitung...*, op. cit., p. 165.
28. Entretien du 26 mars 2001 (Berlin).
29. Au sens de la *Geschichtspolitik* définie par Edgar Wolfrum: *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland: Der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung, 1948-1990*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1999.
30. Parmi les documents consultés par les commissions chargées de l'épuration des juges et procureurs de l'Est, cette source d'information venait en troisième position, suivant Roenne Hans Hubertus von, «Politisch untragbar...?» *Die Überprüfung von*

Richtern und Staatsanwälten der DDR im Zuge der Vereinigung Deutschlands, Arno Spitz, Berlin, 1997, p. 116-117. L'utilisation des dossiers de Salzgitter à cette fin commença dès septembre 1990 en RDA: idem, *Ibidem*, p. 53 et 55.

31. Les travaux de Marxen et Werle et de McAdams sont très nettement perméables à l'analyse indigène, mais aussi ceux de Friso Wielenga et de Jutta Vergau: Marxen Klaus, Werle Gerhard & Frank Böhm, *op. cit.*; McAdams A. James, *op. cit.*; Wielenga Friso, *op. cit.*; Vergau Jutta, *Aufarbeitung von Vergangenheit vor und nach 1989. Eine Analyse des Umgangs mit den historischen Hypotheken totalitärer Diktaturen in Deutschland*, Tectum Verlag, Marburg, 2000.
32. Au sens de la «politique de l'histoire» (*Geschichtspolitik*), définie par Edgar Wolfrum.
33. Il n'y a évidemment pas eu de décision politique en ce sens: les parquets et tribunaux ont hérité: a) en vertu du principe de continuité défini par le traité d'Union, des procédures engagées en RDA de décembre 1989 à septembre 1990 (corruption, fraudes électorales); b) des pré-instructions conduites à Salzgitter depuis 1961 (crimes frontaliers, crimes judiciaires).
34. Par exemple Wolfgang Schäuble, ministre fédéral de l'Intérieur et négociateur du traité d'Union ou encore le maire chrétien-démocrate de Berlin Eberhard Diepgen (janvier 1991-sept. 2001), sur ce point en désaccord avec sa ministre social-démocrate Jutta Limbach. Diepgen a d'ailleurs gracié, à l'automne 2000, les ex-membres du bureau politique Günter Schabowski et Günther Kleiber, qui purgeaient tous deux une lourde peine de prison pour leurs responsabilités dans les crimes frontaliers.
35. Entretiens avec le procureur Christoph Schaefgen (Berlin, 26/3/2001), les juges Hans Boß (Berlin, 23/11/2002) et Theodor Seidel (Berlin, 4/11/2002).
36. Antenne de la police criminelle de Berlin en activité de 1991 à 2000 dont la fonction était d'enquêter sur les crimes commis par la RDA et ses agents.
37. Sur ces difficultés, voir le témoignage de Limbach Jutta, «Der Aufbau des Rechtswesens in den östlichen Bezirken Berlins», *NJW*, 1993, n° 39, p. 2499-2501. Et, en général, Tauber Andrew E., *Tyranny on trial: the politics of natural law and legal positivism in the Federal Republic of Germany*, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, p. 83-101.

38. «Eine Aufgabe von gesamtdeutscher Bedeutung», décision relative au point n° 2 de l'ordre du jour, 63e conférence des ministres régionaux de la Justice (JMK), Hanovre, 18-21/5/192, p. 2.
39. Boltanski Luc & Thévenot Laurent, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, 1991 (1987), p. 239-240.
40. Voir sur ce point: Pampel Bert, «Was bedeutet «Aufarbeitung der Vergangenheit»?», *APuZ*, 1995, n° 1-2 p. 27-38. Jusqu'au début des années 1960, «Aufarbeitung der Vergangenheit» signifiait au contraire «oubli» du passé nazi, expression contre laquelle Adorno s'était élevé en 1959 dans un article célèbre dont Pampel reprend le titre: «Was bedeutet: Aufarbeitung der Vergangenheit?», repris in *Theodor W. Adorno. Gesammelte Schriften*, Directmedia, Digitale Bibliothek, Berlin, t. 97, 2003, p. 8314-8343.
41. La repentance de la justice, qui s'était (comme l'armée) longtemps présentée comme largement épargnée par le nazisme, intervint particulièrement tard dans l'histoire de la République fédérale. Voir: Perels Joachim, «Späte Entlegitimierung der NS-Justiz», in Joachim Perels, *Das juristische Erbe des dritten Reiches. Beschädigungen der demokratischen Rechtsordnung*, Campus Verlag, Francfort-sur-le-Main – New York, 1999, p. 215-222.
42. Cette juridiction avait, sous le nazisme, prononcé environ 5 000 condamnations à mort. Cf. Müller Ingo, *Furchtbare Juristen: die unbewältigte Vergangenheit unserer Justiz*, Knauer, Munich, 1989. Pour une mise en perspective de la déclaration du Bundestag (25 janvier 1985) dans l'histoire plus générale du rapport des députés allemands au passé nazi, voir: Dubiel Helmut, *Niemand ist frei von der Vergangenheit. Die nationalsozialistische Herrschaft in den Debatten des Deutschen Bundestages*, Carl Hanser Verlag, Munich-Vienne, 1999.
43. *TAZ*, 17/3/1990, p. 30 und 18/5/1990, p. 23. L'historien du droit Hubert Rottleuthner fut chargé de la conception scientifique du centre. Jutta Limbach déploya ensuite de grands efforts pour mettre à jour le passé de la justice est-allemande. Voir sa préface in Bundesministerium der Justiz (dir.), *Im Namen des Volkes? Über die Justiz im Staat der DDR. Wissenschaftlicher Begleitband zur Ausstellung*, Forum-Verlag, Leipzig, 1994.
44. Cité in «Juristen-Pioniere mit blindem Fleck», *TAZ*, 20/9/1990, p. 4.

45. Bästlein Klaus, *art. cit.*
46. Miquel Marc von, «Juristen : Richter in eigener Sache» in Norbert Frei (dir.), *Karrieren im Zwielicht. Hitlers Eliten nach 1945*, Campus Verlag, Francfort-sur-le-Main – New York, 2001, p. 181-237.
47. À cet égard, l'itinéraire de Rudolf Wassermann me paraît être paradigmatique : ce juge, proche de la gauche libérale dans les années 1960, favorable à un «travail» sur le passé nazi et marqué par 1968 est devenu l'un des plus farouches partisans, dans les années 1990, des procès d'épuration pour crimes communistes.
48. Pour Jürgen Habermas, tirer des leçons du passé (national-socialiste) était une nécessité politique : contre les appels récurrents à une «normalisation» du passé allemand, il défendait une conception de l'histoire comme «leçon», en l'opposant à une conception comme «destin», privilégiée par la tradition historiciste. Cf. Habermas Jürgen, «Aus der Geschichte lernen?», in Jürgen Habermas, *Zeitdiagnosen*, Suhrkamp, Francfort-sur-le-Main, 2003, p. 167-175. Néanmoins, on l'a vu, Habermas ne pensait pas que les leçons tirées du passé national-socialiste s'appliquaient forcément à la gestion du passé communiste. Cf. Habermas Jürgen, «Burdens of the Double Past», *Dissent*, 1994, p. 513-517.

Moldavie
Une indépendance qui divise (1991)
Julien Danero, Nicolas Verschueren

En Moldavie, petit pays coincé entre la Roumanie et l'Ukraine, ce n'est pas en 1989 mais en 1991 que se situe l'événement marquant de l'histoire contemporaine. À la différence des pays d'Europe centrale et orientale qui sortent alors du communisme, la Moldavie ne fait pas qu'embrasser la démocratie et le capitalisme. Pour elle, il s'agit aussi et peut-être surtout, à l'instar des autres ex-républiques socialistes soviétiques, d'exister à nouveau en tant que nation et d'affirmer son indépendance. Enjeu de taille dans un «pays» abritant plusieurs groupes ethniques. Au cœur des transformations post-soviétiques apparaît ainsi rapidement un conflit entre deux groupes qui s'opposent sur la définition de la nation et sur le contenu du récit national. Les «moldovanistes», d'une part, entendent asseoir la «statalité» séculaire d'un peuple et d'une nation moldaves ; les «roumanistes», d'autre part, estiment que ce peuple et cette nation sont destinés à rejoindre la Roumanie, la «mère-patrie».

La proclamation de l'indépendance moldave le 27 août 1991 est sujette à des productions historiographiques contradictoires sur fond de reconstruction nationale. Dès lors, les interprétations liées à l'événement 1991 ne peuvent être déconnectées du sens donné à l'histoire moldave. En effet, dans un contexte de réécriture de l'histoire nationale, l'événement 1991 cristallise les tensions politiques et exemplifie les métarécits historiques où s'affrontent les tenants d'une vision moldovaniste d'une part et roumaniste d'autre part. L'événement 1991 devient alors un des

points de fixation des débats politiques au sein d'une société éclatée. Ainsi, dans le cadre d'une double lecture de l'histoire moldave, nous verrons que les roumanistes insistent davantage sur le caractère populaire et ethnique de l'événement 1991 car il rencontre leur vision ethnique de l'histoire. Alors que pour les moldovanistes l'événement 1991 et surtout la Constitution de 1994 sont des preuves supplémentaires de la « statalité », cette recherche séculaire d'un État pour le peuple moldave. Ce chapitre se centrera sur les interprétations historiques et leur inclusion dans le débat plus large de la reconstruction nationale au lendemain de l'année 1991¹, à travers notamment les controverses sur l'écriture des manuels d'histoire et les instrumentalisation politiques de l'histoire.

Cette focalisation d'une partie des enjeux sur la dimension nationale n'est propre ni à la période post-communiste de la fin du xx^e siècle ni aux seuls pays issus de l'Union soviétique. On le sait, le xix^e siècle a aussi été marqué par le développement de travaux de recherche sur les fondements historiques de la nation qui s'appuyaient sur la vague romantique et les processus de construction des identités nationales. Les ouvrages de Walter Scott ont alors suscité l'enthousiasme d'une nouvelle génération d'historiens qui s'intéressait à la représentation de la nation à travers les âges². L'État se faisait alors historien, utilisant le discours historique en tant qu'instrument de légitimation. De même, la fin du xx^e siècle est marquée dans les pays sortis du communisme par une profusion d'ouvrages sur l'histoire et les réinterprétations historiques des nations. Comme le montrent de récents ouvrages collectifs sur le sujet, la crainte de conflits de mémoires inter- et infra-étatiques s'est rapidement répandue en Europe après 1989 et pas seulement dans les anciennes Républiques soviétiques³.

En Hongrie par exemple, le discours des historiens sur la nation a été profondément transformé. La chute du régime communiste a engendré un retour du passé « sous toutes ses formes dans le débat politique, qui contraste avec la force des tabous politiques et nationaux » en vigueur jusqu'à la chute du régime⁴. Bien entendu, c'est le passé communiste qui revient à la surface et

devient source de tensions politiques et de débats. Les tentatives de réappropriation de l'histoire sont alors synonymes d'investigation dans le passé lointain des racines historiques de la nation. Rappelons que, pour Anne-Marie Thiesse, le principe de nation est fondé « sur le primat d'une communauté a-temporelle dont la légitimité réside dans la préservation d'un héritage »⁵. Dès lors, l'écriture d'une histoire nationale linéaire permet d'assurer une continuité dans une période marquée par des transformations profondes.

Il va sans dire que la réécriture du récit national a été plus difficile dans les États multinationaux que dans les États-nation. La diversité ethnoculturelle de certains États a également contribué à former des visions divergentes de l'histoire et à attribuer un sens différent à l'événement 1989 et à l'héritage communiste, comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie au lendemain de la Révolution de velours, induisant ainsi un processus d'oppositions historiographiques entre de nouvelles entités étatiques⁶. En outre, la médiatisation et la politisation de l'histoire ont rendu plus complexe le travail des historiens, qui furent même dans certaines circonstances marginalisés dans le processus de production historiographique. À l'inverse, l'appel d'air offert par ces relectures a pu provoquer une explosion de recherches sur les passés oubliés, sur les pages blanches, les tourments de la mémoire nationale qui tendent à confronter les mémoires des pays d'Europe occidentale et celles des pays d'Europe centrale. Ce rattrapage historiographique a parfois montré les dangers d'une accentuation des conflits politiques sur fond de querelles mémorielles. Dans certains cas, l'investissement consacré au lendemain de 1989 à la recherche historique a eu pour principale conséquence de créer une histoire officielle empêchant la possibilité de débats contradictoires⁷.

Le cas moldave permet de souligner deux dimensions importantes du processus de reconstruction nationale. Premièrement, le rôle de l'État et des intellectuels, en tant que producteurs de biens symboliques (ouvrages, manuels d'histoire...) qui nourrissent les polémiques sur le sens à attribuer à l'événement 1991, est essentiel. Deuxièmement, les mythes historiques cachent mal

et parfois même révèlent des divisions internes profondes. Ainsi, loin de cimenter la société moldave, les mythes historiques, tels que l'événement 1991 et la question linguistique fournissent des armes aux groupes de pressions et aux partis politiques. Outre les différents sens attribués à l'événement, nous verrons au travers des discours moldovaniste et roumaniste que celui-ci s'inscrit dans deux constructions distinctes de la nation reposant sur un rapport différent à «l'ethnie».

Les racines historiques du conflit

Un bref retour sur l'histoire de la Moldavie, relativement méconnue, est nécessaire si l'on veut éclairer les dimensions sous-jacentes aux diverses interprétations de l'événement 1991, depuis l'indépendance et surtout depuis l'arrivée au pouvoir du Parti des communistes de la République de Moldavie (PCRM) en 2001. La division entre roumanistes et moldovanistes étant ancienne, il est nécessaire d'analyser les interprétations conflictuelles de l'histoire moldave dans lesquelles figure l'événement 1991.

Tant dans les récits moldovanistes que roumanistes, le Moyen Âge a été construit comme une époque glorieuse dont le point culminant aurait été le règne d'Etienne le Grand sur la principauté moldave de 1359. En effet, c'est à l'époque de Michel le Brave, au XVI^e siècle, que la Moldavie est pour la première fois unifiée aux Principautés roumaines. Mais cette unification échoue et les principautés roumaine et moldave demeurent vassales de l'Empire ottoman jusqu'en 1812 quand, à l'issue des guerres russo-turques, la Bessarabie passe sous domination tsariste⁸. Jusqu'à l'unification et la naissance de l'État roumain en 1859⁹, ces deux principautés, ainsi que la Transylvanie, ont ainsi formé des États distincts aux histoires politiques, à la culture et aux influences différentes, bien que leurs populations parlent toutes une langue romane.

En décembre 1917, suite à la chute des Romanov et face aux velléités ukrainiennes, la Bessarabie proclame son indépendance. Toutefois, le Conseil de l'État nouvellement constitué, le *Sfatul Tarii*, vote le rattachement à la Roumanie quatre mois plus tard.

La Bessarabie est alors intégrée à la Grande Roumanie. Après la Seconde Guerre mondiale, le territoire est incorporé à l'URSS, constituant avec la Transnistrie l'une des Républiques fédérées de l'Union. La République de Moldavie devient alors l'un des grands centres agricoles de l'URSS, produisant 10 % de la nourriture en conserve, 4,2 % des légumes, 12,3 % des fruits et 8,2 % du vin de toute l'Union alors qu'elle ne comptait que pour 0,2 % de son territoire total. L'industrie se développe aussi, tout en étant principalement concentrée en Transnistrie¹⁰. Dans cette République soviétique de Moldavie, selon l'historiographie soviétique, la langue parlée est le moldave, une langue latine différente du roumain par ses influences slaves, plus nombreuses. Cette langue s'écrit en alphabet cyrillique, alors que pendant toute la période communiste, le roumain s'écrit en alphabet latin dans la Roumanie de Ceaușescu¹¹.

À la fin des années 1980, suite au lancement des politiques de glasnost et de perestroïka, des mouvements de renaissance nationale parcourent les Républiques fédérées et la Moldavie ne fait pas exception. Dès 1988, la question de la langue devient l'un des axes principaux du débat public. En effet, l'intelligentsia réformatrice de la République exige la démocratisation, la mise en œuvre des réformes socio-politiques ainsi que la fin du monopole du Parti communiste¹². Des mouvements culturels, comme le cercle littéraire Alexei Mateevici, font pression, revendiquent le soutien de la «nation titulaire»¹³ et obtiennent la prise en compte de leurs revendications culturelles et linguistiques dans le débat public. La revendication principale porte alors sur la reconnaissance de la langue parlée par la majorité moldave comme langue officielle de la République¹⁴. Une commission interdépartementale en charge d'étudier la question des langues est mise en place par le Soviet suprême de la République. Cette commission rend un rapport favorable aux panroumanistes et à la reconnaissance officielle des langues moldave et roumaine. Ses propositions se retrouvent dans trois projets de loi : «sur les statuts de la langue d'État en République socialiste soviétique de Moldavie (RSSM)», «sur le passage de la langue moldave à l'alphabet

latin» et «sur le fonctionnement des langues parlées sur le territoire de la RSSM». La langue d'État demeure donc le moldave mais sa forte proximité avec le roumain est reconnue implicitement¹⁵. Face à ces évolutions au sein de la République et face à ce qui semble être une nouvelle domination de la langue moldave mais dans une conception proche du roumain, les minorités¹⁶ prennent peur et s'organisent. D'une part, Gagaouz Halki, le club culturel de défense de la langue et de la culture gagaouze¹⁷, et d'autre part, Edinstvo, qui fait partie de l'Interfront des autres républiques soviétiques représentant les intérêts des Russes face aux nouvelles orientations des nations titulaires. Les deux organisations revendiquent la reconnaissance de la langue russe en tant que langue officielle et non pas simplement en tant que «langue de communication interethnique». Des manifestations ont lieu à Chişinău, afin que le pouvoir reconnaisse la roumanité de la nation, tandis que d'autres manifestations se tiennent, à l'inverse, dans la capitale, à Tiraspol et ailleurs en Transnistrie contre les projets de loi suivant le rapport de la commission interdépartementale¹⁸. Face aux pressions roumanistes et aux pressions des minorités, un camp «moldave» se forme petit à petit, autour de la «doctrine des deux États»¹⁹.

Comme dans les autres républiques de l'Union, les événements se précipitent en août 1991 après le coup d'État manqué contre Mikhaïl Gorbatchev à Moscou. Le Parlement moldave, divisé sur la question de l'avenir de la République, proclame l'indépendance. La situation dégénère en guerre civile en 1991 et 1992. Les mouvements issus des minorités russe et gagaouze décident de créer leurs propres structures gouvernementales. L'argument ethnique est utilisé, même si les intérêts sont principalement économiques. Une République moldave du Dniestr, avec Tiraspol pour capitale, et une République de Gagaouzie, avec Comrat pour capitale, sont proclamées à la fin de l'été 1990. Le refus d'un «diktat» de Chişinău est total, les tensions sont fortes. Les incidents se multiplient : les séparatistes gagaouzes incendient le bureau de police de Vulcanesti en novembre 1991 tandis que les séparatistes transnistriens tuent en décembre cinq

policiers à Dubasari. Les événements s'enchaînent jusqu'à ce que les séparatistes fassent sauter le pont de Dubasari, ce qui entraîne l'instauration de l'état d'urgence dans le pays en mars 1992. La 14^e armée russe entre en scène et les combats se concentrent dès lors autour de Tighina (Bender aujourd'hui). Un cessez-le-feu est finalement signé, laissant derrière lui 650 morts et 3 000 blessés côté russe et 324 morts et 1 180 blessés côté moldave²⁰. Une nouvelle Constitution est adoptée en 1994, qui consacre le nouvel État indépendant. La République de Moldavie commence alors lentement son processus de démocratisation, les velléités de (ré)unification sont abandonnées.

En République de Moldavie, c'est donc la vision d'un peuple moldave «digne d'exister» qui triomphe. Mais les controverses qui ont précédé, au sein desquelles les interprétations concurrentielles de 1991 occupent une place centrale, doivent être analysées. Elles sont en effet indissociables des débats qui portent depuis 1991 sur la détermination de l'identité nationale moldave, débats qui traversent les manuels scolaires de la République et les discussions sur la langue qui doit y être parlée.

L'histoire et la langue moldaves en débat

Dans son *Histoire de la Moldavie* écrite en 2002, Vasile Stati explique que la République de Moldavie est le seul État au monde «dont les citoyens apprennent l'histoire d'un autre pays. Comme dans le cas d'une colonie, obligée d'exécuter les ordres de la métropole, on impose à la Moldavie une histoire étrangère, donc l'idéologie, les orientations et les objectifs politiques d'un autre État»²¹. Les citoyens de la République de Moldavie étudieraient en effet l'histoire roumaine et non l'histoire moldave et seraient dès lors obligés de subir l'influence de la Roumanie voisine alors que, selon l'auteur, la Moldavie a sa propre histoire. Ce à quoi les auteurs du manuel d'Histoire des Roumains, destiné aux étudiants de l'enseignement secondaire, répondent que la République se trouve dans la situation des États «composés d'une population coupée de la masse ethnique de base. Cet État représente une

formation politique jeune, apparue en 1991, résultat d'un mouvement de libération nationale des Moldaves, ethniques roumains de l'ex-Empire soviétique, population indigène de l'espace pruto-nistréen.» Ainsi, «la culture et la civilisation contemporaines de la République de Moldavie ont pour base la tradition historique roumaine, formée sur l'ensemble de l'espace peuplé de Roumains. Ce patrimoine constitué tout au long des siècles présente aujourd'hui un bien commun qui n'appartient pas seulement à la Roumanie ou à la République de Moldavie, mais à tous les Roumains. C'est pourquoi ce patrimoine doit être étudié intégralement et ne peut se limiter au cadre territorial de ces États²².»

Ces extraits de manuels scolaires illustrent les deux visions concurrentes de l'histoire cohabitant actuellement en République de Moldavie: le «moldovanisme» et le «roumanisme»²³. Ces deux interprétations particulières de l'histoire s'opposent depuis l'époque soviétique dans un conflit qui s'est renforcé depuis 1991. L'opposition part de deux prémisses antagoniques: les roumanistes estiment que la République de Moldavie est composée de Roumains séparés de la Roumanie par les aléas et les injustices de l'histoire. Les moldovanistes arguent que des «ethniques moldaves» existent depuis des siècles, qu'ils parlent une langue, certes roumanisante mais différente du roumain par ses influences slaves plus marquées, ce qui explique l'utilisation de l'alphabet cyrillique aux moments des dominations tsariste et soviétique, et qu'ils ont prouvé à plusieurs reprises dans l'histoire leur volonté d'indépendance.

Le moldovanisme est vu par les tenants du roumanisme comme une invention soviétique, qui a «contrefait l'histoire de la population (moldave)» et privé les habitants de Bessarabie «d'un de leurs droits fondamentaux, la connaissance de leur langue et de leur histoire nationale»²⁴. A contrario, les moldovanistes considèrent que leur vision marque un «concept plus «civique» et plus «inclusif», promettant la préservation de la République actuelle (moldave) face à la Roumanie»²⁵.

Comme le montrent Elisabeth A. Anderson, Iulian Fruntasu ou encore Charles King²⁶, la première vision, roumaniste, est

loin d'être anecdotique. Elle est partagée par l'ensemble de l'intelligentsia moldave et des partis politiques de l'opposition aux communistes. Alors que la deuxième vision, moldovaniste, est davantage répandue au sein du pouvoir communiste, des représentants des minorités nationales de la République et des populations rurales.

Le conflit traverse plusieurs domaines de la vie publique en Moldavie, allant du contenu des manuels scolaires d'histoire, à l'appellation exacte à donner à la langue officielle de l'État en passant par la définition des jours de commémoration nationale.

Premièrement, dans le cas des manuels d'histoire, alors qu'entre 1988 et 1991 les cours d'histoire de l'URSS et de la République socialiste soviétique de Moldavie avaient été remplacés par un cours d'histoire universelle et d'histoire des Roumains, le nouveau gouvernement communiste a décidé de changer en 2003 ces cours d'histoire en cours d'«Histoire de la Moldavie» transformés ensuite en cours d'«Histoire intégrée»²⁷, sous-entendu intégrée à l'histoire européenne. Dès le début, la rédaction de ces manuels a suscité de nombreuses controverses, tant de la part des professeurs de l'enseignement pré-universitaire que d'étudiants, de journalistes ou d'écrivains. Selon le Comité national pour la défense de l'histoire des Roumains, ce cours d'histoire intégrée montre que «tous les gouvernements depuis 1991 ont cherché à réanimer le moldovanisme roumanophobe et c'est sous le régime dictatorial de Voronine [élu président de la République en 2001] que la guerre de l'identité atteint son apogée, l'une des cibles [du Parti communiste au pouvoir] devenant l'Histoire des Roumains». Le gouvernement est accusé de revenir à «l'historiographie staliniste et à l'effacement, en conséquence, de l'identité roumaine de la population majoritaire de la République de Moldavie. La privation de ses valeurs nationales authentiques a pour but son isolement du reste du peuple roumain et la formation d'une nation artificielle, différente de la nation roumaine»²⁸. Comme l'explique Victor Moldovanul, lecteur à l'université Hasdeu de Cahul, au sud de la Moldavie, l'opposition à ces nouveaux manuels et à cette vision de l'histoire

moldave est toujours présente: «Les discussions ont donc lieu. L'histoire des Moldaves n'est pas passée, nous y sommes toujours opposés. Par contre, il y a l'Histoire intégrée, qui n'a pas cours dans les universités mais bien dans les collèges. J'enseigne dans les deux types d'institution, mais j'enseigne le programme que j'ai choisi. Légalement, je suis obligé d'enseigner l'histoire intégrée, mais de facto, je donne mon cours comme je le veux, ni la direction ni les parents ne s'y sont d'ailleurs opposés²⁹.»

Deuxièmement, dans le cas de l'appellation exacte à donner à la langue parlée par la population majoritaire de la République, la Constitution de 1994 a établi qu'il s'agissait de la «langue moldave», érigée en langue officielle du pays aux côtés du russe qui jouit d'un statut de langue de «communication inter-ethnique». Participant d'un même mouvement moldovaniste de différenciation des nations moldave et roumaine, un dictionnaire moldave-roumain a été écrit en 2003. Confirmant ce que Victor Stepaniuc appelle le «droit à un nom» entendu comme un droit à l'existence³⁰, ce dictionnaire compte rétablir une «vérité scientifique», selon laquelle «le nom ethnique de Moldavie et de Moldaves était intégré comme un insigne communautaire de différenciation en rapport aux autres collectivités»³¹. Toutefois, les tenants du roumanisme estiment que cette dénomination particulière de «Moldave» n'est que régionale, comme l'étaient dès le Moyen Âge les appellations de Transylvains, de Monténiens, d'Oltènes ou de Banatéens, qui à leur tour se divisaient en dénominations locales, comme Sorocéens ou Orheiens. «Toutes ces dénominations étaient [...] utilisées très fréquemment dans l'aire roumaine, mais elles ne l'étaient jamais en opposition avec le nom ethnique général de "Roumain", nom unanimement reconnu de ceux qui parlaient la langue roumaine indifféremment de la région³²». Le conseil de l'Union des écrivains de Chişinău, en accord avec la position de l'Académie des Sciences de Moldavie, a d'ailleurs déclaré en septembre 1994 que «l'usage de l'appellation de "langue moldave" crée une confusion dangereuse par rapport au monde civilisé et nous fait honte par rapport à nos enfants et aux générations à venir³³». L'Académie roumaine, quant à elle,

défend toujours l'unité des langues moldave et roumaine. Elle s'appuie sur les déclarations de Budagov et de Bernstein de 1988 selon lesquelles «beaucoup de forces et beaucoup de temps ont été gaspillés pour démontrer la thèse erronée selon laquelle les Moldaves et les Roumains parlent des langues romanes parentes, mais différentes. Aucune preuve en faveur de cette thèse n'existe et ne peut exister³⁴.»

En dépit de sa reconnaissance officielle, la langue moldave reste ainsi profondément contestée. Ainsi, lorsque Vladimir Voronine a voulu remplacer les cours de langue roumaine par des cours de langue moldave à partir du 1^{er} septembre 2008, les professeurs de littérature de l'université Alecu Russo de Balti, au nord de la Moldavie, ont protesté et exigé de renoncer à ce qu'ils appellent «une politique linguistique dénigrante» pour respecter «la vérité scientifique et historique». Le président du Parlement de la République, le communiste Marian Lupu, a lui-même affirmé que les langues roumaine et moldave ne constituaient qu'«une seule et même» langue. Ce qui démontre selon *Cotidianul* que le «deuxième homme de Moldavie contredit la ligne politique de Voronine, s'arrogeant un capital électoral pour les élections de 2009³⁵.»

Les questions des manuels scolaires et de la langue moldave témoignent des controverses constantes entre les visions roumaniste et moldovaniste. Ainsi, si l'hymne national moldave actuel précise que «notre langue est un trésor», il se garde toutefois d'en donner le nom³⁶.

L'événement 1991 et ses interprétations

Ce conflit d'interprétation opposant une vision roumaniste et son contrepoint moldovaniste est particulièrement aigu s'agissant des événements qui se sont déroulés en 1991. Stefan Ihrig constate que «chacun des discours développé en Moldavie construit la nation dans un mode exclusif et rigide du point de vue ethnique [...] Alors que le discours roumain tend à exclure tous ceux qui n'appartiennent pas à la population d'ethnie

roumaine, le discours moldave ne reconnaît que cette même population résidant sur le territoire de la République. En dépit de leurs différences, les deux discours ont tendance à ignorer les groupes ethniques non-roumains³⁷. Dans le cas roumaniste, les minorités non-roumaines sont considérées comme les dernières à être entrées sur le territoire et comme étant les colonisateurs des autres nations. Dans le cas moldovaniste, on fait référence à des « minorités » et des « minorités nationales » qualifiées d'« étrangers tolérés »³⁸. L'interprétation donnée à l'événement 1991, événement fondateur de la République de Moldavie telle qu'elle se présente aujourd'hui, diffère donc selon les points de vue roumaniste et moldovaniste.

Sa description même pose problème et les chiffres diffèrent selon les sources : en effet, le 27 août 1991, à la chute de l'Union soviétique, l'indépendance de la République de Moldavie est proclamée. La Déclaration aurait été adoptée « avec le vote [de la foule] réunie en Grande Assemblée nationale sur la place de la Victoire »³⁹ à Chişinău. C'est donc portée par la volonté de la nation que l'ancienne République soviétique serait devenue un État souverain. Toutefois, le nombre des personnes rassemblées sur la place principale de la capitale laisse place à des interprétations divergentes. Selon les roumanistes, six cent mille personnes se sont rassemblées ce jour-là⁴⁰. Les moldovanistes émettent quant à eux de sérieux doutes : « Il ressort que six cent mille personnes, un quart de la population de Moldavie jouissant du droit de vote, se sont rassemblées, elles seules savent comment, sur la place de la Victoire de Chişinău, qui peut comprendre tout au plus environ trente mille personnes⁴¹. » Cette polémique sur le nombre de participants à la manifestation d'août 1991 est révélatrice de l'importance que donnent les roumanistes et les moldovanistes à l'événement. D'une part, les roumanistes voient dans cette assemblée de six cent mille personnes la volonté d'un seul peuple de retourner à la mère-patrie et de réparer une injustice de l'histoire. D'autre part, les moldovanistes insistent sur le caractère peu représentatif de la manifestation perçue comme une action de la Roumanie pour « annexer » la Moldavie. Par rapport à cette

manifestation dont les slogans auraient été « volés » par les roumanistes⁴², 1994 marquerait pour eux l'étape décisive de la « statalité » du peuple moldave, rendue définitive par l'adoption d'une nouvelle Constitution.

Cette première divergence sur la question du nombre de manifestants lors de la journée du 27 août témoigne d'un désaccord majeur quant à l'interprétation générale à donner aux événements de 1991 en République de Moldavie. Pour les moldovanistes, ce 27 août marque la naissance de la Troisième République moldave, consacrant « définitivement » la souveraineté et l'indépendance du peuple moldave dans les frontières de l'ancienne République soviétique. Toutefois, donner trop d'importance à cette manifestation reviendrait à reconnaître son orientation pro-roumaine. En effet, la souveraineté n'aurait été entièrement atteinte qu'en 1994, quand une nouvelle Constitution est adoptée, reprenant la « langue moldave » comme langue officielle⁴³. Cette proclamation marquerait l'accomplissement du désir millénaire d'indépendance du peuple moldave, appelé au même titre que la nation roumaine voisine à la « statalité ». Reprenant les termes de « Troisième République », le moldovaniste Victor Stepaniuc montre ainsi la continuité dans l'histoire du peuple moldave : une première république naît en effet le 2 décembre 1917 lors de la proclamation par le Conseil d'État (*Sfatul Țării*) de la République démocratique moldave ; une deuxième république est proclamée le 2 août 1940, la République soviétique socialiste moldave, reprenant les territoires de Transnistrie établis en République autonome soviétique socialiste moldave, intégrée au sein de la République soviétique socialiste d'Ukraine le 12 octobre 1924⁴⁴. Après la première mention d'un État moldave en 1359, les années 1917, 1924, 1940, 1991 et 1994 marqueraient ainsi les différentes étapes d'un même mouvement de l'histoire tendant à démontrer cette « statalité » du peuple moldave. 1917 et 1991 sont les deux véritables moments de l'autodétermination de ce peuple, recouvrant l'indépendance à la manière du premier État médiéval dirigé par Etienne le Grand, tandis que 1924 et 1940 prouvent ce désir d'autodétermination au sein de l'Union soviétique.

Pour Iulian Fruntasu, ce discours est tenu par ceux qui, après la chute de l'Union soviétique, ont voulu se maintenir au pouvoir ou y accéder, et prendre possession du patrimoine de l'État nouvellement créé⁴⁵. Les roumanistes dénoncent en effet cette appropriation de l'État, préférant mettre en avant le retour à la graphie latine de la langue le 31 août 1989, l'adoption du nouveau drapeau aux couleurs de la Roumanie le 27 avril 1990 ou la déclaration concernant la souveraineté de la République soviétique socialiste de Moldavie et l'établissement du 31 août comme fête nationale intitulée « Notre langue roumaine »⁴⁶. L'indépendance de la Moldavie en 1991 marque donc, dans le discours roumaniste, un premier pas vers la réunification avec la Mère-Patrie roumaine. La Roumanie est en effet le premier État à reconnaître la nouvelle République et l'épisode du « Pont de Fleurs » semble confirmer les volontés d'unification des Roumains. Cet épisode marque un moment mythique dans la vision roumaniste de l'histoire moldave, présentant une ressemblance certaine avec les images de la chute du Mur de Berlin. En mai 1990, la frontière entre la Roumanie et la Moldavie est rouverte pour la première fois. Des fleurs à la main, les familles séparées se recomposent, les populations se retrouvent et traversent le pont sur la rivière. Comme précédemment, les moldovanistes dénoncent ces événements interprétés comme une tentative d'annexion et comme une preuve de l'irréductibilité roumaine⁴⁷.

Une partie importante de la Grande Roumanie ayant été annexée par l'Union soviétique en 1940, la rupture se situe donc pour les roumanistes à l'époque communiste. Le pacte Molotov-Ribbentrop est dénoncé comme la cause de la rupture et de la coupure des ethnies roumaines de Bessarabie avec la Roumanie. Cet acte représente un « rapt » en « flagrante contradiction non seulement avec le droit historique mais aussi avec les normes et les principes juridiques internationaux unanimement acceptés » à l'époque⁴⁸. Cette dénonciation est bien entendu non avenue pour les tenants du moldovanisme, le pacte ayant selon eux été balayé par l'attaque de l'Allemagne nazie, « avec le soutien de la dictature militaro-fasciste roumaine », contre l'Union soviétique⁴⁹.

Alors que l'événement 1991 confirme la « statalité » moldave pour les moldovanistes, il consacre la réparation d'une injustice pour les roumanistes. Il marque pour les uns une continuité et pour les autres une rupture. Dans le cas de la perspective roumaniste de la nation, la narration se concentre sur les XIX^e et XX^e siècles. Cette « biographie de la nation », selon les termes de Stefan Ibragimov⁵⁰, comporte un âge d'or situé dans un lointain passé, en l'occurrence à l'époque de Michel le Brave qui unifie pour la première fois au Moyen Âge les différentes principautés roumaines⁵¹. « L'œuvre d'unification politique des Roumains, même d'un instant, a créé un précédent qui s'est constitué un temps en un idéal. La génération des révolutionnaires de 1848, engagée dans une lutte pour la création de l'État moderne roumain, verra dans Michel le Brave son prédécesseur naturel⁵². » Toutefois, le véritable âge d'or, celui destiné à être revêtu, est celui de l'entre-deux-guerres, époque de la Grande Roumanie où s'accomplit le destin des Roumains⁵³. « L'intégration de la Bessarabie dans le cadre de l'État national unitaire roumain a eu de multiples conséquences positives dans le domaine culturel et scientifique. Après cent six années de russification et de dénationalisation forcée, la population de Bessarabie a obtenu la possibilité de revenir aux valeurs historiques et culturelles roumaines, de prendre conscience de son appartenance ethnique et linguistique⁵⁴. »

Face à ce discours, les moldovanistes distinguent eux aussi deux âges d'or. La période d'Étienne le Grand, symbole de la lutte d'indépendance du peuple moldave, et les périodes tsariste et soviétique, la nation moldave ayant pu décider de sa destinée et se défendre des tentatives roumaines de domination⁵⁵. Ces deux périodes sont qualifiées par Vasile Stati comme des périodes de « développement pacifique » poussant la Moldavie « au zénith » entre 1960 et 1990⁵⁶. L'inclusion de la Bessarabie dans la Grande Roumanie en 1918 est vue comme une « occupation⁵⁷ » où, dès les premiers jours, « les gens étaient tués dans les rues, les femmes violées, les enfants frappés avec des baïonnettes. Des centaines de cadavres étaient jetés aux chiens ». La Bessarabie est enfin « libérée » par l'Union soviétique en 1940⁵⁸.

Ainsi, l'événement 1991 n'est pas un événement comme les autres dans le processus de construction de la nation moldave. Il est le prétexte à un durcissement des positions respectives dont découlent deux visions de la nation et de l'histoire moldave. En aucun cas, il ne constitue un élément unificateur où les tensions s'évanouiraient dans la reconquête nationale. Comme le montrent les pérégrinations des hommes politiques moldaves, usant comme Mircea Snegur, premier président de la République, d'une rhétorique roumaniste ou moldovaniste d'une élection à l'autre, l'interprétation de l'histoire se révèle constituer un outil puissant de légitimation pour le pouvoir en place. Le meilleur exemple est le Parti des communistes de la République de Moldavie, vainqueur des élections de 2001 et 2005, qui, pour légitimer son rapprochement avec la Russie et dénoncer les ingérences roumaines, revendique la moldovanité de la population et la "statalité" du peuple moldave, entendue comme un droit à l'autodétermination et un droit à l'existence.

Si la vision moldovaniste est perçue par les roumanistes comme une manière de légitimer l'ancienne domination soviétique et l'actuelle domination néo-communiste, en suivant Guy Hermet, Liah Greenfeld et Rogers Brubaker, ces deux interprétations de l'histoire recourent à un nationalisme qui, selon Antoine Roger, « permet de légitimer une position dominante »⁵⁹. Alors qu'une vision roumaniste avait prévalu dès la fin des années 1980 et au début de l'indépendance, depuis la guerre avec la Transnistrie et le cessez-le-feu signé en 1992, le moldovanisme a été promu par les autorités comme un moyen de maintenir la cohésion nationale d'un État en proie au séparatisme et aux forces centrifuges. Soutenu par un référendum qui a rejeté la (ré) unification éventuelle de la République de Moldavie à la Roumanie⁶⁰, les thèses du mouvement moldovaniste ont été reprises dans la nouvelle Constitution de 1994 et par l'ensemble des partis qui se sont succédés au pouvoir. Les communistes qui ont remporté les législatives de 2001 se sont montrés les représentants les plus fervents de la doctrine en la mettant au cœur de leur *Conception de Politique nationale* adoptée par le Parlement en 2003. Cette conception fait

valoir « l'intégration et le renforcement du peuple multiculturel et multilingue de la République de Moldavie, par l'harmonisation des intérêts nationaux généraux avec les intérêts propres à toutes les communautés ethniques et linguistiques du pays »⁶¹. Selon Iulian Fruntasu, ce nationalisme moldave se compose de deux éléments apparemment contradictoires : un premier élément d'émancipation nationale et sociale, au caractère anti-impérial russe et anti-soviétique, et un deuxième élément conservateur, anti-roumain et pro-russe. Ce nationalisme a trouvé son expression dans le concept de neutralité énoncé dans la Constitution de 1994, neutralité d'origine russe qui reflète selon l'auteur « l'incapacité à gérer le conflit transnistrien et la présence illégale des troupes russes »⁶². La contradiction est néanmoins dépassée dès lors que 1991 est érigé en moment de libération du communisme soviétique. Aujourd'hui, dès lors que cet événement aurait marqué l'émancipation de la tutelle soviétique, la République de Moldavie indépendante serait entièrement libre de choisir son destin, qui, selon les moldovanistes, est lié culturellement mais surtout économiquement à la Russie. On pourrait donc considérer que les autorités moldaves ne font, dans une certaine mesure, que « mimer » l'indépendance en dépit de la dépendance persistante de la Moldavie à la Russie. Aujourd'hui encore, l'événement 1991 se trouve placé au cœur de vives controverses sur la légitimité de l'État moldave et de ses dirigeants politiques. Au regard des interprétations et réinterprétations de la Révolution française, il se pourrait que ces conflits interprétatifs autour de l'événement 1991 n'en soient encore qu'à leurs balbutiements...

Notes

1. Pour plus de précisions sur les événements survenus entre 1988 et 1993, nous renvoyons à : Aklaev Airat, Dozhdev Dmitry & Levashova Tatyana, *Interethnic conflict and political change in the former USSR, Chronicles of Ethnopolitical Strife (1988-mid 1993): European Republics*, Ontario, Peace Research Institute-Dundas,

- 1994; King Charles, *The Moldovans. Romănia, Russia and the Politics of Culture*, Hoover Institution Press, Stanford, 2000.
2. Voir Thiesse Anne-Marie, *La création des identités nationales: Europe, XVIII^e-XX^e siècle*, Seuil, Paris, 2001, p. 137.
 3. Cf. Maurel Marie-Claude & Mayer Françoise (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé, les tourments de la mémoire*, Paris, L'Harmattan, 2008; Mink Georges & Neumayer Laure (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, La Découverte, Paris, 2007.
 4. Bauquet Nicolas & Gradwohl Paul, « La Hongrie et son passé: un renouveau hésitant », *Transition*, Vol. XLIV, n° 2, février 2005, p. 24.
 5. Thiesse Anne-Marie, *op. cit.* p. 16.
 6. Marès Antoine, « Histoire et histoires d'historiens en Pays tchèques après 1989 » *Transition*, Vol. XLIV, n° 2, février 2005, p. 68.
 7. Kuk Leszek, « Les aléas d'une entreprise de rééducation historique en Pologne », *Transition*, Vol. XLIV, n° 2, février 2005, p. 97.
 8. La Bessarabie désigne la région située entre les rivières Prut à l'Ouest, marquant la frontière avec la Roumanie, et Dniestr à l'Est, marquant la frontière avec la Transnistrie. La Bessarabie, la Transnistrie et le Bugeac, plaine aride du Sud de la Bessarabie, forment le territoire légal actuel de la République de Moldavie. La Moldavie historique désigne quant à elle une région plus vaste s'étendant des Carpates, à la Mer noire et au Dniestr, comprenant les villes de Iasi, Piatra Neamt et Galati en Roumanie, de Hotin et de Ismaïl en Ukraine. La Transnistrie est une région située donc au-delà du Dniestr, qui n'a jamais été intégrée à la Roumanie, à la différence de la Bessarabie, et qui a été intégrée à la République socialiste soviétique de Moldavie après sa création en tant que République de l'Union soviétique en 1924.
 9. La Transylvanie, la Valachie et la Moldavie sont dès lors réunies dans un Etat roumain, la Moldavie n'incluant alors pas la région de Bessarabie sous domination tsariste depuis 1812.
 10. King Charles, *op. cit.*, p. 99-101.
 11. Pour plus d'informations sur le processus de russification linguistique en Moldavie soviétique, voir: Van Meurs Wim, *The Bessarabian Question in Communist Historiography*, Columbia University Press, New York, 1994.
 12. Idem, *Ibidem.*, p. 95.
 13. La notion de « nation titulaire » désigne la population majoritaire d'une république soviétique fédérée. À côté des minorités russe, ukrainienne ou encore gagaouze, les Moldaves forment donc la nation titulaire de la République fédérée de Moldavie.
 14. Van Meurs Wim, *op. cit.*, p. 95-96.
 15. King Charles, *op. cit.*, p. 120-131.
 16. Selon le recensement soviétique de 1989, sur une population totale de 4 300 000 personnes, les Moldaves comptaient à l'époque pour 64,3 %, les Ukrainiens pour 13,8 %, les Russes pour 13 %, les Gagaouzes pour 3,5 %, les Bulgares pour 2 %, les Juifs pour 1,5 % et les Rroms pour 0,02 %, sur une centaine de nationalités recensées. Voir: Zaporojan-Pirgari Alexandra, « Minority Rights in Moldova: Consolidating a Multiethnic Society », in Anne Lewis (dir.), *The EU and Moldova. On a Fault-Line of Europe*, The Federal Trust, Londres, 2004, p. 64-65.
 17. Les Gagaouzes sont une minorité ethnique de religion orthodoxe parlant une langue dérivée du Turc.
 18. King Charles, *op. cit.*, pp.128-130.
 19. La doctrine des "Deux-Etats" consiste à affirmer que bien que les populations de Moldavie et de Roumanie ne forment qu'une entité ethnique uniforme, les aléas de l'histoire ont fait que cette nation se voit aujourd'hui répartie dans deux États distincts. Cette vision a donc prévalu à l'indépendance et a aujourd'hui été remplacée par la vision plus radicale et purement moldovaniste du Parti des communistes de Moldavie au pouvoir depuis 2001.
 20. Fruntasu Iulian, *O istorie etnopolitica a Besarabiei. 1812-2002 (Une histoire ethnopolitique de la Bessarabie. 1812-2002)*, Cartier, Chişinău, 2002, p. 321-324.
 21. Stati Vasile, *Istoria Moldovei (Histoire de la Moldavie)*, Vivar Editor, Chişinău, 2002, p. 9.
 22. Dragnev Dumitru & Postica, Gheorghe, *Istoria Românilor. Epoca Antică și Medievală. Manual pentru clasa a X-a (Histoire des Roumains. Antiquité et Moyen Âge. Manuel pour la X^e classe)*, Civitas, Chişinău, 2003, p. 3.
 23. Anderson Elizabeth A., « Formarea patrioților sau a cetățenilor democrați. Predarea istoriei și provocările sistemului educațional pentru cetățenie în Republica Moldova » (La formation des patriotes ou des citoyens démocrates. L'enseignement de l'histoire

- et les provocations du système d'éducation pour la citoyenneté en République de Moldavie), in Monica Heintz (dir.), *Stat slab, cetatenie incerta. Studii despre Republica Moldova (État faible, citoyenneté incertaine. Études sur la République de Moldavie)*, Curtea Veche, Bucarest, 2007, p. 175-230.
24. Musteata Sergiu, «Identitatea nationala intre istorie si politica» (L'identité nationale entre histoire et politique), in Monica Heintz (dir.), *op. cit.*, p. 178.
 25. Ihrig Stefan, «Discursul (ne) civic si nemultumirile exprimate de el» (Le discours (non-) civique et les mécontentements qu'il exprime), in Monica Heintz (dir.), *op. cit.*, p. 192.
 26. Anderson Elisabeth A., *art. cité*, p. 213; Fruntasu Iulian, *op. cit.*, p. 287.
 27. Musteata Sergiu, *art. cité*, p. 178- 179.
 28. *Déclaration du Comité national pour la Défense de l'Histoire des Roumains*, FLUX, Chişinău, 17 novembre 2004, disponible sur www.azi.md/news?ID=31773.
 29. Entretien avec Moldovanul Victor, Cahul, 28 mai 2008.
 30. Stepaniuc Victor, *Statalitatea poporului moldovesc («La Statalité du Peuple moldave»)*, Tipografia centrala, Chişinău, 2005, p. 375.
 31. Stati Vasile, *Dictionar Moldovenesc-Romanesc (Dictionnaire moldave-roumain)*, Tipografia Centrala, Chişinău, 2003, p. 5.
 32. Dragnev Dumitru & Postica Gheorghe, *op. cit.*, p. 68.
 33. DECA-PRESS, Chişinău, 21 novembre 2007, information disponible sur www.azi.md/news?ID=47023.
 34. Déclaration de l'Académie roumaine eu égard à la prétendue «langue moldave», disponible sur le site de l'Académie roumaine, www.academiaromana.ro, novembre 2007.
 35. «Romana si moldoveneasca sunt aceeasi limba» (Le roumain et le moldave sont la même langue), *Cotidianul*, Bucarest, 27 mai 2008.
 36. «Limba noastra» (Notre langue) est l'hymne national de la République de Moldavie depuis 1994 et l'arrivée au pouvoir des moldovanistes. L'hymne national avant cette date était le même que l'hymne national roumain, «Desteapta-te, Romane!» (Réveille-toi, Roumain!).
 37. Ihrig Stefan, *art. cité*, p. 205.
 38. Idem, *Ibidem*, p. 200-201.
 39. Info Prim-Neo, Chişinău, 28 août 2008, information disponible sur www.azi.md/news?ID=50806.
 40. Enciu Nicolae, *Istoria Romanilor. Epoca contemporana. Manual pentru clasa a XII-a (Histoire des Roumains. Epoque contemporaine. Manuel pour la XIIe classe)*, Civitas, Chişinău, 2005, p. 165.
 41. Stepaniuc Victor, *Statalitatea poporului moldovesc («La Statalité du Peuple moldave»)*, Tipografia centrala, Chişinău, 2005, p. 346.
 42. Stati Vasile, *Istoria Moldovei, op. cit.*, p. 374.
 43. Stepaniuc Victor, *op. cit.*, p. 368-373.
 44. Idem, *Ibidem*, p. 368.
 45. Fruntasu Iulian, *op. cit.*, p. 287-288.
 46. Enciu Nicolae, *op. cit.*, p. 165.
 47. Stati Vasile, *Istoria Moldovei, op. cit.*, p. 382-383.
 48. Enciu Nicolae, *op. cit.*, p. 95.
 49. Stati Vasile, *Istoria Moldovei, op. cit.*, p. 343.
 50. Ihrig Stefan, *art. cité*, p. 196.
 51. Idem, *Ibidem*, p. 197.
 52. Dragnev Dumitru & Postica Gheorghe, *op. cit.*, p. 156.
 53. Ihrig Stefan, *art. cité*, p. 197.
 54. Enciu Nicolae, *op. cit.*, p. 71.
 55. Ihrig Stefan, *art. cité*, p. 199.
 56. Stati Vasile, *Istoria Moldovei, op. cit.*, p. 368.
 57. Stepaniuc Victor, *op. cit.*, p. 213.
 58. Extrait d'un « cours d'Histoire intégrée » cité in Olivotto Alexandra, «Moldova isi rescrie istoria terorizata de România» (La Moldavie réécrit son histoire terrorisée par la Roumanie), *Cotidianul*, Bucarest, 18 juillet 2006.
 59. Roger Antoine, *Les Grandes Théories du Nationalisme*, Armand Colin, Paris, 2001, p. 139.
 60. Durant le référendum de mars 1994, l'indépendance de la République de Moldavie est en effet confirmée par plus de 95 % des votants.
 61. *Conceptia Politicii nationale (Conception de Politique nationale)*, Parlement de la République de Moldavie, 19 décembre 2003.
 62. Fruntasu Iulian, *op. cit.*, p. 285-286.

Deuxième partie

L'ÉVÉNEMENT CONTESTÉ
CONFLITS D'ORIGINES

Allemagne
1989 et l'affirmation de Berlin comme capitale politique
Antoine Laporte

Berlin, novembre 1989. L'image de la foule agglutinée autour du « Mur de la honte » et rassemblée devant la porte de Brandebourg fait partie des clichés les plus répandus à l'évocation de l'événement 1989 en Europe. Toutefois, aussi important que soit le 9 novembre, il serait injuste d'omettre ou de minorer l'importance des mois précédents, quand la contestation croissante de la population de la République démocratique allemande (RDA) fait peu à peu vaciller le gouvernement jusqu'à la chute d'Erich Honecker et Egon Krenz¹. De même qu'il est nécessaire de tempérer la signification de cet événement par la séquence d'événements de l'année 1990 : l'union monétaire entre les deux Allemagnes (le 18 mai), la réunification (le 3 octobre) et enfin les premières élections législatives panallemandes (le 20 décembre). L'année 1991, aussi, peut être évoquée avec la décision du Bundestag, le Parlement allemand, de déplacer les institutions fédérales à Berlin. Quoi qu'il en soit, c'est 1989 et Berlin qui sont restés au cœur de l'histoire contemporaine de l'Allemagne.

Centré sur la ville de Berlin dans l'histoire immédiatement contemporaine, cet article est consacré aux rapports entre l'événement et l'espace. Dans *L'Homme et la Terre*, le géographe Elisée Reclus écrivait en effet que « le temps modifie incessamment l'espace »², comme pour rappeler que l'espace est de la matière travaillée par le temps et qu'on ne saurait envisager l'un sans tenir compte de l'autre. Dans cette optique, l'événement est appréhendé par les géographes comme la rencontre fortuite entre

un temps et un espace, un moment et un lieu³. Les effets de tout événement sont ainsi identifiables dans le temps mais aussi dans l'espace.

Quelle place l'événement 1989 occupe-t-il dans le Berlin contemporain? Étonnamment, la référence à 1989 est toute relative dans les débats qui portent en 1991 sur la localisation de la nouvelle capitale de l'Allemagne. C'est l'événement que constitue la réunification qui s'impose comme fait majeur et c'est lui qui domine l'imaginaire des urbanistes qui réaménagent le centre de la ville depuis les années 1990. Si l'événement 1989 n'apparaît que comme un référent symbolique parmi d'autres, comme l'illustrent les conflits de mémoire qui jalonnent la période, son souvenir est néanmoins présent en ce qu'il se confronte, voire se surimpose, à celui des expériences connues par Berlin à l'époque contemporaine, en particulier celle du national-socialisme. Nous verrons ainsi que les débats sur la portée symbolique et mémorielle de l'aménagement de l'espace urbain berlinois se cristallisent autour du nouveau quartier central. Cœur du pouvoir politique et économique de la ville avant 1945, traversé par le Mur du temps de la partition de la ville, ce quartier est progressivement réinvesti, suite au retour de Berlin au statut de capitale, par des institutions fédérales, de nombreuses représentations diplomatiques ou encore des monuments commémoratifs tels le Mémorial aux victimes juives de l'Holocauste.

1989 dans le « débat de la capitale »

Le 20 juin 1991, huit mois après la réunification, le Bundestag se réunit pour voter le déplacement des institutions fédérales de Bonn à Berlin. Cette journée est l'aboutissement de ce que les Allemands appellent l'«*Hauptstadtdebatte*» ou «débat de la capitale». Finalement, la motion intitulée «aboutissement de la réunification allemande»⁴, stipulant que le gouvernement et le parlement doivent déménager à Berlin, est adoptée mais à seulement 18 voix de majorité (sur un total de 660).

Si Berlin avait été officiellement qualifié de capitale dans les textes, au moment de la réunification en octobre 1990, il était aussi convenu que la question du siège du parlement et du gouvernement serait tranchée ultérieurement entre Bonn et Berlin. Le débat déborde alors largement le monde politique et est régulièrement relayé dans la presse. Les lignes de partage entre les partisans de l'une et l'autre villes sont difficiles à définir car elles ne recoupent pas le clivage traditionnel entre partis, ou entre majorité et opposition. Seuls les Verts et les néo-communistes du PDS⁵ vont massivement se prononcer en faveur de Berlin. Au cours de ce «débat de la capitale» au Parlement, qui dure près de onze heures, pas moins de cent députés prennent la parole tandis que cent autres, faute de temps, doivent se contenter de déposer un texte à la présidence du Bundestag. Le compte rendu des débats⁶ offre un corpus de 200 discours particulièrement intéressants pour le géographe car il s'agit non seulement de décider d'un véritable projet d'aménagement du territoire mais aussi de positionner dans l'espace une fonction (celle de capitale) au caractère symbolique fort, puisque liée à l'existence et à l'identité de l'État, au même titre que le drapeau ou l'hymne nationaux.

Les députés de 1991 forment un groupe assez hétérogène par leur génération (ils sont nés entre 1913 et 1966), leur catégorie socioprofessionnelle, leur profil politique et surtout leur origine géographique (République fédérale d'Allemagne (RFA), RDA, territoires orientaux perdus). Le rapport à l'Allemagne et à son histoire varie d'un député à l'autre. Que nous indiquent les débats? Fait notable: les considérations purement géographiques sur les avantages de Bonn et de Berlin, telles que l'accessibilité, la situation ou le tissu socio-économique sont souvent passées au second plan. Ce sont surtout les registres symboliques, voire mémoriels, qui sont mobilisés dans les arguments. Malgré ce primat des référents symboliques, l'argumentation ne mobilise que rarement la mémoire de 1989. «1989» n'est évoqué que par 25 élus, ce qui ne représente finalement qu'un huitième des discours ou des textes déposés. Ce chiffre est relativement faible mais étant donné que nous sommes moins d'un an après la réunification, on peut légitimement penser

que les événements de 1989 et de 1990 sont si présents dans l'esprit des députés qu'il serait superflu d'y faire référence. Reste que ces références à 1989 ne se distribuent pas au hasard. 17 des 25 discours sont prononcés par des élus qui voteront une motion en faveur d'un déménagement des institutions à Berlin. Le camp berlinois a donc bien plus fait appel à l'événement 1989 que les partisans de Bonn. Mais si la part des députés de Berlin dans ce groupe est beaucoup plus importante que dans l'ensemble de l'Assemblée (20 % contre 4 %), ceux élus à l'Est ne sont pas plus nombreux que ceux de l'Ouest. Outre l'origine géographique de ces députés, l'appartenance politique est particulièrement significative : ces discours sont prononcés beaucoup plus souvent par les partis de la coalition (18 discours pour la CDU et le FDP soit trois quarts des discours pour seulement 60 % des députés) que par les partis de l'opposition (6 discours prononcés par le SPD et un seul par les Verts/Alliance 90). Aucun député du PDS, seul Parti à s'être opposé à la réunification, n'a évoqué 1989.

L'événement 1989 est évoqué sous plusieurs formes. 1989, c'est d'abord une journée : 10 députés parlent de 1989 en désignant spécifiquement le 9 novembre, jour de la chute du Mur. Le député CDU Heribert Scharrenbroich va même jusqu'à n'employer que l'expression « 9 novembre » pour désigner ce qui s'apparente clairement à ce qu'on entend ordinairement d'un « événement » dans sa dimension brève et factuelle. 1989, cela peut être également une « saison ». Dans huit discours, l'événement s'étire du début de l'été au 9 novembre compris. L'événement a alors une forme différente : il a plus d'épaisseur. Le 9 novembre n'est plus un surgissement inattendu de l'Histoire dans un espace frappé de convulsions soudaines, il apparaît plus comme l'aboutissement de tout un processus commencé plusieurs mois auparavant à Berlin comme dans toute l'Europe de l'Est. Il suggère également le rôle mineur de la République fédérale dans ce processus. Enfin, le recours à 1989 fait intervenir une autre dimension, celle de la réification. Dans cette manipulation de type tautologique, 1989 finit par désigner de façon implicite l'ensemble des événements « allemands » de la période qui sont significatifs dans le processus

de décomposition du système communiste en général, et de la RDA en particulier. Parler de « 1989 » ou simplement de « 89 » comme on parle souvent de « 68 » en France, c'est évoquer sans avoir à le préciser la fin d'un ordre et l'avènement d'un nouveau. De ce point de vue, 1989 est semblable aux 1989 mobilisés dans les débats publics des pays de l'Est voisins comme la Pologne et fonctionne comme un acronyme. C'est en fait, quatrième formule, lorsque les députés désignent la séquence « 1989-90 » qu'ils donnent une coloration allemande à la mémoire. C'est cette formule dont fait usage le ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher (FDP). De même, Konrad Elmer (SPD) dit notamment : « Nous espérons qu'avec la *Wende*⁷ et l'unité allemande, une juste compensation reviendrait pour les nombreuses années d'oppression. » Le changement d'échelle temporelle s'accompagne d'un saut d'échelle spatiale puisque les événements incluent alors implicitement la RFA et son action spécifique dans la réunification. Il implique surtout l'idée de l'unité des mémoires autour des deux événements majeurs de la période mentionnée.

Les députés ne se contentent pas de qualifier l'événement mais l'interprètent également. D'une manière générale, ils voient en 1989 un moment particulier et insistent sur sa valeur d'événement exceptionnel avec une charge émotionnelle forte. Ils mettent parfois en miroir la chute du Mur et la question de l'unité du pays pour regretter combien ils restent divisés sur la question de la capitale, 18 mois seulement après le 9 novembre. Ainsi Erwin Marschewski (CDU) affirme : « Le 9 novembre 1989 a été le moment le plus émouvant de ma vie politique : il a prouvé qu'une révolution pacifique nous a conduit à l'écroulement du mur désastreux qui nous séparait. » Cet événement apparaît comme fondateur et permet de relativiser toute autre considération. La députée Gisela Babel (FDP) parle ainsi de l'événement 1989 : « Après la démolition du Mur dans la nuit du 9 novembre 1989 à Berlin, après les efforts engagés et passionnés de nos politiques [...] pour l'unité allemande, j'entends ici ou là les premières paroles des familles ou des membres du personnel

dans les cantons de Bonn se plaindre à haute voix et dire combien cela serait terrible si Bonn perdait sa fonction de siège du gouvernement et du parlement : je ne peux pas les prendre au sérieux. » C'est un peu comme si l'événement 1989 correspondait à une accélération de l'histoire, comme l'exprime le député SPD Stefan Schwarz : « Il y a eu au moins autant d'histoire entre 1989 et 1991 que dans les vingt-cinq années passées. »

De nombreux élus voient en 1989 le début d'une période nouvelle, notamment en ce qui concerne la manière de faire de la politique. Les enjeux et les représentations sont présentés comme complètement différents. Hans-Dietrich Genscher explique par exemple que « rien ne redeviendra comme avant, à l'Ouest comme à l'Est ». De même, le député Franz Möller (SPD) affirme : « Ce débat et les controverses publiques des dernières semaines sur le site du parlement et du gouvernement ont montré plus clairement, et aussi plus douloureusement, que la politique en Allemagne après les événements de l'automne 1989 avait changé. » Dans le premier cas, il s'agit de mettre en évidence que l'époque a changé et qu'il faut prendre une décision qui engage le pays dans le long terme et dans des conditions nouvelles. Chez Möller, partisan de Bonn, on sent plutôt une pointe de nostalgie du passé.

1989 peut être au contraire synonyme dans le discours des élus de la fin d'une époque, d'un aboutissement, celui des quarante années pendant lesquelles l'Allemagne était constituée de deux États souverains, avec deux capitales distinctes. Ainsi, Gerd Wartenberg (SPD) explique que « Bonn a mené la République fédérale d'Allemagne pendant quarante ans. Mais quand on veut parler de l'après 9 novembre, et dire que l'on peut juste continuer comme pendant ces quarante dernières années, cela ne tient pas. » Cet argument est plutôt porté par ceux qui se prononcent pour un déplacement des institutions à Berlin, pour justement mettre en lumière que l'ère de Bonn était liée aux conditions particulières imposées par la guerre froide et qui ne sont donc plus d'actualité. De même, afin de démontrer la crédibilité de Berlin comme capitale historique, Klaus Röhl (FDP) explique que son

histoire est faite de « grands et de petits événements : du 20 juillet 1944 jusqu'au blocus de 1948/1949, en passant par le 17 juin 1953 jusqu'en octobre et novembre 1989 ».

Enfin, dans leurs interventions, certains élus construisent l'événement 1989 comme une simple étape dans un processus, au même titre que la réunification ou le débat de la capitale. À la manière de Röhl, Wolfgang Schaüble (CDU) égrène aussi des dates pour faire de Berlin un symbole de liberté et va « du pont aérien en passant par le 17 juin 1953, la construction du Mur en août 1961 jusqu'au 9 novembre 1989 et au 3 octobre [la réunification] l'année passée ».

L'intérêt de ce débat ne consiste pas seulement, on l'aura compris, à trouver un lieu possible pour accueillir les institutions et les emplois liés à la fonction de capitale, mais bel et bien à la consécration du lieu le plus propice pour incarner la nouvelle République fédérale. Les partisans de Bonn reconnaissent le rôle de l'« événement 1989 », même s'ils l'évoquent moins. Le député Wolfgang Mischnick (FDP) fait de 1989 aussi un événement bonnois en exprimant son émotion lorsqu'au soir du 9 novembre l'assemblée s'était levée pour chanter l'hymne national. Si le camp berlinois est plus prompt à évoquer 1989, c'est parce que Berlin se conçoit facilement comme le ciment de l'unité allemande. Cette dernière n'aurait pu avoir lieu sans la chute du Mur, ni, surtout dans l'esprit des Allemands de l'Est, sans les mouvements de protestation au cours des semaines précédentes. Cependant, Berlin est également décrit de manière récurrente comme une ville ayant, dans la continuité, incarné le pouvoir des régimes autoritaires. Insister sur l'événement 1989 permet de ne pas montrer Berlin seulement comme la ville des malheurs de l'Allemagne mais comme une vraie capitale historique. Avec l'année 1989, les représentations sur le passé de Berlin sont bouleversées et la mémoire collective liée à la ville devient soudainement positive, porteuse de l'idée d'unité, même si évidemment cet imaginaire peut différer à l'Ouest et à l'Est.

Le « débat de la capitale » de 1991 apparaît très important et met en lumière une fois de plus combien la société allemande est

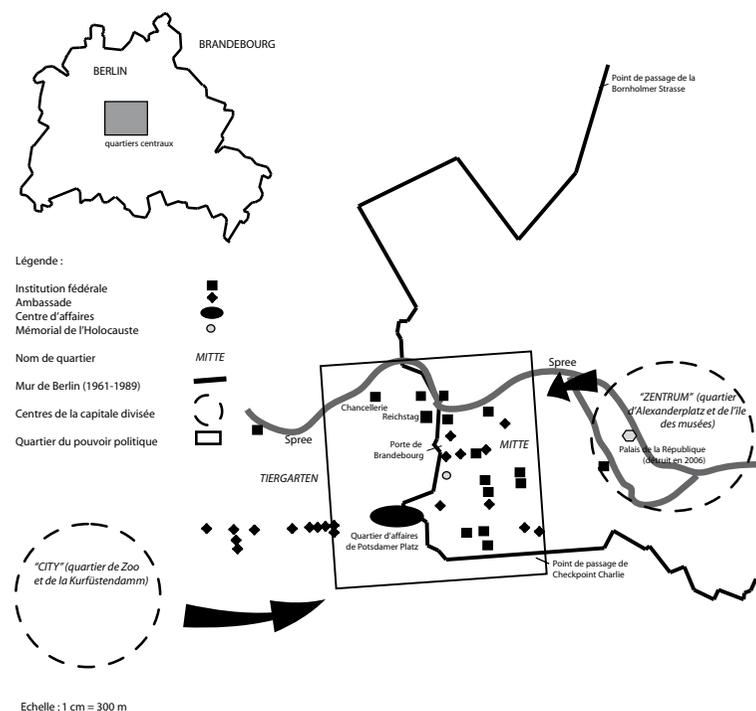
déchirée sur la question berlinoise. Il préfigure également les tensions inhérentes à la restructuration de la ville dans les années 1990 et 2000, et en particulier à l'aménagement des espaces destinés à l'accueil des institutions gouvernementales, autrement dit, des attributs propres à une capitale.

Aménager Berlin après 1989

À Berlin, les urbanistes et les décideurs se heurtent au lendemain de la réunification à deux problèmes. Ils doivent réhabiliter les quartiers orientaux et réunifier deux parties de la ville à l'urbanisme radicalement différent. Par ailleurs, ils doivent, tout en améliorant la vie quotidienne des Berlinoises, faire de Berlin une métropole capable d'attirer des investisseurs et une capitale politique crédible.

Berlin a été coupé en deux pendant quarante ans et les logiques de recomposition urbaine ont conduit à un schéma territorial original, où deux hémisphères se sont développés indépendamment l'un de l'autre. Chacune des moitiés de la ville s'est donc dotée d'un nouveau centre puisque la zone du Mur, qui constitue le centre géographique, était devenue répulsive voire interdite. À l'Ouest, on a vu apparaître une « City » autour de la Kurfürstendamm et de la gare du Zoo. À l'Est, un « Zentrum » a émergé autour des magasins de l'Alexanderplatz et de la Tour de télévision. L'espace au centre des enjeux urbains dans les années 1990, et particulièrement dans la construction des nouveaux bâtiments abritant le pouvoir politique, est celui qui se trouve au centre géographique de la ville, dans un rectangle dont les côtés sont formés par le Tiergarten, la Spree, la Friedrichstrasse et la Leipziger Strasse. On y trouve entre autres le Reichstag, la porte de Brandebourg, la Pariser Platz ou encore la Potsdamer Platz. Ce grand quartier qui s'étend en bande du nord vers le sud était précisément traversé sur toute sa longueur par le Mur. Il s'agit désormais d'investir cet espace afin de pouvoir relier par l'urbanisme les deux côtés de la ville et donc de conférer au centre des attributs identitaires communs à l'Ouest et à l'Est.

Berlin après 1989 : réinvestissement du centre par le pouvoir politique



D'autre part, la restructuration urbaine de Berlin est profondément empreinte des représentations collectives qui traversent la société allemande vis-à-vis du passé. Il paraît ainsi possible d'appliquer aux années 1990 la réflexion de Peter Reichel, formulée en référence à l'après Seconde Guerre mondiale : « Sortir de l'ombre du passé, c'est ce qu'ont tenté les deux États successeurs du Reich grand-allemand. Ils l'ont aussi fait dans l'aménagement de leurs villes et dans le traitement qu'ils ont réservé aux bâtiments « compromis », notamment à Berlin⁸. » Ainsi, la volonté ferme d'une rupture avec le régime est-allemand interdit toute réutilisation des anciens bâtiments à usage politique de la partie

orientale pour accueillir le parlement et les différents ministères suite au vote de 1991. En fait, certains bâtiments ont quand même été réinvestis, provisoirement pour quelques-uns, de manière pérenne pour d'autres, à l'instar de l'actuel ministère fédéral des Affaires étrangères. Mais, dans l'ensemble, on assiste à un réinvestissement des nombreux terrains disponibles dans cet immense espace central et vide par les nouvelles institutions fédérales. Leur localisation permet de symboliser dans la pratique politique l'unité entre les deux parties de la ville, et par là les deux parties de l'Allemagne. Sur le plan mémoriel, cet espace est donc à la fois le résultat des libertés gagnées par l'écroulement du Mur et celui du défi de la réunification. Les années 1989 et 1990 ont marqué l'espace urbain de manière différente et les enjeux de mémoire sont distincts d'un lieu à l'autre.

Il est possible de vérifier cette hypothèse à la lumière de la construction du nouveau quartier gouvernemental. Les principaux bâtiments érigés ou restaurés en vue d'une pratique politique implantée à Berlin ont été inaugurés entre 1999 et 2002, soit peu ou prou une décennie après la chute du Mur. On remarque que se superpose alors peu à peu à l'empreinte spatiale de «l'événement 1989» celle de «l'événement 1990», à savoir la réunification.

L'inauguration du Reichstag et la commémoration du dixième anniversaire de la chute du Mur montrent que si on n'oublie pas complètement l'«événement 1989», celui-ci n'est pas exempt d'ambiguïtés et peut être occulté par l'allusion à d'autres époques. La restauration du Reichstag, le parlement historique de Berlin, construit à la fin du XIX^e siècle, en est un bon exemple. Celui-ci se trouve non loin de la porte de Brandebourg, située à Berlin-Ouest mais accolée au Mur. Choisi pour abriter le Bundestag, il est restauré par l'architecte Norman Foster et inauguré en avril 1999. Ce bâtiment avait été le lieu des festivités pour la réunification en 1990. Mais nulle trace en revanche de l'événement 1989. En tant que lieu de la représentation nationale, il est d'emblée associé à l'unité allemande et non à la Révolution pacifique des citoyens de RDA, et donc à la chute du Mur. Ainsi, Wolfgang Thierse,

alors président du Bundestag, cité le 20 avril 1999 dans un article du *Monde*, «compte faire du Reichstag un symbole de l'unité allemande»⁹.

Ce décalage entre la mémoire de 1989 et celle de 1990 à propos du Reichstag n'est pas nouveau en 1999. Comme le souligne Gustav Seibt, «les cérémonies de la réunification, le 3 octobre 1990, ne furent délibérément pas organisées à la porte de Brandebourg, mais concentrées sur le siège du parlement, le Reichstag»¹⁰. De même, comme le suggère le journal *Le Monde*, l'inauguration du Reichstag est aussi le début d'une nouvelle période politique, celle que le philosophe Jürgen Habermas a appelée la «République de Berlin»¹¹. L'hebdomadaire *Der Spiegel* publie un argument proche, également en 1999: «À Berlin, les Allemands peuvent grimper sur le toit au-dessus de leurs représentants. De là, et de la vue sur les monuments historiques et les chantiers gigantesques des alentours, ils sont toujours plus nombreux à ressentir un sentiment incertain de renouveau et de fierté. Déjà, la coupole [construite sur le toit du bâtiment] dans le méandre de la Spree est devenue le symbole de la République de Berlin¹².» Si le Reichstag nouvellement restauré apparaît donc plutôt comme un lieu de 1990, tourné vers le futur, il est aussi pour beaucoup d'Allemands de l'Est le symbole d'une politique ressentie comme à l'avantage des Allemands de l'Ouest.

Sur le plan architectural, il convient également d'évoquer la construction de la Paul-Löbe-Haus, adjacente au Reichstag et inaugurée en 2002. Ce bâtiment abrite des bureaux des députés et il a la particularité de présenter une forme rectangulaire qui s'étend sur la rive gauche et la rive droite de la Spree. Au niveau de la rivière, un passage suspendu relie les deux parties du bâtiment. Là encore, la représentation nationale choisit une architecture qui évoque l'unité puisqu'à cet endroit-là le Mur suivait le quai de la Spree. De même, d'autres bureaux pour les députés se trouvent dans un immeuble situé dans la Dorotheenstrasse, donc à l'est de l'ancien Mur. Pour rejoindre le Reichstag situé à l'ouest, les élus peuvent utiliser un tunnel reliant les deux bâtiments. Par le

haut ou par le bas, l'architecture dans le quartier gouvernemental s'assume comme étant aussi un symbole d'unité entre les deux parties de la ville.

En miroir au Reichstag dont la restauration serait, comme nous venons de le voir, plus héritière de la réunification de 1990 que des événements de 1989, il est intéressant d'étudier les commémorations qui ont eu lieu en 1999 à l'occasion du dixième anniversaire de la chute du Mur. Celles-ci se sont déroulées autour de la porte de Brandebourg, soit à quelques dizaines de mètres à peine du bâtiment du Bundestag. L'événement semble cependant avoir été boudé par la population, et particulièrement par les habitants de Berlin-Est et des nouveaux Länder. Le journal *Le Monde* parle d'une fête « sans émotion ». « En ce soir du 9 novembre, poursuit-il, guère plus de 30 000 personnes sont venues célébrer l'événement [...]. Bien moins que les cent mille attendues par les organisateurs et des centaines de milliers de Berlinoises en liesse qui fêtaient ensemble leurs retrouvailles il y a dix ans¹³. » Boris Grésillon évoque également l'événement du 9 novembre 1999 et souligne la désertion des Allemands de l'Est de la commémoration d'une Révolution dont ils avaient eux-mêmes été les acteurs. Selon lui, « le fait que la classe politique de l'Ouest non seulement s'approprie l'événement mais surtout en écarte les véritables acteurs s'avère pour de nombreux intellectuels est-allemands proprement inadmissible¹⁴. Pour preuve, Wolfgang Thierse était pratiquement le seul homme politique invité à être d'origine est-allemande, et la manifestation avait copieusement ignoré des acteurs importants des événements de 1989 en RDA. En réaction, poursuit-il, des habitants de l'est de Berlin proclament leur désaccord sur l'Alexanderplatz, dans le « Zentrum ». Il y a donc bien un conflit entre mémoires qui se joue car selon lui, les Allemands de l'Est pensent qu'ils « ont fait l'histoire il y a dix ans mais que ce ne sont plus eux qui l'écrivent aujourd'hui » et ce conflit se lit dans une dimension spatiale entre les différentes parties de la ville.

Le réaménagement de Berlin, surtout en vue de l'accueil de structures aussi symboliques qu'un quartier gouvernemental, est forcément empreint de références à la mémoire collective. Cela

est renforcé par le fait qu'à Berlin sont concentrés des lieux clés de l'histoire contemporaine allemande. Cette dimension mémorielle des lieux en Allemagne a fait l'objet en 2001 de l'ouvrage intitulé *Deutsche Erinnerungsorte*¹⁵, coordonné par les historiens Etienne François et Hagen Schulze, et qui prend la forme d'une recension des « lieux de mémoire » allemands sur le modèle des volumes publiés par Pierre Nora en France¹⁶. De larges extraits traduits en français ont depuis été publiés¹⁷ et retiennent quatre « lieux » de mémoire situés dans Berlin que sont le Palais de la République, le Mur, le Reichstag et la porte de Brandebourg. Chacun d'entre eux a dans son histoire, à des degrés divers, un lien avec l'événement 1989.

L'histoire du Mur de Berlin, qui était long de 155 km, ne se réduit pas au centre de la ville, c'est-à-dire à l'espace situé entre la gare de Friedrichstrasse, la porte de Brandebourg et Checkpoint Charlie. Le soir du 9 novembre 1989, le premier poste frontière qui a été ouvert ne se trouvait pas dans cette zone mais quelques kilomètres au nord, au pont de la Bornholmer Strasse. L'imagerie la plus répandue sur cette soirée est pourtant celle de la porte de Brandebourg, avec la foule agglutinée sur le Mur. En catalysant sur elle l'image de l'ouverture du Mur, la porte de Brandebourg, qui jusque-là était plus associée à des époques moins glorieuses (passage de Napoléon en 1806, manifestations nazies, bombardements de 1944 et 1945) est devenue l'un des lieux emblématiques des événements de 1989. Comme l'écrit G. Seibt à propos des représentations empreintes d'émotion qui circulent autour de ce monument, « cette signification œcuménique, la porte de Brandebourg la conservera : dans cette nuit du 9 au 10 novembre 1989, elle fut rebaptisée »¹⁸.

À l'image de la porte de Brandebourg, de véritables lieux de l'événement 1989 émergent donc dans Berlin, incarnant une charge affective, au centre de l'espace qui devient le nouveau quartier gouvernemental. À l'inverse, le Palais de la République, situé à l'est, centre du pouvoir est-allemand, où les dernières et décisives évolutions de la moribonde RDA se sont jouées au

cours de cette même année 1989, s'éclipse peu à peu dans la ville. Ses portes sont fermées dès la réunification pour cause de présence d'amiante dans les murs. Il sera finalement démembré suite à une décision du Bundestag en 2006. Au final, ne serait donc lieu empreint des événements de 1989 que ce qui se trouve dans le quartier central et nouvellement gouvernemental.

1990 aurait ainsi symboliquement occulté 1989. Le 3 octobre est devenu fête nationale et pas le 9 novembre, il est vrai terni par la Nuit de Cristal de 1938, le putsch de la brasserie de 1923 et la chute du dernier Hohenzollern en 1918! Autrement dit, si la chute du Mur n'est pas oubliée, elle semble de plus en plus évacuée du réaménagement urbain, au profit d'une réunification triomphante. Elle est souvent interprétée par les Allemands de l'Ouest comme une simple répétition avant l'unité allemande. Les Berlinoises et les Allemands de l'Est qui ont pourtant été les acteurs de 1989 semblent avoir de plus en plus de difficultés à s'approprier cet événement et à influencer sur les territoires où se sont pourtant déroulés les faits historiques.

Ainsi, il apparaît que dans Berlin, les époques se confrontent plus qu'elles ne se superposent dans la ville. Ce qui apparaît pour les événements des années 1989-1990, l'est également lorsque l'on étend la réflexion à d'autres périodes comme celle précédant la Seconde Guerre mondiale.

Berlin et le conflit des mémoires

La restructuration de Berlin après la réunification a eu pour conséquence le réinvestissement des quartiers centraux par les institutions fédérales. Si la symbolique de l'unité est mobilisée pour justifier ces choix dans les discours, il n'en reste pas moins que d'un point de vue topographique, il s'agit souvent d'un retour du pouvoir politique dans des lieux proches de ceux occupés avant 1945. C'est pourquoi, l'importance des représentations mémorielles dans les choix de localisation de Berlin et des discours qui leur sont attachés n'est plus à démontrer. Cependant, les choix qui sont opérés témoignent d'un rapport très complexe à

la mémoire, ou plutôt aux mémoires plurielles de Berlin. On peut rappeler à ce titre la polémique qui s'exprime en 1998 et 1999 dans la revue *International Journal of Urban and Regional Research* entre d'une part Peter Marcuse, spécialiste de l'Allemagne, et d'autre part le sociologue Hartmut Häußermann et le géographe Scott Campbell. Dans un premier article¹⁹, P. Marcuse lance un pavé dans la mare en dénonçant un hiatus entre le construit, l'urbanisme, ce qu'il appelle le «*fact*», et la dimension symbolique, le sens, pour lequel il emploie le terme «*meaning*». Selon lui, la restructuration de Berlin revient à concentrer dans un même quartier la puissance économique et politique dont il dénonce la proximité (et pour lui l'évidente connivence) alors que celle-ci avait précisément été un des ferments du paysage urbain à l'époque nazie. Le fait d'édifier au même endroit un monument aux victimes juives de l'Holocauste paraît selon lui totalement hors de propos et constitue le résultat d'un «*devoir de mémoire*» forcé, que Tzvetan Todorov appellerait «*abus de mémoire*»²⁰. Marcuse dénonce également le fait que la dimension symbolique des projets des urbanistes permettent à ces derniers d'imposer à la ville de Berlin la construction d'un tissu urbain où s'affichent le gigantisme et la richesse, afin d'attirer des investisseurs internationaux, tout en en écartant les Berlinoises.

Insistant sur la signification en soi mais aussi spatiale du mémorial aux victimes juives de l'Holocauste, Marcuse explique que le lieu a été choisi par commodité (rien n'était construit à cet endroit) mais qu'il est assez central pour s'imposer à chaque visiteur sans cependant être directement sous les fenêtres des politiques. Campbell, de son côté²¹, lui répond que l'Allemagne a besoin à la fois de donner des mémoriaux aux victimes et en même temps d'assumer sa honte et sa responsabilité, «*[to] express shame as well as sorrow*»²². Selon lui, c'est pour essayer de respecter cet équilibre que ce mémorial a été construit. Concernant la proximité entre le quartier gouvernemental et le quartier d'affaires de Potsdamer Platz, Häußermann répond que l'arrivée des grands groupes à Berlin n'est en rien un problème et que l'investissement de grands projets par des capitaux privés est le propre

de nombreuses villes dans le monde²³. Cela ne remet aucunement en cause les efforts considérables menés par la politique allemande pour assumer les crimes de la Seconde Guerre mondiale et prendre des mesures pour rendre le retour du fascisme impossible.

La question de la destruction du Palais de la République est également présente dans ce débat et donc l'héritage, non plus de la période nazie, mais du régime est-allemand. Pour Marcuse, il apparaît clair que c'est par hostilité envers l'héritage de la RDA que le Palais de la République est voué à la démolition alors que ce dernier était un lieu ouvert à la population, construit par réaction au stalinisme par le pouvoir législatif au sein du Parti communiste et que le centre réel du pouvoir se trouvait au Comité central qui abrite aujourd'hui le ministère fédéral des Affaires étrangères. Pour Haüßermann, l'argument n'est pas recevable puisqu'en ce qui concerne la RDA, on ne peut pas séparer le pouvoir législatif du pouvoir exécutif. Aucun des deux n'est librement élu par le peuple, et par conséquent, dans l'esprit de beaucoup, surtout à l'Est, le Palais de la République est l'incarnation de ce que l'on ne veut surtout plus voir.

Cette polémique sur la restructuration de Berlin dans les années 1990 ne fait pas appel explicitement aux événements de 1989 mais montre que les aménagements des quartiers centraux ne peuvent être lus sans la prise en compte d'autres époques. En particulier le national-socialisme joue un rôle de repoussoir alors qu'il constitue le dernier moment à voir Berlin unifié incarner le pouvoir politique et économique en Allemagne. C'est pourquoi le retour à Berlin des institutions fédérales n'est pas seulement, sur le plan mémoriel, l'aboutissement d'un processus entamé par les événements 1989 des citoyens de RDA, mais aussi le retour du pouvoir dans une capitale historique au passé très controversé. Ainsi, l'événement 1989 n'apparaît que comme un héritage historique parmi d'autres.

Les ambassades qui ont suivi les institutions fédérales à Berlin ont également fait des choix de localisation complexes qui font appel tout autant que les lieux du pouvoir politique allemand à une dimension symbolique fondée sur la mémoire, et souvent

celle des événements de 1989 et de 1990. La nouvelle ambassade américaine en Allemagne, inaugurée le 4 juillet 2008, en présence de la chancelière fédérale Angela Merkel et de George Bush, président des États-Unis au moment de la chute du Mur et de la réunification, constitue un exemple très intéressant de choix topographiques réfléchis et intégrés aux discours. Ce bâtiment présente ses façades juste à côté de la porte de Brandebourg (située avant 1989 tout près du Mur, du côté est) sur la Pariser Platz, non loin du quartier gouvernemental. Parallèlement à l'ouverture de ses nouveaux bureaux, le service diplomatique américain édite des affiches pour promouvoir l'événement. L'une d'elles présente le président Ronald Reagan devant la porte de Brandebourg en 1987 prononçant son fameux « *Tear this wall down!* »²⁴. Cette affiche présente un épisode célèbre de la diplomatie germano-américaine qui a lieu à l'endroit même où est construite la nouvelle ambassade. Elle fait donc appel à la mémoire du Mur et implicitement à sa chute (donc 1989), comme si l'ambassade d'aujourd'hui était l'héritière de cette époque, comme si l'histoire diplomatique entre l'Allemagne et les États-Unis se résumait à la confrontation des blocs pendant la guerre froide et à la lutte contre le pouvoir communiste de RDA. Or, dans les faits, il n'en est rien puisque cette ambassade reprend l'emplacement exact qu'elle occupa entre 1930 et 1941. Détruite pendant la guerre, le terrain fit partie du no man's land durant la guerre froide et est laissé à l'état de terrain vague. Les États-Unis installèrent une ambassade à Berlin-Est, à trois cents mètres de là, qui fut par la suite réutilisée après le déplacement des institutions fédérales.

La question n'est pas ici de trancher les raisons pour lesquelles les États-Unis décidèrent de déplacer après la réunification leur ambassade dans Berlin vers la Pariser Platz, qui fait partie de ces « lieux-mémoire » de 1989 puisqu'elle s'ouvre sur la porte de Brandebourg. Il s'agit plutôt de pointer le fait suivant : la campagne de communication américaine s'est attachée, afin de promouvoir la localisation de la nouvelle ambassade, à mettre en avant l'image du Mur, celle de 1989, plutôt que celle plus négative des années 1930.

Dans le discours qu'elle prononce à l'occasion de l'inauguration du bâtiment, la chancelière Angela Merkel évoque plusieurs époques²⁵. Aucune évocation des relations entre les deux pays avant la guerre, ne serait-ce que pour parler du précédent bâtiment, ne vient ternir le discours. On passe sans transition de 1776 à l'après 1945. Par contre, la Chancelière reconnaît que la localisation de l'ambassade à cet endroit est un «*Rückkehr*» (un retour, un «come back»), mot qu'elle utilise à deux reprises. L'année 1989 apparaît deux fois mais la seconde renvoie à une visite officielle de George Bush en RFA et non véritablement aux événements est-allemands. À l'inverse, plusieurs passages évoquent la réunification et le rôle qu'ont joué les États-Unis à la fin de la guerre froide. «C'est pourquoi le retour de l'Ambassade américaine sur cette place, près de ce monument chargé d'histoire [la porte de Brandebourg], le symbole de l'unité allemande, est un moment si particulier et si émouvant pour les hommes et les femmes de notre pays» explique la Chancelière. Faire référence à la fin de la guerre froide, souvent considérée comme gagnée par le camp occidental, à la chute du Mur (plutôt qu'aux événements d'octobre 1989) et à la réunification permet de justifier l'installation de l'ambassade à cet endroit et donc de ne pas insister sur le fait qu'il s'agit bien d'un retour dans le cœur du quartier du pouvoir tel qu'il s'organisait avant-guerre.

La nouvelle ambassade américaine n'est pas un cas isolé d'un choix topographique justifié plus ou moins facilement dans des discours. D'autres États ont choisi de déplacer les bureaux de leur ambassade pour leur faire reprendre la place qu'ils occupaient autrefois. C'est le cas également des représentations diplomatiques de la France et du Royaume-Uni, qui se réinstallent aussi à proximité immédiate de la Pariser Platz. Les quatre puissances qui ont occupé militairement l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale ont aujourd'hui leurs ambassades à l'endroit exact où celles-ci se trouvaient durant la période nazie. Mais curieusement, elles sont aussi très rapprochées les unes des autres, à quelques mètres du Reichstag et de la porte de Brandebourg, deux lieux chargés de la mémoire des années 1989 et 1990. Cela

paraît proprement anachronique dans la mesure où le passage des institutions de Bonn à Berlin est l'aboutissement d'un processus entamé en 1989 d'indépendance de plus en plus grande de l'Allemagne en matière de politique intérieure et extérieure. Cependant, force est de constater que la notion de mémoire à Berlin ne concerne pas uniquement l'Allemagne. Les ambassades de l'Italie et du Japon, qui avaient été construites sous les nazis pour leurs alliés militaires dans un quartier plus tard situé à Berlin-Ouest, ont été reconstruites à l'identique et sur les mêmes terrains dans les années 1990. L'Autriche, dans un style architectural très différent d'avant-guerre, a réinstallé son ambassade dans la rue qu'elle occupait avant l'Anschluss. L'Espagne a repris un terrain situé à 200 mètres seulement de son ambassade d'avant-guerre. À l'inverse, la Russie a conservé l'ambassade monumentale qu'elle possédait sur l'avenue Unter den Linden. Ce bâtiment a gardé sa fonction sans discontinuer depuis le début du xx^e siècle, sauf entre 1941 et 1945, même s'il semble être un héritage incongru et constituer l'exception qui confirme la règle.

La géographie des bâtiments incarnant le pouvoir politique reprend en partie la répartition spatiale des institutions d'avant-guerre. Le quartier central, constitué en majorité de l'ancien *man's lands* réutilisé lors de la restructuration de Berlin, constituait avant-guerre le centre névralgique de la ville. La Potsdamer Platz était l'un des espaces les plus vivants de la capitale. De même, le quartier gouvernemental se trouvait également dans la partie centrale de la ville, dans la moitié ouest de Mitte, notamment le long de la Wilhelmstrasse. Cette dernière rue rassemblait avant l'arrivée des nazis déjà une grande partie des ministères ainsi que le siège du ministre-président de Prusse. Le régime national-socialiste l'a largement investi en y installant son ministère de la Propagande et en y construisant son imposant ministère de l'Armée de l'air, ainsi que la gigantesque chancellerie du Reich. Dans le Berlin d'aujourd'hui, le ministère des Finances réutilise les murs de l'ancien ministère de l'Air occupé par Hermann Göring, et entre-temps utilisé par plusieurs ministères en RDA. Le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture a déménagé

dans l'immeuble restauré de l'ancien siège du ministre-président de Prusse alors que l'actuel ministère du Travail et des Affaires sociales occupe l'ancien ministère de la Propagande de Joseph Göbbels. Autrement dit, la répulsion du quartier situé autour de l'île des musées et du Palais de la République, occupés par les autorités de la RDA, a en fait conduit les gouvernements Kohl et Schröder à recentrer le pouvoir politique sur les lieux occupés avant-guerre.

Le « débat de la capitale » de 1991 préfigure les polémiques et les difficultés à démêler la question de la mémoire collective quand il s'agit de définir la capitale allemande. Cependant, il apparaît que « l'événement 1989 » a contribué à faire de Berlin une capitale historique pour l'Allemagne, notamment en ce qu'il a permis de rompre avec l'image stigmatisante de « capitale du Reich ». À ce titre, la transformation de Berlin en capitale politique est indissociable du rôle particulier que joue dans la conscience collective la période 1989-1990 parmi toutes les autres, qui se ressent dans les modalités de réinvestissement de lieux hautement symboliques à l'intérieur de Berlin. Néanmoins, le choix de placer le nouveau quartier gouvernemental là où passait le Mur pour signifier l'unité du pays constitue une référence plus forte à l'année 1990 qu'à l'année 1989, donc plus à la réunification qu'à l'aboutissement des mouvements qui ont secoué les derniers mois du régime est-allemand ; d'où la difficulté persistante à opérer un consensus entre mémoires de l'Ouest et de l'Est. Tout se passe comme si, de plus en plus, bien que « l'événement 1989 » reste toujours l'objet d'un consensus général, sa temporalité s'évanouisse doucement dans l'histoire de la ville de Berlin.

Notes

1. Erich Honecker est secrétaire général du Parti socialiste unifié allemand (SED) et président du Conseil d'État de RDA jusqu'au 18 octobre 1989. Il est remplacé à ces deux fonctions par Egon Krenz, qui lui-même démissionne en décembre 1989.

2. Reclus Elisée, *L'Homme et la terre*, Librairie Universelle, Paris, 1905.
3. Christian Delacroix définit ainsi l'événement comme « ce qui advient, ce qui arrive à une date et un lieu précis » : Delacroix Christian, « événement », in Jacques Lévy & Michel Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 2003.
4. « Die Vollendung der Vereinigung Deutschlands. » La traduction des passages en allemand et en anglais ici et dans la suite de ce texte est proposée par l'auteur.
5. Les partis politiques sont désignés par des abréviations dans ce texte. Au cours de la 12^e législature au Bundestag qui s'étend de décembre 1990 à novembre 1994, le gouvernement est soutenu par une coalition de l'Union chrétienne-démocrate (CDU/CSU) et des libéraux (FDP). L'opposition se compose majoritairement du Parti social-démocrate (SPD) et de deux petits partis : les Verts/Alliance 90 (Die Grünen/Bündnis 90) et le Parti pour un socialisme démocratique (PDS/Linke Liste), héritier du Parti communiste est-allemand (SED).
6. Deutscher Bundestag, *Plenarprotokoll 12/34*, Bonn, 1991.
7. C'est par ce mot, qui signifie en allemand, « le tournant », que certains hommes politiques allemands parlent de la période de la Chute du Mur et de la réunification, sachant que la nature et les limites temporelles de cette expression sont souvent floues et varient selon les individus
8. Reichel Peter, *L'Allemagne et sa mémoire*, Odile Jacob, Paris, 1998 (trad.), p. 162.
9. *Le Monde*, « L'inauguration du Reichstag marque l'avènement de la « République de Berlin », 20 avril 1999
10. Seibt Gustav, « La porte de Brandebourg » in Etienne François & Hagen Schulze (dir.), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 2007, p. 753.
11. Habermas Jürgen, *Die Normalität einer Berliner Republik* (La normalité d'une République de Berlin), Suhrkamp, Francfort, 1995.
12. *Der Spiegel*, n° 34, avril 1999,
13. *Le Monde*, « Une fête sans émotion pour la chute du Mur de Berlin », 10 novembre 1999.
14. Gresillon Boris, *Berlin : métropole culturelle*, Belin, Paris, 2003, p. 268.

15. François Etienne & Schulze Hagen (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte* (Lieux de mémoire allemands), C.H. Beck, Munich, 3 tomes, 2001.
16. Nora Pierre, *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, Paris, 3 tomes, 1986-1992.
17. François Etienne & Schulze Hagen (dir.), *Mémoires allemandes*, Gallimard, Paris, 2007.
18. Seibt Gustav, *art. cit.*, p. 753
19. Marcuse Peter, «Reflections on Berlin: The Meaning of Construction and the Construction of Meaning», *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 22-2, 1998, p. 331-338.
20. Se référer à ce sujet à: Todorov Tzvetan, *Les Abus de la mémoire*, Arléa, Paris, 1998; Gensburger Sarah & Lavabre Marie-Claire, «Entre «devoir de mémoire» et «abus de mémoire»: la sociologie de la mémoire comme tierce position», in Bertrand Müller (dir.), *L'Histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricoeur*, Payot, Lausanne, p. 2005.
21. Campbell Scott, «Capital Reconstruction and Capital Accumulation in Berlin: A Reply to Peter Marcuse», *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 23-1, 1998, p. 173-179.
22. «exprimer la honte aussi bien que le chagrin», Wise Michael Z., *Capital dilemma: Germany's search for a new architecture of democracy*, Princeton Architectural Press, New York, 1998.
23. Haüßermann Hartmut, «Economic and Political Power in the New Berlin: A Response to Peter Marcuse», *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 23-1, 1999, p. 180-184.
24. «Faites tomber ce mur!»
25. Le texte du discours est disponible en allemand sur le site Internet de la Chancelière fédérale Angela Merkel: www.bundeskanzlerin.de

Roumanie
L'échec d'une «seconde Révolution»
place de l'Université (1990)
Anemona Constantin

Dans le rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, on peut lire au titre de recommandation: «La reconnaissance officielle de la Proclamation de Timișoara (de mars 1990) et de la manifestation anticommuniste d'avril-juin 1990 qui a eu lieu place de l'Université, Bucarest, comme moments constitutifs et représentatifs de la Révolution anticommuniste commencée en décembre 1989 s'impose¹.» Sur la base de ce rapport d'expertise, le 18 décembre 2006, le chef de l'État, Traian Basescu, condamnait devant les deux chambres réunies du Parlement, le régime communiste de Roumanie, ayant perduré, selon les auteurs du Rapport, de 1947 à 1989.

Ainsi, l'histoire officielle intègre la manifestation d'avril-juin 1990 en tant que prolongement de la «Révolution» de décembre 1989. Pourtant, au-delà de sa relative consécration, l'interprétation qui consiste à voir dans la manifestation du printemps 1990 le dernier épisode de la révolte populaire qui en décembre 1989 rendait effectif le renversement du régime Ceaușescu est moins consensuelle qu'il n'y paraît. Véhiculée pour la première fois pendant la manifestation de la place de l'Université, cette relecture de l'histoire récente rencontre aujourd'hui les mêmes résistances qu'à l'époque. Comment expliquer la persistance des controverses vingt ans plus tard? Les enquêtes judiciaires qui devaient permettre d'élucider les circonstances de la

répression des révoltes de décembre 1989 et d'avril-juin 1990 n'ont apporté aucun nouvel élément ni même permis de renouveler les arguments. Ces tergiversations expliquent sans doute en grande partie la résurgence régulière des polémiques. La relative fermeture du champ politique roumain après 1990 et le maintien dans des positions de décision d'un grand nombre d'hommes politiques directement impliqués dans ces événements offrent une deuxième explication pour comprendre la constance des débats. Seul à avoir changé, le rapport de force entre anciens adversaires semble aujourd'hui inversé par rapport à la période précédente. Afin de saisir les enjeux profonds de ce « passé qui ne passe pas », nous nous sommes penchés sur les différentes prises de position formulées au sujet de la « Révolution » pendant la manifestation d'avril-juin 1990 dans l'ordre de leur apparition et en fonction des intérêts qu'elles servent. La reconstitution des débats nous a ainsi révélé, qu'en dépit de son indéniable succès, l'idée que la manifestation de la place de l'Université serait une « seconde "Révolution" » était, de la même manière qu'à présent, minoritaire à l'époque. Survenue dans un contexte où les schémas traditionnels de lecture, bouleversés par les transformations en cours, semblaient inefficaces devant la nouveauté des situations enclenchées par la chute du communisme, la manifestation de la place de l'Université a représenté, non seulement un laboratoire fécond de production de signification sur le sens de l'année 1989 mais également, par sa simultanéité avec la campagne électorale, un moment fort de structuration du champ politique post-communiste.

Dirigée contre le Front du salut national (FSN), héritier autoproclamé du renversement du régime Ceaușescu, cette manifestation a polarisé pendant plus de deux mois l'attention de multiples acteurs, journalistes et hommes politiques, intellectuels réputés et porte-parole de différentes sphères syndicales ou associatives. Afin de retrouver une intelligibilité de l'histoire en train de se faire, ils ont déployé au cours de cette période d'incertitude un important « travail sur la signification de l'événement »² qui aboutit à une réévaluation des capitaux et des

formes de compétence valorisées dans la nouvelle configuration politique³. La dévaluation des ressources politiques classiques sous le régime Ceaușescu a contraint les parties impliquées dans le conflit à s'orienter vers d'autres types de capitaux. Dans ce contexte, la participation à la « Révolution » de décembre 1989 est apparue comme une ressource disponible. L'engouement avec lequel elle a été revendiquée par la plupart des acteurs collectifs nés pendant son déroulement constitue d'ailleurs un troisième élément à prendre en compte afin de comprendre la constance des polémiques autour de 1989. On n'aurait pas pu retrouver la trame de ces affrontements symboliques sans une analyse appuyée des seuls supports qui, vingt ans après, à défaut d'une enquête produite sur le moment, étaient susceptibles de garder intacte sa trace : les tracts, les pancartes, les graffitis produits par les manifestants ou la presse de l'époque et, enfin, les communiqués du gouvernement⁴. Après la présentation du contexte politique et des conditions de possibilité de la manifestation de la place de l'Université, on interrogera les enjeux des entreprises de labellisations de la « Révolution » de 1989 produites dans la dynamique de l'événement.

Bouleversement des logiques routinières et redéfinition du jeu politique

Les mois qui suivirent la chute du régime de Ceaușescu, le 22 décembre 1989, et la prise du pouvoir par le FSN⁵ sont marqués par des mobilisations multisectorielles qui affectent l'ensemble des sphères professionnelles, des ouvriers aux intellectuels, des hommes politiques aux militaires, en passant par les journalistes et les milieux universitaires. Cependant, la fragmentation de l'espace associatif et l'éclatement du cadre politique qui s'en suit⁶ témoignent moins d'une volonté de libéralisation de la part du FSN, que de la multiplication des transactions entre les divers acteurs de l'espace social, dont les perceptions se modifient sous l'emprise des changements politiques que traverse l'Europe de l'Est pendant cette période et qui clament leur droit d'exister.

Bien que ces changements aboutissent finalement à la constitution de nombreux partis et associations politiques au début de l'année 1990, les leaders FSN ont longtemps rejeté la possibilité de constituer de nouvelles organisations politiques qui, de surcroît, fonctionneraient en dehors de leur propre « mouvement », comme ils avaient baptisé le Front. L'apparition des partis « historiques » fut sous cet angle, le fruit d'une pression que les anciens prisonniers politiques exercèrent sur les dirigeants FSN afin d'obtenir les garanties légales nécessaires à la fondation de leurs propres formations⁷.

Dans ce nouveau contexte, où toute une série d'acteurs se voient reconnaître pour la première fois après quatre décennies le droit de libre association, le moment révolutionnaire est vécu dans un premier temps sur le mode d'une célébration de la liberté de parole et du pluralisme, qui deviendront des thèmes majeurs de la période. « Issues » de la « Révolution » de décembre, la plupart des associations fortement actives en ce début d'année sont créées sous le label d'« associations de victimes » tandis que d'autres disent représenter « la voix de la société civile », tels l'association 16-21 Décembre, le Groupe indépendant pour la démocratie (GID), le Groupe pour le dialogue social (GDS) ou la Ligue des étudiants de l'université de Bucarest. Ces associations sont généralement orientées vers la « décommunisation » de la société roumaine et se présentent comme « indépendantes » par rapport au pouvoir politique. Néanmoins, cette intense recomposition de l'espace militant est impulsée par une forte fluidité politique⁸. Celle-ci se caractérise par une mise en question des logiques routinières régissant le fonctionnement des différents secteurs et qui se construit en référence aux bouleversements politiques que l'année 1989 enclenche.

Pour ce qui est de l'espace politique, l'apparition de nouveaux partis politiques et la reconstitution des formations dominantes dans l'entre-deux-guerres participent conjointement à l'atomisation du paysage partisan. Fonctionnant sous le nom de partis « historiques », ces dernières sont généralement reformées à l'initiative d'anciens prisonniers politiques et de quelques

personnalités revenues d'exil après la chute du Ceaușescu. Peu après leur réactivation en janvier 1990, le Parti national paysan chrétien-démocrate (PNTcd), le Parti national libéral (PNL) et le Parti social-démocrate roumain (PSDR) s'imposent ainsi comme les principaux adversaires du FSN. En réaction aux renouvellements que connaît l'espace politique, renouvellements qui menacent de concurrencer un Front, dont les leaders déclaraient considérer le pluripartisme comme une « forme historique révolue »⁹, la direction du FSN décide de transformer ce dernier en parti politique dans la perspective des élections fixées au 20 mai 1990. La mesure rencontre des résistances au sein du mouvement et entraîne une série de défections de la part des personnalités dissidentes qui après l'avoir rejoint, dans un premier temps, le désertent maintenant et portent ainsi atteinte à sa crédibilité. Les trois partis « historiques » se rallient à ce nouveau front anti-FSN dans une déclaration commune du 24 janvier. Ils sollicitent son retrait des affaires et la création d'un nouveau gouvernement provisoire recruté uniquement parmi les représentants de la résistance anticommuniste et des participants à la « Révolution » de décembre.

Cet épisode ne représente que le début d'un différend qui se radicalise peu à peu pour culminer avec la manifestation de la place de l'Université, qui dure du 22 avril au 13 juin 1990. D'une ampleur sans précédent, cette mobilisation s'inscrit dans une conjoncture particulière, celle de la première campagne électorale libre depuis quarante-cinq ans. Imprégnée d'incertitude, cette campagne est traversée par une série de mobilisations qui se déroulent partout dans le pays de janvier à avril : des manifestations de contestation du gouvernement provisoire, des meetings de soutien aux partis politiques, des marches de commémoration des victimes de la « Révolution »... Elles témoignent d'une modification de l'espace de mobilisations dans le sens d'un élargissement, visible tant dans l'intensification des manifestations de rue que dans la diversification des identités sociales de ceux qui l'investissent. Des acteurs « atypiques », dans la mesure où ils étaient « silencieux » jusqu'ici, apparaissent pour la première fois sur la place publique pour

clamer leur droit à la parole ou pour protester contre le pouvoir politique. Parmi ceux-ci on rencontre généralement les militants des associations qui viennent tout juste de voir le jour, mais aussi ceux des partis politiques nouvellement créés et, chose rare, les intellectuels qui étaient peu mobilisés au temps de l'ancien régime. Cette opposition qui rapproche au niveau de leurs prises de position anciens détenus politiques et intellectuels dissidents conduit à la polarisation de l'espace politique. D'un côté, un versant « anticommuniste » qui réunit associations et partis « historiques ». De l'autre, un versant pro-FSN-iste qui rassemble, outre le Front, une grande partie des médias les plus influents, dont la télévision nationale alors en position de monopole et nombre de journaux, certains groupes sociaux-professionnels comme les mineurs de la vallée de Jiu ou encore d'anciennes organisations syndicales, telles la Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie. L'apparition de ces nouvelles structures et les débats qu'elles lancent témoignent de l'ouverture d'une période de redéfinition des frontières des secteurs et également des règles du jeu politique, du sens de la « Révolution » et des conséquences que le renversement du régime communiste implique.

De la manifestation à la « Révolution » le déroulement des événements, place de l'Université

Réputée comme étant la plus longue que l'histoire roumaine ait jamais connue, la manifestation de la place de l'Université de Bucarest s'étend sur cinquante-deux jours et une nuit. Ses débuts sont liés à un incident survenu le 22 avril lors d'une marche à la mémoire des victimes de la « Révolution » qui croise un meeting de soutien au « Groupe démocratique de centre », cartel de dix partis politiques en campagne électorale. Rue Dorobanti, un pot de fleur tombe du septième étage d'un immeuble et blesse grièvement un des participants au convoi. Considérant que l'accident a été « provoqué par quelqu'un d'opinion politique absolument criminelle »¹⁰, une partie des manifestants bloque alors la circulation sur la place et y passent la nuit. Ils sollicitent la

condamnation des responsables des violences de décembre et l'abolition du décret 473 qui place la télévision nationale sous le contrôle du gouvernement. L'intervention tôt dans la matinée du 24 avril des forces de l'ordre ne parvient pas à mettre fin à la manifestation. En revanche, elle suscite l'attention des journalistes qui poléminent autour des méthodes d'action utilisées. « Brutales » pour la presse proche des protestataires qui y voit une « répétition de l'histoire de décembre »¹¹, elles ont été « non-violentes »¹² selon les journaux favorables au FSN. La « manifestation de papier » qui s'organise alors, participe directement à la visibilité de la mobilisation¹³. En quête de reconnaissance dans un espace en voie de professionnalisation, les journalistes entendent prouver leur sérieux en ralliant ce qu'ils appellent la « bonne » cause. L'importation dans leurs récits de partis pris politiques non-dissimulés conduit à une polarisation du paysage médiatique qui se superpose à l'opposition manifestants-autorités. Aussi, lorsque *România liberă*, *22* et *Dreptatea* ouvrent leurs pages aux contestataires, *Azi*, *Dimineata* et *România muncitoare* reprennent et justifient les discours du FSN. Parmi toutes ces publications, seul *Express* demeure relativement neutre et donne la parole aussi bien aux autorités qu'aux manifestants. Avec l'intérêt croissant que la presse lui accorde, la manifestation entre dans une nouvelle étape. Ainsi, le 25 avril, de nouveaux acteurs collectifs investissent la place et s'impliquent activement dans l'organisation du mouvement, c'est le cas par exemple de l'Alliance du peuple, de l'association 16-21 décembre, du GID, du Front anti-totalitaire roumain ou encore de la Ligue des étudiants de l'université de Bucarest. Le 26 avril, le Balcon de la faculté de géologie s'ouvre et la manifestation dispose désormais d'une tribune permanente. À part les figures charismatiques qui y apparaissent régulièrement, comme Marian Munteanu, le leader de la Ligue des étudiants, certains dissidents ou intellectuels du GDS et plus rarement des dirigeants des partis « historiques », on y entend tous ceux qui souhaitent s'exprimer. Cette démocratisation de l'accès à une parole interdite, d'une nouveauté inouïe à l'époque, représente une des conditions de la réussite d'un mouvement qui

rassemble de plus en plus de monde, dont une large majorité de jeunes lycéens et d'étudiants. Moins nombreux, fonctionnaires et ouvriers, petits commerçants et professeurs du secondaire se côtoient sur la place et y croisent d'anciens détenus politiques et parfois même des provinciaux, venus à Bucarest, dans le but de prendre part de manière directe à la manifestation¹⁴. Pour ce qui est des « passants », ils y viennent par curiosité, pour profiter de la « bonne ambiance » ou pour assister au « spectacle » entretenu par les artistes folk ayant rejoint entre-temps le mouvement et par les protestataires « permanents » qui chantent et inventent des slogans qui amusent.

« À l'époque, j'étais étudiant en maîtrise à l'université de Bucarest. Je me trouvais donc tout près de la place de l'Université. J'étais atypique par rapport aux autres étudiants de l'époque : à la différence de la plupart de mes collègues, moi je ne faisais pas de la politique d'opposition, mais j'étais dans la direction provisoire des jeunes FSN. [...] J'étais directement intéressé par ce qui se passait (sur la place) parce que je me trouvais sur des positions opposées et en guerre avec mes collègues. [...] On était arrivés à un modus vivendi. On ne circulait plus sur le boulevard, les voitures contournaient. Pendant la journée, surtout le matin, la place était déserte, il y avait seulement quelques dizaines de personnes. Elle se remplissait vers l'après-midi lorsque les gens revenaient du boulot, puis le soir. Le balcon a été ouvert et les spectacles ont commencé... J'ai été moi-même deux fois le soir sur la place. C'était même entraînant. Il y avait de la musique, il y avait aussi beaucoup de discours politiques, mais ce qui s'y passait satisfaisait surtout ce besoin de parler de ce qui nous était arrivé, de ce que nous avions vécu, comme une tentative de conserver la mémoire, de ne pas la perdre, de nous remémorer continuellement, presque obsessionnellement ce que nous avions vécu¹⁵. »

« ... Sur la place de l'Université il y avait des élites, il y avait des ouvriers aussi, mais bien sûr, il s'agissait des représentants de ceux qui pensaient et qui ne s'étaient pas encore laissés marcher dessus par un régime comme le régime ceausiste, enfin... Donc, il y avait de tout... [...] C'était très agréable, c'était un monde au sein duquel on aimait se mouvoir... C'était une élite¹⁶. »

Un autre aspect sur lequel reviennent les témoignages et qui montre la multiplicité des facettes et des micro-actions que recouvre la mobilisation est sa dimension religieuse et commémorative. Pendant les journées de décembre, la place de l'Université avait été le théâtre d'événements tragiques, plusieurs centaines de victimes y ayant trouvé la mort sous les balles de « terroristes », pour reprendre le discours officiel qualifiant les tireurs. Une croix votive et un autel dressés sur la place abritent, quatre mois après la fin des incidents, les centaines de bougies allumées quotidiennement en hommage à ces martyrs de la « Révolution ». Comme les autres dimensions, celle-ci contribue à la longévité de la démonstration et offre un support à des motivations autres que politiques.

« Lorsqu'on est sorti du théâtre, on est restés un peu place de l'Université, pour suivre la manifestation. Un prêtre parlait contre le Patriarche, contre le communisme, d'une manière très belle et même émouvante. D'ailleurs la manifestation était très importante et à cette heure-ci, des colonnes de gens s'écoulaient des petites ruelles vers la place. Beaucoup de monde, beaucoup de curieux, des enfants, des gens âgés, beaucoup de jeunes. À un moment donné le prêtre a voulu dire une prière pour les morts, belle et différente de celles qu'on avait entendues avant. Au moment où il a commencé, tout le monde, comme s'il en avait reçu l'ordre, s'est agenouillé¹⁷. »

Devenu un véritable lieu de mémoire¹⁸, la place de l'Université représente quatre mois après le changement du régime la preuve indéfectible de la victoire contre la dictature communiste. Le choix du site, signifie en lui-même un coup tactique qui oriente très tôt les débats vers ce qui constituera l'un de leurs principaux leviers – la revendication de l'héritage de la « Révolution » et du droit de donner son sens légitime. L'apport symbolique de cet ancrage géographique s'impose très vite aux porte-parole de la manifestation, qui ne tardent pas à le convertir en ressource de légitimation pour la mobilisation qui débute. Néanmoins, la transformation du site en facteur tutélaire du mouvement ne va pas de soi et passe par un travail de signification qui emprunte la voie de la construction d'une descendance avec les participants

à la « Révolution » de décembre. À ce sujet, la presse qui se range du côté des manifestants, confère à « la résistance (de la place de l'Université) une dimension historique » confirmée par la « présence des jeunes ayant participé à la Révolution », ces « jeunes prêts à se sacrifier pour une idée [...] et qui n'ont pas peur de mourir »¹⁹. La nécessité de continuer la lutte contre le communisme est légitimée par la réaffirmation de la filiation entre le FSN. et le PCR, dont témoignerait tant la forte continuité au niveau du personnel politique que la permanence du recours à des méthodes d'action violentes, typiques d'un régime totalitaire²⁰. Les revendications gravitent alors autour d'une demande de lustration²¹ qui dans sa forme la plus radicale reprend le point 8 de la Proclamation adoptée le 11 mars à Timișoara, considérée comme l'acte fondamental de la « Révolution ». Gravé en majuscules sur une énorme pancarte qui couvre un des murs de l'université, celui-ci exige « l'interdiction pour les anciens membres de Parti et pour les officiers de la *Securitate* de se porter candidats aux trois prochaines échéances électorales ». Mais, quand bien même la principale cible des attaques est le FSN, que l'on veut empêcher de se présenter aux élections de mai, les porte-parole de la place insistent paradoxalement sur l'« apolitisme » du mouvement. Et les tentatives du pouvoir de les faire passer pour « acquis à la cause des partis "historiques" »²² s'avèrent inopportunes au regard du fait que la promotion des autres formations politiques, y compris des partis « historiques », ne figure à aucun moment parmi leurs revendications. En revanche, ce qui importe aux manifestants, c'est la prise du pouvoir par une force nouvelle, du moment qu'elle n'ait aucun lien ni affinité avec la nomenklatura. Les autres requêtes visent à la clarification des circonstances qui ont menées aux violences de décembre, au retardement de la date des élections de quelques mois afin de donner le temps aux nouvelles formations politiques de se constituer un bassin électoral, à la démission du ministre de l'Intérieur, le général Mihai Chițac, impliqué dans la mutinerie de Timișoara et à la possibilité de créer une chaîne de télévision privée au service des manifestants. Acclamées par la foule, ces demandes font l'objet de réappro-

priations diversifiées, repérables dans les textes des graffitis et des slogans – « À bas le communisme », « À bas Iliescu », « Ceaușescu sois pas triste, Iliescu est communiste », « Dommage, dommage pour le sang versé », « Liberté on t'aime, soit on vainc soit on meurt » – et sur les pancartes – « L'association des futurs prisonniers politiques », « Qui sont les vrais auteurs du génocide²³, les terroristes ou le gouvernement ? », « La fleur de notre Sécurité : la rose »²⁴, « Ouvriers et intellectuels, soutenez la Proclamation de Timișoara » – qui couvrent la place²⁵.

En guise de réponse, plutôt que de disperser les protestataires, le FSN. organise de puissantes contremanifestations²⁶, pendant que la presse pro-frontiste lance des attaques de plus en plus virulentes contre les manifestants. Le 24 avril, dans une réunion du Parlement provisoire, Ion Iliescu les traite de « voyous » [*golani*]. Le terme est repris et transformé en symbole distinctif de la manifestation. Ainsi, la « place de l'Université » s'autoproclame *Golania*, et ceux qui l'habitent, des *golani*²⁷. La réappropriation de l'injure a des vertus fédératrices au sein d'un mouvement qui n'avait pas encore trouvé les mots pour se dire. L'attitude frondeuse des contestataires équivaut à un retournement du stigmate qui leur permet, en même temps, de déjouer la stratégie de disqualification du gouvernement²⁸.

Début mai, une partie des manifestants installe des tentes de manière permanente sur la place. Cette routinisation du mouvement s'accompagne d'une territorialisation des participants selon leur degré d'implication : les protagonistes du rituel se situent au milieu et près du balcon, les intellectuels près de la Faculté d'architecture, les travailleurs et les fonctionnaires dans la zone des tentes, tandis que les participants passagers et les gitans restent à l'écart, aux alentours de la place²⁹. Relayée par la presse étrangère qui en parle de manière favorable, renforcé par l'adhésion des intellectuels³⁰ et des artistes nationaux, la manifestation se radicalise à mesure que les élections se rapprochent. vers le 30 avril la place est déclarée « zone libre de néocommunisme » et une borne kilométrique l'indique comme « le kilomètre zéro de la démocratie ». À la même période une cinquantaine de personnes

se déclarent en « grève de la faim » et sollicitent un dialogue avec les autorités ainsi que l'autorisation d'une chaîne de télévision privée. Ajournée à plusieurs reprises, la rencontre a finalement lieu, mais le dialogue échoue.

Qualifier l'événement : la manifestation de la place de l'Université, une seconde « Révolution » ?

Pour la plupart des organisations créées dans le sillage des événements de décembre, la « Révolution » représente une référence indispensable³¹. Cette référence n'est pas à proprement parler d'ordre identitaire même si, d'une certaine façon, elles lui doivent leur existence même. Elle doit plus à la très forte légitimité dont se pare la Révolution comme moment-clé de l'histoire contemporaine roumaine qui met fin à un « régime décrété mauvais » par les principales forces politiques constituées au début de 1990. Les comptes rendus favorables qu'en fait la presse étrangère et l'attention que lui accordent les représentants des États occidentaux transforment peu à peu cet événement en ressource de légitimation majeure. Son héritage fait l'objet de surenchères qui entérinent les luttes pour sa succession. Si le FSN, dont une partie des membres marquants (Ion Iliescu, Petre Roman) se sont montrés à la télévision nationale pendant les journées de décembre, se présente comme l'« émanation de la Révolution »³² et récuse toute autre origine parmi celles que ses adversaires tentent de lui assigner, un groupe comme le GDS, composé et structuré autour d'anciens dissidents et d'intellectuels réputés, dit à son tour vouloir incarner « la continuation de cette révolte »³³. Dans cette logique, la manifestation de la place de l'Université offre un nouveau terrain d'expression des rivalités. Des revendications hétérogènes, traduisant des intérêts spécifiques, sont ainsi ajustées à la critique de l'ancien régime et inscrites l'une après l'autre sur l'agenda commun des idéaux de l'année 1989³⁴. Aux aspirations des groupes éloignés socialement et professionnellement, les fluctuations de la conjoncture historique viennent s'ajouter pour enrichir la « Révolution » de

significations nouvelles, parfois improbables. Avec l'approche de l'échéance électorale un glissement s'opère au niveau du sens de décembre 1989 et de ses cibles. De moment de la lutte anti-communiste, la « Révolution » sert, à partir du mois de mai, à disqualifier les bénéficiaires du changement de régime. « FSN. = PCR », crient les manifestants, pendant que les journaux proches du mouvement titrent : « Le PCR s'est métamorphosé en FSN³⁵. » Afin de dénoncer l'amalgame fait par leurs opposants avec le PCR, le Front insiste sur la rupture avec ce dernier et avec la période qui précède la « Révolution »³⁶. La volonté de changement radical exhibée ici s'appuie sur la conception d'un temps condensé, d'un devenir divisé en intervalles éclairs, de *courte durée*, mais capable de produire des renversements profonds et qui modifient définitivement le cours de l'histoire.

Dans cette perspective, « la Révolution est un processus historique unique dans la vie d'une nation »³⁷. L'affirmation cherche manifestement à désavouer ceux qui prétendent que sur la place de l'Université se déroule une « seconde Révolution » et qui voient dans la mobilisation une occasion de réitérer décembre 1989 afin de le récupérer à leur propre compte³⁸. Le FSN. réfute cette possibilité, considérant que « les jeunes présents sur la place ne sont pas les mêmes que ceux ayant pris part à la « Révolution »³⁹, les ouvriers étant de plus totalement absents. Adeptes d'une vision de l'histoire qui confine la révolte populaire de décembre aux quelques journées qui ont fait basculer le régime Ceaușescu, le Front décrète que « les grands processus révolutionnaires sont *irréversibles* »⁴⁰. Loin de nourrir une lecture passagère ou opportuniste des bouleversements en cours, ce type de rapport au temps aura des effets conséquents par la suite sur la gestion que le gouvernement frontiste réservera au passé communiste. L'annulation du décret mettant hors-la-loi le Parti communiste dans les premiers mois de 1990, le refus de dissoudre les institutions représentatives de l'ancien régime, comme par exemple la *Securitate* qui continue de fonctionner sous le nom de Service roumain de renseignements (SRI), l'amnistie jusqu'en 1996 de tous les membres suppléants du Comité politique exécutif du PCR condamnés pour leur

participation à la répression de 1989, les protestations exprimées par Ion Iliescu après 1996 contre les peines infligées aux généraux de la *Securitate*, Victor Stănculescu et Mihai Chițac, impliqués dans la mutinerie de 1989, l'opposition à l'ouverture des archives de l'ancien régime, l'absence de réparations aux victimes du régime communiste... autant de mesures qui nous informent sur les cadres dans lesquels les membres FSN. ont inscrit, après les élections, la gestion du passé récent⁴¹. Inversement, les prises de position des manifestants sont structurées par un régime de temporalité qui, contrairement au précédent, tient pour insignifiante la portée de la «rupture» dans l'économie de l'année 1989. Ce qui y prédomine en revanche, c'est l'importance accordée aux *continuités* dans l'intelligibilité de la période⁴². Dans cette vision de l'histoire, présent et passé communiste se ressemblent au point que la «fracture» mise en exergue par les porte-parole du FSN. semble, sur la place, dérisoire, presque imperceptible. S'adressant aux protestataires depuis le balcon de l'Université, Stelian Tănase, rédacteur en chef à la revue 22, qualifie la période du 16 au 22 décembre 1989 de «contre-Révolution» et critique ainsi l'inamovibilité du personnel politique communiste⁴³. Contrairement aux autorités, les intellectuels du GDS perçoivent plus généralement la «Révolution» comme un *processus* de *longue durée* qui n'a fait que commencer avec «la fuite et l'exécution du couple présidentiel. La lutte pour la liberté est une lutte de tous les jours»⁴⁴. Les slogans scandés sur la place prolongent cette réflexion : «place de l'Université, on continue la Révolution.» *Azi* rétorque : «La Place de l'Université est devenue une anarchie *post-révolutionnaire*»⁴⁵. «Quelques jours avant les élections, les lectures se politisent et les discours se radicalisent. Par la voix de ses organes de presse, parmi lesquels la télévision nationale, le gouvernement présente les manifestants comme des «mercenaires» des partis «historiques», qui les payent pour défendre «une démocratie de type exclusiviste»⁴⁶. «Promoteurs néo-légionnaires⁴⁷ d'une nouvelle dictature et des manifestations violentes d'extrême droite»⁴⁸, les personnes réunies sur la place ignorent «le principe fondamental de vie sociopolitique promu par la Révolution : celui

de la compétence et du professionnalisme»⁴⁹, qui fait, selon ses membres, le propre du Front. Le désaccord sur ce point semble évident, lorsque les leaders du mouvement déclarent : «L'erreur fondamentale de cette Révolution à caractère anticommuniste est de ne pas avoir mis un leadership du même type. Il faut écarter la nomenklatura⁵⁰.» Trois jours seulement avant les élections, les positions se durcissent encore et la tension monte : «Il ne faut pas qu'on trahisse les idéaux de la Révolution ; la Roumanie doit choisir entre un régime dont la stabilité est garantie par ceux qui continuent de croire dans le modèle communiste [...] ou par ceux qui œuvrent pour une Roumanie moderne, pluraliste et démocratique⁵¹.» La place chante : «La dernière solution, une seconde Révolution.» Le FSN. y répond en dénonçant l'«imposture révolutionnaire⁵²», les usages abusifs de l'année 1989, et en remettant en cause le désintéressement des «manifestants professionnels [...] assoiffés de pouvoir»⁵³. Ce qui donne en outre un contenu à la «Révolution» ce sont, selon le gouvernement, les mesures concrètes prises par le Front : l'abolition de la censure, le rétablissement de la liberté d'expression et de réunion, l'organisation d'élections libres, l'encouragement de l'initiative privée. Les publications acquises à la cause des partis «historiques» et des associations, prônent au contraire, que ce qui donne réellement sens à la «Révolution» c'est le renouvellement des normes éthiques et «des principes de sélection des élites» qui passent d'une part par l'«abolition des critères politiques dans le jugement de la valeur»⁵⁴ et d'autre part par la relégation «des anciens privilégiés»⁵⁵. Le rapport à la «Révolution» est en cela, non seulement un rapport au passé, mais tout autant un rapport à un avenir placé sous les auspices de ses idéaux.

Les résultats des élections freinent l'émulation interprétative au profit d'une analyse désenchantée de la victoire du FSN. (élu avec 66 % des suffrages au Parlement) et de son candidat pour le poste de président (85 % des voix exprimées pour Ion Iliescu). Les partis «historiques» enregistrent des scores modestes (une quinzaine de sièges à l'Assemblée), tout comme les deux listes d'indépendants présentées par le GDS. Sur la place, on

s'interroge désormais sur l'opportunité de poursuivre la manifestation étant donné son faible impact sur l'issue du vote. Considérée comme étant une forme de légitimation supérieure aux autres, l'échéance électorale s'impose comme une « saillance situationnelle »⁵⁶. Elle représente le pivot de la solution institutionnelle synonyme du retour à la normale. Le triomphe du FSN, confirmé par les observateurs étrangers qui déclarent les résultats fiables, est interprété comme une défaite par les organisateurs de la manifestation qui décident le 24 mai de se retirer de la place : « La manifestation a rempli sa mission principale même si elle n'a pas atteint tous ses objectifs. Elle a réussi à prouver qu'une partie importante de notre société adhère aux principes formulés par la Proclamation de Timișoara. On considère que par rapport aux conditions créées le 20 mai, la poursuite de la manifestation n'aurait pas de sens et qu'en ce moment ces modalités de protestation doivent faire place à d'autres formes d'expression de l'opposition sans laquelle une société démocratique ne peut pas exister⁵⁷. » Cette initiative ne convainc pourtant pas l'ensemble des manifestants et 250 personnes, parmi lesquels des grévistes de la faim, décident de rester sur place. Les autorités, fortes de leur nouvelle légitimité, ordonnent le « nettoyage » de la place. Une première intervention des forces de l'ordre a lieu le matin du 13 juin. Des affrontements violents ont lieu au cours desquels plusieurs incendies éclatent aux sièges du ministère de l'Intérieur et de celui de la police générale de la capitale. L'incapacité des policiers d'empêcher ces « désordres », qualifiés par le nouveau président de « coup d'État légionnaire », sert d'argument pour justifier l'appel lancé par le gouvernement aux mineurs, priés de se déplacer à Bucarest pour porter secours à « notre jeune démocratie ». Le 14 juin, quelque 4 000 mineurs déferlent dans les rues de la capitale et frappent sauvagement tous ceux qui sont supposés avoir pris part au mouvement. Sous le commandement d'officiers en civil, ils saccagent les sièges des journaux « indépendants » et des partis « historiques » et font, selon certaines sources officieuses, plusieurs dizaines de morts. Répertoire d'action classique pour les anciens membres du Parti

communiste, l'appel aux mineurs se présente dans cette conjoncture comme une solution de sortie de crise⁵⁸. Leur intervention clôt définitivement la manifestation et déplace les controverses, de la question de la « Révolution » à celle de la violence qui caractérise la nouvelle conjoncture.

Au début des années 1990 les schèmes de pensée ne se transforment guère et les couples dichotomiques « classiques », communiste/dissident, intellectuel/nomenklaturiste puisent leurs racines dans le même stock de ressources symboliques qui nourrissait sous l'ancien régime les raisonnements des acteurs sociaux et politiques. Dans les mois suivants, la « Révolution » ne modifie pas profondément les représentations politiques qui demeurent tributaires d'un système de références où la distance au pouvoir politique communiste joue le rôle de principal repère. En revanche, sous l'apparence d'une relative libéralisation que l'année 1989 crée, la valeur de certaines ressources, comme la proximité avec la nomenklatura ou la dissidence, change et avec elle la conscience que l'arène politique ne constitue plus désormais un espace immobile, étanche à toute tentative de bouleversement. De ce point de vue, on peut dire qu'un des effets immédiatement repérables de la « Révolution » réside dans le fait que la redéfinition des règles et modalités du jeu politique devient pour la première fois pensable pour des acteurs exclus auparavant de l'exercice du pouvoir.

Même si en Roumanie la contestation de l'ordre institué par le communisme n'a pas conduit à une remise en cause de l'arbitraire de ses principes fondateurs, comme ce fut le cas en France par exemple en mai 1968⁵⁹, la « Révolution » s'est construite progressivement comme un seuil qui divise l'histoire roumaine entre un « avant » et un « après ». Ses frontières chronologiques ne se limitent pourtant pas, comme ailleurs, à la seule année 1989 et nombre d'acteurs parmi ceux qui ont soutenu la manifestation de la place de l'Université de 1990, considèrent que celle-ci en fait partie intégrante. Peu admise, cette interprétation a trouvé nombre de détracteurs, notamment dans les rangs de ceux qui à

l'époque faisaient partie de ses cibles, mais aussi parmi des universitaires qui la jugent « inadéquate », voire « exagérée » et parfois même « démagogique »⁶⁰. L'ex-président Ion Iliescu et plus généralement les membres du Parti de la social-démocratie, le Parti de la grande Roumanie par la voix de son leader Vadim Tudor comptent également parmi ses critiques les plus virulents. L'estimation du rôle du FSN, et de son « Communiqué vers le pays » du 22 décembre 1989⁶¹ dans la mise à mal du régime communiste constitue le nœud du désaccord. La visibilité accordée à la manifestation de la place de l'Université par son intégration dans un rapport officiel de l'État roumain a ainsi ravivé des débats de longue date et réactualisé des conflits jamais complètement réglés. Leur persistance, témoigne aujourd'hui de la nécessité de revenir sur le moment de leur surgissement et de réintégrer, dans une temporalité élargie, l'analyse des controverses qui, de prime abord, semblent conjoncturelles.

Notes

1. Rédigé entre avril et novembre 2006 par une équipe formée d'une quarantaine de scientifiques, d'anciens opposants politiques et de personnalités de la vie publique proches du Groupe pour le dialogue social. Ce dernier groupe, fondé le 31 décembre 1989, est la première organisation non-gouvernementale créée en Roumanie après la chute du communisme. Il se présente comme « un groupe indépendant, strictement informel qui refuse toute collaboration avec ceux ayant soutenu l'ancien régime » : cité in *22*, n° 1, 20-27 janvier 1990. Cf. Tismaneanu Vladimir, Dobrinu Dorin & Vasile Cristian (dir.), *Raport Final al Comisiei Prezidențiale de Analiză a Dictaturii Comuniste din România* (Rapport final de la commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie), Humanitas, Bucarest, 2007, p. 777.
2. Gobbille Boris, « Mai '68 », *Annales*, n° 2, mars-avril 2008.
3. « La compétence d'un agent consiste en son aptitude à mobiliser les savoirs et les savoir-faire requis pour exercer une activité de façon pertinente, autrement dit en sa capacité à maîtriser leurs usages.

- Les qualités valorisées en politique sont des propriétés sociales qui varient selon les régimes politiques et les configurations des rapports de force qui caractérisent chaque société. La compétence politique est également tributaire de croyances concernant la vie sociale en général, et le rôle des institutions politiques en particulier. » Cf. Lagroye Jacques, François Bastien & Sawicki Frédéric, *Sociologie politique*, Éditions de la FNSP, Paris, 2006, p. 135-136.
4. Notre enquête a été réalisée à partir de l'analyse de sept journaux choisis en fonction de leur tirage et de leur orientation par rapport aux événements étudiés ici, dans un souci d'avoir un spectre aussi large que possible des prises de position sur la mobilisation. Il s'agit du quotidien *Azi* [Aujourd'hui], l'organe du FSN, *Dimineata* [Le matin], *România Muncitoare* [La Roumanie ouvrière], organe de la Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie, *Dreptatea* [La Justice], l'organe du PNTcd [Parti national paysan chrétien-démocrate], *L'Express* [Express], hebdomadaire indépendant (selon le titre qui figure sur la première page), *România liberă* [La Roumanie libre, journal indépendant] (tirage : 1 200 000 exemplaires) et la revue *22* (tirage : 400 000 exemplaires), tribune du Groupe pour le Dialogue Social.
 5. « Le Conseil du front du salut national (CFSN) a été le premier organe provisoire du pouvoir étatique, ayant pour but la stabilisation de la situation politique et l'organisation d'élections libres. Parmi les trente-neuf membres fondateurs coexistaient des groupes très différents. Des membres de la nomenklatura marginalisée figurent aux côtés de collaborateurs proches du dictateur détrôné, de généraux impliqués directement dans la répression des manifestations de Timișoara et enfin des intellectuels opposants de l'ancien régime communiste. Parmi ces trente-neuf, onze personnes (presque un tiers) avaient occupé des postes à responsabilité dans l'appareil du Parti communiste roumain entre 1945 et 1989. » Cf. Grosescu Raluca, « Conversia elitelor comuniste din România în perioada de tranziție: 1989-2000 » (La reconversion des élites communistes roumaines en période de transition: 1989-2000), in « De ce trebuie condamnat comunismul » (De la nécessité de condamner le communisme), *Anuarul Institutului de Investigare a Crimelor Comunismului*, vol. I, 2006, p. 229-254.
 6. Puisque le multipartisme était synonyme de la démocratie, la multiplication des formations politiques a été encouragée au début

- des années 1990. Aux élections de 1990, «plus de 80 partis se sont disputés les 500 sièges à l'Assemblée nationale. 87 listes ou candidatures individuelles ont été présentées pour la Chambre des députés et 61 pour le Sénat.» Cf. Berindei Mihnea & Ariadna Combes, «La Roumanie, une révolution manquée?», in Pierre Kende & Aleksander Smolar (dir.), *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*, Presses du CNRS, Paris, 1990, p. 133.
7. Cf. le témoignage de Mihnea Berindei dans: Iorgulescu Mircea, *Confesiuni la sfârșit de secol* (Confessions de la fin du siècle), Editura Fundației culturale romane, Bucarest, 2006, p. 445-446.
 8. Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la FNSP, Paris, 1992, p. 39.
 9. Ion Iliescu cité dans: *La Nouvelle Alternative*, n° 17, mars 1990.
 10. Selon des participants de la mobilisation cités par le journal *România Liberă*, cf. Dumbraveanu Gheorghe, *Piața Universității* (La place de l'Université), Coresi, Bucarest, 1990, p. 8.
 11. *22*, n° 15, 27 avril – 3 mai 1990.
 12. *Azi*, 26 avril 1990.
 13. «L'analyse des représentations et des croyances dans les mobilisations passe aussi par celle du principal forum où elles sont mises en scène: les médias. Ces derniers ne sont pas un simple support sur lequel se projettent les discours des groupes mobilisés, ils sont partie prenante des interactions du mouvement social», cf. Neveu Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, p. 102.
 14. *Azi*, du 26 avril 1990 parle de 3 000 manifestants. Bien que les données dont on dispose s'avèrent par ailleurs insuffisantes, elles nous permettent de faire l'hypothèse de l'hétérogénéité de la composition socioprofessionnelle de la manifestation. Un sondage (à prendre avec beaucoup de précaution) réalisé à l'époque et publié dans *România Liberă* du 5 mai 1990 note que 40 % des participants se déclaraient «intellectuels», 25 % «ouvriers» et 15 % «étudiants», cité par Gussi Alexandru, «Construction et usages politiques d'un lieu de mémoire. La place de l'Université de Bucarest», *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. II, n° 4, 2002, p. 1066.
 15. Entretien avec L.M., chercheur à l'Institut d'études politiques de défense et histoire militaire du ministère de la Défense, Bucarest, août 2008.
 16. Entretien avec Rodica Palade, rédactrice en chef de la revue *22*, Bucarest, août 2008.
 17. Témoin non-identifié, cf. Nicolau Irina, *Piața Universității* (La place de l'Université), Nemira, Bucarest, 1997, p. 52.
 18. C'est-à-dire «une unité significative dont la volonté des hommes où le travail du temps a fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté», cf. Nora Pierre, *Les lieux de mémoire, III: Les Frances 1. Conflits et partages*, Gallimard, Paris, 1992, p. 20: Cité par Gussi Alexandru, art. cité, p. 1059.
 19. Respectivement *22*, n° 20, 1-7 juin 1990 et *Dreptatea*, 23 juin 1990.
 20. *România Liberă* du 14 juin 1990 titre «Les autorités préfèrent la violence», *Dreptatea* du 20 juin 1990 s'insurge contre «les pratiques totalitaires».
 21. On entend par lustration (en référence au rituel du même nom qui se déroulait dans la Rome antique) une opération de «purification et de réconciliation» qui a touché les administrations des pays d'Europe centrale et orientale ces quinze dernières années. Cf. Cirstocea Ioana, «Le «monde disparu» et la société «naissante». Représentations savantes de la sortie du communisme en Roumanie», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 3, septembre 2006, p. 114.
 22. «La Proclamation de Timișoara est l'émanation des partis et non pas de la Révolution», *Azi*, 26 avril 1990.
 23. Le mot a été utilisé pour la première fois lors du procès des époux Ceaușescu, en référence à la répression de la révolte populaire de 16-22 décembre 89 de Timișoara et Bucarest.
 24. Jeu de mots. «*Securitate*», en roumain signifie sécurité, mais aussi le nom de la police politique communiste. La rose est le symbole du FSN.
 25. Les textes ont été recueillis par Irina Nicolau dans Nicolau Irina, *op. cit.*, p. 39-40 et p. 60.
 26. Celle du 27 avril rassemble près de 20 000 personnes.
 27. Sur les affiches on peut lire: «Voyous de tous les pays, unissez-vous!», «On n'est pas des partis, on est des voyous!». Les manifestants se fabriquent des écussons avec des inscriptions: «bon golan», «golan diplômé», «mini-golan», «golan ouvrier», «golan allergique au rouge», etc. La presse dans son ensemble reprend le terme et assure une visibilité inespérée à la maladresse d'Iliescu. La

- revue 22 joue la carte de l'ennoblissement en associant l'injure à une série de personnalités de la culture universelle: «Dante, Eckhart, saint Jean, Cervantes, Soljenitîn, Jésus, Bouddha, Fontane ont été tous à leur tour des voyous», 22, n° 18, 17- 24 mai 1990.
28. Sous cet angle, «l'écart à la norme se veut maximum, la seule légitimité que revendiquent les manifestants étant leur illégitimité même, brandie, revendiquée, sinon totalement assumée». Cf. Offerlé Michel, «Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914», *Annales*, juillet-août 1984, n° 4.
 29. Dans Nicolau Irina, «52 jours là-bas», in Dutu Alexandre & Dodille Norbert (dir.), *Culture et politique*, L'Harmattan, Paris, 1995, p. 54-55.
 30. Dont Eugène Ionesco qui, depuis Paris, se déclare «académicien voyou».
 31. La censure est abolie le 26 décembre 1989 et le 31 décembre le CFSN. [Conseil du FSN] adopte le décret-loi n° 8 qui restaure la liberté de réunion et d'association, cf. Stan Stoica, *România după 1989. O istorie cronologică* (La Roumanie depuis 1989. Une histoire chronologique), Meronia, Bucarest, 2007, p. 24.
 32. «Programme du FSN», *Azi*, 1^{er} avril 1990.
 33. 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.
 34. Cf. Gobble Boris, art. cité, p. 327.
 35. 22, n° 18, 17 mai 1990.
 36. Le programme du FSN. se propose ainsi de réaliser la «rupture définitive, complète et irrévocable avec le communisme et l'idéologie communiste» *Azi*, n° 1, 1^{er} avril 1990.
 37. *Dimineata*, n° 15, juin 1990.
 38. En affirmant par exemple que «la Proclamation de Timișoara a transformé l'insurrection du 16-21 décembre en une Révolution», 22, n° 18, 17 mai 1990.
 39. *Azi*, 10 mai 1990.
 40. *Dimineata*, n° 15, juin 1990.
 41. Gussi Alexandru, *Usages du passé et démocratisation: Le rapport des partis politiques roumains au passé communiste*, Thèse de doctorat, Institut d'études politiques, Paris, 2007, p. 70-211.
 42. «L'appareil de l'ancien PCR occupe toujours les positions clé», 22, n° 15, 27 avril 1990.
 43. Cité par *Azi* du 25 avril 1990.
 44. 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.
 45. *Azi*, 3 mai 1990.
 46. *Azi*, 17 mai 1990.
 47. En référence aux légionnaires, membres de l'organisation fascisante la «Garde de Fer», très active pendant les années 1930.
 48. *Azi*, 4 mai 1990.
 49. *Azi*, 8 mai 1990.
 50. 22, n° 15, 27 avril 1990.
 51. 22, n° 18, 17 mai 1990.
 52. *Azi*, 14 avril 1990.
 53. *Azi*, 25 avril et 3 mai 1990.
 54. 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.
 55. Le GID dans une *Déclaration* parue en 22, 3 février 1990.
 56. Dobry Michel, *op. cit.*, p. 198.
 57. 22, 1^{er} juin 1990.
 58. Pour une explication de ces «minériades», cf. l'article d'Alin Rus dans ce volume et Rus Alin, *Mineriadele. Intre manipulare politică și solidaritate muncitorească* (Les minériades. Entre manipulation politique et solidarité des travailleurs), Curtea veche, Bucarest, 2007.
 59. Gobble Boris, «La vocation d'hétérodoxie», in Dominique Damamme, Boris Gobble, Frédérique Matonti & Bernard Pudal (dir.), *Mai-Juin'68*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2008, p. 286.
 60. À ce sujet, voir Ernu Vasile, Rogozanu Costi, Șiualea Ciprian & Țichindeleanu Ovidiu (dir.), *Iluzia anticomunismului* (Les illusions de l'anticommunisme), Cartier, Chișinău, 2008.
 61. Acte officiel à caractère anticommuniste produit pendant la «Révolution» de 1989 par le Conseil du FSN.

Bulgarie

1989 au prisme de 1997 : une « Révolution » en palimpseste

Nadège Ragaru

Une longue croix orthodoxe se dresse au-dessus de la multitude, portée à bout de bras par un manifestant. En ces extrémités horizontales sont gravées les dates 1944-1997 ; le sigle de l'ancien Parti unique (BKP, Parti communiste bulgare) est doublement peint en son cœur. Grimée, une vaste procession composée d'étudiants sofiotes accompagne l'enterrement d'un Parti communiste figuré par un drapeau rouge sur un cercueil. Le symbolisme est explicite : c'est ici et maintenant, en ce mois de janvier 1997, qu'un terme sera mis à une ère communiste inaugurée en 1944¹. De réformes, de « vrais » changements, il ne saurait avoir été question depuis 1989. La « Révolution » commence aujourd'hui.

Durant toute la décennie 1990, l'interprétation des événements de 1989-1990 a suscité de vifs débats dans les milieux universitaires et politiques bulgares : de quand dater la « rupture » post-communiste et comment l'apprécier ? Fallait-il ériger le 10 novembre 1989 (renversement du dictateur Todor Jivkov) en moment-clé des mutations démocratiques, lui préférer le 1^{er} août 1990 (l'élection d'un chef d'État issu de l'opposition), le 13 octobre 1991 (première victoire des forces anticommunistes aux législatives) ou encore considérer que, jusqu'en 1997, la Bulgarie n'avait connu qu'une « imitation » de « transition » ? Et quels acteurs pouvaient revendiquer la paternité des changements : les réformateurs du Parti communiste, une « opposition démocratique » hâtivement formée à l'automne 1989 ou encore une « voix de la rue » érigée en symbole de la démocratie directe ?

Jamais ces luttes de qualification n'ont été revêtues d'intensité aussi grande qu'à l'occasion de la mobilisation sociale de janvier-février 1997 – une mobilisation plurielle (étudiants, syndicats, militants politiques, etc.) qui devait conduire à l'organisation d'élections anticipées remportées par les formations opposées au Parti successeur.

Pendant les cinq semaines que dura le mouvement social, l'élévation de la situation de janvier 1997 au rang d'événement – entendu par ses protagonistes comme de l'histoire en train de se faire – fut en effet opérée à travers une relecture, un redécoupage chronologique aussi, de ce qui s'était joué en 1989-1990. Au cœur des faits, la protestation de janvier-février 1997 fut qualifiée de « nouveau 10 [novembre] », de « deuxième grand changement », voire de « Révolution de janvier ». Le ressaisissement discursif et graphique des temps forts, des arènes et des acteurs de 1989 fut consubstantiel à l'ouverture de nouveaux possibles. Explorer les concurrences interprétatives à l'œuvre dans le temps des manifestations de 1997 invite ainsi à jeter un éclairage très particulier sur l'« événement 1989 » puisque ce sont en réalité, dans les récits des participants, deux « événements » qui se réfléchissent en miroir.

À travers l'étude des narrations de 1997, cet article vise donc à éclairer certains modes de construction des significations attribuées à 1989-1990. En l'occurrence, la production d'une intelligibilité des changements est indissociable des mises en intrigue d'un présent en partie fondé sur l'actualisation de segments spécifiques du passé récent. Retravaillé, exposé sur les places manifestantes et dans les médias, 1989-1990 s'y étire pour laisser apparaître des reliefs, des moments-pivots, des opérateurs symboliques singuliers. Derrière l'événement se profile une pluralité de figures et de lieux se prêtant volontiers à une écriture polyphonique du passé. Décors, personnages et rythmes apparaissent politiquement colorés.

À un second niveau, est en jeu la place des « politisations du temps »² dans la concurrence interpartisane. Selon des déclinaisons variées, entrepreneurs politiques et étudiantins ont en effet incorporé 1989 à leurs stratégies de présentation de soi. La

revendication d'un rôle pivot dans l'initiation d'une « transition pacifique et raisonnable » a été placée par les responsables du Parti socialiste bulgare (BSP) au cœur d'une redéfinition identitaire tentant de conjuguer rupture et continuité. Défaite par les urnes lors du premier scrutin pluripartite de juin 1990, l'Union des forces démocratiques (SDS) devait, elle, chercher à fonder sa légitimité sur sa contribution à des mobilisations sociales sans lesquelles, selon ses dirigeants, les dynamiques réformatrices auraient été plus lentes, sinon d'ampleur limitée.

Enfin, lors des manifestations de l'hiver 1997, la réouverture de passés pluriels n'a pas seulement concerné 1989-1990 ; le présent y a été inscrit dans des historicités plus longues à travers des invocations de la construction stato-nationale au XIX^e siècle, de l'entre-deux-guerres ou du communisme, dont la distance par rapport au présent a été à cette occasion réévaluée, faisant subir à la courbe du temps de multiples « pliures »³. Travailler sur les répertoires discursifs, graphiques et sonores mobilisés en 1997 nous amènera dès lors à voir comment les réinvestissements d'épisodes singuliers ont participé de redéfinitions contrastées de l'appartenance culturelle et géopolitique de la Bulgarie. L'examen des griffures du temps suggèrera également l'existence de modalités paradoxales d'articulation entre passé, présent et futur, puisque c'est aussi à travers des références produites ou retravaillées sous le socialisme que les manifestants ont tenté de produire un avenir « libéré » du communisme.

Énonciations et dénonciations des manifestations de 1997 : les mises en événement d'une mobilisation

Loin de constituer un phénomène homogène, la protestation de janvier est née de l'agrégation de mécontentements, revendications et horizons d'attente différents qui ont cependant convergé autour de deux demandes : l'organisation d'élections anticipées et la formulation d'un programme anti-crise. Un bref retour sur les dynamiques de la mobilisation s'impose avant d'examiner les controverses interprétatives auxquelles elle a donné lieu.

Un mouvement social d'une envergure inédite

Brièvement exclus du pouvoir entre novembre 1991 et décembre 1992, influents au sein du gouvernement Berov (1992-1994), les socialistes avaient remporté la majorité absolue aux législatives de 1994 en promettant à leurs électeurs des réformes prudentes et un État protecteur. Mais l'exercice du pouvoir a exacerbé les clivages idéologiques, générationnels et interpersonnels internes au Parti socialiste. Au printemps 1996, le pays s'enlise dans une crise bancaire, financière et économique qui culminera, début 1997, en une spirale hyper-inflationniste⁴. Si l'approfondissement de la crise sociale participe de l'instauration d'un « régime de disponibilité à l'événement »⁵, elle n'en épuise pas les conditions d'émergence. Les actions protestataires de janvier 1997 se déploient aussi dans une situation de vacance du pouvoir. Le 21 décembre 1996, à l'occasion d'un Congrès extraordinaire du BSP, le Premier ministre, Žan Videnov, a annoncé qu'il quittait la direction du gouvernement *et* du parti. La formation d'un nouvel exécutif ne peut intervenir qu'après que le chef de l'État a remis au groupe parlementaire majoritaire un mandat pour le constituer. Or la passation de pouvoir entre le président sortant, Jeliou Jeleu (SDS), et son successeur, Petăr Stoyanov (SDS, élu le 3 novembre 1996) – dont l'entrée en fonction est prévue le 22 janvier 1997 – rend ce calendrier incertain.

Les manifestations de 1997 interviennent par ailleurs au croisement entre les actions protestataires d'acteurs politiques, d'étudiants (principalement sofiotes) et de syndicats d'obédiences diverses (*Promjana*, jeune syndicat proche du SDS, *Podkrepa* – pro-opposition, et *KNSB*, plus proche des socialistes). Indépendamment des reconstructions qui en seront proposées a posteriori, leurs mobilisations relèvent de rationalités partiellement contrastées. Pour la coalition anticommuniste, l'enjeu est de mettre un terme à ce qui est vu comme une « restauration » communiste rampante, de privatiser rapidement l'économie et de rattraper le « retard » pris sur l'Europe centrale. Bien que souvent proches du SDS, les étudiants voient dans leur mouvement une interpellation des élites politiques (non des seuls dirigeants

socialistes). Enfin, militants et dirigeants syndicaux appréhendent une future mise sous tutelle du FMI et la liquidation des entreprises publiques non rentables.

La date du 10 janvier constitue un moment-charnière dans l'extension des logiques contestataires. Ce jour-là, l'Assemblée doit examiner une Déclaration de salut national proposée par le SDS. Un meeting bleu⁶ est organisé devant la cathédrale Nevski, à deux pas du parlement. Vers 17 h 30, l'annonce du rejet du texte par les députés suscite la colère des manifestants dont certains, faisant céder le cordon de sécurité, pénètrent dans l'Assemblée d'où émanent bientôt des flammes⁷. Les leaders de l'opposition tentent d'apaiser les protestataires, tandis que la police reprend difficilement contrôle de la situation. En pleine nuit, alors que quelques milliers de manifestants s'attardent encore place Nevski, les forces de sécurité lancent – officiellement pour protéger l'évacuation des députés socialistes toujours bloqués dans le parlement – une opération qui fait plusieurs dizaines de blessés. La brutalité de la répression policière accélère le rapprochement des protestations. À partir de cette date, deux répertoires d'action seront privilégiés, les défilés, manifestations et rassemblements, d'une part, les grèves et occupations de locaux, d'autre part.

Dès le 14 janvier, le BSP accepte le principe d'élections anticipées dans un délai de 500 jours – une proposition rejetée par le SDS. Alors que le ministre de l'Intérieur sortant, Nikolaj Dobrev, a reçu mandat pour former un nouveau cabinet, le 28 janvier, et que le président Stojanov tente de médiatiser un accord, le 30 les syndicats appellent à la grève générale. Cette décision modifie les rapports de force sur le terrain : en l'espace de quelques jours, les transports et l'économie sont paralysés. C'est dans ce contexte que le 4 février, N. Dobrev renonce à former un gouvernement. Sa décision ouvre la voie à la constitution d'un cabinet d'intérim et à l'organisation d'élections anticipées.

1997, «soulèvement de la société civile» ou «hooliganisme» ?

Dès le début, les interprétations produites en temps réel font partie de la logique événementielle : le 10 janvier et dans les

semaines qui suivent, depuis une voiture dotée d'un émetteur, la radio privée *Darik Radio* diffuse des commentaires «à chaud» qui joueront un rôle clé dans la circulation de l'information et la création d'un sentiment d'adhésion à une cause partagée. Jour après jour, les arguments et contre-arguments des protagonistes sont diffusés dans les médias, avant d'être re-traduits dans les discours et l'iconographie des manifestants. Dirigeants socialistes et opposition s'emploient dès lors à forger un récit des origines, acteurs et finalités des mobilisations.

Les deux narrations s'accordent à voir dans le 10 janvier une date critique. Mais là où les socialistes singularisent le moment de l'«assaut» contre le parlement, les représentants des forces anti-communistes, des milieux étudiants (et certains sympathisants de gauche réservés sur la ligne défendue par le BSP) retiennent surtout la répression policière. Aux yeux des socialistes, l'entrée dans le parlement a valeur de «pogrom». Le 12 janvier, leur nouveau leader, Georgi Pärvanov, déclare ainsi : «Nous reconnaissons aux citoyens le droit de protester [...]. Mais pourquoi un meeting légal s'est-il transformé en un pogrom contre le principal symbole de l'État bulgare ? [...] Il s'agit d'un acte grossièrement anticonstitutionnel, d'une vaste tentative réfléchie pour priver l'Assemblée nationale de ses fonctions⁸» Dans les interventions publiques des socialistes et le quotidien du Parti, *Duma*, la contestation restera marquée jusqu'à son dénouement par ce sceau originel : le récit rouge insiste sur le caractère marginal (en termes numériques et sociaux) de protestataires qualifiés de *hooligani*, *vandalisti*, *lumpeni* ou *tälpa* (foule). Si l'existence de mécontentements sociaux est reconnue, leur cristallisation est imputée aux calculs politiques du SDS. Les autres enjeux (mode de gouvernement, «censure» des médias publics, soupçons d'enrichissement illicite de proches du pouvoir, etc.) sont minorés. Quant au SDS, il est présenté comme une organisation à l'engagement démocratique contestable⁹.

Cette lecture du 10 janvier se comprend au regard de la stratégie adoptée par les responsables du Parti successeur depuis 1989. Cherchant à doser légitimation par la rupture (avec les «dérives»

du jivkovisme et ses «protégés») et par la continuité (réappropriation des «succès» du socialisme – modernisation, industrialisation, diffusion de l'enseignement, etc.), les réformateurs du BSP ont revendiqué être à l'origine des changements et cherché à donner à leur organisation une image de force politique raisonnable, expérimentée, attachée à la défense des institutions¹⁰. Leur adversaire, le SDS, était, lui, dépeint comme une organisation conflictuelle, radicale ayant refusé l'appel socialiste à l'union nationale (en février 1990), fragilisé la démocratie émergente (39 députés bleus avaient boycotté le vote de la Constitution du 12 juillet 1991) et recouru à la rue à chaque fois qu'il échouait à imposer sa volonté par les urnes.

La mise en intrigue proposée par les responsables SDS et les leaders étudiants s'oppose presque mot pour mot à celle des socialistes. Du 10 janvier, c'est la face noire qui est retenue. La première déclaration du Comité de coordination étudiants-professeurs de l'université «Kliment Ohridski» de Sofia est éloquente: «Au cours des dernières heures, nous avons pu voir le véritable visage du Parti socialiste bulgare. Et les dernières traces de maquillage démocratique ont été effacées par le sang dont la nuit dernière a été couverte [...]. Nous, les jeunes, devons les arrêter, car sinon, de la Bulgarie, il ne restera bientôt plus rien¹¹.» Aux marginaux dénoncés par les socialistes, le SDS, les étudiants et les syndicats opposent l'image d'un mouvement rassemblant les forces vives de la société, jeunesse en tête, une mobilisation de «citoyens respectables, volés et humiliés» (pour reprendre l'un des slogans sofiotes)¹². Face à un pouvoir disqualifié et à un Parlement dont la composition ne reflète plus les attentes des citoyens, l'espace de la rue est revendiqué comme le lieu par excellence de la démocratie en acte. Comme dans le cas du BSP, ce répertoire discursif n'est pas inédit: il a été forgé au début des années 1990 dans une situation d'asymétrie entre les ressources politiques, administratives et symboliques à la disposition des «anciens communistes» (au pouvoir) et celles de la jeune «opposition démocratique». Dès novembre-décembre 1989, c'est dans l'arène manifestante que cette dernière a cherché à faire pression sur les réformateurs

communistes afin qu'ils poursuivent, au-delà d'une simple perestroïka, le processus de démocratisation. Sa défaite aux premières élections libres de juin 1990 a par ailleurs conforté la conviction selon laquelle l'État n'était pas un acteur impartial: là où la représentation politique offrait de la démocratie un visage déformé, c'est dans la légitimité populaire incarnée par la rue que le SDS a cherché à se ressourcer.

Par un effet de miroir, le dénouement de la crise se prête lui aussi à deux interprétations opposées. Le renoncement de N. Dobrev à former un cabinet socialiste est décrit par le BSP comme une preuve de son esprit de dialogue et de tolérance. G. Pärvanov affirme ainsi devant le Conseil suprême du Parti, le 16 février: «À travers leur ligne politique, depuis un mois et demi, les socialistes bulgares se sont imposés comme le principal porteur de l'idée de concorde, de dialogue et de compromis raisonnable et nationalement responsable¹³.» Sortie victorieuse des cinq semaines de protestation, l'opposition bleue salue, elle, la victoire «de toute la Bulgarie». Ainsi, pour Ekaterina Mihajlova, alors vice-présidente du SDS, «rien de tel ne s'était produit en Bulgarie jusqu'à ce jour. Il s'agit d'une révolution pacifique. Pacifique par son caractère, mais en termes de résultat, elle est beaucoup plus forte, très différente des événements du 10 novembre 1989. Cette fois-ci, le changement est intervenu grâce au peuple bulgare – il n'est pas le résultat de quelques règlements de compte politiques – et a été obtenu sans dissimulations¹⁴. Les dirigeants SDS louent par ailleurs l'engagement personnel, responsable et consensuel du président dans la recherche d'une issue.

Concorde vs. conflictualité, légalité institutionnelle vs. légitimité de la rue. Les répertoires symboliques mobilisés par les acteurs partisans ouvrent une première piste pour éclairer les significations données à «l'événement 1989». Une étude plus détaillée des relectures de 1989 proposées par les Forces démocratiques unies et les mouvements étudiants montrera comment le présent, relié au passé par les fils multiples d'analogies et de différences, prend forme et coloration à travers la juxtaposition avec un «avant» remanié.

L'événement 1989-1990 et le « post-communisme » au service de stratégies de légitimation : la quête d'un moment inaugural

En 1997, le travail sur le temps apparaît d'entrée crucial puisqu'il s'agit pour le SDS de signifier qu'un point de non-retour a été atteint et de creuser, entre l'avant et l'après-janvier, une rupture qui rende inenvisageable la poursuite de l'exercice du pouvoir par les socialistes. Ce travail s'accompagne d'une démultiplication des expériences sociales de la durée. Au cœur de la « temporalité ramassée de l'événement »¹⁵, contraction, étirement et blocage se conjuguent en des configurations foisonnantes. En janvier, le sentiment de condensation du temps est renforcé par la course folle de l'inflation et l'effondrement du lev : au début des mobilisations sociales, le taux de change est de 600 leva pour un dollar. Un mois plus tard, il culminera à 2 800. Ce sentiment d'accélération vertigineuse s'accompagne d'un mouvement non moins rapide en sens inverse : au fur et à mesure que la crise s'approfondit, les parallèles employés pour la décrire reculent dans le temps. On n'a jamais connu crise aussi intense depuis 1991, depuis 1989... et ces « depuis » s'éloignent chaque jour davantage. Conjointement, là où les protestataires dénoncent l'immobilisme des socialistes, ces derniers ont l'impression de voir leur horizon temporel se rétracter irrémédiablement.

Le « ventre mou » de 1989 et l'événement « étiré » : une transition volée ?

Tout au long de la crise, la stratégie du SDS s'articule autour d'une idée simple : l'organisation de meetings quotidiens devant la cathédrale Nevski, à 16 heures. Ces rendez-vous confèrent à la contestation son rythme et sa tonalité. Jour après jour, Nevski accueille des dizaines de milliers de « pèlerins », et le parvis de la cathédrale fourmille de vie : grâce aux dons de la municipalité, d'anonymes aussi, du thé ou du café sont distribués aux manifestants saisis par les rigueurs de l'hiver ; de leur côté, les vendeurs de *kifli* n'ont pas tardé à comprendre l'aubaine que représente cette nouvelle clientèle.

Peu à peu se créent des habitudes manifestantes, des solidarités inédites. L'orchestration des meetings donne elle aussi une dimension ritualisée et festive à la protestation : alors qu'un immense poster affiche le nombre des jours de mobilisation, l'hymne national est diffusé par haut-parleur ; viennent ensuite les premières interventions des « chauffeurs de salle », puis les discours de personnalités des arts, de partenaires de coalition, entrecoupés de chansons, et finalement les prises de paroles des leaders SDS les plus populaires. Chaque rassemblement se clôt avec l'hymne *ante* communiste, *Sumi Marica* [La (rivière) Marica gronde]. Dans cet espace manifestant, l'actualisation du passé s'organise autour de trois pivots : la dénonciation de la « fausse » rupture intervenue en 1989, la stigmatisation d'un BSP « criminel » vu comme le continuateur de l'ancien monolithisme communiste, la valorisation de la capacité du SDS à incarner un futur européen¹⁶. Chacune de ces composantes s'adosse à des régimes d'historicité distincts : le blocage, la circularité du temps communiste sont opposés à la temporalité linéaire, presque téléologique, d'un avenir bleu placé sous le signe d'une normalité bienheureuse.

« Ils nous ont menti en disant que la Bulgarie était différente. La Bulgarie est différente depuis le 10 janvier 1997 », déclare le vice-président du Parti social-démocrate bulgare (BSDP, membre du SDS) le 15 janvier, place Nevski. Deux jours plus tôt, le prélat orthodoxe Inokentij avait utilisé la même métaphore : « Chers frères et sœurs, mères et pères, enfants de notre patrie la Bulgarie. Nous allons vers la Renaissance de la Bulgarie. L'histoire nous a donné une date plus belle que 1989, celle de 1997¹⁷. » Dans la version « bleu marine » du discours SDS, le recours à la rue doit servir à achever l'œuvre de démantèlement du communisme amorcée en 1989. Maints slogans retiennent la thématique d'un communisme persistant : « Cinquante années suffisent ! » « Le communisme, ça suffit ! » « Assez de terreur communiste et de vol ! » « Jusqu'à quand le BSP et Pärvanov considéreront-ils le peuple bulgare et la Bulgarie comme leur propriété ? Cinquante-deux ans de dictature suffisent. Hors de Bulgarie ! »¹⁸.

Non qu'il s'agisse de nier toute forme d'événementialité à 1989. Le renversement de Todor Jivkov reste pensé comme un moment de basculement. Mais 1989 apparaît en demi-teinte: orchestrée par des hauts responsables communistes, la destitution du dictateur n'a pas fourni au SDS un mythe des origines sur lequel il aurait pu fonder son identité partisane. L'émergence tardive d'une dissidence (1988-1989) ne lui procure pas non plus le réservoir de légitimité dont d'autres oppositions est-européennes (polonaise, notamment) ont pu bénéficier. Enfin, les élections de juin 1990 ont échoué à incarner la rupture attendue: alors convaincus de l'emporter, les «bleus» n'avaient pas hésité à proclamer pendant la campagne «Le temps nous appartient!» [*Vremeto e naše!*], avant de perdre le vote. Dans le récit SDS, l'événement 1989 se trouve dès lors allongé jusqu'aux mois de juin-août 1990 pour inclure, d'une part, la grève étudiante de juin 1990 et la «Cité de la vérité» au cours de laquelle des manifestants sofiotes avaient protesté contre ce qu'ils voyaient comme une manipulation des résultats électoraux, et d'autre part, l'élection à la présidence du leader SDS, Jeliou Jeleu, le 1^{er} août 1990¹⁹.

Si le choix de ces bornes chronologiques ne date pas des manifestations de 1997, celles-ci leur confèrent une résonance particulière. Car le dialogue entre les deux «séquences» temporelles s'organise autour de la figure positive des manifestations de 1990. Dans les débats publics de 1997, la mise en récit procède à travers un inventaire des similitudes et des différences²⁰. Certains participants aux grèves étudiantes de 1990 sont appelés à affiner le portrait du passé dressé par les représentants d'une nouvelle génération souvent trop jeune pour les avoir connues. La signification des actions présentes naît de la juxtaposition, filtrée par le souvenir des «anciens», qui est aussi un travail de démarquage. Car la contestation de 1997 se veut riche des enseignements de 1990. «En ce qui concerne l'expérience, explique ainsi Kamen Bimbelov, un porte-parole de KPSS, les sept premières années ne leur manquent pas aux étudiants [par référence à un dicton bulgare qui veut qu'à celui qui est mal élevé, les sept premières années aient manqué]. Les mouvements étudiants en Bulgarie ont commencé en 1990 et nous sommes déjà en 1997, nous entrons dans

l'âge de la maturité»²¹. Dans le même temps, les étudiants de 1997 soulignent les traits singuliers de leur mouvement: la quête d'une autonomie par rapport aux élites politiques, l'engagement à rester en Bulgarie (par contraste avec des devanciers soupçonnés d'avoir mis à profit la notoriété acquise en 1990 pour obtenir des bourses d'étude à l'étranger). Le croisement des deux engagements vient enfin souligner l'ampleur exceptionnelle de la mobilisation de 1997: «Si vous vous souvenez, lors de l'occupation de l'Université [de Sofia en juin 1990], 28 personnes restaient sur place la nuit et, le jour, les plus actifs étaient une centaine; d'autres se joignaient à eux comme s'il s'était agi d'une fête [*kupon*], insiste le commentateur, Vasil Garnizov. Maintenant, des milliers d'étudiants veulent faire savoir qu'ils sont là²².»

Là où la figure tutélaire de 1990 sert, dans les actions étudiantes, à la fois de référent et de démarcation, la relation est pensée sur le mode de l'analogie-repoussoir lorsqu'il s'agit de décrire le comportement des socialistes. Le moment-clé est alors l'incendie de la Maison du Parti dans la nuit du 26 au 27 août 1990 – un incendie dont les sympathisants bleus ont souvent pensé qu'il avait été provoqué afin de décrédibiliser l'opposition et de faire disparaître des archives compromettantes. L'«assaut» contre le parlement le 10 janvier relèverait de la même logique: «Le Reischtag, la Maison du Parti et maintenant le parlement. Mensonges et vidéo au cinéma “Maison du Parti”. Aujourd'hui» peut-on ainsi lire sur un slogan des manifestants le 12 janvier. Plus souvent encore, l'évocation se veut préventive. Ainsi, le 30 janvier 1997, Evgenij Bakărdžiev, coordinateur des mobilisations SDS, déclare-t-il: «Nous recevons l'information selon laquelle des heurts se prépareraient à titre de provocations. [...] Le scénario prévoit une seconde phase – que soit attaqué le bâtiment du BSP à Pozitano N° 20 [le siège du BSP]. Il s'agit là d'un scénario connu. Nous nous souvenons de ce que les communistes firent à leur propre Maison du Parti. Évidemment, personne dans l'opposition n'a l'intention d'essayer de détruire le bâtiment²³.»

La stigmatisation des pratiques des ex-communistes ne se limite cependant pas à ce seul registre. Fondamentalement,

c'est l'ensemble de la transition qui est vu comme subverti par d'anciens rouges ayant reconverti leurs ressources politiques et relationnelles en pouvoir économique. Les références aux liens entre BSP et corruption, BSP et criminalité économique, sont omniprésentes. Chaque jour, les manifestants sautent en scandant «Maintenant comme avant, le BSP est une mafia!», une formule qui date du début des années 1990. Près de la moitié des posters, affichettes, banderoles puisent dans le registre du crime qui affame: «Hé, camarades, pourquoi êtes-vous riches et nous pauvres? Où sont les dollars? Mafia» ou encore «la nomenklatura rouge a volé nos économies». L'usage du terme «criminels» permet de conjuguer en une même évocation les crimes du communisme (politiques et économiques) et ceux du post-communisme (captation de ressources publiques à des fins privées, crédits non remboursés, etc.). L'universitaire Veselin Tepavičarov résume bien cette posture: «Au cours des sept dernières années, le nouveau crime du Parti communiste – le BSP – a tenu solidement sous son contrôle “la transition vers la démocratie” et l'a dirigée selon une vieille tradition bolchévique-totalitaire²⁴.» Le pouvoir aurait alors été assumé par une nouvelle génération plus prédatrice encore que ses prédécesseurs: «La criminalité organisée est avant tout illustrative de leur mentalité.»

Relues comme une transition capturée, sans changement, les sept années postérieures à la chute du communisme apparaissent soudain bien homogènes. La production des événements de janvier sous le jour de la nouveauté radicale passe ainsi par un lissage en deux temps de l'avant-1997: une ligne de continuité est d'abord tracée entre le gouvernement Videnov (BSP, janvier 1995-décembre 1996) et son prédécesseur, le cabinet Berov (pourtant formé avec le mandat du Mouvement des droits et libertés et un soutien parlementaire hétérogène). La mise à plat est ensuite obtenue par une élision de l'expérience gouvernementale (controversée) du Premier ministre SDS, Filip Dimitrov (novembre 1991-octobre 1992). L'emprise des ex-communistes et de l'ancienne Sûreté d'État serait seule comptable de ces résultats décevants.

Le BSP-BKP saisi dans un temps immobile: des régimes d'historicité différents

Ce temps bloqué de 1989-1997 est projeté sur un Parti socialiste jugé immuable, irréformable. Successeur du BKP, le BSP en serait le triste continuateur. *Demokracija* publie par exemple le témoignage d'un homme battu dans la nuit du 10 janvier 1997: «Pour la énième fois, déclare-t-il, l'élite rouge a montré qu'elle avait accepté la morale de ses parents et de ses grands-parents – prendre le pouvoir par le sang et le rendre par le sang. Il ne faut pas absoudre ces êtres inhumains qui se sont dressés contre leur peuple, portant dans leurs âmes la morale des meurtriers de l'après-9 septembre 1944²⁵.» Dans les colonnes du journal ou les slogans des manifestants, le BSP se voit affublé du sobriquet «la centenaire» (*Stoletnicata* – par référence à la revendication, par les socialistes, de l'héritage du Parti social-démocrate bulgare fondé en août 1891). Le surnom dit assez l'obsolescence d'un Parti que son grand âge disqualifierait.

Le jeu sur les temporalités fermées est particulièrement sensible dans les répertoires protestataires des étudiants sofiotes. Le BSP-BKP y figure tout d'abord indirectement, à travers des parodies d'anciens vocables et idiomes communistes. Le choix de l'acronyme du Comité de coordination professeurs-étudiants se veut un clin d'œil au sigle de l'ancien Parti communiste soviétique (KPSS) auquel les communistes bulgares étaient réputés prêter une allégeance sans faille. Le nom donné au mouvement étudiant, *Balgarski studentski protest* (BSP), renvoie plus explicitement encore au Parti successeur dans un mimétisme qui a vocation à souligner le contraste. Car tout est fait pour donner à voir la différence: soutenu par une canne de vieillesse, invité à porter des lunettes, le BSP-BKP est tour à tour anthropomorphisé et réduit au rang d'objet, mais toujours présenté en décalage avec son époque. L'une des vignettes du KPSS annonce ainsi fièrement que l'âge limite des membres de l'organisation de jeunesse du BSP aurait été porté à 75 ans, soulignant l'impuissance du Parti à renouveler son électorat. Une autre invite le BSP à recevoir sa maigre pension («un kilo de promesses tenues») tout en lui montrant la porte de sortie de l'Histoire (tract 1).

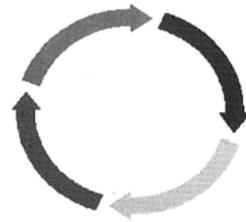
Tract 1

<p>Безсрочен Студентски Протест <small>бул. Цариградско шосе 125 бу.ИV, ет.4, ст.418</small></p> <p>Le Conseil de Coordination Professeurs-Etudiants (KPSS) ANNONCE : Des activistes du BCP et du KPSS ont trouvé ce coupon de retraite</p>
<p>COUPON de RETRAITE N° 1997 Emis par : La caisse de retraite « Succès pour... »</p> <p>Nom : Bulgare Nom intermédiaire : Socialiste Patronyme : Parti</p> <p>Date de naissance : 2. VIII. 1891 Entrée N9.IX.1944 Montant de la retraite : un kilo de promesses tenues.</p>
<p>S'il vous plaît, que la personne concernée se présente à l'entrée arrière de l'Histoire pour recevoir son document !</p>

Source : *BSP c/y BCP* [Le BCP contre le BCP]. Sofia, Kolektiv BCP-BGA, 1997, p. 7.

Vieillissant, le BSP serait incapable de se projeter dans l'avenir. Pire encore, tel Sisyphe, les socialistes s'épuiseront à vivre dans une temporalité circulaire faite d'inéluctables répétitions (tract 2) ou de régression. C'est cette dernière piste qui est retenue sur un autre tract de KPSS, où le dessin d'un tank évoque la déclaration que Petăr Mladenov (un des architectes du renversement de T. Jivkov) aurait prononcée le 14 décembre 1989 à l'occasion d'une manifestation de l'opposition: «Il vaudrait mieux faire venir les tanks!» La légende est impitoyable: N. Dobrev, candidat au poste de Premier ministre, aurait décidé de rappeler en fonction l'ancien dirigeant communiste afin de bénéficier de son savoir-faire en matière de répression... (tract 3).

Tract 2

<p>Безсрочен Студентски Протест <small>бул. Цариградско шосе 125 бу.ИV, ет.4, ст.418</small></p> <p>N°. de sortie : Tupik « [impassé] en russe]</p> <p>À : Mečo Puh et Prasčo [les personnages de Winny l'ourson] Copie : à Sisyphe</p>  <p>Les reporters du BGA [Activité citoyenne sans fin] ont découvert l'évolution des idées socialistes. La voici !</p>
--

Source : *op. cit.*, p. 50.

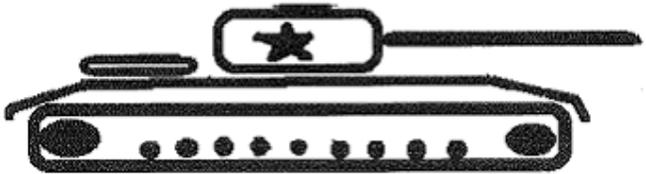
Безсрочен Студентски Протест 

бул. Цариградско шосе 125
бл. IV, вил. 4, стл. 418 тел./ факс: 77 151 (8 347)
тел. 70 62 60

N°. de sortie : Gorna Banja [adresse de la caserne de la brigade]

À : Les trois derniers tankistes [allusion à une chanson soviétique sur la Seconde Guerre mondiale très connue en Bulgarie.]

Copie : Bau-Bau [abolement d'un chien]



Les agents du renseignement du BSP et du KPSS ont appris que M. Petăr Mladenov serait invité comme expert à participer au gouvernement de Dobrev. La raison pour laquelle M. Mladenov revient au pouvoir est celle-là même qui l'en fit partir.

Source: *ibid*, p. 35.

La construction identitaire de SDS: un héritage réapproprié pour mieux rompre avec lui

L'immobilité régressive attribuée au BSP permet, en contrepoint, de poser le SDS comme une organisation incarnant le futur et la « construction » d'une Bulgarie meilleure²⁶. Le tract SDS diffusé en vue des élections anticipées du 17 avril puisera

pleinement dans cet imaginaire: il représente trois jeunes adolescents qui portent une immense banderole aux couleurs du drapeau national et font le signe de la victoire. L'image ouvre une perspective ascendante sur la droite, gage de positivité: « Construisons une nouvelle Bulgarie! » Ce motif pourrait suggérer l'existence d'une continuité dans les repères utilisés par le SDS (la légitimation par les mobilisations sociales, la revendication d'une aptitude à incarner un avenir « normal »...). Pourtant, sans que les dirigeants SDS et les petits partis composant l'Union l'aient pleinement anticipé, la réappropriation en janvier 1997 d'un répertoire manifestant largement abandonné depuis 1994 a également servi à légitimer une rupture avec ce même répertoire et avec le mode d'organisation partisane auquel il était associé. Au cœur de « l'événement 1997 », dans le temps même où il réactive une rhétorique anticommuniste à l'intensité digne des années 1990-1991, le SDS part aussi à la reconquête des arguments qui avaient valu au BSP sa victoire en décembre 1994: la compétence, la raison et le dépassement des intérêts partisans.

Pour apprécier ces processus, il faut revenir un instant sur la trajectoire suivie par le SDS depuis sa fondation. L'Union des forces démocratiques est née en décembre 1989 sous la forme d'un rassemblement de mouvements, associations et partis couvrant un large spectre politique, principalement unis par leur opposition au régime communiste. Ses membres étaient issus de la dissidence des années 1988-1989 (*Ekoglasnost* notamment), de formations historiques reconstituées (le Parti social-démocrate, le Parti démocrate, etc.) et d'organisations fondées après les changements (à l'instar de l'Union des réprimés). À l'époque, certains cadres SDS voyaient dans la coalition bleue un modèle réduit du futur spectre politique pluraliste: les partis membres n'avaient vocation à demeurer ensemble que le temps d'en finir avec « l'hydre communiste ». Une fois les ex-communistes marginalisés, les familles partisans pourraient se reformer séparément (républicaine ou monarchiste; social-démocrate, libérale, conservatrice, etc.). Mais la résilience du BSP a contraint la coalition à survivre au prix d'un anticommunisme rigide et d'incessantes exclusions-expulsions.

Arrivé à la tête du SDS en 1995, l'économiste Ivan Kostov souhaite remédier à ces divisions en impulsant une double réforme, organisationnelle – avec la création d'un Parti unifié, structuré verticalement – et idéelle – avec l'adoption d'un profil plus technocratique, moins soucieux d'anticommunisme que d'efficacité décisionnelle. Toutefois, à l'automne 1996, lorsque le leader du SDS propose de transformer la coalition en Parti, il se heurte à l'opposition de petites formations à qui les anciennes règles décisionnelles confèrent une influence sans commune mesure avec leur poids électoral. Certains opposants dénoncent aussi les risques d'une artificielle homogénéisation idéologique. D'autres, enfin, restent attachés au profil « romantique », intensément anticommuniste, des premières années.

Dans ces conditions, la mobilisation de janvier représente pour I. Kostov à la fois une opportunité et un défi. Une opportunité dans la mesure où les bleus peuvent espérer revenir rapidement au pouvoir. Un défi aussi puisque le « recours à la rue » risque de revaloriser des savoir-faire et des individualités que la réforme organisationnelle avait précisément vocation à marginaliser. Et, de fait, les meetings journaliers devant la cathédrale Nevski se prêtent volontiers à la réactivation d'un verbe confrontationnel. Néanmoins, au fil des semaines – singulièrement à partir du moment où le président Stojanov est investi – la mise en valeur de son rôle de médiateur, de la confiance que lui accordent les réformateurs du Parti socialiste, fournit l'opportunité de développer, aux côtés de l'anticommunisme, un discours empruntant au vocabulaire forgé pendant la campagne pour les présidentielles de 1996. À cette occasion, le SDS avait en effet renoué avec une formule de large coalition et développé les thèmes de la compétence, de la responsabilité et du dialogue.

En produisant – à des fins de disqualification du BSP – un récit qui relègue les années 1989-1997 dans un passé révolu, les dirigeants SDS facilitent aussi leur propre distanciation avec certaines facettes de l'histoire institutionnelle et politique de l'Union. À la faveur de la crise, I. Kostov acquiert en outre la légitimité et l'autorité nécessaires pour faire approuver la réforme

rejetée en novembre 1996. Sans renoncer à brandir la carte anti-communiste (devant les électeurs « bleu marine »), c'est autour de ce « nouveau visage » et d'une pédagogie de la réforme que le SDS organisera sa campagne pour les législatives d'avril 1997²⁷.

La revendication de continuité comme stratégie de rupture ; la rupture comme vecteur de continuité : des mécanismes similaires apparaissent à l'œuvre lorsque l'on quitte l'espace-temps étroit de 1989-1997 pour aborder, comme nous allons le faire maintenant, les réinscriptions du présent et du passé récent dans une historicité plus longue.

Les pliures du temps : actualisations et éclipses de passés intermittents

Par-delà les relectures de « l'événement 1989 », les répertoires sonores, graphiques et visuels de la chorégraphie manifestante de janvier 1997 donnent à voir une pluralité d'actualisations et de mises à distance d'un passé multiplement feuilleté. L'exploration de ces managements du temps long suggère l'existence de modalités souvent paradoxales d'enchâssement entre passé, présent et futur : la mise à distance du communisme s'opère en effet aussi par la réappropriation de figures historiques et de symboles retravaillés sous le communisme. De la sorte, l'ouverture sur le futur, riche des expériences individuelles et de souvenirs personnels, s'obtient au moins autant par un tissage d'imaginaires *ante* communistes, communistes et postcommunistes que par une mise à l'écart de fragments historiques dévalués.

Le jeu des proximités et des distances ou la spatialisation des temporalités

Qu'ils aient été favorables ou opposés au mouvement social de janvier 1997, la plupart des observateurs ont souligné l'importance qu'ont revêtu, pendant les cinq semaines de protestation, les références à une Renaissance nationale bulgare (xix^e siècle) rendue soudainement proche, intime – au moment même où le communisme se voyait rejeté dans un passé si éloigné qu'il

en devenait presque irréel. Non que la sollicitation des figures associées à la lutte pour l'indépendance ait été inédite. Dès le début des années 1990, le SDS avait repris l'ancien hymne national monarchiste dont les paroles sont empruntées à un poème d'Ivan Vazov, un des pères de la littérature bulgare. En juin 1990, l'Union avait également diffusé un tract sur lequel ses initiales renvoyaient à un autre poème d'I. Vazov exhortant les Bulgares à se dresser contre «l'oppression» (alors ottomane): *Ot Săn Dălbok se Săbudi!* [D'un sommeil profond, réveille-toi!]. La fréquence et la diversité des actualisations du passé révolutionnaire observées en 1997 restent toutefois sans précédent.

Une métaphore traverse ainsi, tel un leitmotiv, défilés étudiants et rassemblements SDS – celle de l'éveil après un long assujettissement. Les débuts de la Renaissance bulgare sont associés à la parution d'un ouvrage du moine Païssi Hilendarski (1722-1773) sur l'histoire slavo-bulgare, dans lequel il avait invité ses co-nationaux à se rappeler leur identité nationale (eux qui étaient réputés l'avoir oubliée ou troquée contre une identification hellénophone). Dans les écrits littéraires, essayistes ou historiques publiés après l'accession à l'indépendance (1878), réveil et appel à la révolte forment des motifs entrecroisés d'une grande puissance d'évocation. En 1997, ceux-ci sont repris et déclinés à travers des matériaux sonores et visuels. Le 20 janvier, plusieurs centaines d'étudiants défilent ainsi en pyjama, réveil à la main. Le thème de la procession du jour: «Réveillons les endormis.» Dans les meetings SDS, les premiers slogans «Levez-vous, le temps est venu!» apparaissent dès le 12 janvier. Ce vers est emprunté à une populaire chanson de Dobri Čintulov (1822-1886). De fait, la musique de «Le vent fait rage, le Balkan gémit» rythme l'ensemble des manifestations de janvier:

Le temps est venu, levez-vous
D'un sommeil réveillez-vous
Assez d'esclavage et de tyrannie
Tous aux armes! ²⁸

Tandis que, lors des rassemblements bleus, certains interrogent: «Sommes-nous un peuple ou une pauvre charogne?», d'autres demandent «jusqu'à quand la patience de l'esclave?». Ivan Vazov est fréquemment sollicité pour donner vaillance et courage à ceux qui ont pris la voie de la révolte: «Venez nous voir, nous sommes ici, nous ne nous cachons pas.» C'est ainsi son célèbre «La Bulgarie entière maintenant nous regarde» qui est cité. Le poème dont ce vers est extrait, «Les volontaires de Šipka», fut écrit pour encourager les Bulgares à ne pas fuir devant un ennemi supérieur.

Une analogie implicite est établie entre la «domination» communiste et les autres assujettissements que la Bulgarie a connus. La «passivité» des Bulgares sous le «joug ottoman» et leur anomie supposée durant le communisme se répondent. Souvenons-nous de l'intervention de l'évêque Inokentij, le 13 janvier: «La Bulgarie a connu plusieurs jougs: byzantin, turc et communiste. Viendront des jours où nous nous débarrasserons de ce joug pour toujours, en comprenant que le communisme ne peut exister en Bulgarie; qu'il est étranger, contraire à la volonté de Dieu.» «Il y a toujours eu et il y aura toujours des janissaires, mais toujours aussi des Voïvodes pour les arrêter», déclare de même Petăr Zlatkov, du Parti démocrate (DP), le 24 janvier. Quant aux étudiants, ils défilent entravés par des liens à l'image des esclaves de l'époque ottomane. Par juxtaposition, le communisme est rejeté dans un passé lointain, et cette assignation à une temporalité à la lisière du cours «normal» de l'histoire bulgare participe d'une mise en étrangeté, voire en extranéité, du communisme. Ottoman ou médiéval, il est indifféremment barbare. De manière récurrente, les pliures du temps se conjuguent ici avec une spatialisation des temporalités en des univers culturellement distincts: le passé est situé tour à tour à l'Est ou en Orient. Présent et futur s'orientent, eux, vers un point cardinal occidental. Ainsi se tissent les liens intimes entre histoire revisitée et cartographie symbolique, chaque moment portant en lui sa propre géographie.

En contrepoint, l'actualisation de la Renaissance nationale sert à révéler le sens de l'engagement des jeunes qui y prennent

part, leur dessine un rôle, celui de nouveaux révolutionnaires-pères de la Nation : « Au cœur de la crise la plus grave et la plus destructrice que le peuple ait connue en Bulgarie depuis plus de cent ans se produit un miracle, écrit ainsi l'étudiant Bojan Paničarov dans un bulletin de la Faculté de journalisme de l'université de Sofia. Une génération entière proclame son droit à déterminer sa destinée et celle de son pays. Aujourd'hui, ces jeunes sont terribles non pas tant par leur naïveté, leurs déclarations maladroites et leurs demandes politiques que par leur esprit emprunté à l'époque de la Renaissance nationale, avec leur conscience d'une mission et d'une responsabilité envers leur famille et leur patrie²⁹. »

Enracinée dans une ère révolutionnaire sans tache, la contestation étudiante trace également une ligne vers un futur qui est aussi une revendication d'ailleurs. Dans leurs interventions, les étudiants et les commentateurs pro-SDS instaurent une proximité entre les héros de la Renaissance nationale et ceux de la « société civile » – cette notion vigoureusement exportée après 1989 par maints responsables de fondations occidentales, intellectuels ou universitaires qui y voyaient un remède aux « maux » des sociétés est-européennes. Témoin cette intervention du politiste, Evgenij Dajnov (pro-SDS) : « Les jeunes [...] agissent en tant que formation indépendante, comme bâtisseurs de la société civile, non comme esclaves ou comme vassaux d'un seigneur étranger³⁰. » L'image des « bâtisseurs » et celle de la « société civile » sont fusionnées en un travail sur les espaces-temps une fois de plus remarquable : tout se passe comme si les imaginaires de la Renaissance (comme libération et modernisation/européanisation) trouvaient désormais leur plein accomplissement dans une œuvre d'émancipation-occidentalisation placée sous le signe de la « société civile » version *Open Society Institute*³¹.

Si ces exemples suggèrent une écriture du présent et du futur qui leur confère cohérence et force en les replaçant dans une trajectoire historique longue, ils n'épuisent pas la richesse des coutures entre hier, aujourd'hui et demain. Car la mise en récit de l'avenir procède également par assemblage de strates qui se

combinent et s'hybrident plus qu'elles ne s'excluent. Les fonds culturels et symboliques sollicités connaissent des déclinaisons elles-mêmes riches de plusieurs historicités.

Passé, présent et futur entrelacés : une écriture en palimpseste

La meilleure illustration de ces effets de composition est fournie par les chansons de Dobri Ćintulov évoquées plus haut. On a dit qu'elles avaient constituées le paysage sonore des manifestations de janvier. Il n'est pas sans intérêt de préciser ici que c'est dans la version qu'en avaient proposée, quelques mois plus tôt, les animateurs d'une émission télévisuelle satirique des années 1990, *Kanaletto*, que les paroles et musiques de Dobri Ćintulov ont été appropriées par les manifestants de 1997 – soit dans le cadre d'une orchestration contemporaine, enrichie d'influences rocks des années 1980. En 1996, les présentateurs de *Kanaletto* avaient en effet réalisé un album à grand succès, qui illustre à lui seul les modalités de tissage entre des passés pluriels, reliés et renversés dans un même mouvement.

La pochette du disque figure un drapeau bulgare surmonté du blason *ante* communiste (le lion de l'État médiéval) avec, au premier plan, une bouteille de vin rouge (festivité et dérision) vers laquelle se tend une main squelettique (le peuple bulgare affamé?) dont le dessin n'est pas sans rappeler les imaginaires visuels des films d'horreur. Le titre, *Hășove*, fait référence à une pièce de théâtre d'Ivan Vazov (1894), pleine d'auto-dérision, qui relate la vie à Braila en Roumanie de *hajduci* (considérés comme des combattants de la cause nationale) réunis dans l'attente d'une éventuelle participation à la libération rêvée de la Bulgarie ottomane. Les dix plages de l'album associent aux chansons de la Renaissance nationale des reprises de *hits* sentimentaux de la période socialiste et des chansons de propagande communistes détournées (ainsi de *Kombajnero-inteligentska* qui parodie une ode socialiste au travailleur méritant ou de *Putniko Sviden Putniko* qui, à travers un jeu de mots sonore, évoque « Viden-ov – Viden-off – va-t'en »).

Le Dobri Ćintulov des protestataires de janvier est donc cet auteur des années 1870, ré-orchestré selon les goûts de 1980-1990.

L'image serait toutefois incomplète si l'on omettait de dire que ce même enseignant-parolier-poète fut fréquemment sollicité par le pouvoir... communiste. Singulièrement à partir des années 1970, les autorités bulgares ont investi des thématiques nationales à des fins de légitimation. La musique a occupé une place particulière dans cette politique : le répertoire des chorales bulgares (telle la chorale *Gusla* à Sofia) comprenait «Tranquille Danube blanc», un hommage à Hristo Botev sur un texte d'I. Vazov, mais aussi «Le vent fait rage, le Balkan gémit» de D. Čintulov.

Le passé utilisé pour se déprendre de l'ère communiste est ainsi paradoxalement un passé retravaillé par des élites socialistes qui firent grand usage des héros de la Renaissance nationale. L'on comprend mieux alors la réflexion désabusée de Ljubomir Kānčev publiée dans *Duma* à la veille du dénouement de la crise de 1997 : «Les mêmes chansons et mots peuvent avoir des sens différents, parce que nous vivons dans un temps du double sens [...]. La chanson connue de tous, *Le vent fait rage, le Balkan gémit*, a résonné dans la bouche de Vazov et de Botev. Elle a été chantée par Georgi Benkovski. Les gens se sont fait baptiser sur cette chanson ! Voilà le paradoxe ! Des gens vindicatifs à tout propos et principalement parce qu'Ivan Kostov n'est pas Premier ministre commencent à casser du verre et à abattre des portes. [...] Et le plus difficile à comprendre est qu'ils chantent *Le vent fait rage, le Balkan gémit*³² !»

On pourrait voir dans ces investissements concurrentiels du répertoire historique musical un signe ordinaire des politiques du passé dont la Bulgarie des années 1990 a connu maints exemples. Ce serait toutefois omettre la manière dont les étudiants et citoyens ordinaires ayant pris part aux manifestations de janvier ont incorporé dans leur protestation des symboles et des images qui, loin de résulter de simples injonctions politiques, avaient marqué leurs expériences de vie singulière et dont la recombinaison traduit la complexité des modes de réinvestissement du passé et d'invention du présent. Car, dans leurs productions graphiques et sonores, le socialisme politiquement rejeté s'impose également comme partie intégrante d'une histoire vécue, relue à l'heure de

la manifestation. De ces entrelacements, la scénographie des étudiants atteste volontiers. Revenons par exemple au tract 2 : le terme russe «tupik» [impasse] est utilisé pour coder l'ancienne dépendance politique envers l'URSS. Avec la référence à Winny l'ourson sur le même dessin, nous changeons de registre : nous voici en présence de ces dessins animés occidentaux qui, diffusés à la télévision bulgare, ont peuplé les imaginaires des personnes nées dans les années 1970.

L'analyse des luttes d'interprétation autour de «l'événement 1989» en 1997 nous est apparue heuristique dans la mesure où elles dessinent certains traits singuliers de la trajectoire bulgare de sortie du communisme. À la différence de la Pologne, de la Hongrie ou de la Tchécoslovaquie, le changement de régime n'a pas offert à l'«opposition démocratique» bulgare un moment inaugural, une rupture aisément datable qui soit aussi une consécration. Parce qu'ils ont œuvré à la destitution de T. Jivkov, les réformateurs communistes resteront attachés à la date du 10 novembre 1989, le début de la «grande transformation». Dans le camp anticommuniste, si 1989 suscite sur le moment un élan d'espoir extraordinaire, cette perception s'effrite au fil des années alors que semble s'accroître le fossé entre une Bulgarie aux réformes entravées et une Europe centrale, «bonne élève» de la transition. L'immobilisme du gouvernement Videnov, pensé comme un retour en arrière, suscite une crainte d'isolement, voire de dérive vers un Est européen sous l'emprise de la Russie. Dans ces conditions, la mobilisation de janvier 1997 est vécue parmi les dirigeants et sympathisants des forces anticommunistes comme une seconde chance, la possibilité d'inaugurer un grand changement auquel les ex-communistes n'auraient cette fois aucune part. Sous le gouvernement Kostov (1997-2001), la multiplication des réformes, l'adhésion résolue à un projet d'intégration euro-atlantique contribuent à accréditer cette vision d'un nouveau départ.

Relus depuis 2007 (l'accession européenne de la Bulgarie) et alors que l'ancien clivage structurant entre rouges et anticommunistes a perdu sa pertinence, il semblerait toutefois que les événe-

ments « 1989 » et « 1997 » soient amenés à connaître de nouvelles pondérations : 1997 prend place, modestement, aux côtés de 1989 comme un moment d'accélération plus que d'initiation des changements. 1989, lui, est reconsidéré chaque jour un peu plus à la lumière d'une historiographie du socialisme qui s'enrichit. Dans un cas comme dans l'autre, les approches de l'événement s'éloignent du grand récit national pour tenter d'appréhender, dans les expériences vécues ordinaires, la multiplicité de ce qui fait lien et rupture, simultanément.

Notes

1. La date de 1944 – qui marque ici le début du communisme – reste, elle aussi, controversée. Voir Koleva Daniela, « What Do You Remember Of 9th September 1944? Remembering Communism: Official and Unofficial Discourses », Sofia, à l'adresse : <http://lett.ubbcluj.ro/~echinox/caiete1/16.html>
2. Cf. le dossier « Chrononymes. La politisation du temps », *Mots*, 87, juillet 2008.
3. Serres Michel, *Eclaircissements. Entretiens avec Bruno Latour*, Flammarion, Paris, 1992, p. 88-101.
4. En 1996, une inflation supérieure à 310 % et une dévaluation de la monnaie nationale de 600 % font chuter le salaire moyen de 100 à 25 dollars, tandis que la production recule de 8 %.
5. Gobille Boris, *Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en mai 68*, Thèse de doctorat en science politique, EHESS, Paris, 2003.
6. Les principaux partis politiques sont connus en Bulgarie par leur couleur – bleu pour le SDS ; rouge pour le BSP.
7. « Novjat Deseti. Nošta kojato raztärši Bälğarija » (Le nouveau Dix. La nuit qui a bouleversé la Bulgarie), *Sega*, 2, 6-22 janvier 1997, p. 13.
8. Georgi Pärvanov, « Porugana e svetinjata na bälğarskata däržava » (La sacralité de l'État bulgare a été violée), *Trud*, 12 janvier 1997, p. 4.
9. « Janaki Stoilov: Spešno da započvat pregovori po vsički vāprosi » (Janaki Stoilov: que débutent immédiatement les négociations sur toutes les questions), *Standart*, 15 janvier 1997, p. 8.

10. Sur la reconversion identitaire du BSP, voir Touykova Marta, « Conversion partisane et usages politiques du passé: le cas du Parti socialiste bulgare », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 37 (3), 2006, p. 67-96.
11. « Déclaration des étudiants et professeurs protestataires de l'Université de Sofia », Sofia, 11 janvier 1997.
12. Cf. « Ostavame do kraja » (Nous resterons jusqu'au bout), *Demokracija*, 12 janvier 1997, p. 24.
13. « Platihme visoka cena za preustanovjavane na obnovitelnite procesi » (Nous avons payé un prix élevé pour l'arrêt des processus de renouveau), Rapport devant le Conseil suprême du BSP, Sofia, 16 février 1997, in Georgi Pärvanov, *Predi i sled Deseti* (Avant et après le 10), IK Blagoev, Sofia, 2001, p. 319-328.
14. « Ekaterina Mihajlova: Bälğarite ne očakvat čudesa, no iskat čestno upravljenie » (Ekaterina Mihajlova: les Bulgares n'attendent pas des miracles, mais ils veulent un gouvernement honnête), *Standart*, 6 février 1997, p. 7.
15. Bensa Alban & Fassin Éric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38, mars 2002, p. 5-20.
16. Si les deux premiers registres sont communs aux activités protestataires du SDS et des étudiants, le troisième appartient à la rhétorique bleue.
17. Archives de l'auteur.
18. Cf. les slogans rassemblés dans Jordanova Ljubima (dir.), *Ot Lumpena do graždanina* (Du lumpen au citoyen), Bulleks, Sofia, 1997.
19. Il n'est pas sans intérêt, à cet égard, de se reporter à : Kortenska Miroslava & al., *Bälğarija: načäloto na Promjanata* (Bulgarie: le début du changement), Mira Art, Sofia, 1994. L'ouvrage sur le changement de régime s'ouvre sur la grève des étudiants de juin 1990 et la « Cité de la vérité ».
20. Cf. l'émission « Studio Bälğarija », Radio Free Europe, du 22 janvier 1997.
21. Op. cit.
22. Ibid.
23. « Evgenij Bakärdžiev: protestät da prodälži mirno i zakonno » (Evgenij Bakärdžiev: que la protestation se poursuive calmement et dans le respect de la loi), *Standart*, 30 janvier 1997, p. 7.

24. Tepavičarov Veselin, «Januarskijat bunt'97: lozungite i simbolite kato ideel rekvizit» (Le soulèvement de janvier 1997: les slogans et les symboles comme réservoir d'idées), in Ljubima Jordanova (dir.), *op. cit.*, p. 15.
25. *Demokracija*, 12 janvier 1997, p. 24.
26. À l'instar des élites du nouvel État bulgare fin XIX^e siècle... L'ouvrage de l'intellectuel et diplomate, Simeon Radev, publié en 1911, avait conféré ses lettres de noblesse à la notion de «bâtisseurs». Cf. Radev Simeon, *Stroitelite na săvremenna Bălgarija* (Les bâtisseurs de la Bulgarie contemporaine), Bălgarski pisatel, Sofia, 1990 (1^{re} éd. 1911).
27. Sur la campagne de 1997: Ragaru Nadège, «L'Union des forces démocratiques en campagne ou la lente consolidation d'un parti politique en régime post-communiste», *Balkanologie*, 2 (1), juillet 1998, p. 83-107.
28. Cette chanson aurait été écrite en hommage au soulèvement de 1862 à Gabrovo contre le pouvoir ottoman.
29. Paničarov Bojan, *Informacionen bjuletin*, 5, 29 janvier 1997, p. 3.
30. Cf. le commentaire d'Evgenij Dajnov dans *Informacionen bjuletin*, *op. cit.*, p. 3.31. Fondé par l'investisseur américain d'origine hongroise Georges Soros en 1993, l'Open Society Institute entend promouvoir la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et les réformes économiques et sociales dans les pays anciennement communistes, notamment en soutenant le développement d'organisations issues de la «société civile».
32. *Duma*, 4 février 1997, p. 5.

Troisième partie

L'ÉVÉNEMENT OCCULTÉ LES REPRÉSENTATIONS ORDINAIRES

Biélorussie
Mémoires et ruptures de vie de citoyens soviétiques
Ronan Hervouet

Le 25 août 1991, l'ensemble du Soviet suprême de Biélorussie vote pour l'indépendance du pays. Le tournant est historique. En effet, tour à tour partie intégrante de la Pologne ou de la Russie, puis de l'URSS, la Biélorussie, n'a connu qu'une très courte période d'indépendance en 1918¹. Le 8 décembre 1991, l'URSS est dissoute. Ces changements sont toutefois interprétés différemment dans le champ politique. D'un côté, le Front populaire de Biélorussie (BNF), fondé en octobre 1988, cherche à instituer 1991 comme une rupture majeure dans l'évolution du pays. Dès la perestroïka, certains intellectuels avaient promu une idéologie nationaliste et demandé la sortie de l'Union soviétique². Cette revendication était adossée à une dénonciation du passé soviétique, qui portait notamment sur la catastrophe de Tchernobyl et sur le massacre de masse perpétré entre 1937 et 1941 par le NKVD à Kurapaty, près de Minsk³. Dans cette perspective, la fin de l'URSS est interprétée comme une rupture salutaire et offre la possibilité de promouvoir une nouvelle identité nationale. Les partisans du BNF militent notamment pour l'adoption de nouveaux symboles nationaux. Dès le 28 août 1991, le drapeau de la Biélorussie soviétique disparaît au profit d'un étendard aux couleurs rouge et blanc, en référence à celui qui avait été adopté par la République populaire de Biélorussie en 1918⁴. D'un autre côté, Alexandre Loukachenko, élu à la présidence de la République en 1994, et qui accomplit aujourd'hui son troisième mandat, a toujours ouvertement revendiqué l'héritage soviétique et cherché

à restaurer symboliquement une continuité entre l'avant et l'après 1991. En mai 1995, il fait approuver par référendum l'abandon du drapeau blanc et rouge pour revenir à l'emblème soviétique rouge et vert – la faucille et le marteau ne figurant toutefois plus sur l'étendard national. En outre, en 2001, il autorise la reconstruction du périphérique de la ville de Minsk sur le charnier de Kurapaty, malgré les protestations de jeunes militants proches du BNF, empêchant ainsi la constitution de cet espace en lieu de mémoire⁵.

Cet article analyse la place de la fin de l'URSS dans les discours et les représentations des acteurs sociaux qui ne sont pas directement intégrés dans le champ politique. Il s'agit, en changeant d'échelle d'observation⁶, de saisir si ces transformations constituent pour ces personnes des « événements » dans leur parcours biographique. On considère ici que l'événement est ce qui constitue une « coupure » dans la discontinuité du temps⁷, identifiée comme telle par les interlocuteurs rencontrés, directement ou par métonymie, dans le sens où l'ensemble de faits en question a bouleversé leurs destinées, ou du moins laissé des « traces »⁸ dans leurs mémoires telles que ces personnes estiment que leur vie a profondément changé à partir de ce moment. L'événement est en effet ce qui « semble être suffisamment "important" pour être découpé, mis en relief, et être désormais, sinon commémoré, du moins mémorisé »⁹. Cette importance peut se mesurer selon l'intensité émotionnelle suscitée par l'évocation de certains faits par les personnes rencontrées. En effet, comme l'écrit Arlette Farge, « l'événement se fabrique, se déplace et s'accomplit dans le large champ des émotions »¹⁰.

Ce texte repose essentiellement sur des matériaux recueillis en Biélorussie entre 2000 et 2004. Les entretiens menés sous la forme de récits de vie, portaient sur la passion du jardinage des habitants des villes. Depuis les années 1980, une majorité de citadins dispose de lopins de terre, sur lesquels ils cultivent des potagers et construisent tant bien que mal des datchas. Mon objectif était de mettre en relation les liens entre cette passion ordinaire et les différentes sphères d'activité des individus, afin d'analyser

l'épaisseur du quotidien de la dictature, tissé de contraintes et de tactiques de réappropriation de soi pour s'en défaire¹¹. D'autres entretiens menés entre 2006 et 2008 ont été effectués dans le cadre d'une recherche sur le quotidien de la dictature dans les campagnes de Biélorussie. Très peu formalisées, ces discussions suivaient le cours de la conversation collective menée autour des plats disposés sur la table, ponctuée de toasts à la vodka et de digressions sans rapport avec les trajectoires sociales et familiales des personnes présentes. J'ai le plus souvent rencontré les mêmes personnes à plusieurs reprises, sur plusieurs années. Comme dans ma recherche sur les datchas, la démarche méthodologique adoptée se voulait « ethnographique »¹². Parce que ces discussions étaient espacées dans le temps et peu guidées, la parole s'y libérait, autorisant ainsi les personnes à formuler des confidences et des regrets, à évoquer des sentiments personnels. Les traces qui affleurent dans ces discours ont ensuite été soigneusement restituées dans un journal de terrain.

Ces récits fragmentés laissent apparaître des temporalités diverses. Les « événements » évoqués y sont différents. Le matériau reste trop lacunaire pour prétendre établir des régularités empiriques fortes. Toutefois, ces cas singuliers laissent penser que la représentation de certains faits comme événements est liée à la position sociale, géographique et générationnelle des individus. Les cinq personnages présentés sont issus du monde rural. Aucun n'est minskoï, et ils habitent tous de petites bourgades d'environ 10 000 habitants, situées à une cinquantaine de kilomètres de la capitale. Ils appartiennent à ce que Anatoli Vichnevski appelle les « générations semi-urbaines », caractéristiques de la démographie soviétique. Il explique en effet que, si en 1990 la part de la population urbaine en URSS s'élevait à 66 %, on ne comptait pas plus de 15 à 17 % de citadins de souche parmi les sexagénaires¹³. L'une de ces cinq personnes seulement est originaire des zones très touchées par la catastrophe de Tchernobyl, situées au sud et à l'est du territoire biélorusse. Comme plus de 135 000 personnes en Biélorussie depuis 1986, elle a été évacuée des zones contaminées et relogée¹⁴. En outre, ces cinq personnages appartiennent

à des générations distinctes. Leurs vies ont ainsi été marquées par des expériences historiques différentes. Pour trois d'entre eux, la collectivisation forcée et la Grande Guerre patriotique n'ont existé qu'à travers les mises en scène officielles et les récits familiaux. Enfin, aucun n'appartient à la nomenklatura privilégiée. Hormis le plus âgé, ils occupent ou ont occupé des postes qualifiés dans l'agriculture ou l'enseignement. Leurs professions – enseignant, professeur de mécanique, tractoriste... – ont conservé sur les scènes locales un certain prestige social.

Les deux premiers récits indiquent comment les difficultés économiques et les discontinuités symboliques du début des années 1990 ont tordu certaines trajectoires sociales plus qu'elles ne les ont rompues. La fin de l'URSS apparaît moins comme une rupture radicale dans le cours des existences, mais davantage comme un pivot autour duquel les trajectoires professionnelles et les configurations de l'économie domestique se sont réorganisées. Les trois récits qui suivent montrent comment l'explosion du réacteur numéro quatre de la centrale nucléaire de Tchernobyl, la perestroïka, la Grande Guerre patriotique et la collectivisation forcée des campagnes apparaissent comme des événements qui ont produit des ruptures matérielles, statutaires et/ou symboliques majeures dans les trajectoires des personnes rencontrées.

La douloureuse redéfinition des ambitions personnelles après l'effondrement de l'Union soviétique (Ivan)

Né en 1946, Ivan¹⁵ est professeur de mécanique dans un lycée technique. Il touche aujourd'hui sa pension de retraite mais continue à enseigner. Il habite dans une bourgade située à quelques dizaines de kilomètres de Minsk. Je le rencontre pour la première fois le 13 avril 2006. Je suis accompagné de son gendre, Anton Dvorikov, allié essentiel de mes recherches et qui, grâce à sa maîtrise du français, me guide dans les discussions, ma connaissance du russe étant cruellement limitée. Je franchis le seuil de l'appartement. Ivan m'invite à ôter mon manteau et à m'installer confortablement dans un fauteuil, devant la table dressée pour le dîner.

Son accueil est d'emblée chaleureux. Il me sert de la vodka, me dit qu'il est un supporter de l'équipe de France de football, me fait goûter le « vin » qu'il fabrique lui-même. Très vite, il me parle de lui. Les questions que je pose visent à ce qu'il précise un nom, une date, une pratique. Mais Ivan impose lui-même le rythme, les enchaînements et les sauts temporels dans son discours. Il met sa vie en récit. Je rencontrerai Ivan et son épouse à d'autres reprises en 2006, 2007 et 2008. Les discussions suivent le même cours. Dans ces échanges, plusieurs motifs reviennent inéluctablement, comme des éléments structurants de sa représentation du déroulement de son existence.

Il parle souvent de son père. Ce dernier est revenu invalide de la Grande Guerre patriotique. Son pied avait gelé. Ivan répète que son père travaillait tellement, malgré son handicap, qu'« on ne savait pas quand il dormait ». À son retour de la guerre, il est contraint de travailler dans le kolkhoze, sa pension de retraite et d'invalidité étant insuffisante pour vivre. Travailler dans le kolkhoze lui a permis d'y faire paître ses vaches, de bénéficier de certaines aides et de pouvoir y cultiver son potager. Il a pourtant pris la décision de quitter cette structure. Il est devenu le gardien des bêtes que les kolkhoziens possédaient individuellement. Ces derniers en retour le payaient en nature ou en argent, selon leurs possibilités. Ainsi, il gagnait davantage. Son travail était très pénible. Il était difficile de garder les troupeaux. Des marais entouraient le village, et des prédateurs, notamment des loups, y rôdaient. Parfois, le père d'Ivan passait la nuit entière à chercher certaines vaches enlisées dans les marais. Il fallait alors réunir tous les hommes du village pour les en sortir.

Ivan évoque souvent son enfance pauvre et restituée au travers de son expérience les conditions de vie difficiles dans les campagnes biélorusses de l'après-guerre, partagées alors par une majorité d'habitants du pays¹⁶. Il garde cependant des souvenirs heureux de l'école, qu'il a fréquentée à partir de l'âge de 6 ou 7 ans. Dès que la neige avait fondu, il s'y rendait pieds nus, mais ne tombait jamais malade. Les repas étaient alors toujours composés de pommes de terre, de pain, de sel, d'oignons et d'une boisson

russe à base de seigle, le *kvas*. Malgré cela, comme de nombreux Soviétiques issus du monde rural, il a connu une mobilité inter-générationnelle ascendante¹⁷. Son père a ainsi réussi à financer les études universitaires de ses trois enfants. Ivan a suivi une formation d'ingénieur en mécanique agricole à l'Institut biélorusse de mécanisation et d'agriculture. Sa bourse lui suffisait pour vivre, mais sa mère lui donnait cinq roubles par mois pour s'assurer qu'il ne manquerait de rien, et qu'il ne serait pas contraint, comme d'autres étudiants, de mettre en péril sa formation en travaillant sur des chantiers. Ivan évoque souvent l'amélioration des conditions matérielles sous le système soviétique. Certes, dans les années 1960, les magasins étaient bien achalandés, mais les bourses étaient vides. Dans les années 1970, les kolkhoziens ont commencé à gagner plus mais les pénuries sont alors devenues récurrentes. Pourtant, Ivan a obtenu, à l'âge de 26 ans, son appartement. Quelques années plus tard, il a acquis, grâce au statut d'invalidé de guerre de son père, une grande bibliothèque murale puis, en 1975, sa première voiture.

Le monde soviétique est décrit par Ivan comme une lente accession au confort matériel et à la dignité sociale. Les souffrances éprouvées par son père n'ont pas été vaines. Malgré les épreuves physiques et morales qu'ils a endurées, ses enfants ont pu connaître une mobilité sociale ascendante et bénéficier ensuite, comme de nombreuses personnes appartenant à cette génération de l'après-guerre, d'une certaine aisance matérielle. On peut rappeler en effet, « qu'entre 1950 et 1970 [en URSS] la consommation alimentaire a doublé, les revenus quadruplé, la semaine de travail a été raccourcie, les avantages sociaux se sont accrus, la consommation de biens courants a triplé et les achats d'équipement ont plus que décuplé »¹⁸. Ivan égraine ainsi les différents objets que sa famille est parvenue à posséder, précisant même les dates des acquisitions comme autant d'événements familiaux notoires qui ont transformé la vie de ses membres. Il a ainsi profité personnellement du développement économique de la Biélorussie, qui était devenue à la fin des années 1980 l'une des Républiques les plus riches d'URSS en termes de revenu par

habitant¹⁹. Fils de kolkhozien, il parvient également à obtenir un diplôme universitaire et à devenir enseignant. Respecté de ses élèves et de ses pairs, Ivan jouit d'un prestige certain dans la bourgade où il réside, toutes les personnes rencontrées m'en parlant comme d'une personne exemplaire, courageuse, humble et honnête. Aussi, la vie d'Ivan incarne-t-elle une forme de bonheur soviétique. D'ailleurs, parfois, Ivan me glisse, discrètement, comme s'il avait peur du jugement que je pouvais porter sur ses paroles, qu'il y avait de bonnes choses dans le système soviétique, qu'en tout cas il a mieux vécu que ses parents. En mars 2008, au cours du repas, il me confie : « J'ai longtemps cru qu'on était heureux, comme on nous le disait. »

Lorsqu'il évoque la fin du système soviétique, Ivan en revient systématiquement à me parler du bonheur de ses enfants. Ainsi, il évoque souvent la maison de son fils, dont la construction s'est étalée sur neuf ans, de 1994 à 2003. Au début des années 1990, il n'avait pas d'argent pour construire la maison parce que toutes ses économies avaient fondu avec l'inflation. Il ne pouvait emprunter auprès des banques puisque les crédits étaient alors, selon lui, réservés aux « privilégiés ». Le père de sa belle-fille, Dimitri, était vétérinaire dans un kolkhoze voisin. Le nombre de têtes de bétail ne faisait que diminuer. Aussi, les projets de construction au kolkhoze ont été abandonnés, et le matériau utilisé pour rémunérer les employés, dont Dimitri. En outre, s'il n'y avait plus d'argent pour payer les salaires, il existait toujours une ligne budgétaire spécifique destinée aux crédits dont Dimitri a pu bénéficier. Dimitri et Ivan ont ainsi pu construire une maison pour leurs enfants. Mais Ivan craint de ne pas pouvoir « réaliser son rêve », acheter un logement à sa fille. Certes, il économise depuis quelques années mais ses revenus augmentent moins vite que les prix de l'immobilier. Ce qu'il semble craindre le plus dans ce monde de l'après effondrement de l'URSS, c'est de ne pas être à la hauteur de ce que fut son père. Certes, malgré la fin du système communiste, il a pu, grâce aux pratiques de *blat*²⁰ et à un travail acharné, offrir une belle maison à son fils. Mais les conditions demeurent trop difficiles pour qu'il puisse imaginer faire de même pour sa fille.

Ce n'est pas en travaillant à plein-temps au lycée, malgré son statut de retraité, et en cultivant son potager dès qu'il a du temps libre pour faire quelques économies qu'il y parviendra. La fin du système communiste n'a pas provoqué de rupture statutaire, mais l'a contraint à réarticuler ses mondes domestique et professionnel. Plus qu'une brisure, ces événements ont induit une torsion lourde d'enjeux symboliques dans son itinéraire biographique. C'est le sens de son accomplissement en tant qu'homme et en tant que père qui est en jeu. Aussi me murmure-t-il à plusieurs reprises, lors de nos rencontres, qu'il regrette l'effondrement de l'Union soviétique, même s'il a conscience, secrètement, que sans l'irruption de cet événement historique, il n'aurait probablement pas pu me faire cette confidence.

Les souvenirs nostalgiques du travailleur soviétique (Sergueï et Margarita)

Je rencontre Sergueï et son épouse Margarita en novembre 2007. Ce sont les meilleurs amis d'Ivan et de son épouse, Maria. Ces derniers ont organisé notre rencontre chez eux, autour d'un repas. Mon ami Anton Dvorikov est présent. Très vite, Margarita me dit que le père d'Ivan a beaucoup aidé sa famille dans le passé. Cette aide était d'autant plus précieuse que son propre père était absent. Laconique, elle dit qu'il avait été envoyé au goulag « pour avoir survécu à Stalingrad ». Capturé par les nazis lors de cette bataille meurtrière, il a connu à son retour en URSS après la guerre le même sort qu'environ 360 000 prisonniers soviétiques, sur les 1 545 000 revenus d'Allemagne²¹. Sergueï et Margarita me parlent alors de la vie d'avant la fin de l'URSS, lorsqu'ils travaillaient dans un sovkhosze situé à quelques dizaines de kilomètres de Minsk. Théoriquement, les sovkhoszes, fermes d'État, payaient à leurs ouvriers agricoles un salaire fixe, tandis que les kolkhoszes, exploitations collectives, distribuaient à leurs membres une part de la récolte commune. Les salaires des premiers étaient plus élevés et ils bénéficiaient d'autres avantages sociaux, comme le logement, mais leurs lopins de terre personnels

étaient plus petits que ceux qu'exploitaient les kolkhoziens. Dans les faits, la différence entre les deux formes de propriété collective est devenue « formelle »²² dans les années 1980. Sergueï et Margarita se sont installés dans ce sovkhosze lorsqu'ils étaient jeunes mariés. Elle était comptable. Lui était tractoriste.

De retour de son service militaire, en 1984, il y retrouve sa place. Il travaillait de 8 heures jusqu'à parfois 22 heures, prenait une douche et ne rentrait chez lui qu'à 23 heures, ou même minuit. Puis la journée se répétait le lendemain, au même rythme. Le travail était éprouvant mais bien payé. Il touchait 315 roubles par mois et pouvait recevoir, selon les quantités récoltées, jusqu'à 3 000 roubles de primes en fin d'année. C'était le temps de l'abondance. Sergueï parle du carburant dont on ne manquait jamais, avec lequel on se lavait même les mains. Ce système favorisait l'émulation. Les tractoristes étaient en compétition. Certains usaient de moyens peu honorables, comme de mettre du sable dans le moteur des tracteurs de leurs concurrents. Mais d'autres travaillaient honnêtement, en équipes de deux. Le collègue avec lequel il partageait son tracteur est vite devenu un ami très proche. Même aujourd'hui, alors qu'ils ne travaillent plus ensemble depuis plus de dix ans, ils continuent de se voir régulièrement. C'était un travail qui mettait le corps à l'épreuve et permettait de se faire un nom, de défendre son honneur de bon travailleur. Des rituels étaient organisés, qui favorisaient le sentiment d'appartenir à un groupe différent des autres. Ainsi, chaque année, le premier jour des récoltes, on alignait les machines avant de proclamer le début de la saison de travail. Une fois, le drapeau soviétique a même été hissé. Les autorités soviétiques valorisaient ainsi la figure du tractoriste qui incarnait « l'application à la production agricole des progrès de la science et de la technique » et manifestait par son travail le « processus d'élimination des différences villes-campagnes »²³. Sergueï se souvient de ces rituels et déclare avoir été touché par de telles pratiques. Mais ces mises en scène ont été simplifiées à mesure que les années passaient. Il le regrette.

Tout a changé au début des années 1990. L'effondrement de l'URSS s'est accompagné d'une crise économique qui a durement

affecté le pays²⁴. Le sovkhoze manquait souvent de carburant, ce qui empêchait Sergueï de travailler. Régulièrement, les machines tombaient en panne. Il dit s'être même mis en colère un jour parce qu'une machine était immobilisée faute d'une pièce très élémentaire qu'il était impossible de trouver. Son salaire a aussi baissé. Mais ce qui le ronge alors, c'est moins de gagner peu que de travailler peu. Le socle sur lequel repose le sens de son existence sociale, que constitue son corps mis à l'épreuve par la fatigue du travail de la terre, se fissure. Il a alors le sentiment d'être inutile et en souffre. Sergueï parle aussi des directeurs de sovkhos nommés dans les lieux proches de la capitale, comme là où il réside. Ils y obtiennent un appartement, qui prend rapidement de la valeur puisque l'endroit est proche de Minsk. Il juge cette spéculation immobilière scandaleuse.

Il décide alors de changer d'activité et trouve du travail dans le secteur privé, pourtant peu développé en Biélorussie²⁵. Après avoir travaillé dans une entreprise de production de sodas, il devient chauffeur dans une société qui vend et installe des fenêtres. Il touche alors un salaire modeste d'un million de roubles par mois, soit environ 350 euros. Sergueï est apprécié de ses collaborateurs. Il me dit qu'il construit sa réputation à chaque endroit où il travaille. Sergueï semble toutefois regretter le temps où la reconnaissance passait par l'épreuve d'un travail très éprouvant physiquement, et où cette reconnaissance était cristallisée dans des rituels qui mettaient en scène l'importance de ces tâches.

Dans ces deux récits, la fin de l'URSS se traduit dans les vies personnelles par une fragilisation des fondements sur lesquels reposait la dignité personnelle : un horizon temporel stabilisé, des revenus croissants, une lente mais certaine ascension sociale, des rituels à l'efficacité symbolique affirmée. Malgré les tourments que le pays traverse dans les années 1990, ces personnes continuent toutefois durant cette période à occuper un emploi et à percevoir régulièrement un salaire. Mais elles sont contraintes, dans la nouvelle configuration économique, de trouver de nouvelles valeurs sur lesquelles asseoir le sens de leur existence. Elles doivent désormais s'épuiser pour conquérir à leurs propres yeux

une forme de respect. Pour Ivan, cet épuisement ne lui garantit pas qu'il pourra acheter une maison à sa fille, tandis que Sergueï ne retrouve plus dans sa routine quotidienne le souffle qui l'animait lorsqu'il défilait chaque jour la terre et son corps en conduisant son tracteur jusqu'au coucher du soleil. Par ailleurs, les libertés instituées en Biélorussie après 1991, qui disparaissent ensuite sous le règne d'Alexandre Loukachenko, se sont tues. Elles apparaissent, en creux, lointaines, situées hors du monde vécu. Sergueï ne revient d'ailleurs pas dans son récit sur la déportation de son beau-père. À la fin du repas, accompagné de son épouse Margarita, il se rend dans un monastère proche pour prier.

Dans les différents récits recueillis en Biélorussie entre 2000 et 2008, la fin de l'URSS n'apparaît donc pas comme une rupture véritable. En revanche, d'autres événements sont identifiés comme des moments où les existences ont basculé dans un désordre symbolique parfois difficile à verbaliser.

Le déracinement après Tchernobyl (Tatiana)

En 2002, un dimanche de printemps, mon ami Anton Dvorikov me présente Tatiana, une amie de sa mère. Elle est institutrice. Âgée d'une cinquantaine d'années, elle appartient à la même génération que Sergueï et Ivan. La veille, Anton m'apprend que Tatiana est originaire de la région de Gomel. Elle vivait dans une zone contaminée par la catastrophe de Tchernobyl et a été relogée dans une bourgade située à quelques dizaines de kilomètres de Minsk. Tatiana me raconte comment chaque membre de sa famille a toujours participé à la culture du lopin de ses parents kolkhoziens et pourquoi, à cette époque, il lui était impossible d'acquérir sa propre datcha, tant le temps consacré au travail dans le jardin de ses parents était important. Puis elle explique qu'elle, son mari et ses enfants ont déménagé en 1990. Ils se sont aussitôt procuré un lopin, ont entamé la construction de la maison, ont cultivé plusieurs potagers, parce que, selon elle, cela les aidait à mieux s'en sortir. La datcha occupe alors une place essentielle dans l'économie domestique d'une majorité de citoyens biélorusses²⁶.

Puis je demande à Tatiana, comme si j'étais ignorant de son passé, de quelle région elle vient. Elle évoque Tchernobyl et manque d'éclater en sanglots. Elle reprend alors son récit. Elle me parle de son père très vite décédé après la catastrophe, de sa mère paralytique, « à cause de la contamination », et recueillie par sa sœur dans le nord de la Biélorussie.

Tatiana évoque toutefois sa nostalgie pour la région dont elle est originaire. Certes, dans l'endroit où elle a emménagé, elle vit bien. Les gens y sont bons, elle y a des amis. Mais elle regrette sa « petite patrie » (*rodina*)²⁷. Tchernobyl a vraiment marqué son expérience, ses sentiments. S'il n'y avait pas eu Tchernobyl, elle aurait aimé rester dans cette région, qu'elle nomme son « foyer », sa « maison ». Dans le temps passé, toute sa famille vivait là-bas. Elle y a grandi, son mari aussi. Lui a d'abord perdu ses parents après Tchernobyl. Puis elle a vu beaucoup de gens proches mourir à cause de cette catastrophe.

Au fil de la discussion, Tania me parle de sa passion de la datcha. Elle a grandi dans une région où la nature ressemble à celle de l'endroit qu'elle habite aujourd'hui. Elle apprécie la proximité de la forêt, où l'on peut ramasser des champignons et des baies. Elle souhaiterait améliorer la route qui mène à sa maisonnette d'été. Si elle avait plus d'argent, elle pourrait aussi terminer la construction de sa maison. Elle évoque alors l'évolution économique du pays. Il existe une différence fondamentale entre les années 1990 et la période précédente. Avant, il n'y avait pas d'inflation. Sa famille pouvait faire petit à petit des économies pour s'acheter, par exemple, une voiture. Maintenant, il est impossible de se projeter dans l'avenir. Regrette-t-elle cette stabilité ? Elle dit éprouver de la nostalgie pour cette époque où les choses étaient moins changeantes, où les gens, plus aimables, passaient plus de temps ensemble, où le pays était uni. Ainsi, elle pouvait se rendre sans difficultés à Moscou et à Kiev avec son mari ukrainien. Il est désormais plus difficile d'y aller. Il existe des tensions politiques entre Moscou, Kiev et Minsk. De plus, les coûts des voyages sont plus élevés qu'auparavant. Elle ajoute que la fin de l'URSS a peut-être constitué un progrès dans certains

domaines parce que les gens sont plus conscients de ce qui se passe dans le monde, ils ont plus de connaissances, ils peuvent dire tout ce qu'ils pensent²⁸. Mais elle ne peut s'empêcher de regretter ces temps passés.

Dans son récit, Tatiana évoque la chute de l'URSS comme un événement qui a rendu son avenir incertain. On retrouve ici l'impact de ces changements sur les destinées personnelles de Ivan et Sergueï : le quotidien est désormais fait d'instabilité et d'inquiétude. Mais Tchernobyl apparaît comme ce « point de bascule à partir duquel le monde et le temps semblent subitement devoir s'ordonner autrement »²⁹. En fait, la Biélorussie a été particulièrement touchée par la catastrophe. Environ 70 % des éléments radioactifs libérés par l'explosion de Tchernobyl sont retombés sur le pays. Les rejets de césium représentent à eux seuls plus de trois cents fois Hiroshima. Le quart du territoire biélorusse est contaminé. Deux millions de personnes, dont 500 000 enfants, vivent aujourd'hui dans ces régions. Selon différentes sources, qui font toutefois l'objet de polémiques, le nombre de cancers (de la thyroïde, du rectum, du larynx...), de cas de diabète, de pathologies sanguines et de malformations à la naissance aurait fortement augmenté³⁰. L'explosion du réacteur numéro quatre de la centrale a arraché Tatiana de l'ordre temporel dans lequel elle vivait jusque-là. Elle est aussi déracinée de la terre à laquelle elle était tant attachée. Le cours des choses est devenu incompréhensible, étranger à elle et douloureux. Plongée avec cet événement dans « le régime de ce qui ne sait plus se dire »³¹, Tatiana ne trouve plus de mots pour parler. L'émotion la submerge. Elle reste muette.

La perestroïka en accusation (Andrei)

Le 20 avril 2006, je rencontre Andreï Petrovitch, âgé de presque 80 ans. Aujourd'hui à la retraite, il a été enseignant dans le même lycée technique qu'Ivan, mais il a également dirigé un sovkhoze pendant quelques années, dans les années 1960. Il pense être face à un étranger qui, selon lui, a vraisemblablement

dû se réjouir de l'effondrement de l'URSS et mépriser le monde construit par les communistes. Ma visite suit de très peu l'élection présidentielle en Biélorussie, dont le traitement médiatique et politique à l'étranger a été globalement très critique vis-à-vis du régime d'Alexandre Loukachenko. Le discours d'Andreï Petrovitch est très construit. Cet homme qui a voué son existence à l'ancien système économique, qualifie le tournant historique qu'a constitué la perestroïka de politique du «bordel» (*bardak*).

Il explique d'abord que, dès son enfance, il a travaillé dans les kolkhozes, alors peu mécanisés. Dès la fin de la guerre, il a obtenu la qualification de tractoriste. Puis il a suivi une formation dans une école technique de mécanisation agricole, dans une petite ville de Biélorussie. Diplômé avec la mention «très bien», il a alors commencé à enseigner dans une école technique, au milieu des années 1950. Les moyens mis à la disposition de cet établissement étaient remarquables :

«Au début des années 1960, nous avions à notre disposition une cinquantaine de camions, soixante tracteurs, à peu près une dizaine des machines agricoles combinées, beaucoup d'excavateurs et de charrettes. Les possibilités à cette époque étaient tellement importantes qu'une fois, l'organisme chargé de l'amélioration de terres nous a offert gratuitement quinze tracteurs DT-75 à chenilles. Ces tracteurs fonctionnent encore aujourd'hui.»

Puis, de juillet 1963 à août 1971, il a été nommé directeur d'un sovkhoze.

«Pendant ces huit ans, le sovkhoze a construit douze ponts en béton, deux nouvelles porcheries, et trois ont été retapées. Le sovkhoze possédait deux milles cochons. Nous avons construit trois étables pour les vaches et reconstruit plus d'une dizaine de bâtiments destinés à l'élevage. Ces bâtiments mesuraient soixante mètres sur neuf, ou soixante-dix sur douze. [...] Nous avons construit un sauna, un magasin et un bâtiment sur deux étages abritant une école et un collège. Nous avons mécanisé toutes les opérations concernant l'élevage des vaches, comme la traite. Dans la porcherie, nous avons aussi mécanisé plusieurs opérations, comme la distribution du foin. [...]

Sous ma direction, le sovkhoze a construit huit châteaux d'eau. Nous avons drainé mille hectares de tourbière: cinq cents hectares avec nos propres moyens et cinq cents hectares grâce au financement d'un programme d'État. Quand j'ai quitté le sovkhoze, ces mille hectares étaient mis en culture.»

Il considère que les kolkhozes et les sovkhozes qui avaient de bons directeurs ont connu à cette époque une vraie prospérité. En 1971, il revient enseigner au lycée technique. Dans son établissement, il exerce les fonctions de président de la cellule du Parti. Il prépare aussi, durant huit années, une thèse. Selon Andreï Petrovitch, il y avait beaucoup de propositions techniques intéressantes dans les thèses soutenues à l'époque, mais elles n'ont pas toutes été mises en pratique. Il nous dit que si toutes ces propositions avaient été adoptées, on vivrait maintenant dans une société communiste.

Tous ses espoirs ont été anéantis par la perestroïka.

«Après 1985, les efforts consentis au développement des kolkhozes, des sovkhozes et de l'industrie ont faibli. De mon point de vue, les hauts dirigeants sont responsables de ce changement. Il s'agit surtout de Gorbatchev et de ses proches collaborateurs, qui ont inventé cette fameuse "reconstruction" [perestroïka] dont personne n'avait besoin. [...] Pour accomplir cette "reconstruction", il aurait juste fallu supprimer le sixième article de notre constitution, qui disait que le Parti communiste était une force qui guidait le développement et dirigeait notre société. Il aurait fallu que les entreprises soient gérées par des spécialistes et non par le Parti. Les membres du Parti n'étaient pas compétents pour gérer les entreprises. Tout cela bien sûr sans que l'on puisse nier les succès du Parti, comme la conquête de l'espace, la construction de grandes entreprises en Russie et en Biélorussie. Tout cela, c'est le mérite du Parti. [...] À l'époque, on croyait que celui qui avait fait ses études à l'École supérieure du Parti était "tsar, Dieu et commandant en chef". Il se pensait suffisamment compétent pour donner des ordres aux scientifiques et à tous les spécialistes. Il pouvait mépriser tout le monde. [...] Le Parti s'est [ainsi] montré incapable d'organiser la production dans les entreprises pour qu'elle soit rentable. Il aurait fallu reconstruire le Parti au lieu de reconstruire l'industrie et l'agriculture. Finalement, on a causé de grands dommages à notre État, plus importants que ceux causés par la Grande Guerre patriotique. Et cela a été accompli en temps de paix.»

Andreï Petrovitch se réjouit de l'élection d'Alexandre Loukachenko, qui a mis fin à la politique du « bordel » impulsée par Gorbatchev et poursuivie par Eltsine, soutenu par les « pique-assiettes biélorusses et ukrainiens ».

« À l'époque soviétique, les gens se sont habitués aux kolkhozes. [...] J'ai consacré ma vie à l'agriculture, ici à l'école technique et en exerçant différents métiers agricoles. Voilà pourquoi je comprends que, dans les villages, personne ne puisse devenir "fermier" [*fermer*]³². Pourtant les terres ne manquent pas. Chaque Biélorusse pourrait posséder dix fois plus de terres que dans les pays occidentaux. Mais il est difficile de les cultiver. Le mode de production collectif est pour le moment le plus efficace. Le grand avantage de la production collective, c'est que la personne qui travaille dans un kolkhoze ou un sovkhoze est protégée. Si quelqu'un tombe malade, il peut être soigné presque gratuitement. Il touche une retraite à la fin de sa carrière. On lui offre des conditions de vie confortables. Il a notamment accès à des jardins d'enfants, des écoles, etc. Les fermiers et les hommes d'affaires, eux, ne rendent pas ces services aux paysans. Ils payent le salaire tant que la personne est employée. Si cette personne est licenciée, elle est abandonnée à elle-même. Le fermier ne s'intéresse pas au destin du chômeur. Loukachenko a maintenu ce système, qui avait presque disparu, voire complètement. Aux dernières élections, Loukachenko a obtenu la majorité absolue de voix³³. Parce que le peuple lui fait confiance. Il le protège, même s'il a des problèmes et des défauts. Les retraites et les salaires, bien qu'ils soient modestes, sont payés sans retard. Tandis que dans d'autres anciennes Républiques soviétiques, et même en Russie, cette question n'est pas encore réglée. Chez nous, si les salaires ne sont pas payés à l'heure, les directeurs des entreprises peuvent être sanctionnés et même licenciés. [...] Ces derniers temps, la situation économique en Biélorussie s'est considérablement améliorée. Les rendements ont augmenté. Dans certains kolkhozes, le rendement du blé atteint soixante ou même quatre-vingt dix quintaux par hectare. »

Andreï Petrovitch donne sa version de l'histoire de la Biélorussie depuis la guerre, articulant les étapes de son parcours professionnel et les transformations institutionnelles engagées par les dirigeants du pays. Dans sa stratégie discursive, il construit sa trajectoire comme une véritable vocation. Il a cru profondément aux progrès promis par les autorités soviétiques, il a cherché à

œuvrer au mieux pour faire advenir cette réalité attendue et il a cru déceler dans son milieu environnant les signes matériels de cet avenir radieux en train de se construire. Dès lors, les réformes entreprises pendant la perestroïka remettent non seulement en cause les règles de fonctionnement des institutions dans lesquelles il travaille, mais plus profondément le sens de son existence, reposant sur le travail et le souci d'autrui. La politique du « bordel » introduit une véritable « rupture d'intelligibilité »³⁴ dans le cours de sa vie dont il souffre, non seulement parce que les autres ne sont plus « protégés » et sont à la merci des « profiteurs » et des « pique-assiettes », mais parce que la cohérence et la légitimité du monde auquel il a consacré sa vie se voient brusquement remises en cause. Quelques jours après cet entretien, la mère d'Anton nous parle d'Andreï Petrovitch. Elle nous dit qu'après avoir dirigé le sovkhoze pendant deux ans, il avait été gravement malade. Lui n'en avait rien dit, préférant accuser les réformes de la perestroïka qu'il compare à la Grande Guerre patriotique, dans laquelle 26 millions de Soviétiques³⁵, dont 2,2 millions d'habitants de Biélorussie³⁶, ont péri.

Ainsi, contrairement à Ivan, Sergueï et Tatiana, Andreï Petrovitch met en relief dans son récit le surgissement dans le cours de son existence d'un événement de caractère politique. Mais cette rupture n'est pas celle de 1991. Elle est constituée par la perestroïka mise en œuvre par Mikhaïl Gorbatchev à partir de 1985. Célébrée à l'Ouest comme l'épiphanie de la démocratie et de la libéralisation du régime, cette politique est perçue par Andreï Petrovitch comme un véritable désastre.

Le traumatisme de la collectivisation et de la Grande Guerre patriotique³⁷ (Pavel)

Anton Dvorikov m'emmène pour la première fois dans sa famille en avril 2002, à Smiloviči. C'est une petite ville de 10 000 habitants, située à quarante kilomètres de Minsk, abritant le quartier des Tatars. Ces derniers sont installés dans cette région depuis le xiv^e siècle. À l'époque, réputés bons guerriers, ils ont

été appelés par le Grand-Duché de Lithuanie pour défendre ses frontières³⁸. Les Tatars sont musulmans. Le grand-père d'Anton, Pavel Ivanovitch, lit l'arabe. Chez lui, sur la table, repose un vieux Coran bilingue arabe-russe. Pavel Ivanovitch est une figure centrale dans la famille. Il a 95 ans. À la différence d'Ivan, Sergueï, Tatiana et Andreï Petrovitch, il est né à l'époque tsariste. Il se souvient même avoir alors croisé dans les ruelles de son village le père du peintre Chaïm Soutine, originaire de Smiloviči. Dans sa famille, il est considéré comme l'ancien, le patriarche. Il vit seul dans sa maison : son épouse est décédée trois ans auparavant. Cette maison fut construite par sa belle-mère, en 1921. Lui habitait, lorsqu'il était jeune, dans une maison semblable, située un peu plus loin.

Entre deux occupations dans le jardin, Pavel Ivanovitch s'assoit et me parle. Avant la Révolution d'Octobre, ses parents vivaient du travail du cuir. Ils cultivaient aussi les deux hectares de terre qui entouraient leur maison. Après 1917, les terres du *pan*, noble de l'ancien régime, ont été redistribuées aux paysans. Aussi, à l'époque de la NEP³⁹, sa famille possédait quatre hectares de terre, deux vaches, huit brebis, des oies et un cheval. Ce fut ensuite le temps de la collectivisation forcée. Sa famille a assisté, impuissante, à la confiscation de tous ses animaux et de tous ses outils, notamment, précise-t-il, en revoyant en pensée cet objet regretté, une charrue pour deux chevaux. Tout le cuir que la famille avait produit devait être livré à Minsk, et « rien n'a été utilisé, tout a pourri ». Il fallait aussi payer des impôts. Ses parents étaient terrorisés : « Les Bolcheviks prenaient tout et envoyaient les récalcitrants en Sibérie. » Il répète, en murmurant : « Les Bolcheviks, les Bolcheviks... » Il est ensuite parti travailler dans un kolkhoze, durant quatre ans. Puis il a été licencié, le directeur ayant appris que son père occupait des fonctions religieuses dans la communauté tatare. Il est alors parvenu à trouver un travail dans une usine de production de bottes de feutre (*valenki*). Cette époque était particulièrement difficile. Il dit se souvenir précisément du prix du pain entre l'année 1932 et l'année 1934 : vingt-sept kopecks⁴⁰. Puis il est parti à la guerre. Quatre

de ses frères y sont morts, ainsi que l'unique frère de sa défunte épouse. Il dit que l'Union soviétique a gagné cette guerre grâce à Staline. Il est le seul à être resté en vie. Dans sa maison, sur un mur, le portrait de son beau-frère est accroché, à côté des représentations de mosquées imprimées à Kazan au début du siècle. Après la guerre, il est employé dans un sanatorium. Un peu plus tard, Pavel Ivanovitch me parle de religion. Comme son père et son grand-père, il exerce la fonction de mollah. À l'époque soviétique, il lisait les prières lors des enterrements et dispensait des conseils sur la vie quotidienne conformes à la lecture du Coran qu'on lui avait enseignée.

D'une surface d'environ mille cinq cents mètres carrés, son potager entoure la maison. Malgré son grand âge et son physique affaibli, Pavel Ivanovitch y passe tout son temps. Il ratisse un endroit, arrache une mauvaise herbe un peu plus loin, chaque geste nécessitant un effort. Lorsque les membres de sa famille travaillent dans le potager, il surveille, interpelle, organise, critique, soucieux que sa terre soit traitée avec délicatesse et respect. De mars à octobre, sa fille Iekaterina et son gendre Vladimir viennent tous les soirs s'occuper du potager. Leurs enfants sont « invités » très régulièrement à venir y travailler le week-end. Ce souci constant de la tenue du potager renvoie à la mémoire familiale, la réactive et l'entretient. Le potager apparaît alors comme la projection d'éléments disparates qui constituent autant de signes, dont la subtile grammaire, pour être déchiffrée, doit être mise en relation avec l'histoire familiale et l'histoire du pays.

On peut tout d'abord déceler à travers cet investissement familial dans le potager un « fil rouge "nourricier" »⁴¹. La vie de Pavel Ivanovitch a été marquée par la spoliation et le manque. Soixante-dix ans après les faits, il se souvient exactement de ce que sa famille possédait avant la collectivisation. L'angoisse du lendemain et de la faim ont caractérisé les années de la collectivisation et de la Grande Guerre patriotique. La culture du potager a donc permis à sa famille de s'en sortir, dans un contexte particulièrement dramatique. On peut ainsi comprendre pourquoi cette terre est si choyée.

Mais à cette mémoire d'une terre nourricière vient se greffer une autre mémoire : celle d'un milieu social dont on a été déchu, celle de souffrances morales infligées par un pouvoir tout-puissant. Dans la famille, les anciens, religieux, sont considérés comme des sages, brimés par les autorités soviétiques. En outre, la famille de Pavel Ivanovitch, qui avait profité de la redistribution des terres après la Révolution d'Octobre, réussissait dans les années 1920 à vivre correctement. Or, à partir de 1929, tout campagnard qui possédait quelques outils et quelques bêtes pouvait être soupçonné d'être un koulak ou un « suppôt de koulak ». Pavel Ivanovitch lui-même apparaissait suspect, et trouvait difficilement du travail. En effet, conformément à une « conception généalogique » de la question des classes sociales⁴², les enfants des religieux et des koulaks étaient eux-mêmes souvent opprimés. Recours ultime pour la survie économique de la cellule familiale, le lopin s'est vu doté de dimensions symboliques multiples. Ainsi, le potager a constitué un moyen de se réinventer un rang, un prestige. La qualité des produits cultivés, la tenue du jardin sont les révélateurs des valeurs constitutives de l'ethos familial. Labeur, courage, honnêteté transparaissent dans le potager. Pour Pavel Ivanovitch, sa famille n'a pas été brisée, malgré la violence des mesures arbitraires qu'elle a eu à subir. Pour ne pas oublier d'où vient la famille, comment elle est devenue ce qu'elle est aujourd'hui, il faut inlassablement réinvestir ce potager, apporter des soins particuliers à la terre. Ainsi, plusieurs décennies après les faits, chacun des gestes de Pavel Ivanovitch et chacune de ses pensées semblent faire directement écho aux souffrances endurées lors la collectivisation et de la Grande Guerre patriotique.

Les récits fragmentés de ces vies ordinaires laissent émerger des traces hétérogènes du passé soviétique. La chute du Mur de Berlin et la fin de l'URSS, célébrés à l'Ouest comme les événements marquant la disparition d'un système politique « totalitaire », n'apparaissent pas, à l'échelle de ces récits personnels, comme des ruptures qui auraient bouleversé le cours des existences. La démarche ethnographique montre ainsi que les césures produites dans les discours savants, politiques et médiatiques ne

recouvrent pas nécessairement les points de basculement dans les trajectoires individuelles, ressentis comme tels et verbalisés dans les récits de soi. S'ils ont introduit des torsions certaines dans les cheminements biographiques et favorisé l'émergence de sentiments nostalgiques régulièrement exprimés, ces événements ne semblent pas pour autant avoir suscité des souvenirs intégrateurs partagés. La régularité du versement des salaires malgré la crise, le maintien des structures économiques héritées du passé soviétique, mais aussi la dissémination généralisée du discours des autorités vantant les vertus de l'ancien système, ont sans aucun doute favorisé cette représentation d'une continuité entre l'avant et l'après 1991. En fait, d'autres « événements » s'imposent dans les discours, qui varient selon les appartenances générationnelles, professionnelles et géographiques des personnes rencontrées : la collectivisation forcée, la Grande Guerre patriotique, la perestroïka et la catastrophe de Tchernobyl.

Il est intéressant de souligner que les réappropriations personnelles du passé soviétique empruntent parfois simultanément aux différentes mémoires produites par des acteurs en opposition frontale dans l'arène politique. Les événements marquants de l'existence de Pavel Ivanovitch renvoient dans le même temps à la « mémoire encadrée » de la Grande Guerre patriotique promue par les autorités soviétiques, puis par le régime d'Alexandre Loukachenko, et à la « mémoire souterraine »⁴³ de la collectivisation, désastre dont la découverte du charnier de Kurapaty fait, par métonymie, écho. La nostalgie pour le passé soviétique fait de Tatiana une sorte de porte-parole des autorités actuelles, quand le scandale de Tchernobyl qu'elle évoque par bribes à peine articulées entre en résonance directe avec la politisation de la commémoration de la catastrophe par le BNF⁴⁴. L'âge d'or des tractoristes regretté par Sergueï se superpose dans son discours au temps passé, où son beau-père a été déporté pour « avoir survécu à Stalingrad ». Loin d'être le miroir des oppositions binaires parfois promues dans le champ politique et énoncées dans le monde médiatique (régime dictatorial/mouvements d'opposition, légitimité/illégitimité du passé soviétique, oppression/liberté, État

dominateur/société civile...), les catégories mobilisées par ces personnes traduisent l'imbrication des interprétations du passé dans leurs souvenirs personnels et, par ricochet, l'ambivalence et l'ambiguïté de leurs sentiments envers le régime actuel.

Notes

1. La République populaire de Biélorussie, proclamée le 25 mars 1918, disparaît le 1^{er} janvier 1919 au profit de la République socialiste soviétique de Biélorussie (RSSB), qui intègre trois ans plus tard l'URSS. Drweski Bruno, *La Biélorussie*, PUF, Que sais-je?, Paris, 1993, p. 70-71.
2. Goujon Alexandra, *Nationalisme et démocratie à la fin de l'URSS. Les fronts populaires d'Ukraine et de Biélorussie (1988-1991)*, thèse de doctorat, IEP de Paris, Paris, 2001.
3. La découverte du charnier de Kurapaty a été rendue publique en juin 1988 par le futur premier dirigeant du BNF, Zianon Pazniak, alors membre de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Biélorussie. Dans les années 1930, dans le contexte de la collectivisation forcée et des purges staliniennes, des milliers de personnes, essentiellement biélorusses, ont été fusillées par des agents du NKVD et enterrées dans des fosses communes, près de Minsk. La détermination du nombre de victimes est sujette à controverses, les estimations variant de 7 000 à 250 000 personnes. Cf. Goujon Alexandra, « Kurapaty (1937-1941): NKVD Mass Killings in Soviet Belarus », *Online Encyclopedia of Mass Violence*, URL : <http://www.massviolence.org>.
4. Pankovski Sergueï & Marcou Jean, « Le phénomène biélorusse », in François Dépelteau & Aurélie Lacassagne (dir.), *Le Bélarus. L'Etat de l'exception*, Presses de l'Université Laval, Sillery et Paris, 2003, p. 19.
5. Goujon Alexandra, *art. cit.*, p. 7.
6. Revel Jacques (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Seuil/Gallimard, Paris, 1996.
7. Bastide Roger, « Sociologie – Événement », *Encyclopaedia Universalis*, Paris.
8. L'événement est saisi « toujours incomplètement et latéralement, à travers des documents ou des témoignages, disons à travers des

- tekmeria, des traces* »: Veyne Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Seuil, Paris, 2007 [1971], p. 15.
9. Bastide Roger, *art. cit.*
 10. Farge Arlette, « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, mars 2002.
 11. Hervouet Ronan, *Datcha blues. Existences ordinaires et dictature en Biélorussie*, Aux lieux d'être, Mondes contemporains, Montreuil, 2007 (nouvelle édition à paraître chez Belin, dans la collection « Europes centrales »).
 12. Weber Florence, *Manuel de l'ethnographie*, PUF, Paris, 2009, p. 5.
 13. Vichnevski Anatoli, *La faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS*, Gallimard, Paris, 2000, p. 132-135.
 14. Cf. *Recherche de la plus grande efficacité possible de l'action internationale entreprise pour étudier, atténuer et minimiser les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl*, rapport de l'ONU, 2001 : <http://daccessdds.un.org>.
 15. Par souci d'anonymat, tous les noms, patronymes et prénoms ont été modifiés.
 16. Si le taux d'urbanisation de la Biélorussie atteint 69 % en 1999, il ne s'élevait qu'à 27 % en 1956 et à 43,4 % en 1970. Cf. Richard Yann, *La Biélorussie. Une géographie historique*, L'Harmattan, Paris, 2002, p. 130.
 17. Arutiunian Yuri, « Social Mobility in the Countryside », in Murray Yanowitch & Wesley Fisher (dir.), *Social Stratification and Mobility in the USSR*, International Arts and Sciences Press, White Plains (NY), 1973, p. 320-353.
 18. C'est en tout cas ce qu'affirme Hedrick Smith, chef de l'antenne du *New York Times* à Moscou entre 1971 et 1974, se référant aux conclusions de l'économiste américaine Gertrude Schroeder. Cf. Smith Hedrick, *Les Russes. La vie de tous les jours en Union soviétique*, Le livre de poche, Paris, 1977 [1975], p. 95.
 19. En 1990, le revenu par habitant en Biélorussie était estimé à 4 000 dollars américains, soit l'un des plus élevés d'Europe de l'Est. Livoskaïa Nadia, « Évolution de la situation économique en Biélorussie de 1991 à 1999 », in Alexandre Goujon, Jean-Charles Lallemand & Virginie Symaniec (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 104.
 20. Selon Alena Ledeneva, qui a consacré un ouvrage au *blat*, ce terme désigne « l'usage de réseaux personnels et de contacts informels

- pour obtenir des biens et services dont l'offre est limitée et pour trouver des moyens de contourner certaines procédures formelles » : Ledeneva Alena, *Russia's Economy of Favours. Blat, Networking and Informal Exchange*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p. 1.
21. Werth Nicolas, «Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique», in Stéphane Courtois (dir.), *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, Paris, 1997, p. 256.
 22. Maurel Marie-Claude, *La campagne collectivisée. Société et espace rural en Russie*, Anthropos, Paris, 1980, p. 47.
 23. Idem, *Ibidem*, p. 88.
 24. Au début des années 1990, le PIB a connu une baisse brutale. En 1998, il n'avait pas retrouvé son niveau de 1990. En 1998, le revenu par habitant n'était plus que de 1396 dollars, soit l'un des plus bas d'Europe de l'Est: Livoskaïa Nadia, *art. cit.*, p. 104.
 25. Idem, *Ibidem*, p. 107-109.
 26. Hervouet Ronan, *op. cit.*
 27. Dans son analyse des liens de parenté en Russie post-soviétique, Elisabeth Gessat-Anstett précise que «ce terme, qui signifie en premier lieu la terre ou le sol natal, est utilisé dans son acception la plus vaste pour désigner la patrie». Elle souligne la fréquence, dans les discours des personnes interrogées, de la référence à la *rodina*, qui renvoie à «l'idée de naissance et d'engendrement» et joue «un rôle structurant dans l'élaboration des romans familiaux»: Gessat-Anstett Elisabeth, *Liens de parenté en Russie post-soviétique. Une enquête ethnographique*, L'Harmattan, Paris, 2004, p. 53-54.
 28. On peut toutefois rappeler que, dès 1996, Alexandre Loukachenko instaure en Biélorussie un régime autoritaire, renouant avec les pratiques de répression de l'opposition pratiquées à l'époque soviétique. Cf. Lallemand Jean-Charles & Symaniec Virginie, *Biélorussie. Mécanique d'une dictature*, Les petits matins, Paris, 2007, p. 49-100.
 29. Bensa Alban et Fassin Éric, «Les sciences sociales face à l'événement», *Terrain*, n° 38, mars 2002.
 30. Pour un bilan des sources bibliographiques concernant la question de l'estimation des répercussions sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, je renvoie à l'épilogue («Spectres de Tchernobyl») de *Datcha blues*: Hervouet Ronan, *op. cit.*, p. 155-171.
 31. Idem, *Ibidem*.
 32. En russe, le terme «fermiers» désigne les agriculteurs indépendants.
 33. En 2006, briguant un troisième mandat présidentiel, Alexandre Loukachenko revendique 83 % des voix dès le premier tour. Lors de ce scrutin, des fraudes ont été relevées par des observateurs indépendants.
 34. Bensa Alban et Fassin Éric, *art. cit.*
 35. Laran Michel & Van Regermorter Jean-Louis, *La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 1996 [1973], p. 175.
 36. Cela représente le quart de la population de la République socialiste soviétique de Biélorussie: Drweski Bruno, *op. cit.*, p. 103.
 37. Une version plus étoffée de ce récit est présentée dans *Datcha blues*. Hervouet Ronan, *op. cit.*, p. 115-130.
 38. Bohdanowicz Leon, «The Polish Tatars», *Man*, vol. 44, n° 36, septembre-octobre 1944, p. 116.
 39. Nouvelle politique économique lancée en 1921 par Lénine.
 40. Il est difficile de vérifier le prix donné par Pavel Ivanovitch. Peut-être confond-il avec le prix du kilo de pain dans l'URSS de l'après-guerre, qui, invariablement, de 1954 aux années 1980, s'élevait à 28 kopecks. Cf. Kerblay Basile & Lavigne Marie, *Les Soviétiques des années 1980*, Armand Colin, Paris, 1985, p. 127.
 41. Bertaux Daniel & Garros Véronique, *Lioudmilla. Une Russe dans le siècle*, La Dispute, Paris, 1998, p. 14.
 42. Fitzpatrick Sheila, *Le stalinisme au quotidien. La Russie soviétique dans les années 1930*, Flammarion, Paris, 2002 [1999], p. 176.
 43. Pollack Michael, *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Métailié, Paris, 1993, p. 15-39.
 44. Goujon Alexandra, *op. cit.*, p. 166-180.

Ukraine.

Trois communistes dans la tourmente de la perestroïka

Ioulia Shukan

Les visions les plus répandues de la rupture avec le système soviétique en 1991 oscillent, en Ukraine, entre l'image positive de l'accession du pays à l'indépendance et la représentation négative d'une sortie du communisme inachevée en raison de la continuité de l'ancien personnel dirigeant dans la plupart des structures exécutives et législatives. Ce maintien au pouvoir des cadres ex-communistes est souvent tenu pour responsable de l'échec de la démocratisation et du basculement dans l'autoritarisme au cours des années 1990.

Cette représentation de 1991 en termes de continuité des élites dirigeantes ignore cependant la diversité des expériences personnelles de la fin de l'URSS. Elle tend également à stigmatiser l'opportunisme politique des cadres communistes qui se seraient convertis, du jour au lendemain, aux valeurs du nationalisme, de la démocratie et de l'économie de marché. Par là même, elle néglige la complexité des mécanismes d'adaptation personnelle aux changements qui impliquent non seulement une reconversion professionnelle, mais également d'importants remaniements identitaires, et qui s'inscrivent nécessairement dans des temporalités plus longues. Les récits de vie collectés auprès d'anciens responsables communistes ukrainiens révèlent effectivement que si 1991 a eu un impact important sur leurs parcours¹, ce sont surtout les années 1988-1990, années de mise en place de la perestroïka, qui pèsent de tout leur poids sur leurs « carrières »² politiques dans la période post-soviétique.

Lancé dès 1985 par Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), la perestroïka prend d'abord la forme d'une politique d'accélération (*uskorenie*) du rythme du développement économique en URSS et d'un appel à la transparence (*glasnost*) qui vise à inciter les dirigeants à dire la vérité sur les dysfonctionnements du système soviétique³. Elle s'accompagne, à partir de 1988, de réformes politiques ayant pour objet de réduire la toute puissance du PCUS au profit des différents appareils de l'État, notamment des organes législatifs (soviets), réduits jusqu'ici au rôle de chambres d'enregistrement des décisions du Parti. Elle se traduit également par le relâchement des contraintes sur la parole publique et l'action collective, une reconnaissance fragile du pluralisme d'idées et d'opinions, la libéralisation des procédures électives et, enfin, la suppression, en mars 1990, du monopole du PCUS sur la vie politique. Elle contribue, en conséquence, à une sensible remise en cause des cadres de référence routiniers et des représentations objectivées des rôles, des positions, des institutions et des principes d'organisation du pouvoir en URSS. Elle consacre enfin l'apparition de la « fluidité »⁴ dans les rapports sociopolitiques.

La perestroïka offre également de multiples opportunités d'incorporer de nouveaux savoirs et schèmes d'action, d'endosser de nouveaux rôles politiques et de vivre de nouvelles expériences socialisatrices, ce qui n'est pas sans provoquer des tensions entre les modes de socialisation nouveaux et anciens et leurs pratiques associées⁵. Face à ces décalages entre l'ancienne et la nouvelle réalité, ainsi qu'aux pressions qui s'exercent sur eux pour modifier leurs conduites antérieures et les rendre compatibles avec les changements, les cadres communistes élaborent, en fonction de leur âge et de leur socialisation politique et professionnelle plus ou moins longue dans le Parti, des conceptions renouvelées d'eux-mêmes, de leurs rôles et des manières de tenir ces rôles. Leurs visions divergentes des transformations en cours et des conduites à adopter face à celles-ci redessinent leurs champs des possibles.

Pour rendre compte de l'importance des événements de 1988-1990 dans les parcours de ces acteurs, nous avons privilégié

l'approche biographique, susceptible de pallier le manque d'enquêtes sociographiques sur le personnel politique ukrainien avant et après 1991, et choisi d'examiner les trajectoires de trois officiels communistes. Ils relèvent chacun de générations différentes, fondées sur l'année de naissance et sur l'année d'accès à une fonction de cadre du Parti ou de ses organisations affiliées, telles que l'Union des jeunesses communistes (*Komsomol*), chargé de la socialisation politique des jeunes. En 1988, ils se situent, chacun, à des étapes différentes du parcours de « fabrication »⁶ des cadres dirigeants en URSS, c'est-à-dire de leur socialisation professionnelle à travers l'acquisition de savoirs spécifiques associés au rôle de cadre communiste, l'intériorisation de ce rôle et l'identification subjective à celui-ci et à ses normes appropriées. Organisé autour des trajectoires professionnelles typiques en URSS, ce parcours passe par des phases de formation au travail politique dans les appareils du Komsomol et, plus tard, du Parti (aux niveaux du district, de la ville, de la région et du Comité central), ainsi que par des phases de formation à la gestion des affaires courantes dans les divers appareils de l'État fusionné au Parti. Il suppose également, pour les jeunes cadres les plus « prometteurs », une période d'acquisition des savoirs théoriques dans l'École supérieure du Parti.

Même si les destinées individuelles ont suivi des chemins variés à la fin de l'URSS, les trois trajectoires que nous avons reconstituées sur la base d'entretiens biographiques constituent des carrières politiques exemplaires : tout en étant singulières, elles présentent des caractéristiques similaires à d'autres histoires personnelles collectées sur le terrain, et mettent au jour des mécanismes typiques des trajectoires post-soviétiques. C'est pour insister sur leur caractère représentatif, tout en préservant l'anonymat de nos interlocuteurs, que nous avons choisi de ne pas indiquer ici leurs noms. Nous avons également changé les noms des localités où ils se sont déroulés, sans cependant modifier les dates, les rôles et les statuts professionnels occupés.

M. ou la conversion à la démocratie d'un jeune cadre communiste

Né en 1955 dans la région de Poltava, diplômé de la faculté d'histoire de l'université d'État de Poltava, M. accède à ses premières fonctions dans les appareils internes du Komsomol et, plus tard, du Parti communiste d'Ukraine, à la fin des années 1970. Après sa première expérience professionnelle d'enseignant d'histoire et suite à son affiliation au PCUS, il est recruté en 1979 au poste d'instructeur du comité du Komsomol de son district natal pour être désigné, peu de temps après, au poste de deuxième secrétaire. Il suit ensuite une carrière ascendante dans ce même district. Après son service militaire, il est recruté en 1984 au poste d'instructeur du comité du Parti de district et, un an plus tard, aux fonctions de secrétaire du comité du Parti de la ferme d'État (sovkhoze) « Iouri Gagarine ». Il fait donc partie en 1988 des jeunes cadres communistes qui se situent en bas de la hiérarchie des postes politiques (secrétaires des cellules du Parti auprès des unités de production, instructeurs du Parti aux niveaux d'arrondissement ou de district) et qui ont encore des étapes à franchir, des codes et des modèles de comportements à intérioriser et des preuves à faire dans le système pour maîtriser pleinement leur rôle.

Lorsque Gorbatchev lance ses réformes politiques de glasnost et de perestroïka, M. occupe son poste de secrétaire du comité du Parti auprès d'un sovkhoze. Face à la profonde transformation des savoirs en cours, M. connaît rapidement des changements au niveau personnel :

« Je ne peux pas dire que j'ai été un marxiste-léniniste dogmatique, mais j'ai toujours été un bon communiste, toujours sur le devant de la scène : leader d'une cellule du Komsomol auprès de mon lycée à l'âge de quinze ans, chargé de l'éducation politique à l'armée, cadre communiste exemplaire. Lors des différents séminaires de formation, mes supérieurs hiérarchiques m'ont toujours présenté comme un exemple à suivre. Je croyais à l'époque que tout ce que notre Parti faisait était nécessaire, et que l'URSS était le meilleur pays au monde [il réprime un rire]. Ce que je veux vous dire par là, c'est que je croyais sincèrement dans le système soviétique. Mais la perestroïka m'a retourné la tête. Elle a bousculé ma

vision du monde en me donnant accès aux informations sur la situation réelle dans le pays et à l'étranger, à la revue *Ogoniok* ou *Literaturnaia gazeta*. C'est à ce moment-là que je me suis lancé dans la politique réelle⁷.»

Les informations auxquelles M. a accès éveillent ainsi chez lui des doutes sur la réalité qu'il avait jusqu'ici intériorisée et affaiblissent quelque peu son identification au Parti et au système soviétique. Elles le conduisent aussi à reconsidérer ses représentations des comportements et des formes d'expression autorisés par le Parti, tout comme des rapports hiérarchiques en son sein, et lui permettent, en conséquence, de s'investir dans un rôle plus critique envers ses supérieurs :

« Pour la première fois dans ma vie, je me suis permis, le 25 novembre 1988, d'exprimer ouvertement mon désaccord : à la conférence du Parti de mon district réunie pour élire un nouveau premier secrétaire, je me suis prononcé contre le candidat soutenu par le Parti, puisque je croyais que cette personne ne correspondait guère à ce poste. J'ai donc endossé un rôle critique à l'égard de la nomenklatura communiste, tout en en faisant moi-même partie. J'ai été, d'ailleurs, soutenu par d'autres responsables communistes de ce même district. Si la direction n'a pas tenu compte de notre position, cette première expression de notre opposition a marqué pour moi le début d'une nouvelle étape dans ma vie. »

La perestroïka offre également à M. l'opportunité de s'engager dans de nouvelles formes d'action collective autorisées par le Parti et d'investir un rôle contestataire. Conformément aux appels du PCUS en faveur d'une participation active des dirigeants communistes dans les débats et critiques concernant les problèmes du système soviétique et le rôle du Parti, M. et ses collègues mettent en place un club de discussion réunissant les fonctionnaires communistes de leur district. Ils établissent ensuite des contacts avec d'autres clubs du Parti au niveau de la ville pour faire avancer ensemble la réflexion sur l'avenir du PCUS. Ces différents clubs constitueront, dès février 1990, le noyau dur de la plateforme démocratique du PCUS en Ukraine, qui préconisera une transformation graduelle du Parti en une organisation

pluraliste admettant la diversité d'opinions et l'existence de fractions internes et, à terme, en un parti de type parlementaire agissant dans un système politique pluraliste et multipartite⁸.

Si M. s'implique dans les débats, prend position sur les réformes que le Parti ou le système soviétique doivent mener et adopte une posture critique à l'égard de ce système, il agit cependant conformément aux nouvelles normes de comportements admis dans la sphère officielle. Dans le même temps, son engagement en faveur d'une transformation profonde du régime soviétique lui permet de prendre des distances par rapport au Parti et à ses prescriptions, mais aussi par rapport aux valeurs, normes et conceptions de son rôle de cadre communiste précédemment acquis dans son travail. Cette « distance au rôle », que nous entendons à la suite d'Erving Goffman comme un décalage entre conduite prescrite et conduite effective⁹, a pour résultat l'incapacité du Parti à maîtriser les prises de parole de M. et de ses collègues de la plateforme démocratique et à leur imposer une ligne d'action unique ou une loyauté inconditionnelle. C'est en raison de leur relative liberté vis-à-vis du Parti et de ses prescriptions que ces jeunes cadres communistes sont alors qualifiés d'électrons libres (*partijnje neformaly*), en référence aux « clubs informels »¹⁰ indépendants du Parti, mais tolérés par lui, apparus en 1986-1987 comme autant de nouveaux lieux de discussion politique et qui basculent dès 1989 dans l'opposition frontale au régime soviétique.

Sa distanciation personnelle au jour le jour et une recomposition progressive de sa personne changent également les représentations que M. se fait de lui-même. Certes, il se définit encore comme étant communiste, associe ses perspectives d'avenir au PCUS et affirme même croire à l'époque en la possibilité de le transformer en profondeur. Cependant, tout en se pensant encore communiste, il s'identifie déjà davantage au rôle de réformateur minoritaire au sein du Parti. Le fait que la direction du PCUS fasse la sourde oreille aux revendications de la plateforme démocratique, le conforte dans son rôle d'opposant intérieur au Parti et entame encore un peu plus ses anciennes allégeances et

identifications. Cela le conduit aussi à adopter des positions de plus en plus tranchées vis-à-vis du Parti. Ces prises de position constituent ce qu'Anselm Strauss appelle des « incidents critiques », c'est-à-dire des « moments décisifs » dans la conception que M. se fait de lui-même, lui révélant qu'il n'était plus le même qu'avant¹¹ :

« À la veille de la première réunion du Parlement ukrainien élu en mars 1990, la direction du Parti communiste d'Ukraine a tenu à réunir pour un briefing, les députés, membres du PCUS. Je me souviens parfaitement de ce jour. Il s'agit de moments qui marquent une étape dans votre vie et que vous n'oublierez jamais. En m'y rendant, j'ai acheté la *Pravda*, où Ligatchev exigeait notre expulsion des rangs du Parti¹². J'ai décidé alors de dire à nos dirigeants tout ce que je pensais d'eux. À la réunion au Comité central, j'ai pris la parole et j'ai déclaré que la plateforme démocratique qui bénéficiait du soutien d'environ 60 % de communistes allait, tôt ou tard, avoir raison des conservateurs. Certaines personnes présentes à cette réunion m'ont applaudi, d'autres se sont offusqués de mon comportement dans ce sanctuaire communiste qu'était le bâtiment du Comité central. »

Un mois et demi plus tard, le rejet par la direction du PCUS des changements radicaux du système soviétique, auxquels M. et ses collègues de la plateforme démocratique s'identifient, les pousse à quitter le Parti. Faute d'avoir été entendus par le XXVIII^e congrès du PCUS de juin 1990, ils démissionnent de leurs fonctions dans le Parti et rompent ouvertement avec celui-ci en rendant leurs cartes d'adhérents. Ils sortent ainsi définitivement de leur rôle de communistes-réformateurs au sein du Parti pour endosser pleinement leur rôle d'opposants au régime soviétique¹³. Élus au Parlement ukrainien grâce à l'instauration d'un pluralisme limité dans les règles électorales (candidatures multiples de mars 1990), ils rejoignent les représentants du Front populaire d'Ukraine (*Rukh*)¹⁴, mouvement nationaliste et anticommuniste, pour créer ensemble le groupe parlementaire de l'opposition intitulé Conseil populaire (*Narodnaya Rada*). Ils changent, en conséquence, définitivement de « monde ». Le monde soviétique dans lequel

ils s'étaient construits étant supplanté par une nouvelle réalité dans laquelle il allait désormais se situer.

Sa rupture avec le PCUS et son insertion dans le nouveau sous-monde de l'opposition parlementaire marque pour M. une phase de non-retour dans le long processus de transformation radicale de son identité ou encore, pour reprendre les termes d'Anselm Strauss, de sa « conversion »¹⁵ à une vision de lui-même en tant qu'anticommuniste convaincu, partisan de la démocratie et de l'indépendance ukrainienne. Sa trajectoire met ici bien en lumière l'importance de son nouveau groupe de référence, constitué à la fin des années 1980 de ses collègues de la plateforme démocratique, qui le soutiennent dans son cheminement vers sa rupture définitive avec le Parti et le confortent dans sa nouvelle identité.

En décembre 1990, M. et ses collègues fondent le Parti de la renaissance démocratique de l'Ukraine (PDVU) qui porte des revendications d'indépendance de l'Ukraine et de démocratisation du régime, participant ainsi à l'avènement du multipartisme en Ukraine soviétique. Leurs identifications aux valeurs démocratiques les conduisent également à s'impliquer dans le mouvement de résistance au coup d'État intenté le 19 août 1991 à Moscou par les conservateurs au sein de la direction soviétique pour contrer la fin de l'URSS¹⁶. Dans les jours qui suivent l'échec du putsch, ils œuvrent activement à l'interdiction du Parti communiste en Ukraine.

Ayant connu une expérience de conversion identitaire, M. articule son récit de vie autour de cette rupture dans sa biographie subjective entre l'« avant » et l'« après », entre ses mondes sociaux d'avant sa rupture avec le PCUS et après celle-ci, entre son ancienne conception de lui-même en tant que bon communiste et cadre du Parti exemplaire et les représentations qu'il a de lui comme une « autre » personne, anticommuniste et démocrate convaincu. Son engagement en faveur de la démocratie continue, d'ailleurs, à structurer dans les années 2000 la conception qu'il se fait de lui-même, de ses actions et de sa carrière politique. M. est ainsi l'un des acteurs de l'opposition démocratique au régime

autoritaire du président Léonid Koutchma. Membre de l'équipe de campagne de Viktor Iouchtchenko pour l'élection présidentielle de 2004, il participe à la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation populaire dans la rue contre la fraude électorale orchestrée par le régime sortant et contribue ainsi à l'avènement de l'alternance politique.

N. ou la sortie de rôle d'un hiérarque du Parti

Né treize ans plus tôt que M. dans la région de Tchernigiv, N. adhère au PCUS en 1965 pendant son service militaire. Il s'engage donc dans une carrière de cadre du Parti plusieurs années plus tôt que M. À la sortie de son cursus d'études supérieures à l'Institut polytechnique de Kiev en 1972, il prend la direction de la cellule du Parti auprès du chantier naval de Kiev. Deux ans plus tard, il accède au poste d'instructeur et, un an après, de chef du département de l'industrie et du transport du comité de l'arrondissement Solomenski de la capitale ukrainienne. En 1979, il accède au poste de deuxième secrétaire de ce même comité et, entre 1982 et 1983, à celui de chef-adjoint du département de la construction des machines-outils du comité du Parti de Kiev. Il suit en parallèle des cours par correspondance à l'École supérieure du Parti communiste d'Ukraine, spécialisée dans la formation idéologique et pratique des cadres dirigeants les plus «prometteurs». Cette formation marque une nouvelle étape dans sa carrière: N. est effectivement promu, en 1983, aux fonctions de premier secrétaire du comité du Parti de l'arrondissement Solomenski, fonction qu'il exercera jusqu'en décembre 1990. Lors du lancement de la perestroïka, il occupe donc une position plus élevée que M. et fait partie des cadres qui se situent alors à un échelon intermédiaire de leur carrière (premiers secrétaires des comités du Parti au niveau de ville ou d'arrondissement d'une grande ville, instructeurs ou chefs-adjoints de départements du Comité central) et qui peuvent prétendre, à terme, à des postes supérieurs dans le Parti.

C'est donc en tant que premier secrétaire du comité d'arrondissement que N. vit les premiers temps de la perestroïka qu'il

décrit comme étant «une bouffée d'air après tant d'années de stagnation», ou encore comme «une réelle possibilité de prendre parole dans la presse, de participer à des débats et d'exprimer ouvertement ses opinions»¹⁷. De ce point de vue, sa vision de la perestroïka diffère peu de celle des autres cadres du Parti qui l'accueillent favorablement dès le début. Sa perception positive de la perestroïka comme étant un signe de desserrement du système le conduisent à s'adapter progressivement aux nouveaux modèles de comportements, de formes d'action et d'expression autorisés par le Parti, et à suivre, en conséquence, des lignes d'action quelque peu décalées par rapport aux anciens modèles de conduites et de relations de subordination hiérarchique qu'il avait jusqu'ici intériorisés. Il présente ainsi sa candidature aux premières élections semi-compétitives de 1989 au Congrès des députés du peuple de l'URSS, sans solliciter, au préalable, l'aval de ses supérieurs. Il pense agir conformément aux transformations en cours, ainsi qu'à la nouvelle définition de son propre rôle de cadre communiste:

«Les gens ne voulaient plus apporter leur soutien au candidat unique. Ils ont commencé à apprécier la pluralité des candidatures. Le collectif des travailleurs de mon arrondissement a proposé ma candidature. Je considérais que cette initiative correspondait parfaitement à l'esprit du temps et à ce que les élections à candidatures multiples devaient être en URSS. En tant que cadre du Parti, je pensais devoir donner l'exemple sur la conduite à tenir des communistes lors de leurs campagnes électorales dans ce nouveau contexte. J'ai été l'un des rares premiers secrétaires à ne pas éviter le contact avec les électeurs: j'ai organisé des rencontres dans la rue, j'ai discuté avec les gens à la sortie des magasins et dans les transports. J'ai conduit ma campagne tout comme nos opposants démocrates.»

Or la nouvelle conception qu'il se fait de son rôle et des nouveaux comportements acceptables en URSS correspond peu à celles de ses supérieurs hiérarchiques qui, eux, mettent plus de temps à s'adapter aux changements. Ces derniers provoquent la révocation de N, considérant son initiative comme un manque de loyauté envers le Parti. Les communistes sous la direction

de N. refusent cependant cette destitution, ce qui lui permet de conserver son poste.

Les nouveaux savoirs que N. intègre, les nouveaux comportements et attitudes qu'il adopte et, enfin, les remaniements subjectifs qu'il connaît dans ce contexte de forte mobilité lui permettent de s'investir progressivement dans un rôle plus critique envers la direction du Parti qui se montre réticente aux réformes. Ainsi, lors des élections au poste de Premier secrétaire du Parti communiste ukrainien au XXVIII^e congrès de juin 1990, alors que tous les autres candidats se désistent au profit de la personne recommandée par le Comité central du PCUS, N. maintient sa candidature. De cette manière, il veut signifier à ses collègues que, puisque le Parti est engagé dans la voie des transformations, ils doivent, eux aussi, s'y adapter et se plier à la règle d'élections libres :

« Je n'aspirais aucunement à être élu. Dieu merci de m'avoir épargné cela ! Comment aurais-je pu assumer les fonctions de Premier secrétaire sans avoir les compétences et l'expérience nécessaires. Par cette démarche, je voulais tout simplement dire : "Mes chers camarades communistes, marchez au rythme du temps, ne restez pas en arrière, ne faites plus comme vous avez toujours fait auparavant. Les temps ont changé, une autre époque est arrivée. Si vous ne changez pas, vous-mêmes et le Parti vont mal finir." Et c'est bien ce qui s'est passé ! »

Si N. s'engage dans un processus d'autonomisation progressive par rapport au Parti et aux anciennes prescriptions de son rôle, ses positions critiques ne dépassent cependant pas les limites, certes très mouvantes, du possible et de l'acceptable fixées par le Parti lui-même. En effet, N. ne fait qu'intérioriser plus rapidement que certains de ses collègues, les nouvelles règles du jeu voulues par la perestroïka. Dans le même temps, sa prise de distance vis-à-vis du Parti n'ébranle aucunement ses anciennes valeurs, représentations et conceptions de soi en tant qu'adhérent du PCUS et cadre communiste.

Alors que le travail dans l'appareil interne du Parti a été pour N. son seul investissement professionnel pendant plus d'une dizaine d'années, la perestroïka est également pour lui l'occasion

de s'impliquer dans de nouvelles activités professionnelles, porteuses de nouvelles identifications. La victoire remportée lors des élections législatives nationales et municipales de mars 1990 lui permet d'obtenir des sièges de parlementaire au niveau national et au soviét des députés de son arrondissement, dont il prend la direction deux mois plus tard. Il cumule ainsi les postes de premier secrétaire du comité du Parti, de président du soviét au niveau de son arrondissement et de député du peuple d'Ukraine. Son champ des possibles s'élargit encore plus en décembre 1990 où, conformément aux nouvelles prescriptions en la matière, en sa qualité de président du soviét de son arrondissement local, il prend les fonctions de président du comité exécutif auprès de ce soviét. Le cumul des fonctions de chef du législatif et de l'exécutif lui permet de se retirer définitivement, en décembre 1990, du travail dans le Parti pour se consacrer pleinement à ses nouvelles activités. Celles-ci lui procurent la possibilité de s'accepter dans de nouveaux rôles institutionnels et accentuent la distance avec son ancien rôle de cadre communiste.

N. se définit toujours à l'époque comme communiste ou plutôt souverain-communiste. Il est en parfait accord avec la nouvelle politique en vigueur en URSS, appuie les demandes d'autonomie économique des républiques soviétiques et les demandes de transfert de compétences du centre fédéral au niveau républicain, sans cependant remettre en cause l'existence de l'Union soviétique. Dans le même temps, il s'identifie à sa nouvelle position de fonctionnaire d'État et semble aspirer à une certaine indépendance d'action conformément à la décision du PCUS de séparer les appareils de l'État et du Parti. Selon lui, il lui arrive parfois à l'époque d'adopter des positions critiques envers ses collègues fonctionnaires du Parti qui, n'étant pas toujours prêts à accepter cette séparation et à se conformer à la nouvelle définition plus restrictive de leur rôle, perpétuent les anciennes pratiques :

« Les responsables du comité du Parti ne trouvaient rien d'autre à faire que de contrôler en permanence mon travail. Je leur disais : "Regardez, je suis un bon président du comité exécutif, je travaille bien, je développe l'arrondissement qui est sous ma responsabilité, ses industries et

ses activités économiques ; je construis des logements et je restaure les monuments historiques. Que devrais-je faire de plus ?” Eux, les officiels du Parti, avaient du mal à changer et nous, les représentants de l’exécutif, ne souhaitions plus être contrôlés.»

Même s’il est possible de discerner dans cette posture critique ainsi décrite une volonté d’arranger quelque peu le passé et de surestimer la distance prise par rapport au Parti, d’autres témoignages collectés auprès de responsables des appareils d’État confirment leur insatisfaction vis-à-vis du Parti qui continuait à interférer dans leur travail malgré les nouvelles prescriptions. De ce point de vue, la chute du système soviétique et l’interdiction du Parti communiste en août 1991 pouvaient apparaître à leurs yeux comme étant une porte de sortie de ce système qui n’apportait plus aucune satisfaction et bloquait leur travail. Cependant si N. et ses collègues aspiraient au changement, ils ne pouvaient pas à l’époque l’avouer aussi ouvertement et, surtout, se représenter un changement aussi radical qu’il le fut effectivement en 1991. D’après N, l’idée de quitter les rangs du PCUS ne lui a pas traversé l’esprit une seule seconde et il ne pouvait pas s’imaginer un instant la disparition de l’Union soviétique.

Si son collègue M. a rompu ouvertement avec le Parti en été 1990 à l’issue d’un processus de conversion identitaire, N. ne sort définitivement de son rôle de cadre communiste que par la force des événements d’août 1991. Après l’échec du putsch à Moscou, il choisit, tout comme bon nombre de ses collègues, anciens cadres du Parti transférés dans les administrations d’État, d’endosser son rôle de fonctionnaire d’État auquel il s’identifie davantage. Sa trajectoire nous éclaire ici sur le poids central des possibilités professionnelles disponibles au moment de la rupture du système soviétique. S’étant investi, au terme de la perestroïka, dans d’autres activités professionnelles et ayant pris ses distances avec son ancien rôle de responsable communiste, N. mise son avenir sur une carrière de fonctionnaire d’État et ne se projette plus à l’intérieur du Parti. C’est donc la représentation qu’il se fait de lui-même et de son avenir qui le conduisent à soutenir,

le 30 août 1991, l’interdiction du Parti communiste en Ukraine. Au niveau personnel, cette décision est le résultat complexe de négociations et d’arrangements avec lui-même, ainsi qu’avec le souvenir de ses longues années de travail dans l’appareil du Parti, des relations d’amitié et de loyauté professionnelles nouées en son sein et des expériences partagées avec ses collègues. N. attribue cette ligne de conduite à sa volonté de protéger ses collègues contre les persécutions, ainsi qu’au contexte de forte indétermination auquel tout le monde était alors confronté. Au regard de son propre passé de cadre communiste, renier ses collègues, ne pas réagir face aux menaces auxquelles ils étaient à l’époque confrontés, revenait effectivement pour lui à se renier soi-même :

« Nous avons eu peur que les gens ne viennent s’en prendre violemment aux dirigeants communistes, comme ce fut le cas en Roumanie en 1989. Personne ne savait quelle solution était la plus appropriée. Il y avait une telle hystérie dans l’air : les gens étaient mobilisés dans la rue et réclamaient la “peau” du Parti communiste. Cette situation pouvait dégénérer et renforcer le ressentiment envers les trois millions de communistes ukrainiens. Interdire le Parti nous a paru être la solution la plus “douce” par rapport à celle qui était préconisée par certains d’interdire aux anciens dirigeants communistes d’occuper les postes de responsabilité dans l’État et dans l’économie. Ainsi, nous avons épargné les persécutions à nos anciens collègues et protégé leur avenir professionnel d’une remise en cause trop importante. Nous avons évité les lustrations.»

Ayant accumulé du temps de l’URSS un important capital de connaissances théoriques et de savoir-faire pratiques particulièrement appréciables sur le marché du travail en pleine expansion de l’État ukrainien indépendant, N. ne rencontre pas de difficulté d’adaptation après la chute de l’URSS et reçoit rapidement de nouvelles offres professionnelles. Dans les années 1990, il poursuit sa carrière dans les divers appareils de l’État, au poste de représentant du président, au sein de l’Administration présidentielle ou encore à la mairie de Kiev. Au moment de l’entretien, il affiche son identité de fonctionnaire d’État et un profil partisan.

S'étant recomposé une identité de fonctionnaire d'État, N. reste cependant fidèle aux mondes sociaux dans lesquels il s'était auparavant construit, ainsi qu'à une partie de ses anciennes valeurs et représentations forgées dans le Parti. Il conserve précieusement chez lui sa carte de membre du PCUS, dont la possession avait favorisé sa carrière en URSS. Il affirme s'identifier toujours aux idéaux communistes qu'il rapproche, toutefois des valeurs de la social-démocratie occidentale. Tout en critiquant les dirigeants communistes ukrainiens pour leur conservatisme, il valorise, cependant, différents aspects de l'ancien système soviétique et semble même regretter sa disparition.

P. ou la pérennité de l'engagement communiste

Né en 1938 dans la région de Kirovograd, P. est plus âgé, respectivement de quatre et de dix-sept ans, que ses collègues N. et M. Il est l'un de ces cadres communistes qui, ayant accédé à leurs premières fonctions de responsabilité au sein du Komsomol ou du Parti au début des années 1960 et ayant connu une carrière fructueuse, occupent dans les dernières années de l'URSS des postes-clés au sein du Parti. Ces positions hiérarchiques supérieures au niveau des régions ou du Comité central attestent notamment de la reconnaissance par le Parti de leur travail, de leurs savoirs théoriques et savoir-faire pratiques, ainsi que de leur identité communiste maîtrisée. La carrière ascendante de P dans la région de Rivne, en Ukraine occidentale, est partagée entre l'appareil du Parti et les appareils de l'État fusionnés au Parti. Il commence son parcours dans le Komsomol en 1960 – respectivement douze et dix-neuf ans plus tôt que N. et M. – au poste d'instructeur, de secrétaire et de premier secrétaire d'un comité de district, puis de premier secrétaire d'un comité de ville. Il est ensuite transféré dans l'appareil du Parti, nommé en 1973 au poste de premier secrétaire d'un des comités d'arrondissement de la ville de Rivne et, un an plus tard, de chef du département du travail organisationnel du comité régional du Parti. Ayant exercé, entre 1975 et 1980, les fonctions de président du comité exécutif

de cette même ville, il est ensuite de nouveau transféré dans l'appareil du Parti au poste de premier secrétaire de la ville. En 1987, ayant soutenu une thèse de doctorat en économie, il est désigné aux fonctions de directeur d'un bureau de conception des équipements radio-électroniques. Suite à la défaite du Parti aux élections législatives régionales de mars 1990 face aux représentants du mouvement nationaliste Front populaire, les communistes de son organisation réclament la démission du premier secrétaire en exercice et avancent sa candidature à ce poste, le considérant, au travers de ses précédentes expériences de travail, comme un dirigeant efficace et un communiste dévoué. Alors qu'il bénéficie à l'époque d'une situation professionnelle confortable, P estime qu'il est de son devoir moral d'accepter et de venir en aide au Parti, qui était en passe de perdre la maîtrise de la situation dans sa région, auquel il s'identifie pleinement. Il se retrouve donc, en avril 1990, et ce jusqu'en septembre 1991, aux commandes du comité régional du Parti.

Le Parti communiste a ainsi été pour P. le principal lieu de sa socialisation et de sa construction identitaire. C'est dans le Parti et à travers les diverses expériences vécues en son sein que se sont formées ses visions du monde, ses valeurs, ses croyances et ses conceptions de soi, selon les règles et les pratiques dominantes en URSS. À la fin des années 1980, ces représentations agissent comme autant de schèmes de perception des transformations politiques en cours en URSS que le Parti avait lui-même initiées, mais dont il a rapidement perdu le contrôle. Conformément aux nouvelles instructions, P., tout comme ses collègues cadres supérieurs du Parti, essaie d'intégrer les nouvelles normes et de s'adapter aux nouvelles prescriptions liées à leurs fonctions. Or, l'adaptation aux changements, qu'ils avaient pourtant favorablement accueillis lors de leur annonce, est souvent difficile en raison de la persistance des comportements passés résultant de leur formation, ainsi que des valeurs préalablement intériorisées dans leurs expériences professionnelles. En conséquence, la nouvelle réalité entre rapidement en conflit avec les représentations antérieures de P. :

« Dans la région que je dirigeais, l'opposition anticommuniste a gagné les élections législatives et contrôlait donc le soviet régional. Nous étions constamment en conflit : le soviet a voulu récupérer la presse du Parti, ou encore son bâtiment de l'éducation politique. C'était du jamais vu ! Il a aussi exigé que le comité du Parti déménage de ses locaux. Il s'est substitué au Parti dans la gestion de l'économie régionale, alors que ses députés, anciens membres de la résistance antisoviétique, n'avaient aucune expérience en la matière. Tout ce qu'ils savaient faire, c'était déboulonner les monuments ou tenir des meetings dans la rue. Ils ont fait couler l'agriculture et l'industrie de la région et le Parti ne pouvait plus rien faire. Le pluralisme politique, la démocratie, ce sont de beaux principes, mais il fallait les employer avec parcimonie¹⁸. »

P. ne se reconnaît donc pas dans les transformations, la perestroïka étant rapidement devenue pour lui synonyme d'une profonde remise en cause des positions du Parti dans la société et de son dépouillement d'une grande partie de ses compétences. Il éprouve une sensation de perte de contrôle sur les événements et de vide politique face à l'absence d'une vision cohérente des réformes et d'un projet d'avenir bien défini. Il en vient à condamner la direction centrale du PCUS, et son leader, pour leur incapacité à articuler clairement les objectifs visés, à définir le rôle que le Parti était supposé jouer à l'avenir dans la vie politique :

« En tant que membre du Comité central du PCUS, j'ai participé à nombre de réunions de ce comité. Toutes nos réunions commençaient par la critique de l'inconséquence des réformes et de Gorbatchev lui-même. Au printemps 1991, nous sommes allés jusqu'à mettre en cause sa responsabilité personnelle. Nous ne pouvions pas nous imaginer qu'une personne qui était passée par toutes les étapes de la sélection des cadres pour devenir Secrétaire général du PCUS puisse trahir son organisation ! Nous étions persuadés qu'il s'était juste trompé de direction. »

Au moment de l'interdiction du Parti communiste d'Ukraine, les logiques d'action de P. sont façonnées par son identification forte à l'organisation. Précisons qu'il s'agit pour lui, tout comme pour ses collègues qui étaient restés à leurs postes de direction dans le Parti jusqu'au dernier moment, d'un événement lourd de conséquences au plan personnel et professionnel, qui marque une rupture dans leurs carrières. Ils perdent leur emploi de

permanents, le statut et l'estime sociale qui y étaient auparavant attachés. Ils sont confrontés à l'expérience du chômage et stigmatisés en raison de leur passé de hauts responsables communistes. Cette expérience de rupture dans sa carrière est d'autant plus difficile à vivre pour P. que l'image de personne discréditée par son passé que la société lui renvoie à l'époque est contradictoire avec sa représentation positive de lui-même (haut fonctionnaire du Parti reconnu et récompensé, citoyen respecté) forgée pendant la période soviétique :

« La campagne de persécution des communistes a été particulièrement forte en Ukraine occidentale. Les gens avaient peur de me rencontrer, cherchaient même à m'éviter. Avant la chute de l'URSS, en tant que Premier secrétaire du comité régional du Parti, j'étais une personne respectée. Tout le monde reconnaissait mon autorité, à l'exception de ces chahuteurs de démocrates. J'ai reçu plusieurs décorations d'État en reconnaissance de mes mérites. En août 1991, j'ai tout perdu du jour au lendemain : mon travail, l'estime des autres et même le droit de défendre mes idées. »

La situation de chômage à laquelle P. est confronté et les difficultés financières qu'il rencontre l'obligent à se mettre à la recherche d'un nouvel emploi. Or l'étiquette négative de haut fonctionnaire du Parti qui lui colle à la peau ne facilite guère ses démarches dans sa région. D'après lui, ce n'est que grâce au réseau de relations sociales constitué du temps de l'URSS, ainsi qu'aux ressources accumulées par le passé, qu'il parvient à trouver un emploi :

« Les premières semaines après le putsch, j'ai même été obligé d'emprunter de l'argent à mon père, qui était retraité. C'est comme cela que j'ai vécu dans un premier temps. Mais, heureusement, un établissement d'enseignement supérieur basé à Moscou a décidé d'ouvrir une filiale dans notre ville. Grâce à mes connaissances personnelles à Moscou et parce que j'avais soutenu ma thèse de doctorat quelques années auparavant, j'ai pu obtenir le poste de vice-président dans cette filiale. »

Les difficultés qu'il rencontre au plan professionnel et le sentiment de resserrement des perspectives d'avenir qu'il éprouve confortent P. dans son sentiment d'injustice commise

à son encontre et à l'encontre de son Parti, de même que sa détermination à inscrire son avenir dans la continuité de son passé. En effet, face à ce changement brutal et à l'instauration de nouvelles règles du jeu contraires au système de valeurs et de croyances qui avaient structuré la construction de son identité, P. endosse pleinement son rôle de dirigeant d'un Parti communiste injustement sanctionné, et s'implique dans sa refondation :

«J'ai été, je suis et je serai toujours communiste. En tant que communiste, je ne pouvais pas accepter qu'une injustice aussi énorme se produise contre le Parti auquel je suis redevable de tout. En tant que secrétaire d'un comité régional du Parti, j'ai été tenu de servir. Rien ni personne – ni la décision illégale d'interdire le Parti, ni une inscription dans mon livret de travail comme quoi j'ai été licencié parce que l'organisation qui m'embauchait n'existait plus – ne m'ont dispensé de mes obligations morales et professionnelles.»

Cette mobilisation pour la renaissance du Parti lui apparaît comme la seule ligne d'action possible et comme l'unique moyen de rester fidèle à lui-même, à ses convictions et à son passé. Il participe ainsi à la mise en place d'un comité d'organisation pour la recréation des structures du Parti communiste dans sa région. S'il cède la direction de ce comité à un jeune communiste au passé moins chargé, il s'implique activement dans ses diverses activités et conduit la collecte de fonds à partir d'une liste de directeurs d'entreprises affiliés auparavant au PCUS. Son investissement personnel dans la refondation du Parti communiste lui offre, en retour, la possibilité de minimiser les changements tant au plan professionnel qu'au niveau de la société. Il lui donne également les moyens de maintenir son identité stigmatisée de communiste malgré les pressions qu'il subit. Il lui permet, enfin, de trouver une place dans le nouveau système en continuité avec ses anciennes identifications et convictions. Un nouveau Parti communiste sous l'ancien label est en effet mis en place le 19 juin 1993 à Donetsk, un mois après la reconnaissance par le présidium du Parlement du droit des communistes ukrainiens à la représentation politique¹⁹. P participe à ce congrès de refondation du Parti et se voit proposer des fonctions de haute responsabilité. Il refuse

cependant ces propositions, se disant responsable, en tant que haut fonctionnaire de l'ancien Parti, de ce qui était arrivé à son organisation, et décide de se consacrer à son travail de secrétaire du comité du Parti communiste de sa région.

Notre analyse des carrières politiques de M., N. et P. dans les dernières années de l'URSS met en lumière la manière dont leurs représentations divergentes des réformes politiques des années 1988-1990, de même que leurs attitudes et lignes d'action opposées, redessinent les contours de leurs existences individuelles, les faisant dévier des voies bien tracées. Leur enthousiasme vis-à-vis des réformes permet, tant à M. qu'à N., de prendre une distance par rapport à leur rôle de cadres communistes fidèles au Parti, de s'insérer dans de nouveaux mondes sociaux et professionnels, d'endosser de nouveaux rôles institutionnels et de construire, en conséquence, de nouvelles identifications. Leur cheminement vers la sortie définitive de leur rôle de communiste s'inscrit, cependant, dans des temporalités différentes et aboutit à des résultats plus ou moins significatifs. Impliqué, dès 1989, dans le sous-monde de l'opposition interne au PCUS, M. rompt avec celui-ci un an avant la chute de l'URSS, pour changer définitivement de monde au terme d'un processus de conversion identitaire. N. ne sort de son rôle de communiste qu'à la suite du putsch du 19 août 1991 et la chute du système soviétique. Ayant intégré un nouveau monde professionnel et connu une série de remaniements identitaires à la faveur de la perestroïka, il ne rencontre cependant pas de difficultés à s'adapter au nouveau contexte politique.

Pour ce qui est de P., la perestroïka est finalement pour lui synonyme de destruction du système dans lequel il s'est socialement construit et auquel il s'identifie pleinement à la fin de l'URSS. Il a, en conséquence, vécu les événements de 1988-1990, tout comme la chute de l'URSS, sur le mode de la continuité de ses anciennes valeurs, conceptions et identifications forgées dans le Parti, ainsi que de son engagement politique.

Notes

1. Pour l'analyse de ces parcours, voir Shukan Ioulia, *Crise et maintien au pouvoir. Le personnel politique communiste en Ukraine et en Biélorussie (1989-1994)*, thèse de doctorat, IEP de Paris, Paris, octobre 2006.
2. Le terme «carrière» appréhendé ici dans ses dimensions objective (succession de statuts et d'emplois exercés au cours d'une vie) et subjective (conception totalisante et cohérente de soi et de sa vie) renvoie à la tradition interactionniste de l'école sociologique de Chicago. Voir notamment Hughes Everett C., *Men and their work*, Greenwood Press, 1981 (1958).
3. Sakwa Richard, *Gorbachev and his Reforms: 1985-1990*, Philip Allan, Londres, 1990; Harris Jonathan, *Subverting the system. Gorbachev's Reform of the Party's Apparatus 1986-1991*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, 2004.
4. Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de la FNSP, Paris, 1986.
5. Sur le problème de consistance entre diverses expériences socialisatrices, voir Berger Peter & Luckmann Thomas, *La construction sociale de la réalité*, Armand Colin, Paris, 2^e édition, 2003, p. 179 et s.
6. Ce terme est entendu dans le sens de «making» employé par Everett C. Hughes au sujet de la formation à la profession de médecin, voir: Hughes Everett C., *op. cit.*, p. 116 et suivantes.
7. Entretien réalisé à Kiev, le 18 octobre 2003.
8. En plus de la plateforme démocratique, deux autres plateformes, renvoyant chacune à une représentation différente de l'avenir du Parti, se constituent en vue du XXVIII^e congrès du PCUS de juin 1990: la version marxiste qui plaide pour le démantèlement du système bureaucratique au profit de l'auto-gestion et la version du Comité central du PCUS articulée autour du maintien du centralisme démocratique et du rôle dirigeant du PCUS.
9. Goffman Erving, *Encounters. Two Studies in the Sociology of Interaction*, Bobbs-Meril Company, Indianapolis, 1961.
10. Sigman Carole, «Les clubs politiques «informels», acteurs du basculement de la perestroïka?», *Revue française de science politique*, vol. 58, n° 4, août 2008, p. 617-642.
11. Strauss Anselm, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Métailié, Paris, 1992, p. 99.
12. Il s'agit de la parution dans les colonnes de la *Pravda* du 12 mai 1990 d'une interview de Egor Ligatchev, deuxième secrétaire du PCUS chargé de l'idéologie, condamnant la plateforme démocratique.
13. Pour la présentation des analyses sociologiques en termes de «sortie de rôle», voir Fillieule Olivier, «Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions», in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Belin, Paris, p. 28 et s.
14. Sur les activités du Front populaire d'Ukraine à la fin de l'URSS, voir: Goujon Alexandra, *Nationalisme et démocratie à la fin de l'URSS. Les Fronts populaires d'Ukraine et de Biélorussie (1988-1991)*, thèse de doctorat, IEP de Paris, 2001.
15. Strauss Anselm, *op. cit.*, p. 96 et s.
16. Sakwa Richard, «The Revolution of 1991 in Russia: interpretations of the Moscow coup», *Co-existence* (Dordrecht), vol. 29, n° 4, décembre 1992, p. 335-375.
17. Entretien réalisé à Kiev, le 19 juin 2003.
18. Entretien réalisé à Kiev, le 9 juin 2003.
19. Le Présidium refuse cependant de revenir sur l'interdiction du Parti communiste décidée le 30 août 1991, coupant ainsi court à la volonté de le restaurer. Ce n'est que le 27 décembre 2001 que la Cour constitutionnelle d'Ukraine qualifiera cette décision d'inconstitutionnelle.

République tchèque
La Révolution de velours vue de České Velenice
Muriel Blaive

Depuis vingt ans, la plus grande partie de la littérature historique, sociologique et politique sur la transition a logiquement interprété la Révolution de velours comme une rupture dans la relation entretenue entre la nation tchèque et le communisme. Très largement d'inspiration américaine, les travaux sur l'entrée dans la démocratie et le marché se sont concentrés sur l'énorme et urgente réadaptation de l'économie et du système politique et juridique aux normes occidentales. Cependant, ces travaux ont eu tendance à négliger les changements sociologiques, en particulier l'impact du changement – et souvent de la résistance au changement – sur les mentalités, au-delà de quelques phrases globalisantes sur d'éventuelles difficultés d'adaptation¹.

Notre objectif est de montrer que le silence de la société depuis vingt ans cache une vision de la période communiste qui est parfois bien éloignée de la politique mémorielle des élites politiques et historiennes. Alors même que le mot «nostalgie» est tabou dans le contexte tchèque², eu égard au fait que le régime communiste passé a été déclaré «illégal» et «criminel» par le Parlement en 1993, et en conséquence de la politique fortement anticommuniste de «lustration» menée par le gouvernement Klaus dans les années 1990³, c'est pourtant d'un phénomène nostalgique de plus en plus explicite dont il est question. On le remarque aussi bien dans les films portant sur la période communiste, dans les programmes télévisuels (rediffusion de séries «communistes» avec un grand succès d'audience), dans le renou-

veau de consommation de produits labélisés «communistes» (boisson Kofola), que, plus récemment, dans les premiers travaux d'histoire sociale du communisme (Martin Franc sur la cuisine sous le communisme⁴ et sur les produits de consommation, Petr Roubal sur les spartakiades⁵).

Cependant, ce renouveau d'interprétation ne concerne pas encore «1989» en tant que tel, ce que nous allons proposer ici grâce à une étude d'histoire orale menée en République tchèque dans une petite ville frontalière avec l'Autriche, České Velenice. En prélude cependant, nous nous attarderons de façon critique sur certains points qui posent problème dans la littérature scientifique de la transition.

Historiciser l'après-1989

En 1989, au moment où la sortie du communisme se caractérisait par son caractère immédiat, voire instantané, sociologues et politistes furent mobilisés pour livrer à chaud une analyse de la transition à la démocratie. Leurs multiples travaux sur la privatisation, les réformes économiques, la démocratisation des institutions ou l'«européanisation» s'efforcèrent non sans succès de suivre au plus près les évolutions de la situation dans chacun des pays post-communistes. Mais il s'avéra plus difficile de rendre compte de la relation de chaque société avec son passé communiste, tant dans la gestion officielle de ce passé (que faire des anciennes élites communistes?, des collaborateurs de la police secrète?, des archives?) que dans les attitudes face à lui au niveau des élites comme à celui des sociétés (anticommunisme, nostalgie, vote communiste, indifférence). Les chercheurs furent confrontés à un retour des différences historiques, c'est-à-dire à la mort d'un vaste courant de la soviétologie qui, ayant eu tendance pendant des décennies à considérer le bloc soviétique comme une entité uniforme, avait souvent négligé les différences nationales significatives en Europe centrale⁶.

Le modèle sociologique de la «*path dependency*» rechercha au sein de chaque société, avec un succès mitigé⁷, les racines du

changement et les circonstances qui pouvaient expliquer chaque voie spécifique vers la démocratie et le capitalisme. L'une de ses impasses les plus graves, qui passe encore aujourd'hui bien souvent inaperçue, y compris auprès des historiens, a été le manque d'articulation entre analyse historique du communisme et du post-communisme. Considérer 1989 comme une année zéro et la période post-communiste comme étant en quelque sorte indépendante du passé communiste est un parti pris qui montre rapidement ses limites.

Par exemple, selon cette logique, les communistes tchèques auraient dû être entièrement délégitimés après 1989. Pourtant, vingt ans après la chute du communisme, ils continuent à recueillir les faveurs d'environ 15 % de l'électorat⁸. De même, la nostalgie pour la période communiste – et l'abstention électorale considérable (parfois plus de 80 %) sous la démocratie qui est en grande partie à notre avis, et comme le documenteront les entretiens présentés ci-dessous, la troisième facette d'une seule et même insatisfaction par rapport aux promesses de la démocratie en 1989 – restent largement inexplicables. Vote communiste, nostalgie et abstention constituent néanmoins une énigme pour les sciences sociales au moment où la période de transition représente selon toute apparence un succès, où le niveau de vie moyen a nettement augmenté et où la République tchèque est solidement ancrée dans les institutions occidentales supranationales que sont l'OTAN, et l'Union européenne. Pourquoi la page du communisme ne se tourne-t-elle pas plus vite?

L'argument que nous soutiendrons ici est que connaître la relation des citoyens au communisme avant 1989 permet – et c'est même la seule façon – de comprendre leur attitude face au passé communiste depuis 1989. La compréhension historique de la période post-1989 exige en effet de comprendre les phénomènes dans leur durée, ce qui n'est pas la même chose que la thèse de la « *path dependency* ». La temporalité de l'histoire politique, insistant sur la rupture institutionnelle de 1989, n'est pas la même que celle de l'histoire sociale et culturelle. Les éléments de continuité ont parfois représenté un obstacle au changement mais ont aussi été une « ressource pour les acteurs, tant dans la construction de leurs

représentations (mémoire, nostalgie) que dans leurs pratiques quotidiennes : habitudes, routines, réseaux sociaux, etc.⁹ C'est notamment pour cela qu'il est indispensable de les restituer.

Si le vote communiste d'après-1989 n'est pas directement mis en rapport avec la base réelle de soutien populaire dont bénéficiait le Parti communiste avant 1989¹⁰, si l'on ne restitue pas les sources de légitimité dont disposait le pouvoir communiste en termes de protection sociale, de politique économique fortement égalitariste, de culture, de nationalisme, notamment anti-allemand¹¹, si l'on ne prend pas en considération le fait que le régime communiste n'aurait jamais pu se maintenir au pouvoir pendant quarante et un ans s'il n'avait pu compter sur une certaine participation de la population qui, en échange, y trouvait partiellement son compte (un « contrat tacite minimum »¹²), en somme si l'on n'invoque pas l'histoire en tant que facteur explicatif, on se retrouve bien en peine de comprendre le présent.

Les analyses en sont réduites à évoquer de façon assez réductrice le facteur générationnel (les vieux seraient nostalgiques), alors même que les moyennes générations sont également tentées de voter communiste lorsqu'elles prennent la peine de voter¹³, que les jeunes communistes sont très actifs et surtout que le discours sur la nostalgie est très largement partagé, parfois même par la jeune génération qui était à peine née au moment de la chute du régime. Les avancées méthodologiques les plus récentes de l'histoire sociale, telles que la socio-histoire du politique et de la domination, l'étude de la dictature du quotidien, de la logique de domination de part en part, du quant-à-soi, etc.¹⁴, domaines centrés sur les acteurs sociaux dans leur vie quotidienne qui exigeraient la restitution d'un lien entre l'avant et l'après 1989, restent des notions pratiquement inconnues de la grande majorité des historiens, sociologues et politistes, occidentaux et tchèques, travaillant sur la République tchèque – à la différence de ceux travaillant sur la République démocratique allemande (RDA) et l'Union soviétique¹⁵.

Or, pour de nombreux Tchèques, le régime communiste n'a pas laissé qu'un souvenir douloureux. L'histoire de cette période est soumise aux pressions discordantes et contradictoires de plu-

sieurs mémoires collectives en gestation : mémoire des anciens prisonniers politiques et mémoire des anciens dissidents, les plus médiatisées, pour des raisons bien compréhensibles et non sans légitimité, mais aussi mémoire des anciens cadres du régime, mémoire des anciens collaborateurs de la police secrète et mémoire surtout d'une vaste majorité de citoyens ayant accepté la domination communiste en échange d'une certaine paix sociale.

C'est cette mémoire, celle du plus grand nombre, qui nous intéressera ici. De façon générale, les petites gens, les citoyens d'« en bas » comme on disait sous le régime communiste, analysent le passé avec une certaine circonspection. Leur perception se garde spontanément de ce que François Furet avait appelé, dans un contexte quelque peu différent mais pas si lointain, le « surinvestissement psychologique des événements politiques »¹⁶, et leur discours vaut la peine d'être restitué en tant que l'un des éléments les plus importants du puzzle de l'après-1989. Leur parcours montre non seulement de nombreux éléments de continuité dans la vie de tous les jours mais de nombreux éléments de continuité dans la façon de penser et de concevoir les rapports sociaux et le rapport au passé communiste.

« 1989 » dans l'histoire orale

Les données recueillies proviennent d'une étude d'histoire orale menées en 2006-2007 à Česká Velenice, petite ville tchèque de 3 500 habitants à la frontière de l'Autriche et de la ville de Gmünd, sur la base d'entretiens semi directifs¹⁷. Quarante personnes âgées de 15 à 82 ans ont été interrogées.

Cette micro-étude a été menée dans le cadre d'un projet sur la guerre froide piloté par le Ludwig Boltzmann Institut für Europäische Geschichte und Öffentlichkeit de Vienne¹⁸. Elle était donc centrée sur la perception de la guerre froide et du Rideau de fer, ainsi que du voisin autrichien. Cependant, la vie quotidienne sous le communisme et sous le post-communisme, la façon dont le passé communiste a été géré depuis 1989 et les diverses continuités et discontinuités sociales, économiques et

administratives ont constitué des thèmes aussi importants que les perceptions et auto-perceptions nationales. Au moins deux des questions posées directement concernaient 1989 en tant que date, soit par sa présence, soit par son absence : tout d'abord, lorsque j'ai demandé aux interviewés de citer quelques dates-clés dans l'histoire de la ville ou de la frontière, et ensuite lorsque je leur ai demandé comment leur vie avait changé d'un point de vue économique et social depuis 1989.

Le premier point à noter est que le personnel administratif de la ville (qui appliquait de la façon la plus palpable des ordres du Parti communiste local, notamment en matière de logement et d'éducation, les thèmes de frustration les plus fréquents pour la population), mais aussi les élites locales, sont très largement restées les mêmes après 1989 : c'est le cas du directeur de la gare (un lieu-clé pour cette ville frontalière du Rideau de fer) et du directeur de la grande usine de la ville, tandis que le maire d'aujourd'hui est le fils d'élites communistes locales de l'ancien régime. Seul le chef des services de sécurité (contrôle des frontières) – aujourd'hui serveur dans un bar pour compléter sa retraite mais qui a malheureusement refusé de répondre à mes questions – et quelques sous-directeurs dans la gare et l'usine ont été licenciés en 1990-1991 pour leur compromission avec l'ancien régime.

Les quatre entretiens retenus représentent quatre parcours de vie et opinions que l'on retrouve de façon récurrente parmi tous les interviewés : le premier (homme de 57 ans) incarne la continuité administrative dans la bonhomie ; le deuxième (homme de 35 ans), le succès économique – en bénéficiant d'un capital accumulé sous le communisme – mais doublé d'une grande sensibilité sociale ; la troisième (femme de 34 ans), la difficulté, voire l'amertume, des classes populaires par rapport à la transition économique, et la quatrième (femme de 30 ans), la satisfaction de pouvoir vivre dans la liberté. Cependant, et c'est à la fois une spécificité de la culture tchèque très égalitariste et socialement nivelée¹⁹ et, sans doute, un héritage des années de communisme, aucuns de ces discours ne sont très éloignés les uns des autres ; ils sont même assez homogènes et se complètent mutuellement.

Les incertitudes d'un fonctionnaire local

Âgé de 57 ans au moment où j'ai effectué mon entretien avec lui, en 2006 – il avait donc 39 ans en 1989 – le directeur de la gare Josef Dortík occupe cette fonction depuis 1984. Jovial et communicatif, il m'a accueilli sympathiquement, répondant à toutes mes questions, m'autorisant à me promener librement dans la gare et à détourner les employés de leurs tâches pour y répondre à leur tour, m'ouvrant ses archives, se mettant en quatre pour me trouver de nouveaux contacts, réquisitionnant (une fois) la police pour me montrer la route et allant jusqu'à me confier la clé de son bureau lorsqu'il rentrait chez lui pour que je puisse continuer à travailler sur ses archives : en bref, ce n'était pas exactement l'image que l'on pouvait se faire du fonctionnaire communiste, l'un des hommes-clés d'un régime des frontières particulièrement strict.

Je l'ai interrogé sur sa perception de 1989. Bien que la réponse soit globalement très positive, le souvenir qu'il en gardait était celui d'une grande incertitude : les informations étaient fragmentaires, la police était sur les dents et ne savait quelle attitude adopter, la télévision gardait le silence sur les événements de Prague. Dès l'ouverture des frontières, le 4 décembre 1989, la gare a été prise d'assaut (quelque 800 passagers par jour) par des citoyens tchèques qui voulaient passer en Autriche pour voir, pour visiter, tandis que les chemins de fer autrichiens mettaient des trains entiers à disposition des nouveaux voyageurs, causant une forte désorganisation et un chaos bon enfant dans la gare pendant plusieurs semaines. Mais c'est environ un an, un an et demi après la Révolution que sa situation personnelle est devenue plus délicate :

J.D. – Après 1989, ils ont organisé des comités du Forum civique qui se sont transformés ensuite en des Cercles de confiance pour savoir si les gens qui avaient des fonctions dirigeantes devaient rester à leur poste ou pas. C'était assez tumultueux. [...]

M.B. – C'était une époque incertaine ?

J.D. – Oui, mais enfin nous sommes toujours à une époque incertaine aujourd'hui [*rire*] Les fonctions dirigeantes ont été rouvertes : certains voulaient rester, d'autres ne voulaient pas. Les employés ont alors voté

pour savoir si leurs dirigeants devaient rester en place ou s'ils devaient partir...²⁰ Mais il y avait des petites racailles, des fainéants et ivrognes qui vous envoyaient des lettres anonymes sur le mode « Tu vas recevoir une fourche dans le cul ».

M.B. – Et cela vous est arrivé ?

J.D. – Non, ce n'étaient que des lettres anonymes. J'en ai reçu une en 1989... Tout le monde voulait se venger. Les gens qui n'avaient pas envie de travailler ou qui buvaient trop en profitaient pour faire leur petit malin. Simplement c'était... c'était la démocratie. Mais jusqu'à ce que la situation se stabilise un peu, c'était plutôt chaotique.

Il m'a ensuite expliqué avec une certaine fierté que 75 % de ses employés ont voté pour le garder en place et qu'il a ensuite dû passer au cours des années à travers sept autres Cercles de confiance, à chaque fois qu'il y avait eu une réorganisation administrative de la gare. Son vice-directeur pour la défense civile, en revanche, a été éliminé dès le premier tour et n'a même pas été autorisé à rester en tant que contrôleur des billets : il a dû trouver une autre gare d'accueil. J'ai ensuite demandé au directeur quand il avait quitté le Parti communiste :

J.D. – Après 1989. À peu près en 1994.

M.B. – En 1994 ? Pourquoi si tard ?

J.D. – [*Rire*] Je ne sais pas. J'ai été élevé dans un certain esprit d'honnêteté, je suis entré au Parti avec un certain sens de l'honnêteté. Bien sûr, après 1989 on a appris quantité de choses sur la répression qui étaient choquantes, des choses qu'on n'avait jamais vues en personne, par exemple le procès Horáková²¹ ou des choses qui se sont passées à Moscou. Mais nous, quand nous sommes entrés au Parti, ma génération, nous ne savions rien de tout ça. Nous partagions une sorte d'honnêteté, d'espoir que l'avenir serait meilleur, que ce qui était en train d'être construit serait bon pour le peuple ; bien sûr il y avait eu la guerre, etc. J'ai toujours été plus sévère envers les membres du Parti qu'envers les autres car j'ai toujours considéré qu'un membre du Parti doit donner l'exemple. Bien sûr, il y en a qui en ont profité. Ils considéraient que leur appartenance au Parti leur donnait certains privilèges, qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient. C'est mal. [...]

M.B. – Mais pourquoi êtes-vous resté au Parti après 1989 ?

J.D. – [*Pause*] Disons que je ne suis pas du genre à retourner ma veste. Puisque je m'étais engagé, je devais en subir les conséquences..., vous

comprenez? [...] Je dirais que sans doute pas 50 % mais peut-être 20 % de l'ancien régime était bon et le reste était mauvais. Après 1989, je suis resté quelque temps au conseil municipal. Mais j'ai vite compris que ça ne servirait à rien et je suis parti.

M.B. – Et pourquoi avez-vous quitté le Parti?

J.D. – [*Rire*] Le Parti n'était pas capable de se renouveler ni de se transformer en une organisation utile à la société. Alors bien sûr on peut avoir des idéaux... mais le monde avait changé. C'est comme ça.

Ce communiste sincère a saisi l'une de ses premières occasions de voyager à l'Ouest pour assister à la Fête du travail et au défilé du 1^{er} mai 1990 à Vienne, descendant *Mariabílférstrasse* en compagnie d'une cinquantaine de ses collègues et amis du sud de la Bohême accompagnés d'un orchestre de cuivres. Il incarne donc la figure du fonctionnaire local, qui représentait l'ancien régime mais qui n'en était pas moins apprécié de ses subordonnés et employés, qui a négocié la transition sans renier ses convictions mais sans non plus rester dans le passé et qui a poursuivi sa carrière sans interruption mais sans profit particulier. Ce n'est qu'en 2007 qu'il a été muté, sur sa demande, de České Velenice vers Třeboň, une gare plus grande et plus proche de chez lui.

Les contradictions d'un entrepreneur

L'une des autres « élites » locales, Jakub Obědval, était au moment de notre entretien (2006) directeur de l'usine ŽOS de réparation de locomotives, l'âme historique de la ville et l'un de ses principaux employeurs. Lui-même est jeune (né en 1971, 18 ans en 1989, 35 ans au moment de l'entretien) mais son père avait été directeur de cette même usine, de 1986 jusqu'à sa privatisation, en 1993. Il en est alors devenu l'un des quatre propriétaires. Bien qu'ayant donc eu une enfance typique d'apparatchik, y compris un accès privilégié aux études (il a lui-même volontiers admis qu'il serait très certainement entré au Parti le moment venu si le régime ne s'était effondré), le jeune directeur m'a accueillie avec autant d'ouverture et de sincérité que le directeur de la gare. Ni cynique ni nostalgique, il a pris

son temps pour réfléchir aux avantages et inconvénients des deux régimes, communisme et démocratie.

La transition au sommet de l'entreprise ŽOS en 1989 a été aussi souple qu'à la gare. Le père de Jakub Obědval (qui n'a pas voulu répondre à mes questions) était, selon ce dernier, un communiste sincère et modeste. En 1942, il était l'aîné d'une famille pauvre de six enfants, son père provenant lui-même d'une famille pauvre de huit enfants. En ce sens, le régime semble avoir tenu toutes ses promesses de promotion sociale, ainsi que j'ai par ailleurs pu le constater à maintes reprises en interviewant des ingénieurs dont les pères avaient été ouvriers – l'un des plus vieux interviewés, par exemple, à la fois ouvrier et historien amateur (82 ans au moment de l'entretien) est le père du directeur de l'une des filiales de ŽOS.

Le père de Jakub Obědval était donc directeur en 1989 et, tout comme Josef Dortík, il a été élu par ses employés pour rester à son poste. Étant l'un des rares à bénéficier d'un certain capital, il a pu faire une offre d'achat en 1993 au moment de la privatisation de l'entreprise et en est devenu l'un des quatre actionnaires. Il y a gardé des fonctions élevées jusqu'à son départ à la retraite, en 2001. Mais, dixit son fils, « il croyait à l'égalité entre les hommes, à une forme d'égalité. Cela venait du fait qu'il ne venait pas d'un milieu riche. [...] C'est pour ça qu'il est resté un homme simple ». Tant le fils que le père regrettent aujourd'hui ce qu'ils estiment être une baisse de la qualité du travail des ouvriers et de leur fierté du travail bien fait.

Si la sincérité et la bonne volonté de Jakub Obědval ne sont pas en doute, sa lucidité par rapport à sa propre reconstruction du passé est cependant moins affûtée que celle de Josef Dortík. Certaines contradictions dans son discours renvoient aux difficultés classiques dans les familles communistes à réconcilier leur foi en le Parti avec ce qui était moralement inacceptable, comme l'occupation soviétique en 1968 ou la volonté d'abattre à la frontière les citoyens qui essayaient de s'enfuir à l'Ouest. Le conflit intérieur était généralement résolu par une politique de silence sur ces événements qui fâchaient, et par l'établissement de véritables tabous,

même dans l'intimité familiale et jusque dans leur for intérieur. Même si les élites communistes étaient les mieux placées et ont souvent été les principales bénéficiaires du passage à la démocratie et au marché²², cela ne les empêche pas en principe – tout au moins si l'on prend l'exemple de České Velenice – d'avoir gardé une certaine sensibilité sociale et de ressentir le besoin de prouver qu'elles sont restées des personnes simples²³. Concrètement, Jakub Obědval a affirmé avoir été très peu intéressé par les événements de 1989 :

M.B. – Que représente 1989 pour vous ?

J.O. – Je ne me souviens guère de l'année 1989, car à cette époque j'étais étudiant. Je ne me suis pas trop rendu compte des changements qui avaient lieu ici à Velenice car je vivais à Plzeň et j'avais une vie bien remplie là-bas. Je ne rentrais que le week-end, et encore, pas tous les week-ends. Le week-end était court mais c'est vrai que lorsque la frontière s'est ouverte, de nouveaux contacts ont été très rapidement noués. Des matches amicaux ont été très vite organisés des deux côtés de la frontière dans tous les sports. Quand je venais en week-end, je passais le premier jour sur le terrain et le deuxième je préparais mes affaires pour rentrer.

M.B. – Mais vous avez bien passé Noël ici ?

J.O. – Oui, j'étais là à Noël et pendant les vacances mais je ne rappelle presque rien de Noël 1989. C'est très loin dans le temps et je ne pourrais pas dire que ça m'ait laissé un grand souvenir.

M.B. – Pendant ce premier Noël, vous êtes allé à Gmünd ?

J.O. – Non. Je n'ai pas eu le temps.

M.B. – Vous n'avez pas eu le temps ?

J.O. – J'avais peut-être le temps, mais ça ne m'intéressait pas, je passais mes vacances à travailler et à préparer mes examens. Je n'avais aucun besoin d'aller où que ce soit. Par exemple à Gmünd, pour goûter [à l'Occident], comme on disait, le désir de voir quelque chose de neuf, ça ne me disait rien.

On voit bien la contradiction chez ce jeune homme qui affectait de ne pas être très intéressé par la chute du Rideau de fer, au moment où l'ensemble de la population de České Velenice se précipitait de l'autre côté dès l'ouverture des barrières, tout en reconnaissant au passage y être allé « très rapidement » mais « seulement pour des rencontres sportives. » Cette indifférence de

façade n'est pas assimilable à de la nostalgie pour l'ancien régime (Jakub Obědval est un entrepreneur qui a parfaitement réussi sa transition au capitalisme et à la démocratie). Mais son analyse de la période postérieure à 1989 est très proche de celle des classes les plus populaires qui souffrent d'un faible niveau de vie, ce qui montre d'ailleurs bien la difficulté à saisir et définir la notion de nostalgie :

M.B. – À votre avis, beaucoup de gens ici regrettent le bon vieux temps ?

J.O. – Non. Il ne s'agit pas de cela. Je ne crois pas que vous trouveriez une seule personne ici qui regrette le passé. [Du point de vue idéologique], de l'eau a coulé sous les ponts depuis 1989. Mais les gens ont parfois l'impression que rien n'a changé dans leur vie ; ils vont au travail comme ils y allaient avant. Ils ne gagnent pas assez pour pouvoir profiter de leur temps libre, pour voyager. Leur salaire ne suffit pas, c'est comme chez vous, en France, personne ne peut – enfin, tout le monde ne peut pas – se permettre de voyager en Amérique, pas vrai ? Donc, les gens ont du temps libre, certaines choses ont changé mais en pratique leur salaire ne leur permet pas de profiter de ce que le changement de régime leur a apporté comme potentialités. Pour eux la vie est restée la même. Ils sont là, ils vivent, ils travaillent, ils font les courses, ils vont au cinéma, ils vont à un concert ou à une pièce de théâtre, comme avant 1989, exactement comme avant. Avant, le citoyen travaillait pour nourrir sa famille, et qu'est-ce qui a changé ? Rien. Qu'il ait voulu ou non soutenir les changements, de toutes les façons il n'avait aucun pouvoir de décision. Les gens le savent. La seule différence, c'est que certaines personnes ont maintenant des salaires plus élevés et peuvent s'en servir, par exemple pour voyager.

M.B. – Vous n'êtes pas étonné de voir à quelle vitesse les gens se sont adaptés au changement ?

J.O. – Oui, ils se sont habitués. Mais faut-il dire : à quelle vitesse ils se sont habitués ou à quelle vitesse ils ne se sont pas habitués ?

Ce « patron » qui, tout en ayant « réussi », ne gagne pas plus de cinq fois le salaire moyen de ses ouvriers, conclut sur une note philosophique :

M.B. – La frontière entre le bien et le mal n'était donc pas si nette ?

J.O. – Non, elle ne l'était pas, et pourquoi l'aurait-elle été ? Rien n'est comme ça dans la vie. Où est la frontière entre le bien et le mal ? On ne peut pas tirer un gros trait sur le passé.

Au vu de l'ensemble des interviews, l'analyse sociale de Jakub Obědval semble assez juste. Quatre des personnes ou familles interrogées sur quarante s'étaient considérablement enrichies depuis 1989, mais la majorité a déclaré avoir à peu près le même niveau de vie qu'« avant », l'accès à la société de grande consommation et la disparition des frontières étant appréciés mais relativisés par la cherté de la vie. Contrairement à ce que l'on entend souvent, ce sont, dans mon échantillon, les adultes d'âge moyen (entre 35 et 45 ans, qui avaient donc entre 15 et 25 ans en 1989 et qui n'étaient pas ou très peu qualifiés) qui semblent avoir le plus mal tiré leur épingle du jeu, pas les personnes âgées.

České Velenice est dans la moyenne tchèque supérieure au niveau économique, avec un taux de chômage de 4 % au moment des entretiens en 2006-2007. La ville a effé largement bénéficié de l'ouverture du commerce et de la relocalisation d'entreprises autrichiennes qui sont venues s'installer du côté tchèque de la frontière pour profiter des salaires moyens plus bas. Mais malgré ce taux qui ferait envie à bien des pays d'Europe occidentale, c'est un bon tiers des interviewés qui a manifesté un certain désarroi, ou tout simplement des difficultés face à la réalité sociale de leurs conditions de vie. Il est bien évident que la taille limitée de cet échantillon permet difficilement de tirer des conclusions concernant l'ensemble de la société tchèque. L'on voit néanmoins à coup sûr où réside le potentiel de nostalgie, de vote communiste ou d'abstention électorale qui manque en général aux analyses de la période post-1989, comme le confirme le cas suivant d'une personne qui a du mal à joindre les deux bouts.

Souvenirs adolescents de deux petites employées

Petra Schneiderová, née en 1973 (34 ans au moment de notre entretien, en 2007) et employée subalterne à la gare, déconstruit l'importance de 1989 par rapport à sa propre vie, nonobstant le fait qu'elle n'avait que 16 ans en 1989 :

M.B. – Comment votre vie a-t-elle changé depuis 1989 du point de vue économique et social ?

P.S. – Elle n'a absolument pas changé. Je dois toujours faire des économies. Mon père est mort tôt et ma mère n'avait pas beaucoup d'argent. On était trois enfants et elle devait toujours mettre de l'argent de côté. C'est vrai qu'il n'y avait rien à acheter. Aujourd'hui les magasins sont pleins, mais vous ne pouvez toujours rien acheter. Vous devez toujours faire des économies – c'est pour ça que rien n'a changé. Rien. Vous devez toujours mettre de l'argent de côté, c'est tout. J'aimerais tellement que ça m'arrive au moins une fois de ne pas devoir le faire. Que je me dise, tiens aujourd'hui je vais m'acheter – par exemple un lit – et que je me l'achète. Mais je ne peux pas, je dois toujours mettre de l'argent de côté, comme avant. À part que maintenant on a beaucoup plus de possibilités et ça vous met en colère de voir qu'il y a plus de choix, plus de marchandises, mais que vous ne pouvez toujours rien acheter...

Cette dame n'a jamais voyagé en dehors de la Tchécoslovaquie avant 1989 car, m'a-t-elle expliqué, sa mère n'en avait pas les moyens. Et depuis ? « Depuis non plus je ne suis jamais allée nulle part. » Sur un mode que l'on a retrouvé chez tous les interviewés vivant modestement, elle m'a également expliqué qu'elle n'avait pas pris part au référendum sur l'entrée de la République tchèque dans l'Union européenne bien qu'elle y ait été opposée, car elle était une « sans-parti » – clin d'œil à l'époque communiste, où le monde était divisé entre les membres du Parti et les sans-parti, et façon de souligner son sentiment d'exclusion :

M.B. – Vous pensez que les citoyens ont plus d'influence sur la politique aujourd'hui ou avant ?

P.S. – Ni aujourd'hui ni avant. De toute façon, ils [au sommet] font ce qu'ils veulent. Avant on devait obéir aux communistes et maintenant on doit obéir à l'Amérique ou à l'Union européenne ou à je ne sais qui. Il y a toujours quelqu'un pour vous dicter ce que vous devez faire. À mon avis, c'est comme ça.

M.B. – Vous votez ?

P.S. – Non. Ma voix n'a aucun poids. Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui pensent comme moi, mais...

M.B. – Si vous votiez tous, vous n'auriez pas une certaine influence ?

P.S. – De toute façon, ils feront ce qu'ils voudront.

Certes, tous les interviewés ne sont pas si résignés, ou tout au moins certains pondèrent leurs difficultés financières par le bénéfice de vivre dans un pays libre. Karolina Mrkvičková, par exemple, née en 1977 et âgée de 12 ans au moment de la Révolution (30 ans lors de notre entretien, en 2007), bien qu'élevant seule un enfant et étant serveuse dans un restaurant, est très satisfaite des conditions de vie qui prévalent depuis 1989 :

K.M. – Aujourd'hui les gens sont estimés à leur juste valeur : aujourd'hui on les paie selon leurs compétences. Vous pouvez tout avoir, ne serait-ce qu'un emprunt, tout est possible d'une façon ou d'une autre. Je suis seule avec mon enfant et bien que je gagne très peu, même pour une Tchèque, j'ai le soutien de l'État. J'ai pu me permettre de m'acheter une voiture en leasing. [...] Les gens sont plus indépendants, ils ont cent fois plus de possibilités qu'avant. Aujourd'hui personne ne vous empêche de faire du business, par exemple. Tous ceux qui le veulent peuvent être entrepreneurs. Personne ne me force à travailler. Si je ne veux pas travailler, je ne travaillerai pas et ce sera mon problème.

M.B. – Et la santé, le chômage ?

K.M. – Ça ne me concerne pas ; je travaille depuis que j'ai quitté l'école et à mon avis il y a bien assez de travail. Ceux qui ne travaillent pas sont ceux qui ne veulent pas travailler.

Cette jeune femme a encore un souvenir vivace de 1989, faisant là encore preuve d'une certaine fraîcheur dans ses impressions :

K.M. – Avant 1989, on ne savait pas comment ils vivaient de l'autre côté de la frontière. On ne le voyait pas. On l'a vu pour la première fois en 1989, quand les frontières se sont ouvertes. Cela nous a fait envie car on s'est rendu compte qu'on n'avait rien. Tout à coup on a eu des canettes de coca, des chewing-gums, des bananes, de tout. Avant je ne connaissais que le paquet que la famille autrichienne nous envoyait une fois par an. Petite fille, je me disais, ouah, ils doivent drôlement bien se porter là-bas, ils ont du coca en canette... Ils envoyaient aussi des Marlboro à papa, c'était... – mais aujourd'hui on voit bien qu'il faut travailler pour pouvoir se payer tout ça...

Karolina Mrkvičková est par ailleurs, ce qui n'est sans doute pas une coïncidence dans la mesure où cela correspond à son état d'esprit positif, la seule de tous les interviewés à avoir mentionné la tenue d'une grande manifestation en 1989 à České Velenice,

au cours de laquelle les participants ont fait tinter leurs trousseaux de clé comme à Prague pour bien faire passer le message aux dirigeants communistes qu'ils devaient partir et laisser la place. Il s'agit peut-être d'une reconstruction romantique de la réalité de la part d'une jeune fille âgée de 12 ans à l'époque, mais cet « oubli » chez les autres interviewés révèle peut-être aussi une reconstruction du passé pessimiste de la part de citoyens qui ont pourtant – même s'ils prétendent l'avoir oublié aujourd'hui – passionnément cru en l'avenir.

D'autres thèmes ayant trait au passé communiste ont été abordés pendant les entretiens : un ancien dénoncé s'est fait justice à la force des poings auprès de son dénonciateur ; après quelques bières, un ancien policier a révélé et détaillé à un ancien jeune rebelle le piège que la police était en train de monter contre lui, juste avant la Révolution ; un ingénieur (un autre des quatre propriétaires de ŽOS) a été accusé à tort d'avoir été un agent de la police secrète, et lorsque la justice l'a lavé de tout soupçon, le ministère de l'Intérieur post-1989 a fait appel, comme il le faisait sur une base systématique dans de tels procès²⁴ ; une femme de ménage au chômage élevant seule quatre enfants, l'une des familles les plus pauvres de la ville, ne se souvenait plus de ce qui s'était passé en 1989 [sic] ; un membre du Parti a reçu des lettres anonymes juste après la Révolution, menaçant de la pendre à un arbre si elle restait au Parti (elle l'a quitté sur-le-champ) ; un jeune garçon a évoqué la honte de son père, qui avait été conscrit comme garde-frontière et qui a vécu pendant deux ans dans la terreur de devoir abattre quelqu'un ; et beaucoup, sinon tous, ont évoqué la persistance de la corruption, la désaffection de l'esprit public, la montée de l'égoïsme et la peur du chômage.

Dans le cadre de cette brève réflexion, il va sans dire que les problématiques évoquées n'ont pu l'être que très rapidement. Nous voyons cependant se dessiner une certaine permanence dans la perception du passé communiste à České Velenice, avec la présence d'une certaine nostalgie et la difficulté à gérer ce passé et à rétablir un tissu social qui s'est paradoxalement fortement dégradé depuis 1989 : en effet, malgré la mauvaise qualité

générale des relations entre les habitants due à l'atmosphère de dénonciation qui régnait sous le communisme, ceux-ci participaient beaucoup plus à des activités collectives comme les thés dansants, les clubs d'échecs ou de sport, les pompiers amateurs, la céramique, les activités pour les mères de famille, etc. À cet égard, il est particulièrement intéressant de constater que dans le domaine associatif, l'avant-1989 n'est en train de s'éteindre, en tout cas à České Velenice, qu'aujourd'hui, au rythme du décès des personnes qui s'y étaient engagées avant 1989 et qui n'ont suscité aucunes nouvelles vocations sous le post-communisme.

La temporalité du changement (ou du non-changement) en ce qui concerne le jugement porté sur le passé communiste et la perception des conditions politiques, économiques et sociales du pays montre la relativité de la césure de 1989. « On ne peut pas tirer un gros trait sur le passé », disait l'entrepreneur Jakub Obědval. Ce jugement vient en contrepoint à la politique officielle de la République tchèque depuis 1989 concernant l'époque communiste puisque cette dernière, comme les autres États post-communistes à l'exception de l'Allemagne réunifiée, a plutôt prôné l'oubli ou tout au moins le silence par-delà une condamnation globale et indifférenciée des anciens membres du Parti et de la police secrète. L'on comprend mieux pourquoi et comment les élites politiques et intellectuelles du pays sont en porte-à-faux par rapport à leur population qui, bien qu'ayant activement voulu la chute du régime communiste, en incarne la continuité dans sa vie de tous les jours.

L'incompréhension, voire l'erreur d'appréciation, qui caractérise autant les élites politiques actuelles que nombre de chercheurs en sciences sociales, provient du fait que l'acceptation de cette continuité n'est pas un jugement de valeur : il n'est pas nécessaire de renier la démocratie pour trouver des avantages au régime communiste, de même qu'il n'est pas nécessaire pour apprécier la démocratie d'avoir été anticommuniste. On peut être démocrate et nostalgique, ancien communiste et plus heureux sous la démocratie, ancien opposant au communisme et frustré par la démocratie. Pas un des interviewés n'a manqué de souligner à

quel point l'ancien régime de surveillance lui pesait ; tous se sont réjouis de la liberté nouvellement acquise en 1989 ; mais l'expérience qu'ils décrivent ici est que liberté n'est pas automatiquement synonyme de bonheur : l'argent compte aussi. Plus exactement, ni l'argent ni la liberté ne font automatiquement le bonheur.

En ce sens, l'histoire orale auprès des « gens ordinaires » montre que c'est l'idéologie même de 1989 qui est mise à mal. C'est parce que 1989 n'a pas tenu ses promesses que la Révolution a perdu de sa légitimité depuis vingt ans : non pas ses promesses de réformes économiques et politiques, qui ont été globalement tenues, mais ces promesses implicites, et pourtant décisives, de bonheur, ce mot-clé, et de réhabilitation de l'individu. Un espoir fou, mais bien passé, qui ressort en filigrane des entretiens. Malgré tous les avantages du capitalisme et de la démocratie, la plupart des gens semblent être seulement un peu plus heureux que sous le communisme – pas beaucoup plus. Le bonheur requiert des efforts. Et ils n'ont pas l'impression de « compter » plus. Est-ce pour cela qu'à České Velenice, les membres de différentes classes sociales tiennent un discours très comparable vis-à-vis du passé communiste ? C'est en tout cas l'hypothèse que nous suggérons ici.

La microhistoire de cette petite ville illustre le conflit d'interprétation de l'« événement 1989 » par rapport à Prague, tant d'un point de vue géographique que symbolique : non seulement la population n'a pas la vision négative du communisme que le régime démocratique d'après-1989 cherche à imposer au travers de sa politique officielle de commémoration, mais elle n'a pas non plus la vision positive de « 1989 » que les élites intellectuelles s'appliquent à transmettre de leur côté. Ni 1989, ni d'ailleurs 1948 (la prise du pouvoir par les communistes) ou même 1968 (le Printemps de Prague) n'ont marqué la mémoire des personnes interviewés avec la force que l'on aurait pu attendre. La stratégie d'« Eigen-Sinn » de cette société, c'est-à-dire de protection de son quant-à-soi, de réappropriation de la chronologie officielle selon son propre agenda et de réinterprétation de l'« événement 1989 » selon une vision qui lui est propre, ressort clairement.

En tout état de cause – et cela ne peut constituer une surprise –, les mentalités changent beaucoup plus lentement que les conditions politiques et économiques. La radicalité des bouleversements intervenus dans le mode de vie, dans les institutions, dans la disparition de la frontière, contraste avec la lente évolution des perceptions, des opinions face à ces changements. Le résultat en est une perception désabusée de la situation actuelle et une privatisation généralisée de l'existence – mais ce processus a peut-être plus à voir avec la globalisation qu'avec la décommunisation, si l'on se souvient qu'il était dénoncé par Havel déjà dans les années 1970²⁵ et qu'il est loin de caractériser les seuls pays post-communistes.

Notes

1. Naturellement, des perceptions plus fines ont également vu le jour, qui ne liaient pas de façon réductrice les temporalités politiques aux ruptures institutionnelles. Voir par exemple: Perron Catherine, *Les pionniers de la démocratie. Elites politiques locales tchèques et est-allemandes. 1989-1998*, PUF, Paris, 2004; Hadjiisky Magdaléna, «La démocratie par le marché. Le cas des pays tchèques (1989-1996)», *Politix*, 12 (47), 1999, p. 63-88; ou encore: Marès Antoine, «Ruptures et continuités de la mémoire tchèque», *Vingtième siècle*, 36, octobre-décembre 1992, p. 71-80.
2. Voir Blaive Muriel, «Nostalgie et mémoire collective du communisme en République tchèque», in Sandrine Kott & Martine Mespoulet (dir.), *Le post-communisme dans l'histoire*, Presses universitaires de Bruxelles, Bruxelles, 2006, p. 177-190.
3. C'est-à-dire de purge et d'interdiction d'embauche dans l'administration publique de toute personne de niveau dirigeant moyen ou élevé dans le Parti communiste, l'armée, les services secrets et la police, ainsi que de ceux ayant collaboré avec la police secrète avant 1989.
4. Franc Martin, *Řasy, nebo knedlíky? Postoje odborníků na výživu k inovacím a tradicím v české stravě v 50. a 60. letech 20. století* (Des algues ou des quenelles? La position des spécialistes sur l'innovation et la tradition dans la cuisine tchèque des années 1950 et 1960), Scriptorium, Prague, 2003.
5. Roubal Petr, «Politics of Gymnastics: Mass Gymnastic Displays Under Communism in Central and Eastern Europe», *Body and Society*, 9, (2), 2003, ainsi que sa thèse de doctorat soutenue à la Central European University de Budapest en 2007.
6. «“Les pays de l'Est”, disait-on pendant la guerre froide, sans trop s'embarrasser de nuances. [...] Cependant, pour ce qui est de la géographie politique, la notion de “pays de l'Est” est aussi peu pertinente que celle de l'Occident.”» Voir Pomian Krzysztof, «Préface», in Muriel Blaive, *Une déstalinisation manquée. Tchécoslovaquie 1956*, Complexe, Bruxelles, 2005.
7. Voir Dobry Michel, «Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence», *Revue française de science politique*, 50, (4-5), août-octobre 2000, p. 585-613.
8. «Les communistes tchèques, à qui on ne voyait aucun avenir politique après 1989 en raison de leur passé trop “disqualifiant”, ont curieusement recomposé leur identité en s'appuyant sur ce passé au lieu de l'évacuer [en particulier la question sudéto-allemande.] Nous avons ici affaire à un phénomène particulier de continuité communiste, dont nous avons du mal à rendre compte dans la mesure où il échappe aux catégories les plus fécondes dans lesquelles sont actuellement pensées les trajectoires des communistes d'Europe centrale depuis 1989, celles de la conversion.» Mayer Françoise, *Les Tchèques et leur communisme*, EHESS, Paris, 2003, p. 103.
9. Kott Sandrine & Mespoulet Martine, «Introduction», in Sandrine Kott & Martine Mespoulet (dir.), *op. cit.*
10. «Le soutien et la loyauté dont continue à bénéficier le Parti communiste tchèque non réformé, le KSČM, posent la question dérangeante des liens entre la société tchèque et le passé communiste»: Rupnik Jacques, «Politika vyrovnávání s komunistickou minulostí» (La politique de gestion du passé communiste), *Soudobé dějiny*, 1/2002, p. 19.
11. Voir l'énumération des sources de légitimité du pouvoir communiste dans le dernier chapitre et la conclusion de Blaive Muriel, *op. cit.*
12. L'expression est de Thomas Lindenberger dans son article: Lindenberger Thomas, «Tacit Minimal Consensus: The Always Precarious East German Dictatorship», in Paul Corner (dir.), *Popular Opinion in Totalitarian Regimes*, Oxford University Press, Oxford, 2009, à paraître.

13. Cf. Blaive Muriel, art. cit.
14. Voir «Pour une histoire sociale du pouvoir en Europe communiste», in Sandrine Kott (dir.), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 49/2, avril-juin 2002.
15. Le cycle «Le communisme à partir des sociétés» organisé en 2004 au CeFRoS a par exemple montré le contraste entre le travail de Sandrine Kott, historienne occidentale parfaitement à l'aise pour étudier les «brigades socialistes» en RDA et le refus circonstancié de l'historien tchèque Dalibor Státník de se consacrer à ce thème dans le cas tchécoslovaque, au prétexte qu'il était trop idéologisé. Il est à noter que la Pologne et la Hongrie, tout en étant très loin d'atteindre le niveau allemand, sont plus avancées en histoire sociale du communisme que la République tchèque et la Slovaquie.
16. Furet François, *Penser la Révolution française*, Gallimard (Folio), Paris, 1978, p. 266.
17. L'entretien comportait néanmoins toujours une large partie non-directive où les questions et les réponses pouvaient largement déborder des thèmes fixés a priori par le questionnaire.
18. Cf. «The Cold War in Communicative Memories and Public Spheres. Ten Case Studies in Border Communities», projet de recherche (sous la direction de Berthold Molden) «Border communities» sur le site de l'institut, <http://ehp.lbg.ac.at>.
19. Cette spécificité est intimement liée à l'identité tchèque (anti-germanique), qui remonte au moins au XIX^e siècle et à la résurgence de la nation tchèque mais que l'on a même fait remonter à la tradition hussite et au XV^e siècle («anthropologie politique égalitariste»). Voir Marin Olivier, *L'archevêque, le maître et le dévot. Genèses du mouvement réformateur pragois (années 1360-1419)*, Honoré Champion, Paris, 2005.
20. Bien que la notion d'élection des dirigeants dans les entreprises après 1989 m'ait semblé assez familière au moment où Josef Dostál en parlait, je n'ai pas réussi à trouver le résultat de recherches qui auraient été menées ou publiées sur ce thème, pas même dans l'excellent ouvrage: Eyal Gil, Szelényi Iván & Townsley Eleanor R., *Making Capitalism Without Capitalists. The New Ruling Elites in Eastern Europe*, Verso, Londres, 1998. Je ne suis donc pas en mesure de confirmer s'il s'agit là d'une pratique propre à České Velenice ou si elle a caractérisé l'ensemble du pays après 1989.
21. Milada Horáková était une femme politique respectée de la Première République, emprisonnée ensuite par les nazis, qui a été soumise au premier grand procès politique de l'ère communiste en Tchécoslovaquie. Elle est exécutée en juin 1950 avec trois autres personnes (deux politiciens et un journaliste trotskyste, Závist Kalandra) en tant que représentante symbolique de la démocratie pré-communiste.
22. Voir Mink Georges & Szurek Jean-Charles, *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Le Seuil, Paris, 1999.
23. Sur le mythe du «petit homme tchèque» et sa survivance après 1989, voir Blaive Muriel, «Le «petit homme tchèque» à la mode socialiste: rupture et continuités depuis 1989», in Korine Amacher & Leonid Heller (dir.), *Le retour des héros: la reconstitution des mythologies nationales à l'heure du post-communisme*, Presses de l'Université de Genève, Genève, 2009, à paraître.
24. Le processus de «lustration» (lois de 1991 et 1992) exigeait en effet que tous les dirigeants dans l'administration et les entreprises publiques (ce qui était encore le cas de ŽOS à l'époque) passent le test des fichiers du ministère de l'Intérieur, l'objectif étant d'écarter les anciens agents de la police secrète et les hauts responsables du Parti. Ceux dont on trouvait le nom sur l'une des listes et qui étaient donc «positivement lustrés» étaient automatiquement licenciés, une décision qu'ils ne pouvaient retourner que s'ils attaquaient le ministère de l'Intérieur en justice – la mesure étant en principe néanmoins exécutoire jusqu'au verdict, ce qui violait la présomption d'innocence de façon assez flagrante, suscitant les foudres du Conseil de l'Europe et de l'ONU. Lorsque le jugement leur a été favorable (ce qui a constitué la grande majorité des cas car la police a inscrit nombre de citoyens sur les listes d'agents alors même que ceux-ci avaient absolument refusé de collaborer, voire n'étaient même pas au courant qu'ils étaient sollicités), le ministère de l'Intérieur a fait systématiquement appel, faisant ainsi preuve d'une curieuse vision de l'apaisement par rapport au passé.
25. «Lettre ouverte à Gustáv Husák» (publication originale de 1975), in Václav Havel, *Essais politiques*, Calmann-Lévy, Paris, 1989.

Roumanie
Les minériades dans la mémoire des mineurs
Alin Rus

«Se montrer horripilé et agacé par les mineurs est à la mode aujourd'hui. Plus t'es irrité et exaspéré ou effrayé par eux, plus t'es intellectuel. Un frisson et une grimace valent plus qu'une maîtrise ou un doctorat. T'es pas un essayiste habile si tu vois pas dans leur départ de Petroșani un Lidice, un Oradour, un Ip¹, un Coventry, un Dresde. T'as pas une attitude spirituelle si tu n'éprouves pas intérieurement un tremblement de 7 degrés sur l'échelle de Richter [...]. T'es pas en contact avec l'Absolu si tu soutiens pas que la police et les gendarmes doivent les anéantir².»

L'un des événements les plus marquants de la période de changement de régime en Roumanie est incontestablement la « descente » à Bucarest des mineurs de la vallée du Jiu (et de mineurs d'autres localités roumaines), les 14 et 15 juin 1990, qui répriment dans la violence les contestataires du gouvernement et du président Iliescu, réunis depuis plusieurs semaines place de l'Université. Or, l'interprétation de cet événement, qualifié de *mineriada* (minériade) est sans doute celui qui a suscité le plus de controverses, notamment sur la façon de l'articuler symboliquement avec le contexte de changement de régime.

Le *Dictionnaire explicatif de la langue roumaine* en ligne propose pas moins de trois définitions du terme *mineriada*: « dénomination donnée aux venues réitérées des mineurs de la vallée du Jiu à Bucarest depuis 1990, et aux actions blâmables de ceux-ci »; « action musclée d'anéantissement de l'opposition »; « révolte de mineurs »³. Sur Wikipedia, les minériades désignent « les

interventions violentes de mineurs [...] luttant pour des changements politiques ou des avantages matériels ». Le terme véhicule à la fois un sens péjoratif et un sens mélioratif si l'on se réfère à la façon dont on qualifiait dans le passé des événements de masse considérés comme honorables: Olympiade (*Olimpiada* en Roumain) et Croisade (*Cruciada* en Roumain)⁴. La signification donnée à ces événements est toutefois ambiguë. Si le terme a pu faire carrière dans les espaces médiatiques et politiques, c'est au prix d'une pluralité de sens: « guerre civile », « fratricide national », « tentative de coup d'État », « grève de mineurs », « prolongation de la Révolution de 1989 », « instrumentalisation politique », etc. Aujourd'hui, dans le sens commun, le terme désigne de façon métaphorique toute résolution brutale d'un conflit, dans la vie politique comme dans la vie quotidienne. Cette ambiguïté et les controverses à leur sujet sont bien sûr liées aux usages politiques qu'en font des professionnels de la politique et divers groupes d'intérêt. Reste que ces références régulières aux minériades contribuent à réunir sous la même terminologie des événements pourtant très différents. Plusieurs « descentes de mineurs » à Bucarest ont en effet eu lieu depuis le début de l'année 1990 et diffèrent en fonction du contexte, des modalités de mobilisation et de l'issue finale. Les minériades de 1990 (celles des 14-15 juin, mais aussi celles des 29-30 janvier et du 19 février) interviennent dans le contexte post-révolutionnaire roumain et sont directement liées aux enjeux politiques de l'époque. Celles de 1991 s'inscrivent sans doute dans le prolongement de ce contexte mais comportent en plus la dimension d'une grève. Celles de 1999, en revanche, appartiennent à un registre différent: les événements de janvier pouvant être interprétés comme une grève, tandis que ceux de février 1999 mobilisent des enjeux internes au syndicat des mineurs et témoignent notamment de l'opposition à l'arrestation de Miron Cozma, le leader des mineurs du Jiu.

L'objet de ce chapitre est de rendre compte des principales interprétations des minériades. Perçues par la mémoire collective comme des événements marquants des années 1990, les minériades ont été l'objet d'un grand nombre d'interprétations

et ont suscité de nombreuses controverses, au gré des évolutions politiques, de l'évolution des raisons d'agir des mineurs, de leur judiciarisation, etc. Loin de se réduire à deux visions – celle des bourreaux contre celle des victimes – les minériades ont suscité une production de sens très riche, impliquant groupes sociaux, personnalités politiques et culturelles, journalistes, chercheurs en sciences sociales, etc. Rarement toutefois, les mineurs ayant participé à ces événements n'ont été directement entendus, faute d'être considérées comme légitimes. Comment les mineurs interprètent-ils les minériades? Quels sont les cheminements mémoriels des mineurs? C'est à ces questions que ce chapitre va tenter de répondre, en se fondant sur une enquête menée dans la vallée du Jiu entre 2000 et 2005 auprès d'une centaine de mineurs (mineurs de base, contremaîtres, ingénieurs, directeurs des mines) et de représentants d'autres catégories sociales⁵.

Avant de présenter les interprétations a posteriori des minériades par les mineurs, il convient de présenter les événements, d'en proposer une explication et de décrire les principales interprétations qui ont été avancées au cours des années 1990.

Les événements et leurs causes

La première minériade de la série, les 29-30 janvier 1990, ne peut être comprise sans un retour en arrière sur les événements politiques qui l'ont précédée. Le premier élément est le «climat» instauré dans la vallée du Jiu à la suite de la Révolution de décembre 1989. Un climat de tensions, de chaos et de peur, nourri par la rumeur et les organes de communication (radio, télévision)⁶. En outre, à la différence des autres régions du pays, ce bassin charbonnier avait été militarisé⁷ et placé sous le contrôle discret mais intensif des agents des services secrets, la *Securitate*, après la grande grève des mineurs de 1977⁸. Les mineurs étaient donc encore en 1990 encadrés par des structures politiques. La densité des réseaux sociaux caractéristiques d'une communauté minière enclavée dans une dépression montagneuse et mono-industrielle permettait la propagation des rumeurs et rendait les mineurs plus

perméables aux stratégies d'instrumentalisation⁹. Mais c'est un événement politique ayant suivi la Révolution de décembre qui a servi d'élément déclencheur. Il s'agit en l'occurrence de la décision du Front du salut national, prise quelques jours plus tôt, le 23 janvier, de participer aux premières élections libres programmées pour le 20 mai de la même année. Le FSN, créé pendant la Révolution, avait été pensé comme une formation apolitique, censée remplir le vide de pouvoir laissé par la chute de Ceaușescu et assurer la transition jusqu'aux premières élections démocratiques. Cette décision a eu pour effet d'accroître les divisions de la société roumaine en opposant ceux qui étaient favorables à cette participation – et dont la base sociale était massivement composée de paysans, d'ouvriers et de retraités – et ceux qui contestaient la légitimité des nouveaux dirigeants: anciens dissidents, étudiants et élites intellectuelles.

La deuxième minériade, le 19 février 1990, est la «sœur jumelle» de celle de janvier. Les conditions de son déclenchement, les enjeux et la rhétorique mobilisés sont semblables. La seule différence réside dans le fait que la venue des mineurs à cette fois été anticipée par l'opposition. Les événements ont suivi un scénario similaire à celui de janvier: organisation à Bucarest d'une manifestation contre le FSN. et attaque du siège du gouvernement le 18 février, arrivée des mineurs le lendemain.

Ultérieurement, le débat autour du caractère orchestré ou non de l'attaque contre le siège du Gouvernement et de la descente des mineurs à Bucarest allait être rapidement oublié en raison du déclenchement de la troisième minériade et de l'intensité inattendue de la violence qui l'a caractérisée. La descente des mineurs à cette fois été «provoquée» par la manifestation-marathon des opposants à Iliescu sur la place de l'Université¹⁰ de Bucarest. Celle-ci a débuté le 24 avril pour se terminer dans la violence entre le 13 et le 15 juin.

La minériade des 14 et 15 juin représente une réaction à un mouvement protestataire de grande ampleur, prolongé au-delà de la victoire de Ion Iliescu (85,07 % votes) et du FSN. (66,31 % votes) aux élections du 20 mai. La police intervient brutalement

le matin du 13 juin pour mettre fin à la grève de la faim déclenchée par un nombre important de manifestants et pour libérer la place de ce que la télévision appelle des « voyous », « drogués » et « extrémistes ». Des arrestations ont lieu et, dans l'escalade de la violence, des bus de police sont incendiés et le siège central de la police est assailli. L'après-midi, le président Ion Iliescu lance un appel télévisé au rassemblement du peuple contre les « groupes extrémistes » qui menacent la « jeune démocratie roumaine ». Le soir, une délégation de manifestants essaie de négocier avec le directeur de la télévision afin d'obtenir le droit de présenter en direct son point de vue mais elle échoue à cause de l'explosion de nouvelles violences. La retransmission télévisée d'un match de football est interrompue pendant une heure pour faire croire à une attaque malveillante de manifestants. Lorsque les organisateurs de la manifestation se réfugient dans les locaux de l'université, les mineurs sont déjà en route¹¹. Ils arrivent à la gare par milliers le lendemain matin et se déplacent vers la place de l'Université à la demande officielle du président du pays. Des dizaines de personnes sont agressées dans la rue, dans les ateliers de la Faculté d'architecture et dans d'autres locaux universitaires, ainsi que dans les « quartiers gitans ». Des salles de cours et les sièges des partis politiques contestataires sont détruits. Un bilan officiel compte plus de cinq cents blessés hospitalisés et six morts (dont quatre par fusillade), mais la presse et les déclarations de plusieurs victimes et témoins suggèrent que ce chiffre est sous-estimé¹².

Les interprétations courantes

Les premières interprétations des minériades, émanant des milieux politique, journalistique et intellectuel, ont été proposées au moment où les événements se sont déroulés ou dans les jours qui ont suivi. Elles sont indissociables des discours de justification ou au contraire de disqualification des faits.

Les minériades de 1990 ont d'emblée été interprétées au regard de la confrontation politique entre pro et anti-Iliescu. La décision du FSN. de se constituer en parti politique et de participer aux

élections a été immédiatement contestée par plusieurs partis, dont les partis dits « historiques » qui se sont reconstitués entre-temps : le Parti national paysan et le Parti national libéral. Une importante manifestation a lieu dans la capitale le 28 janvier. Parmi les slogans des manifestants, les plus courants étaient : « Celui qui est resté cinq ans chez les Russes ne peut penser comme Bush », « Nous ne voulons pas du néo-communisme », « Hier Ceaușescu, aujourd'hui Iliescu ». La contre-manifestation organisée par le FSN. et réunissant les ouvriers des usines de Bucarest a donné lieu à des slogans au sens opposé : « À bas les fils des koulaks et d'extrémistes », « On veut pas que ceux qui étaient au chaud à l'étranger viennent nous donner des leçons », « Mort aux intellectuels ». Quelques actes de violences ont eu lieu, le siège du gouvernement a été attaqué et sa démission réclamée. C'est dans ce contexte qu'intervient l'action des mineurs, et c'est pourquoi leur venue est interprétée par deux types de discours antinomiques en fonction du positionnement de leurs auteurs. La presse proche du pouvoir, à l'instar du journal *Adevărul*, cherche à légitimer l'arrivée des mineurs à Bucarest, en la qualifiant de spontanée et disciplinée ainsi que leur retour, décrit comme organisé, « les mineurs retournant directement à la mine afin que la production de charbon n'enregistre pas de pertes ». Dans le journal du 30 janvier, on publie l'hymne des mineurs et on insiste sur la probité morale de ces « gens des abysses ». À l'opposé, la voix de l'opposition se fait entendre dans le journal *România Liberă* et dénonce le dangereux précédent causé par la violente descente des mineurs et la menace qu'elles représente pour la démocratie.

C'est la même logique d'opposition manichéenne, reproduisant dans le champ de la production symbolique la bipolarisation de l'espace politique, qui domine les discours sur les minériades ultérieures. Lors des minériades de juin, le journal *Adevărul*, tribune du FSN, décrit les mineurs comme des « gardiens de la paix sociale et de la démocratie », des « gens de bien » venus pour « défendre la volonté exprimée par le peuple aux élections du 20 mai ». On les transforme en héros, en « Sisyphe de notre temps ». Parallèlement, on diabolise la figure des protestataires de

la place de l'Université, qualifiés de « fascistes », « faux Roumains », « voyous », « terroristes », « marchands de pays », etc.

Mais l'ampleur et la visibilité de la violence des mineurs déjouent la tentative du pouvoir d'imposer une signification unique favorable aux minériades. Les images des mineurs brutalisant les citoyens dans les rues de Bucarest ont fait le tour des télévisions en Europe et dans le monde entier. Les conquêtes de la Révolution roumaine sont mises en question dans le journal *România Liberă* et dans la revue du Groupe du dialogue social (GDS), *Revista 22*. Cette partie de la presse recense un nombre de victimes beaucoup plus élevé que le bilan officiel, dénonce la participation des agents de la *Securitate* et l'analyse comme une machination politique à l'initiative des leaders du FSN. La presse d'opposition décrit les mineurs comme des gueules noires conduites par des pulsions animales et destructrices. Cette masse amorphe, ce groupe monolithique, serait facilement manipulable, et son manque de jugement pourrait facilement être instrumentalisé au bénéfice du FSN. et de quelques personnalités politiques. Les mineurs sont comparés aux « chemises noires » de Mussolini, ou à un « macrocommando de milliers de guérilleros ». L'analyse prend deux formes différentes. La première, d'inspiration marxiste, présente les mineurs comme une « catégorie socio-professionnelle caractéristique du XIX^e siècle » qui a « creusé les schismes sociaux, les distinctions entre les classes et accru les frustrations et les haines ». La seconde, de facture psychanalytique, insiste sur la « crise d'identité » des mineurs tout à leur tentative de substituer à la figure paternelle de Nicolae Ceaușescu, celle de Ion Iliescu. L'appareil conceptuel de la psychologie collective développé par Gustave Le Bon est également mobilisé pour décrire les logiques de l'action collective dans un contexte propice à la manipulation.

D'autres interprétations, venues des sciences sociales, sont venues par la suite nuancer ces visions contrastées et politisées. L'intérêt des chercheurs roumains et étrangers (anthropologues, sociologues, politologues) pour la communauté et la culture des mineurs de la vallée du Jiu s'est renforcé après les minériades de 1999. Ces travaux dépassent les interprétations manichéennes

caractéristiques des années 1990 et contribuent à dissiper l'impression d'un exceptionnalisme roumain¹³. En outre, la communauté des mineurs y apparaît moins homogène : elle est travaillée en interne par des logiques ethniques ou professionnelles de différenciation¹⁴. Surtout, elle n'est pas analysée uniquement du point de vue stigmatisant des minériades. Quant aux minériades elles-mêmes, elles ont été abordées sous divers angles. Les uns se sont principalement intéressés aux effets des minériades sur la communauté minière, à l'instar de l'anthropologue américain David A. Kideckel qui, au terme d'une enquête de terrain de longue durée dans la vallée du Jiu, considère que les minériades ont eu un effet négatif sur la solidarité des mineurs et ont contribué à leur déclin social, économique et politique¹⁵. Les autres se sont interrogés sur les raisons de la violence. S'appuyant sur la sociologie de l'action collective, John Gledhill a montré que la violence était un instrument comme un autre des luttes politiques, en particulier dans des régimes dans lesquels le pouvoir politique est faiblement légitime¹⁶. Ces derniers ont alors plutôt cherché à expliquer l'émergence des minériades par des causes structurelles. Ion Bogdan Vasi a par exemple insisté sur les caractéristiques sociales de la communauté minière de la vallée du Jiu : la densité des réseaux sociaux, l'ampleur des ressources organisationnelles, l'histoire riche en conflits ouvriers¹⁷.

Les interprétations des mineurs et leurs évolutions

Les interprétations des mineurs eux-mêmes, principaux acteurs des minériades, ont jusqu'ici largement été ignorées par les professionnels de la politique, les journalistes et les chercheurs. Même si la presse a parfois permis aux mineurs de s'exprimer, leur point de vue n'a pas été réellement pris en compte. Ce qui frappe le plus à la lecture des entretiens réalisés avec les mineurs, c'est la différence entre les interprétations des trois minériades de 1990 au moment même des événements (par la presse gouvernementale et certains mineurs eux-mêmes) et les discours a posteriori des principaux intéressés recueillis une dizaine d'années plus tard.

La méthodologie choisie pour recueillir la parole des mineurs a bien sûr aussi eu une influence sur leur discours. La recherche s'est heurtée à deux obstacles principaux. D'abord à la réticence d'un certain nombre d'acteurs de s'exprimer sur les événements, dans le contexte de la judiciarisation des minériades. Plusieurs mineurs ont refusé d'engager une discussion, ou même de donner de simples informations sur le déroulement des minériades, sans doute par peur d'être ensuite identifiés et interrogés sur leur participation aux événements¹⁸. Ensuite, à la difficulté de retrouver de véritables participants aux minériades. Un grand nombre d'acteurs des minériades de 1990-1991 ne travaillaient plus dans les mines de la vallée du Jiu dans les années 2000, en raison de la restructuration brutale et radicale de l'industrie charbonnière démarrée en 1997, de l'atteinte de l'âge de la retraite, des maladies, voire de la mort. Plus déterminant, les entretiens ont été l'objet de réinterprétations de l'expérience vécue. Certains souvenirs ont été effacés par le passage du temps, des participants ne se rappelaient plus en détail les événements, confondaient les minériades entre elles ou ne pouvaient plus reconstituer une chronologie correcte. Certaines personnes les ont néanmoins décrites avec une clarté et une lucidité remarquables. Surtout, un certain nombre d'éléments ont été entièrement revisités et les justifications d'hier révisées, comme si les mineurs partageaient, rétrospectivement, la conception de l'illégitimité des violences auxquelles les minériades ont donné lieu. Deux thèmes ont été principalement développés: la question controversée de la manipulation des mineurs – notamment celle de la participation de la *Securitate* – et celle de la violence.

Le thème de la manipulation des mineurs est sans doute celui qui suscite les plus grandes réinterprétations. Les mineurs que j'ai rencontrés partagent l'analyse de la manipulation, mais ils la tempèrent en invoquant avoir accompli une action qu'ils jugent avec le recul juste et légitime... mais qu'ils ne referaient sans doute pas maintenant.

Le témoignage de Petre Brait, ancien électricien et leader des *disponibilizați*¹⁹ entre 1997 et 2000, est de ce point de vue éloquent:

« La question de savoir si on a été ou non manipulé a souvent été soulevée. Ce qui est sûr c'est qu'à ce moment-là, on n'en avait pas conscience. La manipulation perd son sens lorsqu'on prend conscience qu'elle existe... Pourtant, les minériades de janvier et février n'ont finalement servi qu'à certains leaders qui ont pu par la suite dire implicitement: "Si quelque chose arrive à Bucarest, regardez bien avec quelle promptitude les mineurs répondent!" Moi, je voyais à l'époque ces minériades comme le signe d'une volonté de participer aux événements qui animaient le pays à ce moment-là. La Roumanie a été en 1990 un pays de mineurs. »

Un autre participant aux minériades, devenu par la suite délégué syndical, revient sur les conditions mêmes de la manipulation²⁰:

« Je considère que les mineurs sont une force facilement manipulable à cause de leur manque d'éducation. À mon avis, les premières minériades ont été manipulées par les médias gouvernementaux. Le 14 janvier, j'étais aux douches [les douches collectives à la mine], je me changeais pour aller au boulot... quand débarque un type que je n'avais jamais vu auparavant à la mine Paroșeni – pourtant cela fait longtemps que je travaille là-bas... Il portait des habits de mineur. Il nous a dit: "Les gars, qu'est-ce qu'on fait? On y va? Allons-y, les bus nous attendent." Cet homme, je l'ai revu à Bucarest, aux deux minériades. La réaction de mes camarades a été humiliante quand j'y pense. On a été portés par la vague des événements et, puisqu'on était en colère vis-à-vis de ce qui se passait là-bas, à Bucarest, on a décidé d'y aller. Je crois que 90 % des gens qui sont allés à Bucarest étaient certainement manipulés mais y sont allés de bonne foi. La majorité d'entre eux ont cru qu'ils allaient faire quelque chose de bien. Les bus, qui nous attendaient, nous ont amené à Petroșani [la ville la plus grande de la Vallée de Jiu, où se trouve le siège de la Compagnie nationale de la houille], où deux trains étaient déjà prêts et un troisième allait partir après nous... On est arrivés à Bucarest. De la gare Băneasa, on est entrés dans un camion ou dans des voitures et on est allé sur la place Romană où se trouvait le siège du Parti national libéral. Il était bien illuminé, très joli, il m'a impressionné, après toutes ces années de communisme. J'avais jamais vu une vitrine aussi éclairée. Ceux qui nous ont amené étaient habillés en mineurs mais ils connaissaient bien le trajet... ils disaient au chauffeur par où passer... Bizarrement, personne ne se demandait qui ils étaient et de qui ils recevaient les ordres. Il y avait même, devant nous, une autre voiture, une Dacia blanche, d'où on nous criait: "Attention,

soyez à telle heure sur la place Victoria.” Donc tout était organisé. Puis le siège du PNL a été cassé par les mineurs enragés et non par ceux qui nous guidaient qui ont seulement dit : “Des libéraux veulent prendre le pouvoir et faire leur justice à eux...” Ceux-là ne sont même pas entrés dans le siège. Ils sont restés dehors à fumer pendant que les mineurs détruisaient tout, même s’il n’y avait pas grande chose là-bas : une télé, deux photocopieuses, des chaises, des téléphones portables...»

Ainsi, si la question de la manipulation n’est pas taboue chez les mineurs – un autre me dira explicitement «En fait, nous, c’est la mine qui nous a envoyé. Tout a été organisé par nos représentants...» – elle ne s’accompagne pas d’un déni de responsabilité. C’est plutôt de reconnaissance de coresponsabilité dont il s’agit, les mineurs invoquant la «bonne foi» des participants aux minériades. Comment expliquer ce consentement des mineurs à cette action collective? Pour le comprendre, il faut prendre en compte le climat alors très tendu dans la vallée du Jiu. Les journaux de l’opposition politique n’étaient pas disponibles, leur distribution étant systématiquement retardée ou bloquée. En revanche, la presse locale et les journaux du pouvoir étaient lus dans les exploitations minières par la majorité des travailleurs. Dans ce contexte, le nombre de personnes qui voyaient les minériades autrement que comme un acte héroïque et bénéfique pour la démocratie roumaine était très faible²¹. Je me rappelle comment une des connaissances de mes parents leur a raconté qu’il avait cogné un étudiant à Bucarest «puisqu’il avait sur lui un sac plastique plein de drogues.» Mon père lui a demandé comment il pouvait être sûr qu’il s’agissait de drogue et non de farine ou toute autre chose. La réponse était sans appel : «Non, je sais que c’était de la drogue». On retrouve la même attitude dans les reportages réalisés par la télévision nationale, assujettie au pouvoir. Plusieurs images sont très significatives, comme celle où l’on voit un mineur déclarer fermement : «J’ai trouvé dans le siège du PNL de la drogue, des armes, des munitions, une machine à écrire automatique [...] et une machine pour imprimer des billets. Tout est publié dans le journal *Adevărul*, vous pouvez vérifier²².» Rétrospectivement, certains mineurs

mettent en avant la manière dont s’est effectué le départ de la vallée du Jiu et le soutien que la population de la capitale leur aurait témoigné :

«Je me rappelle avoir participé à la première minériade et qu’il faisait très froid. De ce qu’on savait, les habitants de Bucarest voulaient casser, voler... Tout au début on est allé sur la place Victoria où Iliescu a remercié les mineurs et leur a dit qu’ils étaient une force pour le pays et ce genre de choses. Je me rappelle aussi qu’il y avait des gens qui sympathisaient avec nous et disaient : “Félicitations, les mineurs ! Heureusement que vous êtes venus pour chasser la lèpre !”²³.»

Comme on le voit, certains arguments légitimant les minériades ont persisté à travers le temps. Certains des mineurs avec lesquels je me suis entretenu entre 2000 et 2005 allaient jusqu’à reproduire les mêmes discours de haine qui ont été prononcés au cours des événements de 1990 :

«Nous, on a nettoyé la place de l’Université, car elle était devenue un foyer d’infections. On y faisait du trafic de drogues, de la spéculation et même de la prostitution... Si je te disais quelles nanas j’ai vues là-bas, tu ne me croirais pas. Que des poupées, l’une plus belle que l’autre. C’était les putes de ces manifestants-là²⁴...»

Il est bien entendu difficile de mesurer si ce type de représentations est encore, ou non, répandu parmi les mineurs. Au cours de mon enquête, ce vocabulaire est apparu assez rarement, la majorité des mineurs interviewés ayant entre-temps reconstruit un discours plus mesuré. Le même mineur qui avait avoué en 1990 avoir battu un étudiant qui «possédait» de la drogue, me disait en 2001, après avoir été impliqué dans un long procès pénal lié à la minériade de juin, regretter son geste. Pour lui, «les mineurs ont été manipulés pour aller à Bucarest», la minériade a été une «faute énorme».

C’est sans aucun doute la question de la violence qui suscite les reconstructions les plus nettes des représentations des mineurs. D’une manière générale, les discours manichéens de justification de la violence sont rarissimes. Les mineurs que j’ai rencontrés restituent à l’histoire des minériades sa complexité et

ses ambiguïtés. La violence est en général assumée, personne ne la conteste en tant que fait indubitable. Mais elle est constamment minimisée. C'est surtout la question de la responsabilité des violences qui pose problème pour les mineurs. Si personne ne conteste l'emploi de la violence, les mineurs rejettent en général sa responsabilité sur le pouvoir politique et refusent tout sentiment de culpabilité.

La rhétorique visant à minimiser les violences des minériades prend plusieurs formes. C'est tantôt la violence collective qui est minimisée, lorsqu'on loue la modération des mineurs, tantôt la participation individuelle aux violences qui est nuancée, voire niée par mon interlocuteur :

« Si tous les mineurs avaient cogné pendant la minériade, ça aurait été sûrement une vraie catastrophe. Je crois que seulement vingt pour cent des mineurs de la vallée du Jiu ont été violents ceux venus d'autres régions l'ont été encore moins, c'était quelques cas exceptionnels. Moi, par exemple, je n'ai participé à aucune action de ce genre, je me suis rendu compte que tout était une machination ²⁵. »

« Au procès, on m'a demandé d'avouer que c'était nous, les ingénieurs et les contremaîtres, qui avons organisé la minériade... La réalité c'est que nous avons participé à la minériade surtout pour contrôler et maîtriser nos hommes, car le mineur qui s'énerve ne réfléchit pas deux fois... S'ils n'avaient été qu'avec leurs chefs d'équipe, ça aurait été une catastrophe. Probablement ils auraient tous commencé à boire puisqu'ils avaient reçu les salaires et avaient de la tune sur eux ²⁶. »

« Dans l'après-midi du 15 juin, les mineurs ont été divisés en deux groupes : un groupe était dans la salle polyvalente, et l'autre à *Casa Scântei*. Moi, j'étais dans le premier. Là-bas, on a regardé des matchs à la télé, et puis un transport de bouffe est arrivé. Le casse-croute a été apporté dans des voitures spéciales. En tant que leader, j'ai partagé le pain, le salami, etc. Après, j'ai voulu aussi manger avec mes camarades, les mineurs que je connaissais. Pendant qu'on mangeait, une voiture est arrivée et tous les mineurs qui étaient autour de moi sont montés dedans. Ça m'a vraiment déplu. Ces mineurs étaient venus avec moi, j'en étais responsable, et maintenant ils allaient partir avec n'importe qui ! Je me suis senti abandonné. Je leur ai demandé ce qu'ils étaient en train de faire, où ils allaient. Le chauffeur m'a répondu : "Laissez-les, je les amène à *Ferentari* [quartier périphérique de Bucarest, habité

majoritairement par des gitans] pour mettre de l'ordre." Alors, j'ai dit à mes camarades : "Les gars, si des gens entraînent de force dans vos maisons, s'ils vous tombaient dessus comme ça, chez vous, comment vous réagiriez ? Ça vous plairait ?" Ils m'ont entendu et ils sont descendus de la voiture, et la voiture est allée prendre un autre groupe de mineurs²⁷. »

Il est parfois difficile de distinguer le vrai du faux. Ainsi, c'est en réaction à une violence déjà présente que les mineurs auraient à leur tour employé la violence. Cette violence aurait été d'autant plus légitime que les premiers mois de 1990 auraient placé la communauté minière dans un état de tension sociale et psychologique susceptible de les conduire à des actions radicales.

« En juin 1990, on s'attendait à ce qu'on nous tire dessus dans la gare Basarab. Dans le train on imaginait toutes sortes de stratégies de défense et d'attaque. On croyait qu'à Bucarest, il y avait une lutte entre l'armée et des groupes de la *Securitate*, les mêmes qui avaient tiré des coups de feu pendant la Révolution. On y est allé pour lutter du côté de l'armée, qui était fidèle au peuple et aux nouveaux dirigeants du pays. Dans ce contexte, on comprend qu'il y ait eu cette escalade de violence. Et certainement qu'à tout cela s'ajoutaient les règlements de compte personnels. Si tu n'aimais pas quelqu'un, tu pouvais le cogner ²⁸. »

« Les gens avaient déjà la peur dans le sang, la peur que les mines ferment, de perdre leur boulot. Ils ont agi guidés par la peur. La minériade de 1990 a été déclenchée par la peur. C'est ce qui se passe lorsqu'on intervient sur l'inconscient des gens, lorsqu'on y plante la peur qu'ils vont tout perdre²⁹. »

Toute violence n'est néanmoins pas légitime de façon égale. Un certain nombre d'entretiens décrivent des situations au cours desquelles la violence employée ne peut, avec le recul, recevoir de véritable justification.

« À un moment donné, j'ai vu une scène que je n'oublierai jamais. Un civil a dit à voix haute : "Celui-ci aussi était sur la place de l'Université", en montrant un homme du doigt. Les mineurs lui sont tombés dessus avec des matraques. Sur le moment, je ne savais pas qui était cette personne. Plus tard quelqu'un nous a dit : "Ce gars que vous avez battu est le maire de l'arrondissement." Tout est dit. On se vengeait les uns des autres de cette manière... Ça, c'était pas facile à comprendre³⁰. »

«Beaucoup d'innocents ont été frappés par les mineurs ou par l'armée. Les mineurs ne sont pas violents par nature mais ils sont extrêmement malléables. La majorité des mineurs d'ici ont un niveau d'étude très bas, très peu ont fait le collège ou le lycée. Pendant les actions 2000, 5000, 7000..., on a ramené dans la vallée toutes sortes de gens, des voleurs, des voyous, des délinquants³¹. Il n'y a pas eu de pointage précis des mineurs qui sont allés à Bucarest. Certains venaient de la région de Craiova, de celle de Târgu-Jiu, etc. En plus, on pouvait acheter des bleus de travail et des bottes, même à Bucarest [et se faire passer pour mineur] ³².»

«Notre groupe, je peux l'affirmer, n'a touché personne, mais j'ai vu beaucoup de scènes d'une violence atroce... Il y avait aussi des groupes de mineurs plus tranquilles, pour ainsi dire. Si les agents de la *Securitate* leur désignaient une personne, ces mineurs allaient l'attraper, lui donnaient un ou deux coups de bâton sur le dos puis la laissaient partir. Ou bien ils la remettaient à la police. À mon avis, ce qui a été déterminant, c'est la médiocrité d'une grande partie des mineurs de la vallée du Jiu. Dans la situation de désordre et de conflit où se trouvait Bucarest à cette époque-là, une personne éduquée essaie d'éviter la violence, mais ceux qui ont un niveau d'étude très bas entrent aveuglement dans la confrontation, donnent des coups. Pour eux la force physique est plus importante que le cerveau. C'est ce qui s'est passé place de l'Université. Les plus violents, je crois, c'était les Moldaves, des gens sans éducation, venus de la campagne [...] Moi, je suis convaincu que ce sont bien les mineurs qui ont été les plus violents, à 95 % au moins. Mais c'était des mineurs sans éducation. Très peu de gars malins de la vallée du Jiu ont pu faire ça. Nous, on était de ceux-là. C'était plutôt une occasion de faire la fête. On s'est dit: on regarde le foot, puis on va au parc, on profite des attractions et on visite Bucarest... C'est pour ça que je dis que si tous les mineurs s'étaient mis à frapper tout le monde, ça aurait été une vraie catastrophe³³.»

La différenciation sociale établie au sein même du groupe des mineurs ne doit bien évidemment pas être prise au pied de la lettre. En séparant le bon grain de l'ivraie au sein d'un groupe toujours présenté comme homogène, elle a surtout pour fonction de se dédouaner tout en chargeant les autres de toutes les dérives des minériades. Cet exercice rhétorique en dit long sur les logiques de distinction au sein de la communauté des mineurs ainsi que sur les transformations qui ont marqué ce groupe

social depuis le début des années 1990. Pour nous, le fait que les mineurs se soient sentis obligés de nuancer leur discours sur leur participation aux violences est significatif de l'évolution sociale de ce groupe depuis la Révolution. Ces entretiens réalisés plus de dix ans après la première minériade sont significatifs de la manière dont les mineurs ont (re)construit leur propre image et ont redéfini leur destin au long des années 1990: de la participation aux premières minériades et du sentiment de gloire qu'ils ont alors sans doute ressenti, au sentiment de déclin social, économique et politique, voire à celui de honte que le processus de restructuration de l'industrie minière à partir de 1997 a pu générer.

Le sociologue Valentin Fulger, un des rares chercheurs à avoir étudié les minériades en s'appuyant sur des données quantitatives, a comparé les salaires des mineurs et ceux d'autres catégories socio-professionnelles après 1989. Si, pendant les trois premières années de la transition post-socialiste, les mineurs étaient un des groupes les mieux payés, après 1994, et plus brutalement après 1996, leurs salaires ont connu une forte baisse. En 2002, ils sont relégués dans la partie basse de ce classement³⁴. Cette évolution est, entre autres facteurs, la conséquence, nous semble-t-il, des premières minériades, ces événements ayant considérablement transformé l'économie des relations entre le gouvernement et les syndicats miniers³⁵. Ainsi, la première grève importante organisée par les mineurs de la vallée du Jiu en mars 1990 s'est soldée par une négociation très favorable pour eux, mais qui a inquiété nombre d'économistes. Les vingt-neuf revendications des mineurs, y compris les augmentations salariales, la diminution du temps de travail de 48 à 30 heures par semaine et la baisse de l'âge de la retraite de 50 à 45 ans ont été acceptées sans évaluation rigoureuse des ressources économiques disponibles pour les financer. Les nombreuses grèves qui ont suivi la minériade de juin ont garanti aux mineurs une augmentation continue des salaires dans le contexte inflationniste de l'époque, leur permettant ainsi de conserver un statut politique et économique privilégié. Mais la minériade de septembre 1991, qui a abouti à la démission du gouvernement de Petre Roman, a eu des conséquences opposées.

Les mineurs ont perdu le prestige qu'ils avaient auparavant gagné au cœur du pouvoir. Pour l'un des mineurs interrogés, «la chute de Roman a scellé le destin de l'industrie minière et de la vallée du Jiu. Tous ceux qui ont été au pouvoir depuis ont continué de réduire les subventions à l'industrie minière³⁶.»

Au-delà des transformations qui ont suivi la minériade de 1991, un changement brutal et radical s'est produit en 1997 avec la restructuration du secteur minier. Les effectifs de l'industrie de la vallée du Jiu sont passés en deux ans de 50 000 mineurs environ en janvier 1997 à 13 000 en 1999. La mise en œuvre tardive de la thérapie de choc a radicalement transformé ce bassin charbonnier, augmentant le chômage et la pauvreté. C'est dans ce contexte qu'un grand nombre de mineurs ont accepté les *disponibilizari*, découvrant trop tard le piège qui leur avait été tendu³⁷. La manière dont a été appliquée la politique de restructuration du secteur minier a pu donner de la consistance à l'hypothèse d'une vengeance politique, d'une volonté d'anéantir un groupe social qui n'était plus aussi puissant qu'au début des années 1990³⁸. C'est dans ce contexte que sont intervenues les minériades de 1999. Les prises de position ont cette fois été très fermes. Sur la chaîne nationale de télévision, on voyait des habitants de Bucarest s'exprimer d'une manière très hostile sur une éventuelle arrivée des gueules noires dans la capitale. L'image des violences de juin 1990 était sans cesse invoquée. Les victimes des premières minériades³⁹ et l'élite intellectuelle condamnaient explicitement l'action des mineurs. Ce climat a contribué à dévaloriser plus encore l'action des mineurs dont la dernière minériade, en février, a été rapidement défaits par la police.

Ces différents facteurs expliquent sans doute l'évolution des représentations par les mineurs eux-mêmes des minériades de 1990. Il est impossible de comprendre l'évolution d'une représentation d'un événement aussi important socialement et politiquement que les minériades, sans rendre compte des transformations opérées dans la société roumaine post-communiste, en particulier la restructuration de l'industrie lourde et notamment de l'industrie charbonnière. Les minériades demeurent

néanmoins un sujet complexe et sensible qui ne cesse de raviver les passions politiques. Presque quinze ans après les événements controversés de 1990, le 17 décembre 2004, le président Ion Iliescu a gracié Miron Cozma, le leader des mineurs de la vallée du Jiu, qui purgeait une peine de dix-huit ans pour son rôle dans la minériade de 1991. Loin de réconcilier les opinions les plus contrastées, ce geste a fait la une des journaux et suscité de longs débats télévisés sur la légitimité des minériades.

Traduction du Roumain: Maria Grecu

Notes

1. Massacre de 158 civils roumains dans le village Ip. Salaj en Transylvanie, perpétré par l'armée hongroise le 14 septembre 1940.
2. Pruteanu George (essayiste et homme politique), *Faclie si Lampas* (Le flambeau et la lampe de mineur), <http://www.pruteanu.ro>
3. <http://dexonline.ro>.
4. <http://en.wikipedia.org/wiki/Mineriad>.
5. L'auteur est anthropologue et lui-même originaire du bassin charbonnier de la vallée du Jiu. Il a travaillé dans la mine pendant deux ans et a été témoin des multiples départs des mineurs vers Bucarest. Les analyses présentées ici sont tirées de son ouvrage: Rus Alin, *Mineriadele. Intre manipulare politică și solidaritate muncitorească* (Les minériades. Entre manipulation politique et solidarité ouvrière), Curtea Veche, Bucarest, 2007.
6. À l'époque, il n'existait que deux chaînes de télévision et quelques radios d'État.
7. Dès 1979, chaque mine de la vallée du Jiu a accueilli des équipes de jeunes pour des stages militaires dirigés par leurs propres officiers. Main-d'œuvre utilisée dans le cadre de la politique d'accroissement de la production de charbon, ils ont indirectement contribué au processus de dissolution progressive des liens de solidarité entre les mineurs.
8. Cette grève a essentiellement été un conflit de travail déclenché par la loi du 30 juin 1977 qui interdisait le cumul de la retraite d'invalidité et du salaire et par un certain nombre de mécontente-

- ments liés à la qualité et au volume de travail. Voir Barbu Mihai & Boboc Marian, *Lupeni' 77. Tanti Varvara versus Sfanta Varvara* (Lupeni' 77. Tante Varvara ou Sainte Varvara), Editura Corvin, Deva, 2005.
9. Kerr Clark & Siegel Abraham, *The Interindustrial Propensity to Strike – An International Comparison* in Arther Konhauser, Robert Dubin & Ross Arthur, *Industrial Conflict*, McGraw-Hill, New York, 1954, p. 189-213.
 10. Pour une analyse précise des enjeux de l'événement de la place de l'Université, voir le texte d'Anemona Constantin dans ce volume.
 11. Rus Alin, *op. cit.*, p. 74-87.
 12. Stoiciu Liviu Ioan, *Jurnalul unui martor* (Le journal d'un témoin), Editura Humanitas, Bucarest, 1992.
 13. L'instrumentalisation des mineurs à des fins politiques a en effet pu être également observée dans l'histoire moderne de la Russie, de l'Allemagne ou de l'Espagne et en Roumanie on en retrouve des exemples avant l'instauration du régime communiste. Cf. Rus Alin, *op. cit.*, p. 491-586.
 14. Craciun Magdalena, Grecu Maria & Stan Razvan, *Lumea Văii. Unitatea Minei, diversitatea minerilor* (Le monde de la Vallée. unité de la mine, diversité des mineurs), Editura Paideia, Bucarest, 2002.
 15. Kideckel David, *Getting by in Postsocialist România*, Indiana University Press, Bloomington, 2008.
 16. Glendill John, « States of Contention : State-Led Political Violence in Post-Socialist România », *East European Politics and Societies*, Vol. 19, No. 1/2005.
 17. Vasi Ion Bogdan, « The Fist of the Working Class: The Social Movements of Jiu Valley Miners in Post-Socialist România », *East European Politics and Societies*, Vol. 18, No. 1/2004.
 18. C'est une des raisons pour lesquelles je n'ai pu rencontrer qu'un nombre relativement réduit de véritables participants aux minériades. Je n'ai retenu que les initiales à leur demande pour préserver leur anonymat.
 19. Autre invention linguistique, *disponibilizat* (*disponibilizați* au pluriel) désigne celui qui, à la suite du commencement de la politique de restructuration de l'industrie minière par l'Ordonnance d'urgence 22 du gouvernement du mois d'août 1997, a accepté d'être licencié contre une somme d'argent compensatoire.

20. M. H., ancien électricien, actuellement délégué syndical à la mine Paroșeni, vice-président de la Ligue des syndicats miniers de la vallée du Jiu.
21. Rus Alin, *Valea Jiului – o Capcana Istorică* (La vallée du Jiu. Un piège historique), Realitatea Românească, Petrosani, 2003, p. 140-142.
22. Nicolau Carol Gigi & Popescu Razvan, *Laborator 66* (Laboratoire 66) (documentaire), TVR 2, 1998.
23. B.V., ancien mineur à Paroșeni.
24. G.R., serrurier dans la mine Vulcan.
25. M. H.
26. V. C.
27. N. C., ingénieur, délégué syndical dans la mine Vulcan entre mars 1990 et octobre 1991.
28. P. B.
29. V. C., ancien mineur contremaître, à la retraite au moment de l'entretien.
30. N. C.
31. Il s'agit des programmes 2000, 5 000... mis en œuvre après la grève de 1977, consistant à recruter massivement du personnel sur tout le territoire de la Roumanie, surtout dans les départements pauvres de Moldavie. Pendant les années 1980, la population de la vallée du Jiu et l'effectif de l'industrie minière ont augmenté de façon exponentielle. Justifiées idéologiquement par la croissance de la production de charbon, ces actions ont également contribué au bouleversement de l'unité et de la cohésion interne de la communauté minière. Voir Mihailescu Vintila & Grecu Maria, « Unité de la mine, diversité des mineurs. Travail partagé et partage du travail dans le bassin minier de Petrosani », *Annuaire de la Société d'Anthropologie Culturelle de Roumanie*, Paideia, Bucarest, 2001, p. 9-18.
32. N. B., mineur chef d'équipe.
33. M. H.
34. Fulger Valentin, *Valea Jiului după 1989, spațiul generator de convulsii sociale* (La vallée du Jiu après 1989. Un espace générateur de convulsions sociales), thèse de doctorat en sociologie, université Babes-Bolyai, Cluj-Napoca, 2005.
35. Rus Alin, *op. cit.*, p. 67-71.
36. M. H.

37. Kideckel David, Botea Bianca Elena & Nahorniac Raluca, «A new “cult of labor”: stress and crisis among Romanian workers», *Sociologie Românească*, 1/2000, pp. 142-161.
38. Rus Alin, «O perspectivă asupra mineriadelor după 14 ani» (Un regard sur les minériades après quatorze ans), *Tribuna*, Cluj-Napoca, no. 45 et 46/juillet-août 2004.
39. L'Association des victimes des minériades a été créée à Bucarest en 1996.

Europe centrale et orientale

Quatre témoins privilégiés analysent l'événement 1989

Karol Modzelewski, Zbigniew Gluza, Zoe Petre, Jean-Yves Potel
Présentation et notes de Jérôme Heurtaux

Le colloque «L'événement 1989 à l'Est. Vingt ans d'interprétations», organisé par le Centre Michel Foucault de Varsovie les 17 et 18 octobre 2008, s'est ouvert par une table ronde réunissant quatre personnalités de la vie intellectuelle qui, en tant que participants ou observateurs privilégiés, ont une «mémoire vive» des événements de 1989. S'ils diffèrent par leur génération d'appartenance, leur nationalité, leurs préférences politiques et leur formation, ce sont quatre «professionnels de l'intelligibilité» qui livrent ici leurs souvenirs et réflexions. Entretenant chacun un rapport spécifique à l'engagement politique, au travail savant et aux enjeux mémoriels, ils donnent à voir par leurs interventions différents profils correspondant à quelques-uns des principaux types de production intellectuelle que les transformations des sociétés d'Europe centrale en général et l'événement 1989 en particulier ont pu susciter. Un seul type d'analyse n'apparaît pas dans ce chapitre : le travail strictement scientifique sur lequel s'est fondé le reste de l'ouvrage.

Historien médiéviste polonais, c'est comme ancien militant du mouvement Solidarité dont il a été une grande figure, que s'exprime Karol Modzelewski. Cette double expérience d'universitaire et de dissident éclaire ses modes d'intervention dans la vie politique postcommuniste. La figure autonome de «l'intellectuel critique universaliste»¹ oscille avec celle du conseiller du prince hétéronome, voire, dans certains cas, avec celle de l'intellectuel

directement investi dans les luttes partisans. Après avoir occupé un mandat de sénateur (1989-1991) et participé à la création d'un parti politique, Karol Modzelewski s'est retiré de la vie politique active, intervenant régulièrement comme intellectuel prophétique et rappelant sa position critique à l'égard des choix économiques assumés par les nouvelles équipes au pouvoir.

Zoe Petre, également historienne de profession, antiquisante quant à elle, est aussi une intellectuelle politisée et engagée. Ayant appartenu à des réseaux intellectuels critiques en Roumanie sous Ceaușescu, elle a participé à la création du Groupe du dialogue social (GDS) en 1990, sorte de «groupement intellectuel contestataire universaliste»² dont une partie des membres est entrée dans la vie politique active, occupant des positions ministérielles ou devenant, à l'instar de Zoe Petre, conseiller du prince. En 1996, elle devient la principale conseillère du président nouvellement élu, Emil Constantinescu. Zoe Petre et Karol Modzelewski refusent donc tous deux de cantonner l'intellectuel au seul rôle d'arbitre moral, même s'ils ne se privent pas de distiller des commentaires acerbes lorsqu'ils le jugent nécessaire. Contrairement à Modzelewski, Petre est aujourd'hui encore activement engagée dans la vie politique de son pays.

Si Zbigniew Gluza n'est pas quant à lui un historien universitaire, il est néanmoins un spécialiste reconnu de l'histoire contemporaine de l'Europe du centre-est, de la Pologne en particulier. Il dirige la société savante *Karta*, clairement engagée auprès des victimes de la répression soviétique et des dissidents du communisme et indépendante de tout pouvoir. Ce «militant de la vérité» met ainsi l'histoire au service d'une mémoire qu'il estime juste et nécessaire.

Observateur des transformations des pays d'Europe centrale depuis les années 1970, Jean-Yves Potel donne à son travail une forme proche du récit, mêlant dans ses livres rencontres auprès d'acteurs ou de personnes ordinaires et analyses fines en partie fondées sur l'histoire. Pas d'intention mémorielle ni d'implication politique dans les pays qu'il étudie, ses enquêtes ponctuelles ou au long cours sont principalement destinées au public français.

Leur discours sur 1989 est indissociable d'une expérience singulière de l'événement, combinée à un certain type de positionnement vis-à-vis des processus politiques et à une forme particulière d'engagement professionnel. C'est ce combinatoire, à la structure différente selon les intervenants, qui fait la richesse des interventions retranscrites ici.

Karol Modzelewski, Zoe Petre, Zbigniew Gluza et Jean-Yves Potel abordent, en articulant souvenirs personnels et analyse, un certain nombre de thèmes analysés dans cet ouvrage: la délimitation de l'événement, voire la relocalisation de la «rupture», dans le temps et dans l'espace, la bonne qualification de l'événement, la réévaluation d'épisodes historiques saillants, l'émergence de mythes de substitution et la concurrence des mémoires, etc. La définition des causes ou des origines de l'effondrement du communisme a sans surprise dominé les prises de parole. Et les réponses apportées – toutes mêlant analyse «objective» et interprétation subjective – sont contradictoires. Elles font écho aux controverses qui continuent de nourrir la compréhension de l'effondrement des régimes communistes. Leur diversité illustre de façon éloquente le propos général de cet ouvrage consistant à restituer et comprendre la variété des lectures possibles de l'événement 1989.

Karol Modzelewski

Karol Modzelewski, né en 1937. Auteur en 1964, avec Jacek Kuroń, de la *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais*³, il a passé plus de sept ans en prison sous le communisme. Élu sénateur sur les listes Solidarité en 1989, il est le cofondateur en 1992 du Parti du travail (UP) qu'il quitte néanmoins dès 1995. Professeur d'histoire et spécialiste du Moyen Âge, il est actuellement vice-président de l'Académie polonaise des sciences. Il est notamment l'auteur de *Quelle voie après le communisme*⁴ dans lequel il dénonce les sacrifices consentis par la société polonaise suite à la thérapie de choc.

Le faux débat sur la primauté

Le débat sur 1989 est contaminé par une controverse que j'estime stérile : c'est le débat sur la primauté. Certains disent que la chute du communisme a commencé en Pologne parce que leur Table ronde a eu lieu avant que le processus ne commence dans les autres pays. Pour d'autres, c'est en Allemagne, parce que la chute du Mur qui symbolisait la division de l'Europe a profondément frappé notre imaginaire. D'autres encore donnent la primauté aux Tchèques parce que leur Révolution de velours contrastait de manière spectaculaire avec la période sinistre d'après 1968. Certains optent pour la Roumanie parce qu'on y trouve tous les ingrédients d'une Révolution : la violence, les événements de rue, les tirs, les victimes ; on a même fusillé le dictateur ainsi que sa femme, non pas en vertu d'un verdict formulé dans le respect de la loi, mais par vengeance populaire.

Je ne partage aucune de ces versions, la polonaise comprise, car je suis convaincu que le communisme ne s'est effondré ni à Varsovie, ni à Berlin, ni à Prague, ni à Bucarest, mais à Moscou. Le communisme avait plusieurs dimensions, et l'une d'entre elles, celle qui lui a permis de survivre, malgré toutes les tempêtes et tous les vents qui soufflaient contre lui, c'est sa dimension impériale. C'était un empire dont le centre était à Moscou. Il s'est d'ailleurs effondré sans aucune préméditation de la part des acteurs majeurs de l'histoire soviétique, que ce soit Mikhaïl Gorbatchev, quoi qu'il dise maintenant, Chevardnadze⁵, ou tout autre personnage de la perestroïka. Il s'est effondré suite à l'échec du projet réformateur. Cette modernisation s'est avérée mortelle pour le régime et pour l'empire.

Ce n'était pas une Révolution

Je suis conscient que ces affirmations peuvent apparaître scandaleuses mais je suis convaincu que la transformation polonaise, c'est-à-dire la Table ronde, le changement de gouvernement, la transition vers une économie du marché, etc., n'était pas une Révolution. Ce n'est pas ainsi en tout cas que je comprends la notion de Révolution. Si l'on doit parler de Révolution à propos

de la Pologne contemporaine, il faut se référer au mouvement social de 1980-1981, pas à 1989. Le changement de 1989 ne peut être considéré comme la continuation de la Révolution de 1980-1981, pour deux raisons. D'abord parce que celle-ci était auto-limitée, et ensuite parce qu'elle a été étouffée par la loi martiale. C'est pourquoi elle est restée inachevée⁶.

Le point culminant de la Révolution de 1980-1981 ; leur a sans doute été la grève d'avertissement de quatre heures du 27 mars 1981 à laquelle j'ai participé, après les événements de Bydgoszcz⁷. Les ouvriers et les ouvrières grévistes portaient des brassards sur lesquels figurait bien sûr le symbole de Solidarité mais aussi ceux des syndicats gouvernementaux et des cellules du Parti ouvrier unifié polonais (PZPR) dans l'usine ! Dans plusieurs usines, les cellules du Parti se rangeaient du côté de Solidarité contre leur propre gouvernement. Le gouvernement Jaruzelski était alors très isolé politiquement, et il aurait été dangereux pour lui à ce moment là de recourir à la loi martiale. Nous étions très tentés – je le dis sincèrement parce que j'étais moi-même porté par les événements – de profiter du rapport de force qui nous était alors favorable, pour assurer à notre mouvement une position solide et durable dans une Pologne réformée. Je dois souligner que les grévistes n'étaient pas euphoriques, mais graves et très déterminés. Il était impossible d'imaginer les effets d'une épreuve de force. L'intervention militaire soviétique n'était pas à exclure. Mais l'autolimitation a fonctionné. Lech Wałęsa et Bronisław Geremek ont employé tous les moyens possibles, y compris la manipulation, pour désamorcer la bombe. Ils ont agi ainsi contre l'avis des cadres de Solidarité, mais au grand soulagement de notre base. À partir de ce moment-là, la Révolution de Solidarité est allée en s'affaiblissant et en se divisant intérieurement, jusqu'à la loi martiale de décembre 1981.

Les effets de la loi martiale

La Révolution n'a pas survécu à la loi martiale⁸. Solidarité, en tant qu'organisation inédite et mouvement de masse, n'a pas survécu à l'état de guerre. La loi martiale a eu des conséquences

psychologiques profondément traumatiques pour tous les participants à la vie publique polonaise, et surtout pour la base de Solidarité. Du grand mouvement de masse, seule une petite structure clandestine composée d'un faible nombre de militants, a survécu à la loi martiale. On disait qu'on continuait le même combat, qu'on avait la même organisation, mais ce n'était pas vrai. C'était une autre organisation, c'était une autre identité. Certes, c'était une organisation clandestine anticommuniste bien plus considérable que nombre de groupes dissidents dans les autres démocraties populaires, mais ce n'était plus du tout le même mouvement que Solidarité en 1980-1981. Si le mouvement social de 1980-1981 n'avait pas été brisé, je vous assure qu'aucun plan Balcerowicz⁹ n'aurait été réalisable en Pologne parce que nous, les militants de Solidarité de 1980-1981, nous ne l'aurions pas permis.

Mais si la loi martiale a détruit le mouvement de masse, elle a également porté un coup de grâce au Parti communiste. En 1989, ce qu'on appelait «le camp» de Solidarité et «le camp du pouvoir» étaient plutôt des sortes de généraux sans armées. Leur base était soit absente soit brisée, politiquement et psychologiquement. Les dirigeants du Parti, qui étaient, eux, de vrais généraux¹⁰, gouvernaient à l'aide de prothèses militaires et policières. Mais ils avaient l'avantage de savoir, contrairement à mes amis de Solidarité, que Gorbatchev et ses alliés n'emploieraient plus la force pour arrêter l'évolution en Pologne.

Les grèves qui ont éclaté au printemps et en été 1988 n'avaient pas la force de celles de 1980; elles n'étaient pas en mesure de mettre les généraux à genoux, mais elles ont néanmoins été perçues par ceux-ci comme un avertissement. Elles étaient le signe d'une crise sociale, il fallait y faire face. Les meneurs de ces grèves étaient de jeunes ouvriers qui n'avaient participé ni au mouvement de Solidarité de 1980-1981, ni à Solidarité clandestine, mais pour communiquer d'une usine à l'autre, ils ont quand même repris la revendication de la re-légalisation de Solidarité. C'est que le mythe était vivant. De surcroît, lorsque Lech Wałęsa a lancé un appel à cesser les grèves, il a été suivi par des gens

qui n'appartenaient pas à Solidarité! Autrement dit, Solidarité était peut-être mort en tant que mouvement de masse mais il était bien vivant en tant que symbole – et mythe. Ce mythe avait une forte emprise sur la société polonaise. Cela faisait de Lech Wałęsa et des autres leaders historiques de Solidarité en tant que dépositaires légitimes du mythe, les interlocuteurs efficaces des généraux pour sortir de la crise qui commençait à menacer.

C'est ainsi que la Table ronde a pu être organisée. Elle était bien une entente entre élites, c'est clair, pas une Révolution.

Ce n'était pas un complot

Ce n'était pas pour autant un complot, comme on l'entend souvent. Bien sûr, chaque côté de la Table ronde complotait plus ou moins l'un contre l'autre, mais les deux parties étaient incapables d'anticiper les conséquences de ces négociations. Deux exemples au moins peuvent invalider cette fausse théorie de la conspiration.

Le premier date de la Table ronde. Les deux camps ne sont pas facilement tombés d'accord. Les communistes insistaient pour que Solidarité participe aux élections en tant que force politique. Ils ont proposé de soumettre à une compétition électorale libre 35 % des sièges à la Diète et 100 % des sièges au Sénat, institution créée pour l'occasion. Mais ils ne voulaient absolument pas légaliser Solidarité, du moins comme organisation syndicale. Les leaders de Solidarité, quant à eux, étaient terrorisés par la perspective d'une participation à des élections, qu'ils voyaient comme une cage dorée. Je le sais très bien car ce sont mes amis qui négociaient: ils avaient peur de se faire enfermer dedans. Cela nous semblait horrible mais c'était le prix à payer pour obtenir la légalisation de notre mouvement syndical. Bien nous en a pris, finalement. Suite aux élections qui ont vu le triomphe de Solidarité¹¹, on a pris le pouvoir et les communistes l'ont perdu.

Le second exemple est plus récent. Lorsqu'il négociait à la Table ronde, Lech Wałęsa était résolument contre le projet des communistes d'attribuer au président de la République (fonction créée à la Table ronde pour assurer une position-clé à Jaruzelski)

des prérogatives très larges¹². Il a mobilisé sa grande force de conviction pour limiter au maximum les pouvoirs présidentiels. Mais lorsqu'il a gagné l'élection présidentielle de novembre-décembre 1990, il était très mécontent car il jugeait ses pouvoirs trop limités.

Donc si vraiment ils étaient des comploteurs, on peut dire qu'ils n'étaient pas très clairvoyants...

La Table ronde comme mythe négatif

Il n'empêche que ce phénomène d'accord entre élites a eu certaines conséquences fâcheuses. Actuellement en Pologne, pour une partie de la scène politique, la Table ronde est un mythe négatif de la fondation de la Troisième République. La transition polonaise à la démocratie et l'économie de marché est un mythe négatif, parce qu'elle a déçu des millions de Polonais. Peut-être pas la majorité des Polonais mais certainement une très forte minorité. Je pense notamment à ces ouvriers et paysans qui souffrent des transformations. À l'époque de la Révolution de 1980-1981, ils étaient la base de Solidarité, ils avaient Solidarité dans le cœur et dans la tête. En 1989, ils se sont dit : « C'est notre victoire », puis ils se sont aperçus que pour une bonne partie d'entre eux, cette victoire se soldait finalement par un échec : le chômage, la paupérisation, la précarisation, la disqualification sociale et symbolique. Ils ne peuvent plus envoyer leurs enfants à l'université ou se payer des services médicaux convenables, etc. Ces gens-là sont réceptifs aux discours populistes du type « Quelqu'un a volé votre victoire », qui exploitent leur mécontentement.

En opposition au mythe de la Table ronde, une autre légende a été relancée en Pologne, celle de l'insurrection de Varsovie¹³. C'est très curieux. Le débat sur l'opportunité de lancer ou non l'insurrection n'est pas nouveau. Il a éclaté dès le lendemain de la guerre. À l'initiative du pouvoir communiste bien sûr, mais pas seulement puisqu'un hebdomadaire proche de l'Église, *Tygodnik Powszechny*¹⁴, est aussi à l'origine des discussions. Le général Anders¹⁵, qu'on ne peut suspecter de sympathie communiste, a lui-même dénoncé l'ordre de déclenchement des combats à Varsovie

comme un acte irresponsable. L'insurrection est un événement historique. Étant historien médiéviste, je ne suis pas enclin à juger l'histoire. Pourtant, dans ce contexte d'instrumentalisation politique de l'histoire, je voudrais rappeler les faits. L'insurrection a fait 18 000 victimes militaires. Il s'agissait de jeunes gens – on nous a dit que c'était notre meilleure jeunesse – mais c'était des soldats volontaires. Admettons à la rigueur qu'ils aient décidé de mettre leur vie sur la balance de l'histoire, qu'ils aient envisagé leur propre mort en s'enrôlant comme soldats dans les rangs de l'Armée de l'intérieur et de l'insurrection. Mais que dire des 180 000 victimes civiles de l'insurrection ? Personne ne leur a jamais demandé si elles avaient envie de mourir pour manifester leur attachement à l'indépendance de la Patrie. Voulaient-elles mourir ? Je ne parle même pas des pertes matérielles, des destructions, mais de ces 180 000 êtres humains à qui la vie a été ôtée.

Je me souviens de la réunion de la commission nationale de Solidarité¹⁶ le 23 mars 1981 au cours de laquelle nous avons discuté de l'opportunité d'une grève générale à la suite des événements de Bydgoszcz. Les conseillers de la commission nationale étaient globalement opposés à cette menace de grève générale. L'un d'entre eux, un monsieur très célèbre, puisqu'il s'agit de Jan Olszewski¹⁷, a prononcé un discours fort impressionnant. Il a dit : « J'étais un scout pendant l'insurrection de Varsovie et je commandais une équipe de onze soldats, qui étaient scouts comme moi. Presque tous sont morts. Ce n'est pas moi qui ait pris la décision de l'insurrection mais moi, simple commandant d'un petit groupe d'insurgés, je me sens encore aujourd'hui responsable de leur mort. Ne sont-ils pas responsables, les généraux et les colonels de l'Armée de l'intérieur qui ont pris cette décision et qui ont exposé mes copains et les civils de Varsovie au carnage ? » Ce n'est pas un libéral, ce n'est même pas un « rose » qui disait cela, c'est quelqu'un que l'on a toujours considéré comme étant un grand patriote, un anticommuniste radical et qui aujourd'hui... condamne la Table ronde.

Le mythe de l'insurrection de Varsovie est donc à double tranchant. C'est pourquoi il faut rappeler que le communisme

s'est effondré pacifiquement en Pologne grâce à la Table ronde et grâce à la décision de Wałęsa et de ses conseillers de négocier avec Jaruzelski. Pour entamer cette négociation et pour la mener au bout, il a fallu du courage et de l'imagination des deux côtés. Les participants de la Table ronde, tels des apprentis sorciers, étaient incapables de prévoir les conséquences de leur action. Mais ils ont assuré à la Pologne une libération sans victimes. Quoi qu'on dise, leur décision a permis à nombre d'entre nous de sauver notre peau.

Zbigniew Gluza

Né en 1955, Zbigniew Gluza est président de la fondation *Karta* à Varsovie. Pendant ses études d'ingénieur, il s'engage dans le théâtre clandestin. En 2001, il reçoit la médaille Saint-Jean de l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny* pour son « combat contre l'oubli » et en 2002, le prix Jerzy Giedroyc du quotidien *Rzeczpospolita* pour « sa contribution à l'intérêt général » en Pologne. *Karta* a récemment publié un volume consacré à l'année 1989 en Europe centrale et orientale sous le titre : *1989. La fin d'un système*¹⁸.

La fondation *Karta* est une organisation d'utilité publique, spécialisée dans la documentation et la vulgarisation de l'histoire de la Pologne et de l'Europe du Centre-Est au xx^e siècle. Elle est à la fois la revue *Karta*, créée en 1982 dans la clandestinité et la société savante d'obédience nationale « Archives de l'Est », créée en 1987, et indépendante du pouvoir communiste. Son but était la collecte de documentation sur l'histoire de l'Est de la Pologne. Il s'agissait principalement de recueillir et de transcrire la mémoire des victimes de la répression perpétrée par l'Union soviétique¹⁹. Cet aspect de l'histoire était alors totalement absent de l'espace public car censuré. Nous avons estimé qu'il était du devoir de nos contemporains d'affronter cette histoire, même avec retard.

Les événements de 1989 nous ont surpris alors que nous nous consacrons à cette double activité de rédaction et de documentation – j'étais alors moi-même responsable de la rédaction *Karta* et d'Archives de l'Est, pour lesquelles travaillaient deux cents

personnes. L'expérience originale que nous avons de l'histoire a déterminé notre réaction vis-à-vis des changements politiques qui se produisaient alors. Archives de l'Est, qui était composé principalement de volontaires menant un travail d'enquête de façon désintéressée, a eu le sentiment que les interdictions d'enquêter sur ce thème étaient désormais levées et que personne ne chercherait plus à entraver la recherche de la vérité au sujet du passé. Avant même que les changements de système ne s'accomplissent, nous avons compris que l'un des principaux outils de la domination communiste avait été touché.

À la rédaction de *Karta*, nous étions beaucoup plus réservés. À l'automne 1989, alors que nous étions déjà sous le gouvernement Mazowiecki²⁰, nous distribuions toujours *Karta* clandestinement, sans vouloir sa légalisation. Nous considérions qu'aussi longtemps qu'existerait une censure en Pologne, fût-elle inoffensive, notre indépendance ne pouvait être préservée que dans la clandestinité. *Karta* n'est devenue légale, en tant que revue historique, qu'au début de l'année 1991, quelques mois après la disparition effective de la censure. Nous avons attentivement regardé dans quelle mesure le nouvel État garantissait la liberté et l'indépendance. Le rétablissement du nom du pays et de l'emblème d'avant le communisme nous a donné un certain sentiment de sécurité.

Maltraitance de l'histoire

Après le tournant (*przełom*), la façon dont les hommes politiques au pouvoir ont traité l'histoire nous a très profondément choqués. Après cinquante années de privation d'indépendance, l'histoire a été totalement dédaignée par des politiques qui la considéraient comme une contrainte dont il fallait se débarrasser. La classe politique entière s'est détournée de ce défi, en expliquant que dans la nouvelle Pologne démocratique, l'écriture de l'histoire polonaise sous la dictature était inutile, qu'il fallait s'éloigner de cette expérience (d'un demi-siècle !) afin que la République libre et indépendante puisse relever ses nouveaux défis : économiques, sociaux, internationaux... Nous devons seulement regarder vers le futur, et non derrière nous.

Aujourd'hui, la Pologne paie le prix fort de cette gigantesque erreur politique. On ne peut en effet dissocier l'actuelle vie sociale du passé. On nous a dit qu'il était inutile de traiter ce passé malade – comme on doit le qualifier dorénavant. Tous les partis politiques qui se sont constitués au début des années 1990 ont mis cette question de côté. Pourtant, après des décennies de propagande communiste qui avait falsifié presque tout le passé, l'intérêt pour l'histoire était très fort en Pologne. Le communisme avait anéanti le sens historique des Polonais. On a commencé à le reconstruire juste après 1989, en particulier en 1990-1991, mais la politique polonaise et les médias, pourtant libérés de la censure, n'ont rien entrepris en ce sens, n'ont pas aidé la société à prendre en charge cette nécessité fondamentale.

La vague d'intérêt pour l'histoire a rapidement reflué. Ce n'est qu'au bout de quelques années, que des hommes politiques ont commencé à s'y référer et à en faire avec une certaine efficacité un argument principal dans leur stratégie de conquête du pouvoir.

La manière dont l'État polonais nouvellement démocratique a traité les questions liées à son passé est très surprenante. La période 1990-1992 a été marquée par une série de renoncements que nous avons observée avec étonnement, et même avec consternation. Je pensais que l'État polonais n'avait plus le droit de se comporter de la sorte, qu'il n'avait pas le droit de se détourner du passé, car la société continuait d'expier pour le mal qu'il avait représenté et dont les responsables vivaient parmi nous... Nous aurions dû passer outre au motif que nous devions en finir avec le mal? C'était une erreur. La justice ne s'est pas suffisamment fait entendre. Je ne parle pas de la justice au sens pénal, car il n'était sûrement pas question d'envoyer des gens en prison pour leur attitude au cours du demi-siècle de totalitarisme. Mais il ne fallait pas non plus esquiver la vérité. La politique menée à l'époque voulait réconcilier tout le monde. Ceux qui étaient dans le camp communiste avec ceux qui se sont dressés contre lui. Elle était abusive. Cela n'aurait pas dû être fait de cette manière.

L'histoire en amateurs

Observant cela, nous avons estimé que nous devions nous charger de ce travail de recherche. Même si l'histoire académique pouvait désormais étudier le passé proche de façon plus ouverte et plus sérieuse, l'attitude de l'État polonais, des hommes politiques mais aussi des médias nous a convaincus, nous les "amateurs d'histoire", que nous devions nous charger de ce travail, que cela était indispensable en Pologne. Avec le temps, il s'est avéré que ce travail était nécessaire pas seulement en Pologne mais aussi dans tous les pays d'Europe de l'Est. Et plus on va vers l'est, plus ce travail s'avère indispensable. Le devoir des États démocratiques de cette région vis-à-vis de l'histoire est gigantesque.

En 1989, la Pologne n'a pas eu, sur le moment, la sensation d'un succès historique. Les élections parlementaires du 4 juin 1989 – semi démocratiques – étaient certes une grande victoire de la société polonaise : le pouvoir communiste a perdu ce plébiscite électoral d'une façon qu'il n'avait pas anticipée. Mais l'allégresse n'a pas duré. Les communistes ont perdu les élections, mais on ne savait pas ce que cela signifiait réellement. Après la formation en septembre du gouvernement de Tadeusz Mazowiecki – bien sûr, c'était un moment très important, un personnage issu de l'opposition allait représenter celle-ci à la tête du gouvernement – on ne pouvait toujours pas prédire ce qui allait se passer par la suite. L'attitude des hommes politiques et de l'entourage du pouvoir était ambiguë, le jeu des intérêts n'était pas très clair pour la société.

Même le 1^{er} janvier 1990, quand le pays a retrouvé son nom et l'ancien emblème de l'État – signe de la reconquête de son indépendance – il n'y a pas eu non plus beaucoup d'enthousiasme. Tout se passe comme si, au cours des vingt dernières années, la Pologne n'avait jamais connu la joie d'avoir mis fin au communisme. Et nous, qui étions d'abord des témoins de ces événements, des personnes adultes et averties, nous avons commencé avec le temps à nous transformer en chercheurs sur cette époque.

Les origines polonaises de la Révolution anticommuniste

Nous avons étudié très minutieusement plusieurs moments de notre histoire : l'opposition des années 1970, les grèves de 1980, la période légale de Solidarité en 1980-1981, l'état de guerre et, plus tard, le tournant des dernières années de la décennie 1980 – et soudain, quelque chose de totalement différent de ce que disaient les hommes politiques et les médias s'est révélé à nous.

Je ne suis absolument pas d'accord avec la thèse selon laquelle le communisme serait tombé à Moscou. Je considère que le système, si on examine objectivement le processus d'effondrement, est tombé dans le champ des relations internationales, à un moment très particulier. Ce qui se passait au Kremlin était secondaire vis-à-vis des événements qui se sont déroulés dans d'autres lieux de la région, et avant tout en Pologne.

En nous intéressant, il y a dix ans, à 1989²¹, nous nous sommes souvenus de l'expression de Timothy Garton Ash qui, le 23 novembre 1989 (on en était alors au septième jour de la "Révolution de velours" à Prague), déclarait à Václav Havel : « En Pologne, cela a duré dix ans, en Hongrie dix mois, en Allemagne de l'Est dix semaines, peut-être que cela ne prendra que dix jours en Tchécoslovaquie ? » En Tchécoslovaquie, cela dura finalement un peu plus longtemps, mais cette formule de Ash était vraiment précise : dix ans, dix mois, dix semaines... En Pologne, cela a en effet pris dix ans. Une décennie au cours de laquelle chaque domaine a été transformé.

En juin 1979, quand a eu lieu le premier pèlerinage de Jean-Paul II en Pologne, l'opposition démocratique était déjà assez bien organisée. Après trois années d'activité, le Comité de défense des ouvriers (KOR)²² et d'autres organisations avaient déjà produit une plateforme idéologique un peu différenciée. Bien sûr, à elle seule, l'opposition ne pouvait pas faire bouger la société polonaise, qui était, jusqu'aux années 1970, très conformiste. Le pouvoir était vraiment dominateur, c'est lui qui dictait le cours des événements. L'année 1968 a été pour moi la preuve de cette emprise intégrale du pouvoir sur la société et le pays.

Par la suite, des changements profonds se sont produits. En particulier, le premier pèlerinage du pape a donné un signal très

clair à la société polonaise comme quoi, unie, elle avait la possibilité de se libérer du communisme. Ces millions de gens qui se sont rencontrés sur les places et dans les rues, ont vu qu'il se passait autre chose que ce que déclarait le pouvoir communiste. Cela a donné une impulsion extraordinaire au changement, cela a renforcé le mouvement social et donné du rythme aux événements. Sans ces deux éléments, une opposition organisée et la venue du pape, le tournant de 1980 n'aurait pas eu lieu.

Extraordinaire événement que ces 18 jours d'août 1980 aux chantiers navals de Gdańsk. C'était un événement de grande envergure, à la limite du miracle social. En comparaison avec ce qui s'était produit plus tôt dans le monde communiste, y compris en Pologne, cela paraissait peu vraisemblable. Les accords passés avec le pouvoir étaient quelque chose de difficile à comprendre. Le pouvoir a lui-même joué un rôle important dans ce mouvement, en décidant de ne pas dénouer la situation par la force – les communistes au pouvoir ne voulaient pas une nouvelle fois tirer sur les insurgés.

Pour moi, la période-clé de la dernière décennie communiste, c'est le tournant de décembre 1980-décembre 1981. En décembre 1980, dix-huit divisions du Pacte de Varsovie attendaient aux frontières de la Pologne, prêtes à une intervention militaire. Une intervention était même prévue le 8 août. Mais trois jours plus tôt, à Moscou, on a finalement abandonné ce projet, visiblement après une mise en garde verbale déterminée des États-Unis. On peut penser que le Kremlin a renoncé suite à des menaces de caractère économique de la part du président Jimmy Carter. Mais à ce moment-là, la volonté politique de l'intervention ne faisait aucun doute.

Un an plus tard, en décembre 1981, quand le général Wojciech Jaruzelski, après avoir fixé la date précise à laquelle il avait l'intention de déclencher l'état de guerre, a multiplié les démarches pour que le pouvoir soviétique lui donne des garanties sur l'intervention en Pologne de ses propres forces armées, si l'état de guerre en Pologne n'était pas mis en œuvre – il a reçu une fin de non-recevoir très claire. Lors d'une réunion confidentielle

du Bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique au Kremlin le 10 décembre 1981, les dirigeants soviétiques ont dit qu'ils n'interviendraient pas, même si Solidarité était victorieux, car ils ne pouvaient se permettre d'intervenir sur un second théâtre d'opération, en plus de l'Afghanistan. Un document le prouve. Ils ont donc à ce moment-là reconnu qu'une intervention de leur part était impossible. L'Empire avait perdu de sa force géopolitique.

S'agissant de Solidarité, je suis d'accord avec le professeur Modzelewski, pour dire que le mouvement n'a pas résisté à la pression des occupants « de l'intérieur ». Pour être précis, je dirais que sur plusieurs millions de membres, seules quelques dizaines de milliers ont résisté. Cependant, ce que Solidarité avait représenté avant l'état de guerre, l'influence gigantesque qu'il avait eu sur la société, comme en mars 1981 quand il pouvait paralyser totalement le pays par une grève générale, a été détruit par le système répressif. Je suis cependant absolument persuadé que la perestroïka de Gorbachev est la conséquence logique du processus de libération de toute la société de l'emprise du pouvoir communiste. Tout ce qui s'est produit par la suite n'en a été que la conséquence.

Les derniers changements en Pologne se sont produits entre 1986 et 1989. À partir de 1986, plus personne n'était en prison, le climat avait changé, on commençait à se rendre compte que des changements allaient se produire.

Aujourd'hui, à l'heure du vingtième anniversaire, la Pologne, pour la première fois depuis vingt ans, peut éprouver la joie d'avoir triomphé du communisme. Je suis vraiment persuadé que c'est avant tout la société polonaise qui a rendu cela possible et que la Pologne a désormais le droit de le vivre, même un peu tardivement, comme un triomphe.

Traduction du Polonais : Jérôme Heurtaux

Zoe Petre

Née en 1940, Zoe Petre est professeure d'histoire antique grecque et romane à la faculté d'histoire de l'université de Bucarest. Entre 1996 et 2000, elle a été conseillère du président Emil Constantinescu. Elle est proche du Parti national libéral (PNL). Elle est notamment l'auteure, avec Catherine Durandin, de *La Roumanie post 1989*²³.

L'histoire de la Roumanie est différente de celle de la Pologne, aussi bien avant qu'après 1989. En 1958, lorsqu'à Varsovie était créé le Centre de civilisation française²⁴, quelques-uns de mes amis roumains, un peu plus âgés que moi, sortaient de prison pour avoir fréquenté le centre culturel français à Bucarest. Et à peine sortis de prison, ils y retournaient, car, on l'ignore souvent, les milieux intellectuels et estudiantins ont participé en Roumanie aux manifestations de soutien à la Révolution de Budapest en 1956. Il y eut alors rien moins que vingt-quatre condamnations à mort et un nombre très important de condamnations plus clémentes.

Il y a une continuité indubitable du stalinisme en Roumanie, comme mon compatriote Vladimir Tismaneanu l'a bien montré dans ses livres. Son ouvrage, *Stalinism for All Seasons*²⁵, est une excellente analyse des éléments fondateurs du communisme roumain en tant que stalinisme déguisé en régime nationaliste, mais qui n'a jamais renoncé à ses racines staliniennes. Sauf peut-être pour un très court instant, quand Ceaușescu a refusé de participer à la répression de 1968 à Prague.

Formée à l'école des Annales, je me méfie naturellement de l'événement, surtout quand il est fabriqué politiquement. Pourtant, si l'on considère ce qui s'est passé en 1968, on se rend compte de l'importance de l'événement quand celui-ci incarne un moment déterminant. D'un certain point de vue, la réaction de Ceaușescu en août 1968 est un événement négatif puisqu'il lui a permis de rester longtemps au pouvoir et qu'il a pu démultiplier les capacités de mobilisation du Parti communiste. Ce n'est que vingt ans plus tard, que le régime – qui était d'abord très dur même s'il était fondé sur le consentement populaire mais qui était

devenu odieux –, a finalement été renversé. Avec d'ailleurs moins de difficultés qu'on aurait pu penser.

Une histoire de boucher

Pour illustrer cette déchéance du régime, non pas au niveau de l'analyse universitaire – là, les choses sont assez claires – mais à un niveau plus ordinaire, je voudrais raconter deux petites histoires, dont l'une a d'ailleurs un rapport avec la Pologne. Pendant les vacances de 1980, nous passions le plus clair de notre temps au bord de la mer à écouter *Radio free Europe*, qui relatait ce qui se passait en Pologne. Une fois rentrée à Bucarest, je suis allée faire des courses au marché. Devant une très grande boucherie, un attroupement s'est formé. C'est alors que le boucher – un homme gros, avec des tout petits yeux, très agressif – s'est mis à crier : « Mais calmez-vous, vous vous croyez en Pologne ou quoi! ? » Quelques années plus tard, en novembre-décembre 1989, l'ambiance était tout autre. Toujours chez le boucher (mais un autre!), j'ai constaté une sorte de complicité entre la vendeuse et moi, ce qui était inédit. Sous le communisme, on pouvait se procurer des aliments par-dessous la table, ce n'était pas facile mais on y arrivait. La vendeuse n'avait pas le droit de vendre plus de 200 grammes de charcuterie, pas plus d'un demi-litre d'huile de cuisine par mois, et elle devait demander une pièce d'identité aux clients. Si vous aviez un parent malade à la maison, tant pis pour lui. Il n'avait même pas droit à ses 200 grammes. Les vendeuses étaient excédées car elles devaient arriver deux heures à l'avance pour découper la viande en fines tranches de 200 grammes. Elles étaient également confrontées à l'indignation des clients, de sorte que les uns et les autres se témoignaient une hostilité réciproque. Mais désormais, on pouvait obtenir ce qu'on voulait sans forcément soudoyer le boucher, comme c'était la règle auparavant. On connut même une sorte de solidarité au niveau du salami et de la viande entre acheteurs et vendeurs. Le 21 mai 1990, un jour après les premières élections libres gagnées par M. Ilescu et son parti²⁶, j'étais encore une fois dans un magasin d'alimentation. Une dame devant moi a très gentiment prié la vendeuse de ne pas s'appuyer

sur la marchandise qui était sur la balance parce que cela faussait évidemment la mesure. La vendeuse l'a regardé de travers et lui a dit : « Maintenant que nous avons gagné les élections, taisez-vous ! » La politique vue au niveau des courses est parfois beaucoup plus éclairante que certaines analyses savantes.

Grande histoire et faits divers

Le trésor que constituent les « petites histoires vécues » – parfois amusantes, parfois dramatiques – des événements de 1989 en Roumanie et des mois qui les ont précédés, est inépuisable. D'un point de vue méthodologique, je suis tout à fait disposée à réhabiliter l'anecdote, car la mosaïque que l'on peut reconstituer à partir des instants vécus a toutes les chances de donner un peu de vie et de sang frais à l'histoire en tant que discipline. Quand nous avons renoncé à l'histoire-bataille, ce fut une libération pour nous historiens, mais si on arrive à resituer l'événement et même l'anecdote dans ce feuilletage à partir duquel on reconstruit l'histoire, celle-ci aurait une chance d'être beaucoup plus parlante que réduite aux termes abstraits de processus, de Révolution ou de rupture. J'évoquerai donc deux « histoires vécues » au moment de la Révolution.

La première m'est arrivée personnellement et m'a très profondément marquée. J'étais dans la rue le 22 décembre, c'était un moment d'euphorie généralisée qui précédait le déclenchement de cet événement bizarre qu'on a baptisé « attaque des terroristes »²⁷. Tout le monde à Bucarest, et sans doute un peu partout en Roumanie, partageait une sorte de béatitude et une solidarité incroyables. Je marchais dans la rue quand une dame assez âgée et habillée comme les dames de bonne condition avant le communisme – elle portait un petit chapeau, un pardessus d'une belle couleur et même des gants –, me croisa et arrivée à mon niveau, me dit, bouillante d'indignation : « Dire que nous, nous avons trahi ! » Puis elle a continué son chemin. C'est resté pour moi la définition même du patriotisme. Cette dame suffoquait de colère contre Ceaușescu qui avait déclaré que les gens qui étaient dans la rue étaient des traîtres à la patrie. Elle était tellement furieuse qu'elle ne pouvait s'empêcher de le dire à tous les passants.

La deuxième histoire s'est passée elle aussi le 22 décembre 1989, mais à Histria, le champ de fouilles de l'ancienne cité grecque d'Istros. Elle m'a été racontée par le gardien. Comme c'était en hiver, il était seul. Il a vu arriver deux voitures remplies de personnes qui voulaient aller à la pêche (les ruines étaient près d'un lac). «Ils sont partis avec leur matériel et leur petite radio portable et puis, après un certain temps, ils sont revenus. Ils hurlaient qu'ils étaient libres et sont montés sur le capot de leur voiture en sautant de joie. J'ai d'abord cru à une provocation mais quand je me suis aperçu que la voiture qu'ils martyrisaient étaient leur propre véhicule et non une voiture de l'État, je me suis dit que c'était sérieux.» Après leur départ, le gardien est entré dans le musée où trônait un énorme portrait de Ceaușescu. Il a pris le portrait et il lui a dit : «Toi, tu viens avec moi» et il est allé le déposer dans les cabinets.

C'était sa Révolution à lui. Nous avons affronté chacun à notre façon cette énorme surprise. Ce n'était pas une Révolution, c'était un tournant, c'était une rupture. Comme le disait Karol Modzelewski, le système ne s'est effondré qu'à Moscou, et c'est précisément le putsch de Moscou, en août 1991, qui cherchait à le faire perdurer, qui a précipité sa chute finale. Mais dans la vie de chacun d'entre nous, ce sont les événements de 1989 qui ont été les plus significatifs, et non l'effondrement du communisme en tant que système, qui date, pour l'histoire universelle, d'août-décembre 1991.

Du point de vue roumain, le fait d'avoir échappé à un régime que je considère toujours comme stalinien, de le voir s'effondrer en quelques heures, a été la grande expérience et la grande rupture de nos vies. Il est vrai que la Révolution a exposé un nombre important de gens à la mort, mais le nombre effectif de victimes n'est pas aussi important qu'on peut le penser. Évidemment toute vie humaine est précieuse, mais le nombre des morts et de blessés qui se sont sacrifiés entre le 16 décembre 1989 à Timișoara jusqu'au matin du 22 décembre à Bucarest et dans d'autres villes qu'on oublie trop vite – Lugoj, Brașov, Cluj, Iași, Sibiu – est inférieur à deux cents²⁸. Les vrais sacrifices ont eu lieu entre le

22 et le 25 décembre et ils sont les fruits empoisonnés du coup d'État qui a eu lieu le 22, entre midi et trois heures de l'après-midi, et qui a installé au pouvoir une équipe qui s'est immédiatement proclamée «l'émanation de la Révolution»²⁹.

Histoire et manipulation

L'oxymoron intenable de cette situation tient au fait que l'équipe qui a pris le pouvoir n'avait pas participé au mouvement de révolte ayant provoqué la chute de Ceaușescu. Parmi eux, il y avait notamment un général, qui est d'ailleurs resté très discret, mais qui a récemment été condamné à quinze ans de prison ferme pour la répression qu'il a dirigée à Timișoara³⁰. C'est lui, ce personnage de la répression de la Révolution, qui a été le pivot de l'installation au pouvoir de l'équipe d'Ilieșcu. Il le raconte librement lui-même : ce n'est pas une invention, Ilieșcu ne l'a jamais contredit. Le 22 décembre, il est allé à dix heures du matin au Comité central où il a convaincu Ceaușescu de prendre l'hélicoptère et de s'en aller. Puis, il a eu un échange téléphonique avec Ion Ilieșcu à qui il a dit : «J'ai le pouvoir, je vous le donne.» Tout le monde sait que Ilieșcu était alors à son bureau de directeur de maison d'édition et qu'il a demandé la permission à son ministre de tutelle avant de se rendre à la télévision proclamer le nouveau gouvernement. Ce n'est malheureusement pas le seul coup d'État de la période. Par exemple, derrière le Conseil du front du salut national qui a pris le pouvoir en tant que gouvernement provisoire, il y avait un comité militaire très peu visible, mais qui a pris toutes les décisions importantes pendant un mois et demi, jusqu'au moins la fin du mois de janvier 1990. En outre, après avoir pris le pouvoir en tant que gouvernement provisoire pour assurer techniquement la continuité de l'administration et pour organiser les élections, ce même conseil s'est constitué en parti politique après avoir pris les rênes du pays, et a gagné les élections. M. Ilieșcu a eu 85 % de voix en 1990. On peut donc affirmer qu'en Roumanie, la vraie rupture avec le passé n'a eu lieu qu'en 1996, avec la première alternance politique, lorsqu'enfin un gouvernement non héritier des activistes communistes a pris le pouvoir³¹.

Il existe plusieurs versions de l'histoire de la transition roumaine. Chacun a sa propre Révolution dans la tête, et voudrait que seule sa version soit homologuée. Les Roumains ont une vieille tradition de division; ils ont été très rarement solidaires. Les premiers mois qui ont suivi 1989 n'ont fait que renforcer les divisions. Les événements violents de Tirgu-Mures en mars 1990³², qui ont opposé Hongrois et Roumains, et la marche des mineurs sur Bucarest en juin 1990³³, qui est certainement le drame le plus connu de l'après-communisme roumain, illustrent une stratégie visant à exploiter les divisions au profit d'une identité monolithique. Persécuter les minorités au nom de la majorité, c'est installer violemment l'unité nationale. Persécuter l'opposition pour la faire sortir du jeu politique, c'est une autre façon d'assurer l'unité politique de la nation, autour de la nomenklatura de second ordre qui a mis la main sur le pouvoir en 1989.

Évidemment, pour se dédouaner, monsieur Iliescu et son équipe déclarent encore aujourd'hui que ce temps qu'ils se sont alloués au pouvoir sans contrôle démocratique était indispensable. Mais la partie du peuple roumain proche de l'opposition estime qu'on aurait pu aller beaucoup plus vite. Dans l'opposition roumaine, il n'y avait pas de composante ouvrière, comme en Pologne. Un plan Balcerowicz à la roumaine n'aurait donc trahi personne. Malheureusement, M. Iliescu et son Parti ont décidé d'aller très lentement vers un but peu défini, ce qui fait que la Roumanie a connu la situation probablement la plus paradoxale de l'année 1989: là où le tournant a été le plus violent et a eu le plus de similitudes avec ce qu'on imagine être une Révolution – des affrontements, des morts, du sang – l'évolution ultérieure des faits a été la plus hésitante et la moins visible. La voie roumaine de sortie du communisme aurait pu ressembler plus à celle des anciennes Républiques soviétiques qu'à celle de la Pologne ou de la Hongrie. À la seule différence, qui s'est avérée décisive, qu'en Roumanie l'opposition démocratique a fini par regrouper ses forces et a gagné les élections de 1996.

Jean-Yves Potel

Né en 1948, Jean-Yves Potel est écrivain et journaliste. Il a collaboré à France culture, au *Monde diplomatique* et à *L'Alternative*. Docteur habilité en sciences politiques, il a notamment enseigné à l'université Paris-8 et à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a été conseiller culturel à Varsovie de 2001 à 2005. Il est notamment l'auteur de *Scènes de grèves en Pologne*³⁴, *Quand le soleil se couche à l'Est*³⁵ et *Au miroir de la guerre. Réflexions sur le Kosovo*³⁶.

Je ne suis pas à proprement parlé un acteur de ces événements, plutôt un « observateur participant ». Comme rédacteur à *L'Alternative* – une revue qui a publié pendant six ans (1979-1985) les textes de la dissidence –, comme militant de plusieurs comités de soutien et écrivain, puis brièvement comme diplomate, j'ai suivi attentivement l'évolution politique de l'Europe centrale ces trente dernières années. J'y ai voyagé et parfois séjourné, j'y ai fait de nombreuses enquêtes, avec une attention particulière pour les mouvements sociaux et leurs expressions politiques. J'ai essayé de comprendre également les différentes traditions culturelles ou mémorielles. Je me limiterai ici à quelques remarques.

Un enchaînement de crises

La première concerne la délimitation de l'événement lui-même. De quoi parlons-nous? De « 1989 ». Mais comment délimiter cette date historique dans le temps et dans l'espace? Les Polonais n'aiment guère que l'on commence avec la chute du Mur de Berlin, et les Tchèques rappellent que la Révolution de velours débuta après. Et que dire des Roumains, des Litvaniens, des Albanais ou des Yougoslaves, sans oublier l'Union soviétique qui n'a été dissoute qu'en... 1991! Donc, si nous voulons dépasser le cliché médiatique, il faut revenir sur cette délimitation, et par conséquent sur la notion d'événement. Dans cette salle de l'université de Varsovie où les meilleurs historiens polonais ont célébré l'esprit de Marc Bloch ou de Fernand Braudel, la critique de l'histoire événementielle héritée des Annales peut nous inspirer. La carte reproduite sur la plaquette du colloque, définit

implicitement «1989» à partir d'un autre événement intervenu en 2004-2006, l'entrée dans l'Union européenne. L'Europe centrale et orientale n'est représentée que par les pays ayant finalement accédé à l'Union européenne. C'est un parti pris sans doute involontaire. Mais je crains qu'il confonde un peu les désirs et la réalité. Il faudrait peut-être regarder l'événement «1989» un peu autrement, tant dans le temps que dans l'espace. Je vais prendre un exemple.

En France, la proclamation de la loi martiale en Pologne, le 13 décembre 1981, a suscité, outre une solidarité exceptionnelle, beaucoup de discussions. Comment cet événement était-il interprété? On y voyait, bien sûr, une défaite de Solidarité. Mais quelques-uns des meilleurs esprits de l'époque – pas seulement des Français – faisaient de cet événement une confirmation de «l'irréversibilité» du totalitarisme communiste. Après l'intervention des soviétiques en Afghanistan, il était la preuve que le communisme allait durer encore très, très longtemps. C'était l'avis de Cornelius Castoriadis, par exemple, qui travaillait à un gros livre dans lequel il expliquait qu'une «stratocratie» avait pris pour longtemps le pouvoir en Russie. C'était aussi l'avis d'Edgar Morin dans son ouvrage aujourd'hui oublié, *De la nature de l'URSS*, dans lequel il développait aussi cette thèse³⁷. Il affirmait par exemple que «l'hydre impériale» avait «progressé de façon implacable de 1956 à 1982», qu'elle était «à l'œuvre et en pieuvre partout, dans tout l'univers agissant tantôt de façon occulte, tantôt de façon militaire évidente...», etc. Voilà un exemple d'une discussion biaisée par les angoisses de l'époque. Tout comme la brochure du colloque relie 1989 à l'avenir, ces débats faisaient de 1981 non pas le début, mais la fin, l'aboutissement d'un renforcement en cours.

Il me semble que nous devons délimiter l'événement en évitant ces historicismes ou une approche téléologique. Les foules de 1989 ne se battaient pas pour le traité d'adhésion de 2004! Nous devons partir de ce qui a vraiment changé alors. Trois grands bouleversements se sont imposés au sein de l'Europe autour de 1989: l'effondrement de tous les régimes communistes

du continent en quelques mois, la réunification de l'Allemagne, et, *last but not least*, la guerre en Yougoslavie. Oui, le retour de la guerre en Europe avec ses centaines de milliers de morts et des pratiques génocidaires. Il manque un grand pays sur la carte: la Yougoslavie. Il ne faut pas l'oublier: l'Union soviétique s'est autodissoute le 21 décembre 1991 après un putsch manqué de généraux conservateurs, mais quelques jours plus tôt, le 17, tombait Vukovar, une ville croate de 30 000 habitants assiégée et bombardée depuis août par l'armée serbe de Milosevic. Il n'est pas possible, à mon avis, de dissocier la Yougoslavie de l'événement 1989.

Sauf bien sûr à ne conserver qu'une vision idyllique de la marche vers la démocratie et la fin de l'histoire. Je crois, au contraire, qu'il faut étudier l'enchaînement des crises politiques, leur interaction, que cette chaîne n'est pas seulement celle que Timothy Garton Ash a appelé «la chaîne d'or». La formule fut belle et efficace («dix ans, dix mois, dix jours...») mais elle n'était pas juste. Elle illustre l'idéologie de l'époque, le discours des médias, etc. Elle mettait en scène des images: les Trabant qui fuyaient vers l'ouest, la destruction du Mur, la Révolution de velours, l'exécution de Ceaușescu, que sais-je encore. Pas une analyse sérieuse de l'événement. Je crois qu'il faut adopter une vision beaucoup plus large, plus complexe, dans le temps et dans l'espace, et s'attaquer à l'enchaînement des crises pour pouvoir comprendre ce qui s'est réellement passé.

Il faut commencer en 1988 avec les grèves en Pologne, la chute de Kadar en Hongrie, la suspension de l'autonomie de la Voïvodine en Yougoslavie, suivie du grand discours nationaliste de Milosevic au Kosovo. Et il faut poursuivre l'analyse jusqu'à la fin 1991 – sans oublier l'union économique des deux Allemagne (1^{er} juillet 1990) et le traité «4+2» à Moscou qui restaure la souveraineté allemande (27 septembre 1990) –, poursuivre avec le démantèlement de l'Empire soviétique ainsi que les premières élections libres en Albanie, l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, celle des pays baltes, l'occupation de la place de l'Université et les «minériades» à Bucarest. Dès lors, 1989 n'est

plus seulement la fin d'un régime ou d'un Mur, c'est la fin d'un monde, de l'ordre qui s'était organisé après la Seconde Guerre mondiale. Et les « sorties du communisme » deviennent diverses. Elles n'ouvrent pas forcément sur la démocratie, mais également sur l'effondrement de trois Fédérations (soviétique, yougoslave et tchécoslovaque), sur des guerres ou sur des régimes autoritaires comme actuellement en Russie. Elle redistribue complètement les cartes des relations internationales³⁸.

Des acteurs interdépendants

Ma deuxième remarque, après ces considérations méthodologiques, prolonge la discussion sur l'influence des facteurs intérieurs et extérieurs sur l'événement. Elle est récurrente: qui est responsable de l'effondrement des régimes communistes, Gorbatchev ou Wałęsa? Vous aurez compris qu'en adoptant une approche globale, celle d'un enchaînement de crises, je donne une force particulière aux impulsions « extérieures ». Certaines ont déstabilisé le système: la perestroïka évidemment, mais aussi l'onde de choc des seize mois de Solidarité en 1980-1981. D'autres ont tenté en vain de le sauver: on trouvera aisément des correspondances très concrètes entre les généraux putschistes de Moscou, et les ailes conservatrices des différents partis communistes, sans oublier les amitiés d'Iliescu et de Milosevic. Mais ces dernières seront justement mises en échec ou du moins combattues, par des mouvements sociaux ou nationaux intérieurs. En juin-juillet 1989, j'ai séjourné quelques semaines en Sibérie, à Irkoutsk. J'ai pu assister de l'intérieur du système, au bouleversement de la perestroïka, au début de la démocratie. Je me souviens du premier plenum du Comité central diffusé en direct à la TV, avec une parole plus ou moins libre. Mes amis étaient scotchés à leur écran! Et ils ne cessaient de m'interroger sur la Pologne...

L'interaction agissait dans les deux sens; elle donnait du mouvement à cet enchaînement de crises liant des situations nationales et internationales. Pourtant, ce qui m'intéressait dans ce moment, et qui continue à m'intriguer, c'est l'inadéquation évidente entre les discours et les actes des principaux protagonistes

de cette période. Vous me direz: c'est le lot des politiciens! Sans doute, mais nous n'avions pas affaire à des promesses électorales. Entre l'opposition polonaise qui ne voulait pas prendre le pouvoir, les Hongrois qui se prononçaient pour une transition graduelle, les Roumains qui parlaient de Révolution, ou Gorbatchev qui prétendait démocratiser le socialisme, personne n'a vraiment fait ce qu'il professait; beaucoup ont même fait l'inverse. Nous avons assisté au triomphe du pragmatisme.

Gorbatchev, par exemple, n'a rien maîtrisé dans ce processus. Il a été pris à son propre jeu, comme un apprenti sorcier, mais ses initiatives ont eu un rôle décisif. Je me souviens avoir fait le tour des oppositions démocratiques en Europe centrale en 1987-1988, j'avais parlé avec les principaux responsables, y compris avec les quelques démocrates roumains que l'on pouvait contacter de Paris. Tous me disaient: « Gorbatchev, on n'y croit pas mais il nous ouvre une porte. » Il ouvrait des possibilités à des mouvements intérieurs plus ou moins forts. Si en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, il y eu des grèves ou des manifestations de masse, si elles ont pu déboucher sur des négociations et des compromis acceptables, si un changement radical et pacifique a été possible, c'est justement à cause de cette combinaison dans le temps et dans l'espace d'une succession de crises. Il est évident qu'en Pologne par exemple, l'atmosphère de mai-juin 1989, puis de l'été et l'automne, ne ressemblait pas à celle de 1980-1981: moins d'enthousiasme et de participation populaire, plus d'inquiétude, une certaine fatigue. Il n'empêche, la rupture a bien eu lieu.

Il ressort de cet enchaînement que la plupart des acteurs qui ont joué un rôle très important dans cette affaire, ont été totalement submergés par les événements. En général, ils avaient un programme, ils avaient des idées, mais ils les changeaient en avançant. Ce fut une Révolution très différente de 1917, quand « l'avant-garde » tordait la réalité pour appliquer son idéologie totalitaire. La crise de 1989 était comme portée par elle-même, comme dirigée par des mutants. Seulement deux personnages se sont tenus à leur programme et ont, d'une certaine manière, atteint leurs objectifs: Helmut Kohl et Slobodan Milosevic. Le

second a mené une politique de construction d'un État nationaliste grand-serbe par la guerre. Il y est momentanément parvenu, il a fait la guerre à ses voisins, provoqué la mort d'au moins 300 000 personnes – civiles essentiellement – selon les estimations les plus pessimistes, des centaines de milliers de blessés, trois millions de réfugiés et déplacés ! Ce n'est pas rien. Il a fallu une réaction – trop tardive ! – de la communauté internationale pour stopper ce processus. D'un autre côté, la volonté d'Helmut Kohl de réunifier pacifiquement l'Allemagne s'est accomplie sans faute. Kohl n'était vraiment pas mon homme politique préféré à l'époque ; je dois pourtant dire qu'il m'a fasciné par son efficacité et sa ténacité. Il a su défendre et conduire son projet de base. Un des seuls à s'y tenir à ce moment.

Après 1989

Pour terminer, j'ajouterai encore deux réflexions. La première porte sur les transformations après 1989. Elles ont été très difficiles. J'ai été impliqué, comme responsable d'une administration française, dans la coopération avec ces pays, et j'ai aidé à la préparation de leur intégration à l'Union européenne. J'ai beaucoup travaillé avec l'administration de plusieurs d'entre eux. Je dirais que l'ouest de l'Europe a eu tort de retarder l'adhésion à l'Union européenne. Il fallait bien sûr que ces pays s'adaptent, modifient leurs administrations, réforment leurs économies, mais nous aurions très bien pu trouver une formule intermédiaire et inverser complètement la méthode, employer grosso modo celle qui avait été choisie avec d'autres États comme l'Angleterre : vous entrez dans un cadre politique, nous travaillons ensemble, nous construisons ensemble l'Europe et nous desserrons petit à petit les règles économiques. Si nous avions fait cela, nous aurions évité le prix social très fort payé par les populations à l'intégration européenne. En ce sens, nous sommes coresponsables de ce coût social si douloureux.

Ma seconde réflexion porte sur la mémoire de ces événements. « Brûlons nos héros ». Je suis scandalisé et fasciné par la manière dont aujourd'hui, en Pologne et ailleurs, les héros sont

portés sur des bûchers. Prenons Lech Wałęsa. On peut le trouver autoritaire, antipathique, on peut critiquer tel ou tel aspect de sa politique, etc., mais de là à en faire un traître payé par la police politique communiste, il y a un gouffre. Je trouve totalement absurdes et indécentes les attaques contre lui, contre un homme dont il est impossible de nier le rôle historique pour la liberté de la Pologne. Cette attitude mesquine et revancharde n'est pas propre à la Pologne, bien entendu. Toute Révolution, tout grand changement se retourne un jour ou l'autre contre ses héros. Andrzej Wajda l'a magnifiquement montré dans un de ses plus grands films, celui qui parle le mieux de Solidarité : *Danton*.

C'est la part d'ingratitude de la mémoire. Elle m'a toujours sidéré et je l'ai souvent croisée, ces quarante dernières années, pour maints événements ou révolutions. Il faut s'en méfier, s'en prémunir en donnant la parole aux historiens. Il faut interroger les processus de construction mémorielle. La mémoire peut être manipulée par les deux côtés ; il n'y a pas une bonne mémoire et une mauvaise, il n'y avait pas d'un côté une mémoire officielle, mauvaise par définition, portée par le pouvoir sortant, et de l'autre, une mémoire d'opposition, bonne par définition. Le travail historique n'est pas non plus exempt de manipulations ou d'influences politiques et mémorielles. Il faut toujours s'interroger sur les raisons pour lesquelles nous regardons les événements de telle ou telle manière. Les points de vue changent. Nous sommes heureux aujourd'hui de montrer une belle carte : il y a la démocratie partout, il n'y a plus de guerre en Europe, tout le monde est content. Mais qu'en sera-t-il dans quinze ou vingt ans ?

Notes

1. Sapiro Gisèle, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 176-177, mars 2009.
2. *Idem, ibidem*.

3. Kuroń Jacek & Modzelewski Karol, *List otwarty do Polskiej Zjednoczonej Partii Robotniczej* (Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais), Biblioteka «Kultury», Paris, 1966.
4. Modzelewski Karol, *Quelle voie après le communisme ?*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1995.
5. Ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique de 1985 à 1990.
6. Selon l'expression de Jadwiga Staniszkis dans *Pologne. La Révolution autolimitée*, PUF, Paris, 1982.
7. Un groupe de militants de Solidarité avait été battu par la milice dans cette ville du nord-ouest de la Pologne, et Solidarité avait menacé et préparé une grève générale.
8. Le 13 décembre 1981, le général Jaruzelski décrète l'état de guerre qui se traduit par l'interdiction de Solidarité et l'arrestation de ses principaux leaders. La loi martiale a été levée le 22 juillet 1983.
9. Le plan Balcerowicz, du nom du ministre des Finances du gouvernement de Tadeusz Mazowiecki, désigne le programme de « thérapie de choc » (liberté des prix, convertibilité du zloty, contrôle rigoureux de l'inflation budgétaire) mis en place dans l'économie polonaise en 1990.
10. La proclamation de l'état de guerre a eu pour effet la nomination à des postes dirigeants de nombreux officiers militaires.
11. Les candidats du Comité civique de Solidarité remportent la totalité des mandats ouverts à la concurrence à la Diète et 99 % des sièges de sénateurs.
12. Le général Jaruzelski est en effet devenu président à l'été 1989 et l'est resté jusqu'à la fin de l'année 1990.
13. L'insurrection de Varsovie (1^{er} août – 2 octobre 1944) est le soulèvement armé organisé par l'Armée intérieure, la résistance polonaise contre l'occupant allemand.
14. Hebdomadaire catholique libéral fondé à Cracovie en 1945.
15. Le lieutenant-général Władysław Anders (1892-1970) forma, pendant la guerre, une armée polonaise en soutien à l'Armée rouge et s'illustra dans la bataille de Monte Cassino. Après la guerre, il s'opposa à l'influence soviétique en Pologne et s'exila à Londres.
16. Organe exécutif de Solidarité.
17. Jan Olszewski (né en 1930), ancien Premier ministre (1991-1992), est avocat, homme politique et figure de la droite conservatrice polonaise.

18. Głogowski Piotr (dir.), *1989 Koniec systemu* (1989. La fin d'un système), Ósrodek Karta, Warszawa, 2009.
19. Notamment pendant l'occupation soviétique au cours de la Seconde Guerre mondiale.
20. Cf. le chapitre de Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen dans ce volume.
21. «Koniec Jalty (La fin de Yalta)», *Karta*, n° 27, 1999.
22. Groupement d'intellectuels polonais opposants au régime communiste. Constitué en septembre 1976 suite à la répression par le pouvoir des grèves ouvrières de juin, le KOR rejoindra en partie le mouvement Solidarité.
23. Durandin Catherine & Petre Zoe, *La Roumanie post 1989*, L'Harmattan, Paris, 2008.
24. En vertu d'un accord culturel entre les deux pays. À Paris s'est ouvert le Centre de civilisation polonaise.
25. Tismaneanu Vladimir, *Stalinism for All Seasons A Political History of Romanian Communism*, University of California, Berkeley, 2003.
26. Le 20 mai 1990, aux élections parlementaires, le Front de salut national (FSN) obtient 66,3 % des voix. Son leader, Ion Iliescu, est élu le même jour président de la République.
27. Après le départ des Ceaușescu du pouvoir, les manifestants de Bucarest ont été la cible de tirs attribués à des agents de la *Securitate*. Ils ont fait plusieurs centaines de morts. (cf. note 29)
28. Entre le 16 et le 22 décembre au matin, on dénombre 162 morts et 1101 blessés.
29. De la fuite de Ceaușescu, le 22 décembre au 25, pas moins de 942 personnes perdent la vie, 2251 sont blessées.
30. Il s'agit du général Victor Atanase Stănculescu, alors vice-ministre de la Défense qui, avec le général Mihail Chițac, a été déclaré responsable des 72 morts et plusieurs centaines de blessés de Timișoara.
31. Les élections ont été gagnées par la Convention démocratique de Roumanie (CDR) avec 30,17 % des voix. Son leader, Emil Constantinescu, devient président de la République.
32. Les 19-21 mars 1990, des affrontements violents ont lieu à Tirgu-Mures entre bandes nationalistes vraisemblablement manipulées par la *Securitate* et populations magyares.
33. Se reporter aux articles d'Anemona Constantin et d'Alin Rus dans cet ouvrage.

34. Potel Jean-Yves, *Scènes de grèves en Pologne*, Stock, Paris, 1981 (réédité en 2006 aux éditions Noir sur Blanc).
35. Potel Jean-Yves, *Quand le soleil se couche à l'Est*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2000.
36. Potel Jean-Yves, *Au miroir de la guerre. Réflexions sur le Kosovo*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2000.
37. Morin Edgar, *De la nature de l'URSS. Complexe totalitaire et nouvel empire*, Fayard, Paris, 1983.
38. J'ai abordé cette perspective dans mon livre, *Les cent portes de l'Europe centrale et orientale*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1998. Voir aussi Jean-Yves Potel, «La fin du communisme» in *STATES*, n° 12, CNRS, Nanterre, 2006.

Liste des acronymes

Pologne

- AWS: Akcja Wyborcza Solidarność: Action électorale Solidarité.
 AWSP: Akcja Wyborcza Solidarność Prawicy: Action électorale Solidarité de la droite.
 KOR: Komitet Obrony Robotników: Comité de défense des ouvriers.
 LPR: Liga Polskich Rodzin: Ligue des familles polonaises.
 NSZZ RI «Solidarność»: Niezależny Samorządny Związek Zawodowy Rolników Indywidualnych «Solidarność»: Syndicat indépendant et autogéré des agriculteurs individuels Solidarité.
 PC: Porozumienie Centrum: Entente du centre.
 PiS: Prawo i Sprawiedliwość: Droit et justice.
 PO: Platforma Obywatelska: Plateforme civique.
 PSL: Polskie Stronnictwo Ludowe: Parti paysan polonais.
 PZPR: Polska Zjednoczona Partia Robotnicza: Parti ouvrier unifié polonais.
 ROP: Ruch Odbudowy Polski: Mouvement pour la reconstruction de la Pologne.
Samoobrona: Samoobrona Rzeczpospolitej Polskiej: Autodéfense de la République de Pologne.
 SD: Stronnictwo Demokratyczne: Parti démocratique.
 SdRP: Socjaldemokracja Rzeczypospolitej Polskiej: Social-démocratie de la République de Pologne.
 SLD: Sojusz Lewicy Demokratycznej: Alliance de la gauche démocratique.
 UP: Unia Pracy: Parti du travail.
 UW: Unia Wolności: Union de la liberté.
 ZChN: Zjednoczenie Chrześcijańsko-Narodowe: Union chrétienne nationale.
 ZSL: Zjednoczone Stronnictwo Ludowe: Parti paysan unifié.

Moldavie

PCM: Partidul Comunist al Moldovei: Parti communiste moldave.

PCRM: Partidul Comuniștilor din Republica Moldova: Parti des communistes de la République de Moldavie.

RSSM: Republica Sovietică Socialistă Moldovenească: République socialiste soviétique de Moldavie.

Allemagne

BGH: Bundesgerichtshof: Cour fédérale de justice.

Die Grünen/Bündnis 90: Les Verts/Alliance 90.

CDU: Christlich Demokratische Union Deutschlands: Union chrétienne-démocrate d'Allemagne.

CSU: Christlich-Soziale Union in Bayern: Union chrétienne-sociale en Bavière.

FDGB: Freie Deutsche Gewerkschaftsbund: Union syndicale allemande libre.

FDJ: Freie Deutsche Jugend: Jeunesse allemande libre.

FDP: Freie Demokratische Partei: Parti libéral-démocrate.

PDS: Partei des Demokratischen Sozialismus: Parti du socialisme démocratique.

SED: Sozialistische Einheitspartei Deutschlands: Parti socialiste unifié d'Allemagne.

SPD: Sozialdemokratische Partei Deutschlands: Parti social-démocrate d'Allemagne.

ZERV: Zentrale Ermittlungsgruppe für Regierungs – und Vereinigungskriminalität: Agence centrale d'enquête sur les crimes d'États et sur les crimes liés à l'unification.

ZPKK: Zentrale Parteikontrollkommission: Commission centrale de contrôle du parti.

Roumanie

CNSLR: Confederația Națională a Sindicatelor Libere din România: Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie.

FSN: Frontul Salvării Naționale: Front du salut national.

GDS: Grupul pentru Dialog Social: Groupe pour le dialogue social.

GID: Grupul Independent pentru Democrație: Groupe indépendant pour la démocratie.

PCR: Partidul Comunist Român: Parti communiste roumain.

PNL: Partidul Național Liberal: Parti national libéral.

PNTcd: Partidul Național Țărănesc Creștin Democrat: Parti national paysan chrétien-démocrate.

PSDR: Partidul Social Democrat Român: Parti social-démocrate roumain.

Securitate: Departamentul Securității Statului: Département de la sécurité de l'État.

SRI: Serviciul Român de Informații: Service roumain de renseignements.

Bulgarie

BKP: Bălgarska Komunističeska Partija: Parti communiste bulgare.

BSDP: Bălgarska Social-demokratičeska Partija: Parti social-démocrate bulgare.

BSP: Bălgarska Socialističeska Partija: Parti socialiste bulgare.

BSP: Bălgarski studentski protest: Étudiants bulgares manifestants.

KNSB: Konfederacija na Nezavisimite sindikati v Bălgarija: Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie.

SDS: Săjus na demokratičnite sili: Union des forces démocratiques.

Biélorussie

BNF: Bielaruski Narodny Front: Front populaire de Biélorussie.

NEP: Novaya Ekonomitcheskaya Politika: Nouvelle politique économique.

NKVD: Narodny Komissariat Vnutrennikh Del: Commissariat du peuple aux affaires intérieures.

Ukraine

Komsomol: Kommunisticheskiy Soyuz Molodyozhi: Union des jeunes communistes.

PCUS: Kommunisticheskaya Partiya Sovetskogo Soyuza: Parti communiste de l'Union soviétique.

PDVU: Partiya Demokratitchnogo Vidrozhennya Ukraïny: Parti de la renaissance démocratique de l'Ukraine.

Rukh: Narodnyi Rukh Ukraïny: Front populaire d'Ukraine.

République tchèque

KSČM: Komunistická strana Čech a Moravy: Parti communiste tchèque et morave.

ŽOS: Železniční opravny a strojírny: Outillerie et réparations ferroviaires.

Remerciements

Plusieurs chapitres de cet ouvrage ont été présentés sous forme de communications lors du colloque organisé par le Centre Michel Foucault d'études françaises de Varsovie, les 17 et 18 octobre 2008, sur le thème « L'événement 1989 à l'Est. Vingt ans d'interprétations ». Ce volume doit beaucoup à tous ceux qui ont rendu possible cette manifestation : son excellence l'Ambassadeur de France François Barry Delongchamps, Madame le Recteur de l'université de Varsovie Katarzyna Chałasińska-Macukow, Jean-Jack Cegarra, directeur du Centre de civilisation française, Rose-Marie Lagrave (EHESS), Morgane Labbé (EHESS), Paweł Rodak (université de Varsovie), et Audrey Kichelewski (EHESS), responsables du Centre Michel Foucault de Varsovie. Outre cette dernière et les auteurs du présent ouvrage, le comité d'organisation était composé de Agnès Chetaille, Matthieu Gillibert, Gauthier Graslin, Iwona Otto, Philippe Rusin, Kaja Sztandar-Sztanderska, Maja Szymanowska et Damien Thiriet. Nous souhaitons remercier tous les participants à ces journées d'étude, ainsi que les intervenants dont les communications n'ont pu être reproduites dans ce volume – Robert Brier, Nicole Gabriel, Maria Grecu, Alexandru Gussi, Gianni Haver, Antoine Heemeryck, Mikołaj Lewicki, Myriam Renaudot, Julie Voldoire, Patryk Wasiak et Jacek Wasilewski – et les discutants – Philippe Artières, Lydia Coudroy de Lille, Michał Kozłowski, Marcin Kula, Paweł Rodak et Stefan Wiederkehr. Des remerciements particuliers à Georges Mink et Béatrice Von Hirschhausen pour avoir respectivement prononcé la conférence inaugurale et conclu les journées d'étude.

Nous adressons également des remerciements à Jean Viard, pour avoir accueilli avec enthousiasme cet ouvrage aux Éditions de l'Aube, à Jean-Yves Potel, pour nous avoir mis sur sa piste et pour son soutien constant et à Elisabeth Kulakowska qui a relu et corrigé entièrement ce livre. Un grand merci enfin à Éric Agrikoliansky, Boris Gobille, Guillaume Mouralis et Morgane Labbé pour avoir relu et commenté certains passages de l'ouvrage.

Cet ouvrage est la première publication issue des travaux du Centre Michel Foucault de Varsovie, fruit d'une collaboration entre l'École des hautes études en sciences sociales, l'Université de Varsovie et l'Académie polonaise des sciences. Ses valeurs sont l'autonomie intellectuelle, le travail collectif, l'interdisciplinarité, l'ambition critique et le souci de la transmission : c'est dans cet esprit que le présent ouvrage a été composé.

Ont contribué à cet ouvrage

- Muriel BLAIVE, chercheure au Ludwig Boltzmann Institute for European History and Public Spheres à Vienne.
- Anemona CONSTANTIN, ATER à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense, doctorante à l'ISP-CNRS.
- Julien DANERO, assistant auprès du Département de science politique de l'université libre de Bruxelles, membre du Cevipol – ULB.
- Zbigniew GLUZA, directeur du Centre d'histoire contemporaine *Karta*, Varsovie.
- Ronan HERVOUET, maître de conférences à l'université Victor Segalen Bordeaux 2, membre du LAPSAC.
- Jérôme HEURTAUX, maître de conférences à l'université Paris-Dauphine, membre de l'IRISSO-CNRS.
- Antoine LAPORTE, agrégé de géographie, doctorant aux universités Paris-7 et Luxembourg, laboratoires Géographie-Cités et IPSE.
- Karol MODZELEWSKI, professeur d'histoire médiévale, vice-président de l'Académie polonaise des sciences.
- Guillaume MOURALIS, chargé de recherche aux CNRS, ISP, CNRS-université Paris-Ouest Nanterre La Défense.
- Cédric PELLEN, ATER à Sciences Po Bordeaux, doctorant à SPIRIT-CNRS.
- Zoe PETRE, professeure d'histoire à l'université de Bucarest, ancienne conseillère du président Constantinescu (1996-2000).
- Jean-Yves POTEI, docteur habilité en science politique, ancien conseiller culturel de l'Ambassade de France à Varsovie.

Nadège RAGARU, chargée de recherche au CERI-CNRS
(Sciences Po), enseignante à Sciences Po.

Alin RUS, docteur de l'université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca.

Ioulia SHUKAN, docteure en science politique de Sciences Po.

Nicolas VERSCHUEREN, chercheur en histoire contemporaine au
Cevipol – ULB.

Frédéric ZALEWSKI, maître de conférences à l'université Paris-
Ouest Nanterre La Défense, membre de l'ISP-CNRS.

Table des matières

Introduction, Jérôme Heurtaux, Cédric Pellen.....	5
Trois problèmes.....	5
L'événement 1989 dans les sciences sociales	8
Une autre approche de l'événement 1989	10
Réinterpréter « 1989 »	12
Des mythes fondateurs aux contre-événements	14
Des non-événements ?	16

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉVÉNEMENT RÉINTERPRÉTÉ

LES CONTORSIONS SYMBOLIQUES DE 1989

Pologne. La Table ronde, un meuble politiquement encombrant, Jérôme Heurtaux, Cédric Pellen.....	23
La genèse d'un mythe fondateur	27
Comment la critique de la Table ronde est (re)devenue rentable politiquement	36
Pologne. Un parti politique face à 1989. L'abandon d'une lecture sociale des transformations par le PSL, Frédéric Zalewski.....	57
La dévalorisation progressive des interprétations sociales de 1989.....	60
L'impact des luttes politiques sur les représentations de 1989	65

Allemagne. 1989 dans la chronologie légitime de l'épuration,	
<i>Guillaume Mouralis</i>	80
Les discours: 1989, point de départ de l'épuration	82
Les pratiques: le poids des expériences, le choc des attentes	84
Il vaut mieux écrire soi-même sa propre histoire	91
Moldavie. Une indépendance qui divise (1991),	
<i>Julien Danero, Nicolas Verschueren</i>	103
Les racines historiques du conflit	106
L'histoire et la langue moldaves en débat.....	109
L'événement 1991 et ses interprétations.	113

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVÉNEMENT CONTESTÉ. CONFLITS D'ORIGINES

Allemagne. 1989 et l'affirmation de Berlin comme capitale	
politique, Antoine Laporte	127
1989 dans le « débat de la capitale ».....	128
Aménager Berlin après 1989.....	134
Berlin et le conflit des mémoires.....	140
Roumanie. L'échec d'une «seconde Révolution» place de	
l'Université (1990), Anemona Constantin	149
Bouleversement des logiques routinières et redéfinition du jeu politique.	151
De la manifestation à la « Révolution »: le déroulement des événements, place de l'Université.....	154
Qualifier l'événement: la manifestation de la place de l'Université, une seconde « Révolution »?	160
Bulgarie. 1989 au prisme de 1997. Une « Révolution » en	
palimpseste, Nadège Ragaru	172
Énonciations et dénonciations des manifestations de 1997: les mises en événement d'une mobilisation...	174

L'événement 1989-1990 et le « post-communisme » au service de stratégies de légitimation: la quête d'un moment inaugural	180
Les pliures du temps: actualisations et éclipses de passés intermittents.....	191

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVÉNEMENT OCCULTÉ. LES REPRÉSENTATIONS ORDINAIRES

Biélorussie. Mémoires et ruptures de vie de citoyens	
soviétiques, Ronan Hervouet	203
La douloureuse redéfinition des ambitions personnelles après l'effondrement de l'URSS (Ivan).....	206
Les souvenirs nostalgiques du travailleur soviétique (Sergueï et Margarita)	210
Le déracinement après Tchernobyl (Tatiana)	213
La perestroïka en accusation (Andrei).....	215
Le traumatisme de la collectivisation et de la Grande Guerre patriotique (Pavel).....	220
Ukraine. Trois communistes dans la tourmente de la	
perestroïka, Ioulia Shukan	228
M. ou la conversion à la démocratie d'un jeune cadre communiste.	231
N. ou la sortie de rôle d'un hiérarque du Parti.....	236
P. ou la pérennité de l'engagement communiste.....	242
République tchèque. La « Révolution de velours » vue de	
České Velenice, Muriel Blaiwe	250
Historiciser l'après-1989.....	251
« 1989 » dans l'histoire orale.....	254
Les incertitudes d'un fonctionnaire local.....	256
Les contradictions d'un entrepreneur.	258
Souvenirs adolescents de deux petites employées.	262

Roumanie. Les minériades dans la mémoire des mineurs,	
<i>Alin Rus</i>	272
Les événements et leurs causes.....	274
Les interprétations courantes	276
Les interprétations des mineurs et leurs évolutions.....	279
Europe centrale et orientale. Quatre témoins privilégiés analysent l'événement 1989, Karol Modzelewski, Zbigniew Gluza, Zoe Petre, Jean-Yves Potel, Présentation et notes de Jérôme Heurtaux	293
Karol Modzelewski.....	295
Zbigniew Gluza.....	302
Zoe Petre.....	309
Jean-Yves Potel	315
Liste des acronymes	325
Remerciements	329
Ont contribué à cet ouvrage	331

Achevé d'imprimer en octobre 2009
sur les presses de l'imprimerie Pulsio pour le compte des éditions de l'Aube
rue Amédée Giniès, F-84240 La Tour d'Aigues

Numéro d'édition: 3
Dépôt légal: octobre 2009
N° d'impression:

Imprimé en Europe